

Austérité pour l'Etat soviétique

A l'œuvre depuis deux ans dans le domaine civil en URSS, le glesnost a mis plus de temps à pénétrer dans le secteur militaire, mais un nouveau pas a été franchi devant le Congrès des députés qui siège depuis maintenant deux semaines à Moscou.

Les parlementaires avaient déjà entendu M. Gorbatchev annoncer un budget militaire près de quatre fois plus important (77 milliards de roubles contre près de 20 milliards) que celui que le Soviet suprême approuvait sans broncher, depuis des temps immémoriaux. Mercredi, M. Ryjkov, le chef du gouvernement, a précisé pour la première fois les principaux chapitres de ce budget.

Il en ressort que les dépenses de personnel, de construction et de maintenance, les seules qui étaient retenues jusqu'à présent dans le budget « officiel », étaient elles-mêmes sous-estimées de quelque 7 milliards de roubles. On a appris aussi le coût de la guerre en Afghanistan : 5 milliards de roubles par an, presque autant que ce qu'a coûté la catastrophe de Tchernobyl.

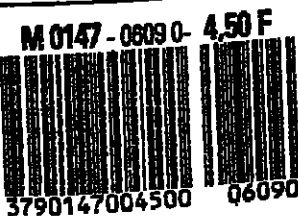
Ces chiffres sont-ils définitifs ? Même la plus sincère volonté de transparence se heurte aux imprécisions du système de « commandement administratif » encore en vigueur dans l'économie soviétique, lequel interdit à la fois la vérité des prix et la conversion, même théorique, en monnaie étrangère (le rouble équivaut à 10 de nos francs, mais parfois à dix fois moins au marché noir). M. Ryjkov a chiffré par exemple le déficit du budget de l'Etat pour 1989, alors que plusieurs économistes, y compris dans la presse soviétique, l'estiment à plus de 100 milliards.

Cela n'explique rien à l'importance de la crise financière à laquelle fait face l'économie soviétique. Celle-ci a souffert d'abord de la chute des cours du pétrole depuis quinze ans : 40 milliards de roubles en moins depuis 1985 seulement, au point que les rentrées pétrolières, a précisé M. Ryjkov, ne paient même pas aujourd'hui le service de la dette extérieure.

Mais des décisions « volontaristes » et plus récentes ont aussi joué leur rôle : la campagne anti-alcoolique a privé l'Etat de revenus fabuleux, lesquels sont en fait tombés pour une bonne part dans la poche de fabricants clandestins. Et l'ouverture politique a conduit les responsables locaux à céder devant de nombreuses revendications salariales, contribuant à grossir la masse monétaire et à encourager l'inflation.

Dans ces conditions, la politique de désarmement lancée par M. Gorbatchev répond à un peu plus qu'aux seules considérations diplomatiques. Certes, ce n'est pas le budget militaire proprement dit qui sera réduit d'une fois et demie à deux fois d'ici à 1995, comme l'indiquent les premières informations, mais seulement sa part dans le revenu national. Il reste que le dispositif militaire redondant mis en place sous Brejnev sera la première victime de l'austérité que doit désormais s'imposer l'Etat soviétique.

(Lire nos informations page 8.)

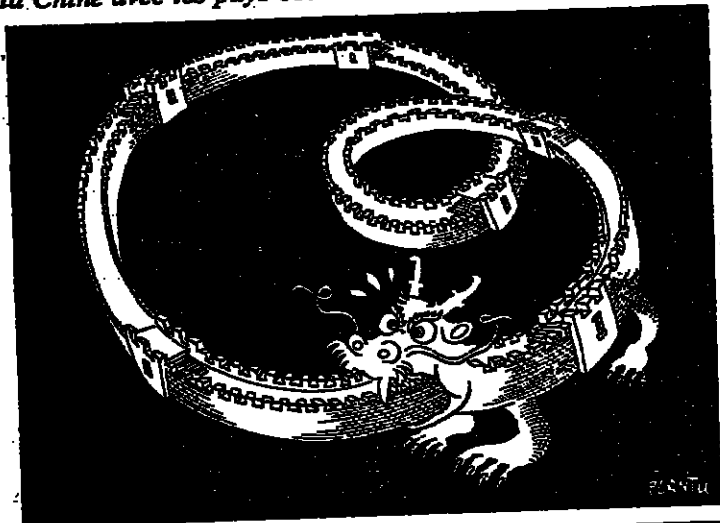


3790147004500 06090

La crise chinoise affecte gravement les relations entre Pékin et l'Occident

Le premier ministre, M. Li Peng, réapparaît

Un calme précaire semblait régner à Pékin, jeudi 8 juin, au lendemain des incidents qui ont incité la communauté étrangère à accélérer son évacuation. Le premier ministre, M. Li Peng, a fait sa première apparition télévisée depuis les massacres du week-end (lire page 40). Cependant, la crise affecte gravement les relations de la Chine avec les pays occidentaux.



Le trente-huitième Salon du Bourget.

L'avion roi

Le trente-huitième Salon international de l'aéronautique et de l'espace, inauguré, le 8 juin, au Bourget, par M. Mitterrand, s'ouvre dans une atmosphère d'euphorie chez les visiteurs civils, qui font face à une avalanche de commandes. N'a-t-on pas enregistré quelque mille achats de jets depuis le début de 1989 ? En revanche, les militaires sont moins à la fête : réductions budgétaires, concurrence mondiale acharnée, clients impécunieux, ont singulièrement réduit les ventes.

Dans le domaine spatial, la situation est plus contrastée : le fusée Ariane fait un « tabac », mais l'Europe souffre de la domination des Etats-Unis sur le marché des satellites.

Pour faire face à une conjoncture aussi agitée, les industriels s'appliquent à regrouper leurs forces afin de rationaliser leur production et de s'assurer des parts de marché. Le monde aéronautique bruit donc d'alliances, notamment en France, où l'on débat de l'opportunité de réunir tous les constructeurs dans une même société. Loin de ces agitations, le grand public redécouvre surtout de ces journées où l'avion est roi les formes colorées de l'Antonov-225 et l'avion-spion américain SR-71 Blackbird.

(Lire page 30 notre dossier et les articles de JEAN-PAUL DUFOUR, ALAIN FAUJAS et JACQUES ISNARD.)

PÉKIN
de notre correspondant

La machine de propagande chinoise se remet progressivement en marche dans un effort visant à présenter - en particulier au reste du pays - la situation à Pékin comme revenant peu à peu à la normale. En même temps, la menace d'une purge du Parti communiste commence à se profiler, prouvant du même coup le caractère spécieux de la thèse du « complot d'une toute petite poignée » d'individus contre la direction dans l'interprétation initiale donnée pour justifier l'intervention de l'armée dans Pékin.

La télévision a présenté mercredi 7 juin au soir son premier reportage sur la place Tiananmen après quelques jours d'occupation par la troupe.

FRANCIS DERON.
(Lire la suite page 4 ainsi que l'article de PATRICE DE BEER : « Le vieil empereur et les microbes » en page 3.)

Le scrutin du 11 juin en Nouvelle-Calédonie

Les provinciales de « Kanaky »

En Nouvelle-Calédonie, les élections provinciales auront lieu le 11 juin : le nouveau président de l'Union calédonienne, M. François Burck, s'est déclaré, le 7 juin, « sans inquiétude » devant les menaces de « déstabilisation » lancées par le FULK.

POINDIMIE
de nos envoyés spéciaux

Jean-Marie Tjibaou n'est plus prophète en son pays. Pour rendre hommage à leur chef disparu et assurer la continuité de

son œuvre, les plus jeunes des conseillers municipaux de Hienghène avaient songé à démissionner en bloc afin de provoquer une élection partielle et à solliciter la candidature de sa veuve, Marie-Claude, qui aurait eu alors les meilleures chances de lui succéder à la tête de la municipalité.

Ils ont été pris de vitesse par les rivaux traditionnels de Jean-Marie Tjibaou, les descendants de la chefferie de Bouarate, qui se sont opportunément ligués, en faisant litière de leurs divergences politiques, pour prendre le contrôle de la mairie.

Les Bouarate ont manœuvré de main de maître et les jeunes disciples de Jean-Marie Tjibaou n'y ont vu que du feu. Le « comité local » de l'Union calédonienne (UC) était réuni pour désigner le nouveau maire et tout semblait devoir aboutir à la candidature de Marie-Claude Tjibaou quand la « section de base » de la tribu de Koulonoué est intervenue pour proposer la candidature de Joseph Bouarate, l'un des adjoints en exercice.

FRÉDÉRIC BOBIN
et ALAIN ROLLAT.
(Lire la suite page 12.)

Révolutions et démocratie

89 régénéré

Les ébranlements des pays communistes donnent au débat sur les libertés et la démocratie une actualité qui rejoint la célébration, en France, du bicentenaire de 1789. Selon Edgar Morin, la « trinité » liberté-égalité-fraternité est, pour le vingtième siècle, l'étoile du futur.

par Edgar Morin
directeur de recherche au CNRS

Là où la révolution d'Octobre était au zénith, la Révolution

française était au plus bas. Toute montée de la révolution russe abaissait la Révolution française.

Ainsi, dans la Vulgate marxiste du vingtième siècle, du moins jusqu'à la décennie 70-80, la Révolution française, universelle en idéologie, était bourgeoise en fait, les droits de l'homme ne promulguant que des libertés formelles, 1793 apportait certes un modèle d'énergie, mais ne forgeait pas un modèle de société. La Révolution française était tout au plus un prétexte historique que la révolution russe avait dépassé et contro-

dit dans le fait même qu'elle en accomplissait les promesses.

Or, à partir de 1970, tout a commencé à basculer. Sur une grande partie du monde, un formidable effacement idéologique a fait s'effondrer 1917 au profit de 1789, et ce phénomène hercynien est passé quasi inaperçu aux yeux des observateurs occidentaux, occupés à se battre sur le second front où 93 s'oppose à 89, étaient aveugles au knock-out titanesque que 89 infligeait à 17.

Le sens émancipateur de la révolution d'Octobre s'est effondré à la suite d'un concours d'autodémystifications quasimultanées : la démythologisation de l'URSS, déjà commencée par Khrouchchev, s'est poursuivie sous Brejnev ; l'autodémystification de la Chine a fait tomber le maoïsme du sublime au grotesque après l'affaire Lin Biao, la mort de Mao, la « bande des quatre », puis du grotesque à l'horreur après les révélations sur la pseudo « révolution culturelle » ; l'autodémystification du Cambodge s'est effectuée dans et par le sang polpotien, en même temps que celle du Vietnam devenu oppresseur et conquérant dans l'élan même de sa libération.

(Lire la suite page 2.)

Le Monde

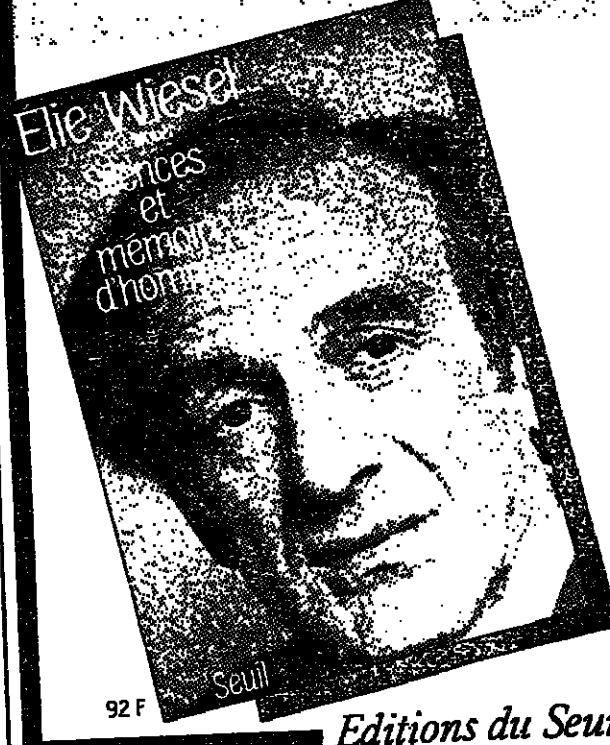
LIVRES

- Lettres italiennes : Gesualdo Bufalino le cannibale ; l'archipel d'Alberto Saviano ; la planète Malerba ; Moravia, l'homme disponible.
- Ecrits intimes : les exils de Boris Schreier ; le pays d'écriture, d'Yves Peyré.
- Philosophie : un entretien avec Patrick Tort ; « Ernst Cassirer, héritier des Lumières », par Roger-Pol Droit.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Je suis un écrivain », de François Weyergans.

PAGES 17 à 24

CONCOURS « Voyages en littérature » : questions en page 13

ELIE WIESEL



92 F

Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,96 \$; Espagne, 180 pes. ; Grèce, 80 p. ; Italie, 1.500 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; USA (NY), 1,80 \$; USA (autres), 2 \$.

مكتبة الأمل

Débats

89 régénéré



(Suite de la première page)

Tout cela a ressuscité l'idée de démocratie, qui cesse d'apparaître comme le masque idéologique de la bourgeoisie, à régénéré l'idée des droits de l'homme, porteurs non plus des mensonges libertés formelles, mais de la seule vraie liberté. L'extraordinaire est que le processus s'effectue désormais au sein du monde communiste lui-même, où les aspirations au pluralisme et à la liberté émergent à travers les dislocations de l'énorme totalitarisme. De façon enfin claire, Achille Occhetto décroche ouvertement le wagon du Parti communiste italien de la révolution d'Octobre pour l'accrocher à la vieille « locomotive de l'histoire » désaffectée, la Révolution française. De façon encore plus admirable, la déclaration commune Occhetto-Gorbatchev assure que la démocratisation devient l'horizon du communisme pour la fin du millénaire. Et, peu après, des centaines de milliers d'étudiants chinois chantent la Marseillaise à Pékin.

17/89

Alors que dans la Vulgate marxiste, 17 était l'avenir de 89, c'est 89 qui est devenu l'avenir du communisme. Ainsi 1789 a cessé d'être un échafaudage dépassé du passé, c'est, de plus en plus, à l'Est, en Asie, en Afrique, et même en Amérique latine, l'étoile du futur.

Officiellement la référence à Lénine demeure en URSS. Mais c'est de plus en plus une référence au père-fondateur d'un NEP à accomplir avec soixante ans de retard. Déjà dans les conversations privées de hauts apparatchiks montrent qu'ils ont conscience que l'URSS est le produit, non d'une révolution réussie, mais de deux révolutions assénées.

La première, celle de février 1917, révolution « démocratique bourgeoise » qui abolit l'autocratie tsariste, avait été assassinée conjointement par la poursuite de la guerre et par la décision d'Avril, prise par Lénine, de sauter l'étape bourgeoise en Russie. La seconde révolution, celle

d'Octobre, fut un « coup », non pas un « coup d'Etat » mais un coup d'audace déclenché, canalisé, et orienté dans une finalité internationaliste grandiose : il ne s'agissait nullement pour Lénine d'instaurer le socialisme dans l'empire tsariste, mais de briser « le maillon le plus faible de l'impérialisme » pour allumer la révolution prolétarienne en Europe, et, par un processus en chaîne, dans le monde.

L'échec de la révolution mondiale a évidemment anéanti l'espérance de 1917. Mais, en dissolvant le jour même de sa réunion la première assemblée démocratiquement élue dans toute l'histoire de la Russie, les bolcheviks allaient assassiner pour soixante-douze ans toute possibilité de socialisme démocratique en URSS. Or, si le cours de la perestroïka continue en URSS, l'acte fondateur de 1917 sera inéluctablement conçu aussi comme acte destructeur de la possibilité démocratique. Du point de vue de l'histoire de la Russie, Octobre restera comme l'assassinat de la révolution démocratique de février 1917. Du point de vue de l'histoire planétaire, Octobre restera comme une tentative sublime, folle et finalement horrible pour changer le monde.

Ainsi, en 1989, dans le monde soumis aux dictatures ou aux totalitarismes, 1789 redevient le « splendide lever de soleil » dont parlait Hegel.

89/93

En France, la revanche de 89 sur 17 a affecté la vision de 1793. Dans l'optique diffusée par le Parti radical de la Troisième République, 93 et 89 étaient quasi complémentaires : la Terreur de 93 sauvegardait l'acquis et la promesse de 89 contre les bords d'ennemis conjurés : 93 était un 89 défensif. Effectivement, l'exaltation du deuxième Comité de salut public, qui, liant la Terreur à la Vertu, brisait tous les ennemis intérieurs et extérieurs de la Révolution, sauvait à la fois le sol de la patrie, l'unité de la nation et la nature de la République, concentrait sur 93 l'essence

même de la Révolution française. De plus, après la Révolution d'Octobre, et cela bien au-delà de la sphère d'influence communiste, une dialectique circulaire s'était mise en place, justifiant réciproquement 17 par 93 et 93 par 17. L'argument 93 permettait de justifier la dictature des bolcheviks, et celle-ci, sauvant l'URSS de ses ennemis intérieurs et extérieurs, sauvant le principe de liberté en anéantissant les « ennemis de la liberté », permettait de justifier en retour la Terreur de 93.

L'avènement et le triomphe du stalinisme, loin de briser cette boucle de légitimation, ne fit que la renforcer. La super-Terreur de Staline super-justifiait la Terreur robespierriste se prétendant historiquement justifiée par elle. Dans la Vulgate stalinienne, les procès et liquidations de 35-37 des « droïtes » et « gauchistes » bolcheviks étaient justifiés en miroir par les procès et liquidations des « modérés », dantonistes et des « enragés », hébertistes, procès à leur tour sur-justifiés par les procès de Moscou. Les découvertes ininterrompues de nouveaux « traîtres » par Robespierre et par Staline entre-justifiaient les deux paranoïas, obsessions d'un complot satanique ourdi sans discontinuer par la contre-révolution. Issues d'une situation obsessionnelle certes bien réelle, ces psychoses étaient perçues non comme des délires interprétatifs, mais comme des modèles de lucidité salvatrice.

Or le mythe de 93 allait subir les conséquences du discrédit du mythe stalinien. On pouvait enfin comprendre qu'en s'intensifiant en 94 après que la République eut été sauvée, et qu'en s'intensifiant en 35 après que ses ennemis eurent été liquidés, les deux Terreurs s'étaient auto-entretenues d'elles-mêmes au-delà de ce qui leur servait de justification. Alors que le jacobin inflexible, concentré exaltant de toutes les vertus républicaines, était jusqu'alors la cible des seuls royalistes ou « réactionnaires », la critique post-stalinienne, aussi bien dans les écrits de Furet que dans le Danton de Wajda, en fait un fanatique illuminé supprimant comme ennemi ou traître quiconque lui fait opposition. Du coup, le centre de gravité de la Révolution passe de 93 à 89.

La désintégration de l'espérance de salut terrestre par la révolution communiste entraîne, chez les croyants désabusés et leurs suiveurs, la régénération des droits de l'homme et de l'idée de la démocratie. La revanche de 89 sur 17 entraîne la promotion de 89 sur 93.

La Révolution apparaît dès lors fondamentalement comme la révolution des droits de l'homme.

L'historisation de l'histoire

Toute histoire est une reconstruction du passé à partir de données et de documents. L'histoire de la Révolution française a été sans cesse reconstruite, dès le début du dix-neuvième siècle, en fonction des expériences politiques que vivaient les historiens, eux-mêmes souvent acteurs politiques comme Thiers, Tocqueville, Jaurès. Ainsi l'histoire parlementaire d'Aulard correspond à la Troisième République naissante, puis l'histoire sociale de Jaurès correspond à l'essor du socialisme français. Mathiez, lui, « réhabilite » Robespierre et fait de 93 le point d'orgue de la Révolution, ce qui l'entraîne à justifier le léninisme, selon le processus psychologique indiqué plus haut.

Puis c'est l'expérience libertaire-trotskyenne qui amène Daniel Guérin à réhabiliter les « enragés » et à condamner leur condamneur Robespierre. Mais le grand bouleversement allait venir de la grande désacralisation du stalinisme opérée par le rapport Krouchtchev et la révolution hongroise, puis de la désacralisation de l'URSS dans son ensemble.

C'est cette expérience de désacralisation qui rétroagit sur la Révolution avec l'histoire de Furet-Richet, se poursuivant dans les ouvrages ultérieurs de Furet, et c'est pour ainsi dire le bilan philosophique d'une relecture post-stalinienne dont témoigne la *Révolution des droits de l'homme* Marcel Gauchet (1).

Ainsi l'histoire de la Révolution française est la plus multiple et la plus changeante qui soit, non en ce qui concerne les événements eux-mêmes, mais dans la vision de ces événements. La Révolution est sans cesse réinterprétée. Son histoire varie en fonction de l'histoire. Ce qui nous suggère que l'histoire de la Révolution n'est pas terminée. Elle sera à nouveau réinterprétée en fonction des expériences du futur. Une première leçon que devraient tirer les historiens serait de s'historiser eux-mêmes.

La relecture de la Révolution par Furet est à la fois très radicale et très modérée dans le sens où elle envisage une évolution française qui aurait pu faire l'économie de la Révolution, ce qui met radicalement en question la « nécessité » de la Révolution tout en aboutissant au modérantisme politique. Il se trouve que la lecture furetienne se propage, en cette période anniversaire, au moment même d'une « centripétisation » politique, où s'atténuent les différences radicales entre les grandes masses politiques de la gauche et de la droite, dans une période de paix idéologique relative.

Dans ces conditions, nous voici dans un moment « tiède » de l'histoire. Cela nous amène à regarder tièdement la Révolution ; mais la tiédeur ne risque-t-elle pas de nous empêcher de comprendre le moment ultra-chaud de l'histoire qui commence en 89 et s'achève en 99 (18 brumaire) ?

Du bloc au tourbillon

C'est dans ce climat tiède que nous sommes à nouveau confrontés à l'alternative traditionnelle : ou bien l'on sélectionne dans le processus 89-99 ce qui pour nous relève de la « bonne » nature ou de la « vraie » vérité de la Révolution, ou bien on garde tout en bloc. La première branche de l'alternative est justifiable : on peut choisir éthiquement et politiquement les droits de l'homme et l'abolition des privilèges, rejeter la Terreur ou Thermidor. La seconde est non moins justifiable politiquement : ainsi Clemenceau fonde la Vulgate de la Troisième République lorsqu'il déclare que la Révolution doit être prise en bloc, chaque moment constituant une facette qui apporte à l'ensemble kaléidoscopique sa vérité et sa richesse. Mais ces deux visions, l'une par élimination, l'autre par congélation, chassent les antagonismes, les contradictions et la tragédie du formidable et fascinant processus révolutionnaire qui se déchaine en tourbillon de 89 à 99, et d'où vont naître d'autres tourbillons historiques, à commencer par celui de 1800 à 1815.

Dès lors, il nous faut considérer la Révolution, non comme un bloc, mais comme un tourbillon, ce qui nous permet de la concevoir à la fois dans sa totalité, sa diversité et ses antagonismes, c'est-à-dire sa complexité. Car la Révolution est un complexe tourbillonnaire. A partir d'événements initiaux de rupture, elle brise les anciennes formes, l'ancien moule, fait surgir des ébauches successives qui s'annulent l'une l'autre, déclenche des forces historiques inouïes. C'est, comme dans un tourbillon, la rencontre de mouvements antagonistes qui déclenche la grande rotation motrice, créatrice et destructrice, dans une causalité en boucle qui entraîne dans et par la guerre son cours tumultueux. C'est un prodigieux concentré d'histoire qui fait vivre en dix ans ce que le dix-neuvième siècle mettra cent ans, comme l'indique Furet, à répéter. Dès lors le Bicentenaire nous invite à autre chose qu'à une commémoration sélective ou congelée. Il nous invite à méditer sur le complexe tourbillonnaire. En même temps, il ne faut pas oublier que la Révolution française est à la fois un phénomène totalement historique et totalement mythologique. Bien sûr, les grands événements historiques se cachent leur mythologie. Mais la réalité historique de la Révolution est génératrice de mythes fondateurs, non seulement pour la France républicaine, mais pour l'histoire contemporaine, la nation moderne, la souveraineté du peuple, la promotion de l'individu.

Ici apparaît le problème de 1989 face à 1789 : nous sommes à une époque où les mythes violent bas, nous sommes, avons-nous dit, en un moment tiède de l'histoire. Et le problème apparaît justement dans cet événement hautement significatif que fut le procès de Louis XVI sur TF1, il y a quelques mois. Il ne fut pas seulement significatif de la « médiatisation » de l'Histoire avec ses aspects zhi-trionnant et éternel à lier, il nous a fait voir que, vu sous notre optique civile et pacifique d'aujourd'hui, ce procès est en fait un assassinat politique, que rien ne pouvait moralement ni juridiquement légitimer. La seule justification est celle qu'a énoncée Edern Halber avec l'extra-lucidité du délire. « Louis Capet doit être guillotiné parce qu'il a été guillotiné ». Effectivement, acquitter Louis XVI serait provoquer ce qu'on appelle en science-fiction un chronoclasme, une modification du passé qui anéantirait notre présent.

Cela ne suffit pas. Bien entendu, on peut « comprendre » la mise à mort du roi dans le contexte ultra-chaud de la conjuration guerrière des ennemis de la Révolution que le roi justement voulait rejoindre. Mais on doit le comprendre aussi comme un sacrifice fondateur qui opère par le couperet le transfert absolu de la souveraineté du monarque de droit divin au peuple de droit humain. Dès lors, la mise à mort du roi excède toute rationalité et toute irrationalité.

Ce qui est véritablement fascinant dans la Révolution française est que le mythe est en action historique et que l'histoire est en action mythique, et cela dès le début, sous l'optique empirique, le 14 juillet 89 est une étonnante stupide contre une prison désaffectée ; sous l'optique mythologique, c'est la destruction du symbole de l'arbitraire d'un pouvoir omnipotent. Dès lors que nous sommes capables d'une double lecture simultanée, empirique et mythologique, dès lors que nous sommes capables d'affronter le complexe tourbillonnaire sans gommer ou effacer le conflit inexorable et la tragédie, alors nous pouvons obéir à l'une des exigences fondamentales de toute commémoration : méditer.

Commémorer, méditer...

On ne peut méditer sur un événement qu'en nous situant en un méta-point de vue d'où on le surplomberait. Dans un sens, deux siècles nous permettent amplement de nous situer en un méta-point de vue. Mais ce méta-point de vue n'est pas absolu, puisque, avons-nous dit, les expériences historiques futures le modifieront nécessairement. De plus, le méta-point de vue nécessaire n'est pas le point de vue d'aujourd'hui. C'est le point de vue qui, à partir d'aujourd'hui, s'efforce de dominer également le point de vue d'aujourd'hui. Ainsi, quand nous assistons au procès de Louis XVI du point de vue d'aujourd'hui, nous acquiesçons le roi, mais si nous nous situons du point de vue qui nous détache d'aujourd'hui pour contempler le processus mythologico-réel de la Révolution, alors nous assumons la mise à mort du roi.

Le nécessaire méta-point de vue dont je parle nous amène donc non pas à « voter » a posteriori la mort ou l'acquiescement du roi, mais à maintenir en nous une double conscience, une double attitude contradictoire, l'une qui nous fait refuser cette mise à mort, l'autre qui nous fait l'accepter. Loin d'éliminer toute incertitude ou toute ambiguïté en nous, notre méta-point de vue ne peut que l'accroître.

De même, nous pouvons, d'un méta-point de vue a posteriori décider du moment où la terreur n'était plus nécessaire. Mais nous ne pouvons savoir si elle était vraiment indispensable, pour sauver la République, et cela doit devenir pour nous, qui vivons dans un flot provisoirement paisible entouré d'océans de violence, un sujet de réflexion sur lequel nous devons débattre, à commencer avec nous-mêmes.

Méditer la Révolution, c'est méditer sur quelque chose d'énorme et hors norme, où l'interpénétration du mythologique et du réel tisse la réalité révolutionnaire de substance mythologique et en fait une réalité de type supérieur à celle du « réel ». C'est méditer sur un double processus contradictoire, l'un où *Ubris* (la démesure des journées insurrectionnelles) est à l'origine de *Diké* (la Déclaration des droits de l'homme, le principe de démocratie), l'autre où la volonté de liberté conduit à un processus à la fois fatal et aléatoire qui emporte les êtres humains comme des papiers. De toute façon, le méta-point de vue nous fait comprendre que les acteurs, eux, étaient véritablement possédés par les forces historiques qu'ils avaient déchaînées, et que cette possession même les a transformés en « grands hommes ».

Il est heureux que le Bicentenaire coïncide avec la mise à la retraite de la Vulgate marxiste qui inscrivait la Révolution dans un déterminisme historique, la faisait obéir à un *Deus ex machina* anonyme, la « bourgeoisie », et dégradait les grands idéaux en « idéologies » masquant les triviaux intérêts de classe. La Révolution redevient poétique avec ses acteurs multiples, aristocrates libéraux, abbés émancipateurs, petit peuple des rues, paysans affolés par la Grande Peur, intellectuels soudain catapultés aux rênes du gouvernement, soldats dépensés, jeunes capitaines promus généraux, tous emportés dans le tourbillon parfois sublimé, parfois dément, avec les incroyables accidents, les bifurcations aléatoires qui se transforment en Destin. Oui, la Révolution redevient poétique, mais elle ne devient pas euphorique, elle reste marquée par la tragédie à chacune de ses étapes.

A la source du grand tourbillon, il y a la trinité complexe Liberté/Egalité/Fraternité. Trinité parce qu'elle concentre en une unité inséparable les principes maîtres de la Démocratie moderne. Complexe parce que les trois termes complémentaires sont en même temps antagonistes. Chacun est nécessaire à l'autre, mais chacun tend à détruire l'autre.

S'il faut démythifier toute vision euphorique de la Révolution, s'il faut démythifier l'idée qu'elle constitue un « bloc », il faut en même temps rémythifier la devise trinitaire. C'est le mythe moteur de l'humanisme démocratique. Si dans un sens la Révolution est terminée, il est clair que, dans le sens de la trinité, elle est interminable, ou plutôt qu'elle commence à peine. Nous l'avons vu au début de ce texte : c'est, pour le vingtième siècle, l'étoile du futur.

La trinité complexe n'est pas un mythe euphorique : elle porte en elle d'indéliminables contradictions. Elle ne doit pas constituer un mythe de salut terrestre, ou, comme dit Albert Jacquard, d'humanité. Cette trinité doit être sans cesse régénérée ; elle peut à nouveau susciter de grands desseins, comme nous l'avons indiqué déjà ici même.

EDGAR MORIN.

(1) Bibliothèque des histoires, Gallimard, 1989.

Fausto Giudice

TÊTES DE TURCS EN FRANCE

Préface de Günter Wallraff

LA DÉCOUVERTE

Une enquête explosive !

De nombreux lecteurs de *Tête de Turc* se sont posé la question de savoir s'il y avait en France des situations, aussi dramatiques que celles décrites par Wallraff en RFA. Les Editions La Découverte ont donc lancé, avec le soutien de Günter Wallraff et de Gilles Perrault, une vaste campagne : "Têtes de Turcs en France".

Le livre du journaliste Fausto Giudice est le résultat de cette enquête exceptionnelle, dont la force principale est d'avoir privilégié les témoignages des "Têtes de Turcs". Il démonte les mécanismes de cette forme bien française de "mise à part", traduction du mot "apartheid" à laquelle ils sont soumis, et qui est le véritable scandale.

LA DÉCOUVERTE

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité INT Ingénieurs

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

La crise en Chine et les conséquences de la répression

Le poids du passé

Le vieil empereur et les « microbes »

« Quand on ouvre la fenêtre, il est inévitable qu'entrent des microbes », avait pour habitude de déclarer M. Deng Xiaoping pour justifier les bavures de sa politique de réformes et d'ouverture face aux critiques des vœux conservateurs qui se plaignaient de l'arrivée de la « pourriture capitaliste occidentale ». Aujourd'hui, cette même fenêtre grande ouverte sur l'extérieur et sur l'avenir risque de se refermer, ramenant la Chine à son dramatique isolement de la révolution culturelle de Mao Zedong, pour ne pas parler des siècles pendant lesquels l'Empire du Milieu fut cadenassé par la dynastie des Qing.

C'est le propre d'un pouvoir faible que de jouer sur la corde de la xénophobie, si sensible en Chine. Le sentiment de supériorité longtemps partagé par sa population — depuis le lointain mépris pour les « longs nez » occidentaux jusqu'aux récentes manifestations contre les étudiants africains — est là pour le montrer. En dénonçant les ingérences ou les complots étrangers, en lançant des opérations de police contre les résidents étrangers ou en ouvrant le feu sur eux, les militaires assouviennent sans doute une rancune; leurs chefs semblent cependant surtout compter sur un retournement chevigné de la population, qui lui ferait oublier la haine que lui ont inspirée les derniers massacres. Mais la situation et les gens ont changé.

En voulant faire retomber la Chine dans les vieilles ornières de l'isolationnisme maoïste et mandchou dont dix années de progrès spectaculaires semblaient l'avoir tirée, l'équipe hétérogène qui tient aujourd'hui Pékin tente de dissimuler son échec et de ne pas perdre la face. Au prix de la destruction d'une décennie d'efforts de reconstruction intérieure et de rétablissement de la confiance internationale, et se cachant derrière des déclarations indignées, l'équipe hétérogène qui tient aujourd'hui Pékin tente de dissimuler son échec et de ne pas perdre la face. Au prix de la destruction d'une décennie d'efforts de reconstruction intérieure et de rétablissement de la confiance internationale, et se cachant derrière des déclarations indignées, l'équipe hétérogène qui tient aujourd'hui Pékin tente de dissimuler son échec et de ne pas perdre la face. Au prix de la destruction d'une décennie d'efforts de reconstruction intérieure et de rétablissement de la confiance internationale, et se cachant derrière des déclarations indignées, l'équipe hétérogène qui tient aujourd'hui Pékin tente de dissimuler son échec et de ne pas perdre la face.

Crime de lèse-majesté

Il s'agit sans doute concierner du danger public, depuis la chute de Mao, il désignent les vestiges d'un féodalisme tant on crut un peu vite qu'ils étaient tant de se débarrasser. En réalité, on voit bien que le poids de ce passé millénaire, de cette habitude du pouvoir d'imposer sa volonté à un peuple soumis et qui n'osait se plaindre, continue de peser sur un régime communiste qui — par-delà le costume Mao ou le complet-veston — se drape toujours dans les vieux habits des derniers empereurs. Le rouge et le jaune de leur drapeau ont remplacé le vermillon et

l'or des fils du Ciel, l'idéologie maoïste a supplanté le confucianisme, le ténérisme s'est coulé dans les détroits du despotisme asiatique.

C'est tellement vrai que M. Deng, après avoir été le promoteur de l'entrée de la Chine dans le monde contemporain, l'aura d'un geste replongé dans un chaos qu'elle avait pourtant trop connu de par le passé,

entre le peuple et le pouvoir est redevenu infranchissable.

D'autant qu'à la crise de société se superpose une crise de succession. Les dernières années de M. Deng s'apparentent de plus en plus à celles de Mao, quand ses fidèles se disputaient déjà le trône, chancelant, ou aux fins de règne de jadis, quand généraux et courtisans se formaient en coteries pour confisquer l'oreille de

plus seulement des politiques, mais aussi des militaires. Certains officiers de cette armée que Mao avait placée sous le joug du parti et que M. Deng lui-même avait tenue sous sa poigne pour se placer. C'est ainsi que le général Yang Shangkun, chef de l'Etat, son frère cadet, son gendre, et peut-être aussi son neveu, ont imposé à un premier ministre sans grand pouvoir et

l'autorité suffisante pour convoquer les instances du PCC et de l'Etat et leur faire entendre, de gré ou de force, décisions et limogeages. Ils ne parlent plus, le voix du régime, le Quotidien du peuple, a cessé de paraître. L'adulation de masses savamment entretenues dans la culte du chef par la propagande, mais longtemps sincères, a cédé la place au mépris et à la haine.

Un risque d'implosion

L'un des dangers qui menacent la Chine est celui de la désintégration en fiefdoms régionales. A chaque période de faiblesse ou de luttes intestines à Pékin a correspondu un éclatement de l'empire. Si le PCC ne parvient pas à rétablir son autorité rapidement, les provinces — où l'agitation s'étend de jour en jour — pourraient exploser à leur tour ou bien prendre leur destin en main. Que ce soit les provinces excentriques peuplées de minorités (Tibet, Xinjiang) ou celles ouvertes au grand large et aux influences extérieures, de Shanghai à Canton. La Chine risquerait ainsi de retourner à ses vieux démons qui avaient fait d'elle « l'homme malade » de l'Asie.

Plus grave encore pourrait être la désintégration de l'économie. En dehors de la désorganisation causée par la loi martiale et les troubles, et en dépit des affirmations des dirigeants, les réformes risquent de pâtir de la perte de confiance de la population. Les dizaines de millions d'entrepreneurs privés qui avaient investi leur argent, insufflé un nouveau dynamisme au pays, ne croient plus guère à l'avenir, s'ils ne sont pas déjà ruinés. On peut aussi craindre que les paysans, déjà pénalisés l'an dernier par le paiement d'une partie de leurs livraisons obligatoires de céréales en bons sans valeur, ne réduisent leur production. La Chine risquerait de revenir à sa traditionnelle pénurie alimentaire. Enfin, la perte du marché extérieur à la suite des sanctions internationales pourrait contraindre beaucoup d'entreprises, d'Etat ou locales, à fermer leurs portes. Ce qui mettrait au chômage des millions de travailleurs, en particulier dans le textile, ou les sous-traitants de Hongkong.

Il faudra du temps pour que le pouvoir, quel qu'il soit, redeviensse crédible. Que ce soit auprès des Chinois, que les événements ont sans doute plus changés que tous les bouleversements de ce siècle et qui ne supportent plus une politique autocratique, ou aux yeux des étrangers qui fuient la fusillade d'une soldatesque ivre de fureur. Quant aux autres pays asiatiques, qui s'étaient réjouis de voir la Chine abandonner son expansionnisme révolutionnaire pour se consacrer à son développement, ils recommencent à être préoccupés par les inquiétants et imprévisibles soubresauts du dragon chinois.

PATRICE DE BEER.



PANCHO

comme pour la punir de l'avoir nargué. Peter families à la chinoise, il n'a pas accepté que ses sujets, au lieu de lui obéir et de le respecter ainsi que des enfants doivent le faire, descendant dans la rue. Et pourtant, que réclamaient-ils au début, ces étudiants ? Un peu plus de démocratie et de liberté, mais surtout que les dirigeants les entendent, acceptent le dialogue. Crime de lèse-majesté pour le vieil empereur clôturé dans l'annexe de la Cité interdite qui est Zhongnanhai, le siège du pouvoir en Chine.

Ces vieux dirigeants, habitués à la soumission et au pouvoir absolu, n'ont pas compris que les changements, par eux-mêmes engagés n'avaient pas seulement bouleversé l'économie, mais qu'ils avaient provoqué une profonde évolution des mentalités et créé des revendications nouvelles. Un fossé s'est creusé entre celui que l'on appelait encore familièrement jusqu'à l'année dernière le « vieux » Deng et une population plus dynamique, individualiste, dépolitisée, curieuse, voire envieuse des expériences extérieures. Ne l'ayant pas compris, M. Deng a cru qu'une simple démonstration de force le frapperait de stupeur comme hier les recettes impérial. Le contraire s'est produit, et le fossé

l'empereur et profiter de son grand âge pour l'influencer en leur faveur. Devenu plus conservateur avec le temps, M. Deng s'est séparé de ses deux successeurs pressentis, MM. Hu Yaobang et Zhao Ziyang, comme jadis on empoisonnait les princes héritiers qui devenaient encombrants.

Plus grave encore, la guerre de succession est devenue ouverte alors que les bruits sur la santé de M. Deng se faisaient plus fréquents : on le dit atteint d'un cancer de la prostate, victime d'attaques; les Chinois ont été frappés de le voir, lors du banquet en l'honneur de M. Gorbatchev, tenir à grand peine ses baguettes. Est-il encore vivant ou cache-t-on son agonie comme celle du premier empereur ou de Mao ? Pendant ce temps, les réformistes regroupés autour de M. Zhao ont joué leurs dernières cartes face aux vieux conservateurs qui semblaient avoir repris le dessus. Il y a quatre-vingt-neuf ans, la vieille impératrice douairière Cid (Tseu-Hi) et ses mandarins avaient de la même façon écrasé les tentatives réformatrices de l'empereur Guangxu.

Dans cette période de faiblesse due au refus de M. Deng de se retirer malgré ses quatre-vingt-cinq ans, sont apparus non

déconsidéré une loi martiale qui leur permettait d'espérer jouer un rôle déterminant dans le nouveau pouvoir.

L'armée, est divisée non pas tant entre progressistes et conservateurs mais entre légalistes et tenants de la manière forte, entre partisans et adversaires de la loi martiale, entre clans et coalitions d'intérêts. Les affrontements qui se sont déroulés ces derniers jours en plein Pékin, les premiers depuis les rivalités entre seigneurs de la guerre au début du siècle, ont montré une armée communiste pour la première fois divisée, utilisée par des intérêts opposés, alors que la force de Mao, tout au long de la révolution culturelle, avait été de maintenir à son profit l'unité de l'armée.

La situation que connaît la Chine ces jours-ci est lourde de périls qui pourraient se révéler d'une ampleur égale, voire supérieure à ceux de la révolution culturelle, dont M. Deng avait pourtant voulu exorciser à jamais son pays. Car, même au cœur d'une tourmente sanglante, l'appareil de l'Etat continuait, tant bien que mal, de fonctionner, son chef était souverain, le parti incontesté. Que se passe-t-il aujourd'hui ? Les dirigeants se terrent, n'ont même plus

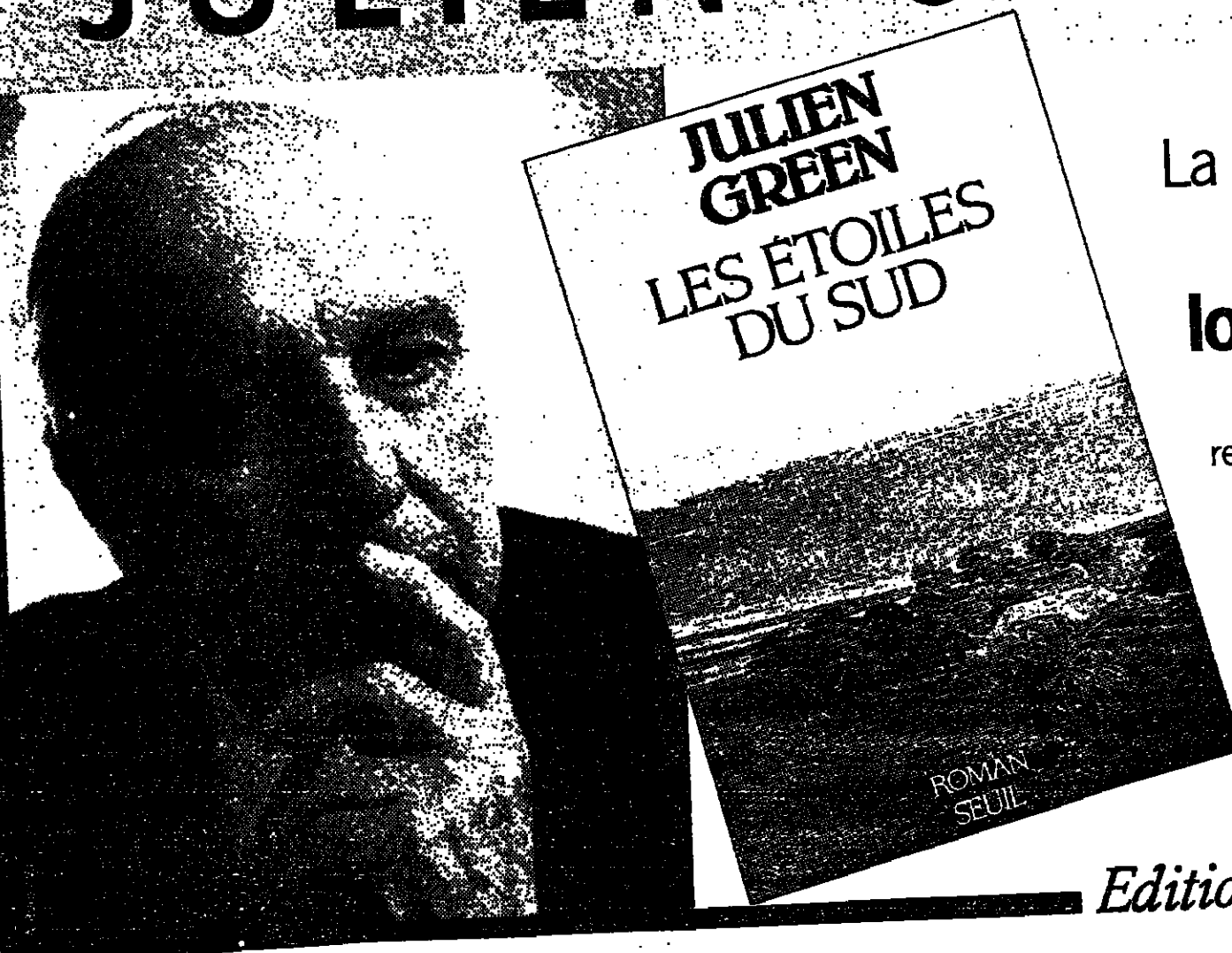
L'évacuation des étrangers se poursuit dans le désordre

L'évacuation des ressortissants étrangers — dont beaucoup se sont réfugiés dans de grands hôtels ou dans leur ambassade — se poursuit à un rythme accéléré. Un Boeing 747 d'Air France, mis à la disposition du ministère des affaires étrangères et destiné à rapatrier une partie de la colonie française de Pékin, a quitté Paris jeudi matin. Trois vols étaient prévus jeudi pour rapatrier les Américains, tandis que quatre vols spéciaux ont évacué 500 Japonais vers Tokyo. Le gouvernement nippon en a profité pour faire parvenir à ses ressortissants restés sur place des vivres et, dit-on, des gilets pare-balles. D'autres avions spéciaux évacuent les Singapouriens, les Suisses, les Hongkongais, les Philippins et les Australiens. Le Brésil et la RFA ont également demandé à leurs nationaux de quitter la Chine au plus vite. Des Français rapatriés de Chine mercredi 7 juin ont estimé que Pékin « c'était Beyrouth », en raison des fusillades.

En même temps, un certain nombre d'ambassades évacuent les fonctionnaires qui ne sont pas indispensables, ainsi que toutes les familles. Pour des motifs de sécurité, mais aussi en raison de la réduction drastique des relations avec la Chine dans tous les domaines, plusieurs grandes capitales ont annoncé qu'elles réduisaient leurs effectifs au strict minimum. Les Nations unies ont regroupé leur personnel à Pékin et pris des mesures de sécurité.

Si cet exode est relativement aisé, en fonction des places disponibles dans les avions, pour les étrangers habitant Pékin, Shanghai ou Canton, il n'en est pas de même pour ceux qui résident dans de nombreuses villes de province. Certains sont des hommes d'affaires, d'autres des étudiants ou des enseignants. Les Américains, en particulier, avaient envoyé de nombreux volontaires enseigner l'anglais dans les universités et même dans les lycées.

JULIEN GREEN

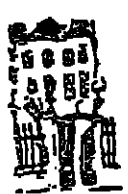


La suite des
Pays lointains

Les 2 volumes
reliés sous coffret
329 F

Rele 160 F

Editions du Seuil



مكتبة الأمل

La crise en Chine et les conséquences de la répression

Washington et Tokyo durcissent leur position

(Suite de la première page.)

D'insistants plans panoramiques ont fait découvrir aux téléspectateurs une esplanade pratiquement vide de forces armées, à l'exception de quelques gardes devant les bâtiments officiels. Les sculptures héroïques décrivant l'épopée de la Longue Marche sur le monument aux héros du peuple sont lavées de toutes souillures, les soldats ayant été leur arrivée entrepris de retirer, à l'éponge et au grattoir, les affichettes, tracts et poèmes à la gloire de la démocratie qui s'y trouvaient. Le calme qui transpire de ces images fait plutôt penser à une inquiétante paix armée au milieu de laquelle le tonnerre des armes peut encore éclater. Mais elles ont visiblement pour but de montrer aux Chinois qui ne se trouvent pas à Pékin que, dans quelques jours, le peuple pourra revenir sur la place qui symbolise le cœur du pouvoir politique.

Un tireur isolé ?

On ne s'étonne pas vraiment que après quatre jours d'occupation de cette place, l'armée n'ait pas terminé son œuvre de voirie municipale, comme en témoignait la présence, relevée par la caméra officielle, de débris et d'une poubelle écrasée. De toute évidence, les unités qui se trouvaient dans le centre-ville étaient plus occupées, au cours des dernières journées, à se préparer à des combats contre d'autres forces armées, ainsi que l'indiquait nettement la disposition des chars au carrefour stratégique situé devant les immeubles abritant les diplomates étrangers. Ceux-ci n'y étaient plus visibles jeudi matin, et, pour la première fois depuis le 3 juin, aucun coup de feu n'avait été entendu dans l'ouest de la ville jusqu'à midi.

Durant les heures qui ont précédé, mercredi, le tournage de ces images pacifiques de la place Tiananmen que la télévision rediffuse régulièrement, les forces qui y stationnaient depuis dimanche dernier ont refilé vers l'est et l'ouest de la ville. On a vu, à cette occasion, réapparaître des militaires armés, identifiables par leur brassard rouge, qui ont parcouru l'avenue Chang'an à la hauteur de l'Hôtel de Pékin. On a également vu le spectacle curieux d'unités de fantassins quittant la place Tiananmen en scandant des slogans dont certains étaient des réminiscences de l'agitation étudiante - ou à base d'affairisme officiel - et d'autres de l'appel à la manière forte chère à M. Li Peng - « A

bas la chienlit ! ». Puis ces troupes - ou des troupes fraîches, tant les mouvements de ces unités sont devenus impossibles à suivre en détail - sont revenues dans le centre-ville. Jeudi matin, de nouveaux convois de troupes s'acheminaient en direction du centre.

C'est au cours d'une de ces manœuvres que la fusillade sur les immeubles diplomatiques et d'affaires du quartier de Jianguomenwai, à l'est, a éclaté mercredi. Les autorités militaires s'en sont expliquées jeudi en indiquant par voie de presse que la fusillade venait en réponse à des tirs d'insurgés embusqués, dans la meilleure tradition shanghaïenne des années 40, sur les toits de ces immeubles. Des tirs provenant de part et d'autre de l'avenue Chang'an ont fait, selon un communiqué du commandement de la loi martiale, un mort et trois blessés parmi les soldats.

Ceux-ci ont visiblement répliqué de manière à faire un maximum de bruit et sans affiner la cible. Les appartements de diplomates visés sont parsemés de balles, dont le type a frappé l'imagination des civils : il s'agit de balles explosives, projectiles de guerre plus que de maintien de l'ordre. « Des balles de guerre comme il y a dix ans au Vietnam », lors de l'attaque chinoise contre le Vietnam, nous avait dit un Chinois. C'était donc vrai.

L'incident a donné lieu à un face-à-face tendu, pour la première fois depuis l'instauration de la loi martiale, entre la communauté internationale et l'armée. Peu après 14 heures, la résidence diplomatique et les immeubles d'affaires voisins étaient entourés de centaines de soldats qui, loin d'avoir l'air de vouloir en protéger les occupants, pointaient carrément leurs fusils en direction des façades après avoir fermé les grilles. L'émotion initiale - les disputes entre militaires allaient-elles donner lieu à une prise d'otages étrangers ? - retomba progressivement lorsqu'il nous fut expliqué, par le biais de diplomates qu'il s'agissait simplement de chercher le ou les tireurs qui avaient trouvé refuge dans la résidence.

Sur intervention de plusieurs ambassades occidentales, les occupants furent autorisés à gagner les ambassades et hôtels internationaux de banlieue, et, quelques heures plus tard, un calme complet était revenu dans tout le quartier. On ne saura jamais si le tireur il y avait réellement, ou s'il s'agissait de provoquer l'exode - volontaire - des résidents en prévision d'éventuels combats entre factions mili-

taires opposées. La tension qui laissait pressager de tels combats semblait être légèrement retombée jeudi après une deuxième nuit de calme.

L'exode

Le résultat, toutefois, est bel et bien l'exode. L'ambassade des États-Unis a largement fait connaître, dans tous les hôtels de la ville, l'appel de Washington aux res-

sources opposées. La tension qui laissait pressager de tels combats semblait être légèrement retombée jeudi après une deuxième nuit de calme.



tissants américains à quitter la Chine toutes affaires cessantes. Des scènes de confusion dignes des grands replis américains d'Extrême-Orient ont été vues à l'aéroport de Pékin, vers où l'ambassade convoyait touristes et hommes d'affaires sans même qu'ils aient la certitude d'y trouver des avions. Ils étaient plus de deux cents en fin d'après-midi à monter contre la Maison Blanche, fraîchement arrivé ici, M. James Lilley, pour le manque d'organisation de l'opération. Trois vols charter gouvernementaux devaient en principe avoir lieu jeudi. Provoquant mouvements identiques dans d'autres communautés étrangères canadienne et japonaise, culier les Américains de Chine, une nouvelle fois, repartent chez eux, quittant un pays saisi de convulsions incompréhensibles et meurtrières.

Qu'il faille prendre la situation au sérieux est indéniable, mais on peut se demander si l'appel de Washington, qu'un certain nombre de diplomates occidentaux jugent exagéré, n'est pas destiné à adresser un signal politique très ferme à ce qui peut encore rester de régime chinois : soit on va assister

incessamment à une reprise en main et à une réconciliation des militaires, qui divergent sur la composition du régime à mettre en place pour succéder à M. Deng, soit les États-Unis quittent la Chine pour de bon - avec toutes les conséquences économiques que cela comporterait pour le pays - jusqu'à ce qu'elle se soit calmée. Pour n'y revenir, bien entendu, que lorsque des garanties de stabilité

les critiques après sa décision de geler ses relations avec Pékin, dans l'attente probablement d'une notification de la position commune des Douze sur le sujet. Mais les militaires et partisans de la ligne dure qui tiennent le haut du pavé, dans les médias officiels en tout cas, n'ont pas caché leur extrême déplaisir à voir l'ambassade des États-Unis donner refuge à M. Fang Lizi, l'astrophysicien dissident, accusé d'avoir été l'instigateur de la révolte étudiante.

L'agence Chine nouvelle a cité le commentaire d'un « département concerné » (en période de troubles, en Chine, les organes gouvernementaux ont tendance eux aussi à se réfugier dans l'anonymat...) selon lequel la décision américaine constituait une « ingérence dans les affaires intérieures » chinoises. M. Fang s'étant rendu célèbre pour ses attaques contre le socialisme et le PCC - dans des discours diffusés par l'intermédiaire de journalistes américains et d'autres nationalités -.

Déjà, avant l'intervention de l'armée, on avait senti une nette volonté des autorités contrôlant les médias de bannir l'Occident en général, et l'Amérique en particulier, pour les troubles étudiants. La république de la Statue de la Liberté érigée sur la place Tiananmen par les étudiants avait été présentée comme le symbole de cette pénétration culturelle pernicieuse pour le socialisme. On sait, de nombreuses sources, que la thèse développée par le premier ministre, M. Li Peng, auprès de ses pairs pour justifier la loi martiale consistait à dire que les troubles étaient le résultat d'une vengeance américaine en réplique à la normalisation sino-soviétique. Cependant, la colère anti-américaine de cette tendance dure du régime n'est pas encore allée jusqu'à avoir des répercussions sur la présence, toujours aussi massive, des grands médias d'outre-Pacifique, dont des centaines de représentants sont retranchés dans les hôtels internationaux.

Certains signes montrent également la volonté d'une partie de l'appareil de rassurer ses interlocuteurs sur le long terme. Un étranger en relations d'affaires avec les militaires se voit par exemple conseiller de prendre patience, de faire attention en sortant dans les rues et d'excuser le comportement de soldats visiblement aussi terrorisés que la population par le tournbillon dans lequel le pouvoir politi-

que a jeté tout le monde du fait de son incapacité à régler la succession de M. Deng.

Indiscipline ou incompétence

Déjà, avant l'intervention de l'armée, on avait senti une nette volonté des autorités contrôlant les médias de bannir l'Occident en général, et l'Amérique en particulier, pour les troubles étudiants. La république de la Statue de la Liberté érigée sur la place Tiananmen par les étudiants avait été présentée comme le symbole de cette pénétration culturelle pernicieuse pour le socialisme. On sait, de nombreuses sources, que la thèse développée par le premier ministre, M. Li Peng, auprès de ses pairs pour justifier la loi martiale consistait à dire que les troubles étaient le résultat d'une vengeance américaine en réplique à la normalisation sino-soviétique. Cependant, la colère anti-américaine de cette tendance dure du régime n'est pas encore allée jusqu'à avoir des répercussions sur la présence, toujours aussi massive, des grands médias d'outre-Pacifique, dont des centaines de représentants sont retranchés dans les hôtels internationaux.

Certains signes montrent également la volonté d'une partie de l'appareil de rassurer ses interlocuteurs sur le long terme. Un étranger en relations d'affaires avec les militaires se voit par exemple conseiller de prendre patience, de faire attention en sortant dans les rues et d'excuser le comportement de soldats visiblement aussi terrorisés que la population par le tournbillon dans lequel le pouvoir politi-

que a jeté tout le monde du fait de son incapacité à régler la succession de M. Deng.

Mais la valeur de ces assurances pèse peu face au chaos qui règne à travers tout le pays et aux méthodes que les militaires contrôlant la télévision veulent appliquer pour justifier leurs actes. Un nouveau film des événements, vraisemblablement tourné dimanche 4 juin au matin, devant le Musée d'histoire militaire dans l'ouest, là où les incidents furent les plus violents, a montré à quel point certaines des unités avaient fait preuve d'indiscipline, ou bien d'une ahurissante incompétence, dans leur tentative de « remettre de l'ordre » en ville. La colonne de blindés de transport de troupes dont on a vu les carcasses brûler lamentablement apparaît, depuis le toit où ont été prises ces vues, comme une énorme chenille d'acier bloquée par une misérable carcasse d'autobus, tandis que des fourmis - les insurgés s'agitent en tous sens autour pour attraper les pauvres soldats qui cherchent encore à prendre la fuite, la plupart en T-shirt après s'être débarrassés de leur veste d'uniforme pour échapper au lynchage.

Ces images peuvent peut-être convaincre une population paysanne peu informée que l'armée du peuple avait été effectivement attaquée par le peuple, elles risquent, en revanche, dans les villes, de démontrer auprès de la population consciente, qui écoute la Voix de l'Amérique ou la BBC en chinois, que l'armée se trouve dans un état d'anarchie aussi complet que le bras politique du pouvoir.

La commission d'inspection de la discipline a été la première haute instance du PCC à faire sa réapparition sur la scène publique avec une circulaire, émise mercredi et diffusée sur les ondes, appelant à exclure du parti tous les membres qui auraient participé à l'insurrection. Cela n'est cependant pas une indication vraiment concluante que la situation commencerait à se décanter : la normale aurait été que son chef, M. Qiao Shi, numéro trois du bureau politique, se montre en personne. Ce ne fut pas le cas, M. Qiao Shi se terrant dans l'ombre comme ses collègues. Après vingt jours de loi martiale, servant de prétexte à une des plus formidables campagne de la tête du PCC, force est de constater que le pays le plus peuplé du monde n'est plus gouverné.

FRANCIS DERON.

Plusieurs villes de province sont paralysées

Le gouverneur de Hongkong, Sir David Wilson, est arrivé le jeudi 8 juin à Londres pour rencontrer avec M. Thatcher de la situation dans la colonie britannique.

HONGKONG de notre envoyé spécial

Le mouvement de protestation qui paralyse plusieurs villes de province s'est traduit, mercredi 7 juin, à Shanghai, par une quarantaine de victimes, écrit le quotidien de Hongkong Wen Wei Pao. Selon la version officielle, six personnes auraient été tuées et six autres blessées lorsqu'un train, en provenance de Pékin, est entré en collision avec les barrières dressées par les manifestants pour bloquer la voie ferrée à Guangxian, au nord-ouest de la ville. A la suite de la collision, les manifestants ont mis le feu au train. Huit wagons ont été incendiés. Selon le journaliste du Wen Wei Pao, qui assistait à l'incident, huit personnes auraient été tuées sur le coup et trente autres grièvement blessées.

Les mises en garde lancées à la radio par les autorités à l'adresse des manifestants confirment que le mouvement, qui paralyse douze villes parmi les plus importantes, commence à inquiéter les dirigeants. Les informations en provenance de province indiquent que le mouvement s'amplifie. Shanghai, où de nouvelles barricades ont été mises en place, est pratiquement paralysée ; à Xian, plusieurs dizaines de milliers d'étudiants et de citoyens ont continué à « fortifier » la ville afin d'empêcher une éventuelle intervention de l'armée. Selon la radio de Xian, la foule a endommagé le système de communications et utilise les autobus pour bloquer les rues.

A Canton, des dizaines de milliers de manifestants occupent toujours les ponts et ont banni les voies ferrées. Selon l'agence Chine nouvelle, la gare de Canton a cessé de vendre des tickets pour les trains partant pour le nord du pays. A Wuhai, nous ferroviaire de la Chine, les manifestants bloquent toujours les voies ferrées tandis que l'armée garde le pont qui enjambe le Yangzi. A Nankin, la situation est à nouveau devenue très tendue à la suite de rumeurs selon lesquelles la troupe pourrait intervenir.

A Hongkong, les incidents survenus la nuit précédente dans le quartier populaire de Mongkok entre la police et des jeunes, qualifiés au début d'« agitateurs », mais dont la police a déclaré, jeudi, qu'il s'agissait de simples voyous, ont quelque peu perturbé le programme de la journée de deuil organisée par l'Association de soutien au mouvement démocratique et patriotique en Chine.

Après avoir appelé à une grève générale, les organisateurs avaient annoncé qu'ils laisseraient à chacun le choix d'agir selon sa conscience. Les cinémas fonctionnaient, mais les

magasins et organismes dépendant de la Chine étaient fermés. Des dizaines de milliers de personnes ont participé aux diverses manifestations et sont allées se recueillir devant l'autel élevé à la mémoire des morts de Pékin au face de l'immeuble de l'agence Chine nouvelle, qui représente de facto les autorités chinoises dans la colonie. Sur plus d'une centaine de mètres avaient été déposés des milliers de bouquets et de couronnes de fleurs. Juste devant l'immeuble de l'agence flottaient plusieurs drapeaux de la Chine nationaliste, emblème de Taiwan.

PHILIPPE PONS.

EX.CO.SUP
MÉDECINE - PHARMACIE
De la Terminale à la 2^e année
10 centres de préparation
CLASSES PRÉPARATOIRES
Recyclage - Encadrement - Révisions
12, rue Hautefeuille - 75006 PARIS - Tél. : 46.34.06.33

TABLE RONDE ORGANISÉE
PAR LE GROUPE TIERS MONDE-BANQUE DE FRANCE
AVEC LA COLLABORATION DU JOURNAL
Le Monde
ET L'APPUI DU CRID

DÉVELOPPEMENT ET DÉMOCRATIE AU PÉRIL DE LA DETTE

Vendredi 23 juin 1989 de 9 h 30 à 17 h 45
3 SESSIONS

Bilan et perspectives :
● Analyse
● Interrogations sur les stratégies
● Recherche de solutions et propositions

Allocution d'ouverture : Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France. Débats présidés par Lionel Stoléru (secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé du Plan) et André Fontaine (directeur du Journal Le Monde). Avec la participation de : Andrew Beth (FMI), Michel Bouchet (Banque Mondiale), Daniel Cohen (économiste), Celso Furtado (ancien ministre, Brésil), Susan George (économiste), Bernard Holzer (CIDSE), André de Larrieu (ancien directeur général de l'Institut de Finances internationales), Eduardo Lizaso (gouverneur Banque centrale, Costa Rica), Gus Massiah (sociologue), John Schilling (Banque mondiale), Alain Touraine (sociologue).

RENSEIGNEMENTS et INSCRIPTIONS
Groupe Tiers Monde-Banque de France, 29, rue Radziwill 75001 Paris.

Groupe tiers monde

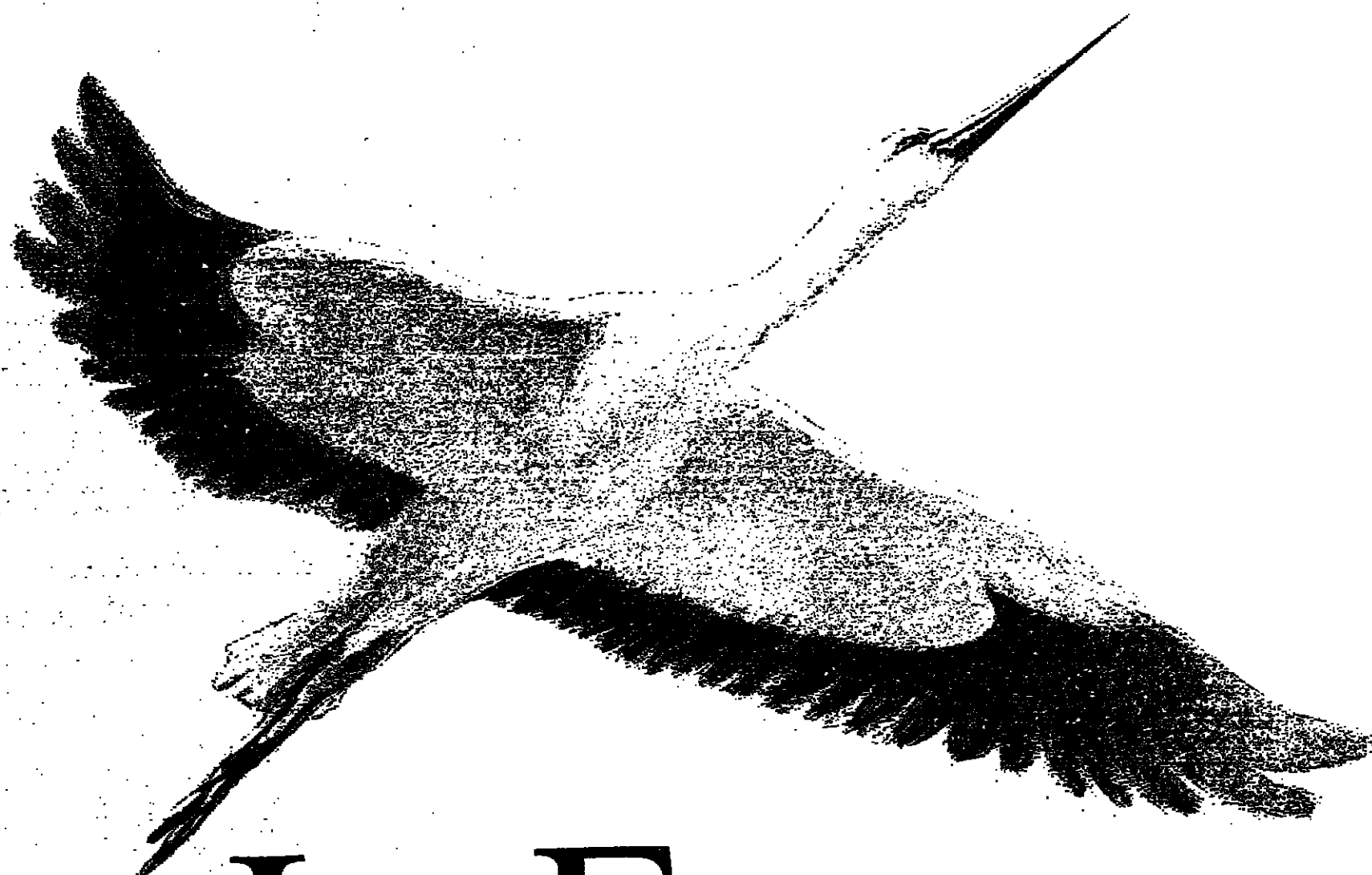
Le Monde
AFFAIRES
INDUSTRIES D'ARMEMENT : LES CERVEAUX DE LA DEFENSE

Forte de 71 000 salariés, la délégation générale pour l'armement contrôle un secteur vital pour nos exportations. Et une industrie de 100 milliards de chiffre d'affaires, contrainte à des alliances européennes.

Egalement au sommaire :

- **Aéronautique** : le vol tranquille d'American Airlines.
- **Portrait** : Jean-Baptiste Godin, un patron socialiste au dix-neuvième siècle.
- **Bourse** : les petits porteurs font grise mine.

Demain dans
Le Monde
Chaque vendredi, les affaires, c'est l'affaire de tout le Monde.



La France peut remercier le ciel

Le ciel a toujours fait rêver. C'est à des hommes et des femmes passionnés par tout ce qui vole que la France doit aujourd'hui sa position dans le ciel. Avec audace et savoir-faire, goût du risque et innovation, ils ont, tout au long du siècle, fait évoluer leur passion pour en faire une entreprise d'excellence et de renommée mondiale. Cette entreprise porte un nom : l'industrie aéronautique et spatiale française.

Grâce à des succès tels que les avions de transports commerciaux, les avions de combat, les hélicoptères, les moteurs aéronautiques et spatiaux, les missiles, les lanceurs de satellites ainsi que leurs équipements, la France est une puissance internationale. Ce secteur est le premier exportateur français. Son chiffre d'affaires est de 84 milliards de francs dont plus de 60% à l'exportation. Il emploie directement 120 000 personnes. A ces femmes et ces hommes qui ont su enrichir le pays en lui donnant une telle envergure, la France peut dire merci.

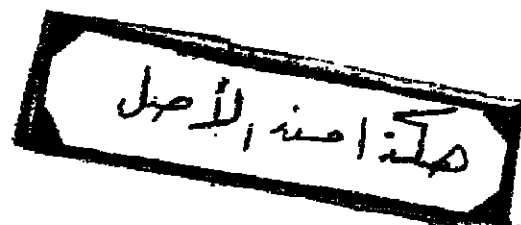
Les entreprises aéronautiques et spatiales françaises ont à cœur de maintenir et de développer ce rôle d'initiative qui est le gage de la présence française future dans ce secteur de pointe. Et ainsi de contribuer encore au rayonnement et à la défense de la France dans le monde.



GROUPEMENT DES INDUSTRIES FRANÇAISES
AERONAUTIQUES ET SPATIALES

4, rue Galilée - 75782 Paris - Minitel 3616-GIFAS

L'ÉLAN VERS L'AVENIR



La crise en Chine et les conséquences de la répression

Les réactions à travers le monde

Les réactions aux événements de Chine se font de plus en plus sévères à travers le monde. La liste des pays qui ont décidé de « geler » leurs relations avec la République populaire s'allonge et comprend désormais les Pays-Bas et l'Autriche — où le ministre chinois de la justice a dû écourter une visite à Vienne, devant le refus des dirigeants autrichiens de le recevoir. Le Danemark a, pour sa part, annoncé qu'il suspendait sine die les crédits à l'aide au développement qu'il destinait à la Chine.

A Paris, où le ministre des affaires étrangères, M. Dumas, a annoncé que la France réduisait « au minimum » sa représentation diplomatique à Pékin, le directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor, a exprimé, mercredi 7 juin, devant le conseil exécutif de l'organisation, son « sentiment de déception devant la recrudescence et le déclenchement de la violence au cours des derniers jours et des mois écoulés dans plusieurs régions de la planète », dont la Chine.

A Tokyo, le gouvernement japonais, tout en continuant à manifester une grande prudence, a sensiblement durci sa position. Après que le premier ministre, M. Uno, ait observé que « pointer des fusils sur le peuple est grave », le vice-ministre des affaires étrangères, M. Murata, a évoqué les massacres commis à Pékin en déclarant que c'était « un point de vue humanitaire, cela est intolérable ».

De très nombreuses organisations privées, en particulier des groupes de sinologues en France et dans d'autres pays, ont, par ailleurs, exprimé leur désapprobation et participé à de multiples manifestations pour dénoncer le comportement des militaires chinois.

Mais les dernières réactions les plus significatives viennent de pays socialistes. A Budapest, M. Karoly Grosz, secrétaire général du PC hongrois, a été le premier chef d'un parti communiste au pouvoir à dénoncer sans ambiguïté la répression militaire en Chine. « La tragédie en Chine a choqué les membres du Parti communiste et la société hongroise dans son ensemble », a-t-il déclaré à l'agence MTL. (...) Au nom du gouvernement et des membres du parti, je déclare avec fermeté que nous condamnons la violence et la guerre fratricide. Ces méthodes n'ont rien à voir avec le socialisme. Quatre mille personnes ont manifesté, mercredi, devant l'ambassade de Chine en Hongrie. Au Nicaragua en revanche la presse sandiniste reproduit les thèses officielles de Pékin et critique l'attitude des Occidentaux.

A Hanoi, le gouvernement vietnamien a tenu à démentir certaines interprétations de la presse occidentale selon lesquelles il avait exprimé son soutien aux autorités de Pékin. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a déclaré que le Vietnam « n'a jamais exprimé sa position sur cette question » qui relève des « affaires internes » de la Chine. Il a toutefois estimé que « l'effusion de sang était regrettable ».

Enfin, la situation en Chine suscite des inquiétudes croissantes dans les colonies britanniques de Hongkong et portugaise de Macao. Cette dernière doit, en principe, passer dès l'année prochaine sous souveraineté chinoise. Le gouvernement de Lisbonne a annoncé, mercredi, que le ministre de l'Éducation, M. Carneiro, se rendrait sous peu dans la colonie.

Les relations sino-américaines risquent d'être affectées pour longtemps

WASHINGTON
de notre correspondant

Les rafales tirées par des soldats chinois sur un bâtiment réservé aux étrangers ont mis un terme aux hésitations de l'administration américaine : le département d'État a annoncé mercredi 7 juin — quelques heures après l'incident — qu'il ordonnait aux familles des diplomates américains en poste en Chine de regagner les États-Unis. Les autres ressortissants américains, sur lesquels le département d'État n'a pas formellement insisté, sont pour leur part « fortement encouragés » à s'en aller, et des dispositions ont commencé à être prises pour leur rapatriement.

Dès mardi, le porte-parole du département d'État avait encouragé les Américains à faire leurs bagages. Cette fois, l'annonce est beaucoup plus pressante, comme si l'incident de mercredi avait balayé les dernières réticences (le secrétaire d'État, M. Jim Baker, a été réveillé plusieurs fois dans la nuit du 6 au 7 juin, heure de Washington, c'est-à-dire après la fusillade essuyée par le bâtiment réservé aux étrangers). En plus des familles des diplomates (environ deux cent cinquante personnes), le département d'État estime qu'environ mille citoyens américains se trouvaient encore en

Chine le 7 juin (contre plus de huit mille en temps normal, sans compter plusieurs milliers de touristes).

Les diplomates et fonctionnaires de l'ambassade et des quatre consulats resteront à leur poste jusqu'à nouvel ordre — mais des plans d'évacuation d'urgence sont discrètement préparés.

L'évolution des événements contrarie de toute évidence les objectifs de M. Bush, qui avait insisté deux jours plus tôt sur la nécessité pour les États-Unis de ne pas couper leurs liens avec la Chine, pour ne pas encourager ce pays à se refermer sur lui-même, et qui avait insisté sur les bienfaits des contacts commerciaux. Le tissu des relations sino-américaines risque d'être déchiré pour longtemps, même si certains hommes d'affaires américains semblent décidés à laisser passer l'orage et à continuer leurs activités en Chine, où certains auraient reçu ces derniers jours des offres particulièrement alléchantes.

Quoi qu'il en soit, l'administration ne pouvait plus se permettre de temporiser, au risque de se voir reprocher de négliger la sécurité des citoyens américains. Le mal a d'ailleurs déjà partiellement été fait : toutes les télévisions ont, par exemple, diffusé mercredi soir les décla-

rations furieuses d'un enseignant de Buffalo, retour de Chine, qui dénonçait le comportement, selon lui, « honteux », de l'ambassade américaine à Pékin. Des étudiants, en attente de rapatriement, se sont plaints eux aussi d'avoir été trop longtemps laissés sans assistance, des voyageurs ont reproché aux autorités américaines de n'avoir pas envoyé à temps des avions pour les rapatrier : en un mot, l'administration n'avait plus guère le choix.

Le président Bush — qui a été en première ligne pour définir et défendre la position américaine à la suite des événements en Chine — devait d'ailleurs revenir sur le sujet jeudi à l'occasion d'une conférence de presse télévisée. Les officiels américains, qui jusqu'à se déclaraient incapables de confirmer les rumeurs de combats entre éléments de l'armée chinoise, se sont montrés un peu plus affirmatifs mercredi : « Il y a des indications selon lesquelles de petits affrontements ont pu se produire entre unités de l'armée », a déclaré le porte-parole du département d'État, M. Tutweiler. « La situation à Pékin est en Chine est explosive, incertaine et de plus en plus dangereuse », a-t-elle encore déclaré, pour justifier les décisions de rapatriement.

JAN KRAUZE.

De l'Opéra à l'ambassade de Chine

Les retrouvailles du « peuple de gauche »

Il sont tous venus. Enfin, toute la gauche. La droite, qui n'était pas invitée, ne s'est pas imposée et s'est donc abstenue de paraître à la grande manifestation organisée, mercredi 7 juin, de l'Opéra à l'ambassade de Chine pour protester contre la répression à Pékin. Mais à gauche, toute la famille est là. Le communiste dissident Pierre Jouyet et le communiste orthodoxe André Lajoinie, chacun à un bout de la chaîne, encadrent un brillant premier rang où l'on reconnaît bras dessus bras dessous Harlem Desir, Laurent Fabius, Jean Kaspar (CFDT), Alain Krivine ou encore Madeleine Rebérioux (Ligue des droits de l'homme).

Ces retrouvailles, bien sûr, ne vont pas sans quelques chamailleries. Les non-communistes reprochent aux communistes de n'avoir rejoint le mouvement qu'après les heures sanglantes du week-end dernier « alors que nous, nous soutenons les revendications des étudiants chinois depuis le début », explique un militant de la Ligue des droits de l'homme. Quant au slogan repris en chœur par tous les manifestants communistes — « Le socialisme, c'est la liberté ! » —, il suscite

pour le moins des ricanements dans les autres délégations.

L'important n'est pas là. L'important d'abord, c'est le nombre : dix mille, vingt mille ? Peu importe. Depuis longtemps, le « peuple de gauche » ne s'était pas retrouvé aussi nombreux, aussi soudé par une émotion dépassant tous les clivages. Les sections et fédérations communistes des départements de banlieue notamment ont mobilisé d'impressionnantes délégations.

L'attente et l'angoisse

Et surtout, il y a cette poignée d'étudiants chinois qui marchent lentement au début du cortège, la tête entourée d'un bandeau blanc couleur de deuil encadrant une couronne de fleurs blanches dédiées, en caractères chinois, « à ceux qui sont morts pour la démocratie, ils vivent dans notre cœur ». On déposera la couronne tout à l'heure devant l'ambassade aux accents du *Requiem* de Mozart.

Que peuvent-ils faire d'autre, les quelques trois mille étudiants chinois en France noyés dans le cortège, que se retrouver ainsi tous les jours

depuis le début des « événements » ou regarder le cœur serré les images de Pékin ? Téléphoner sur place ? « C'est coupé. Je suis sans nouvelles de toute ma famille depuis une semaine », dit simplement Wai dont les parents habitent aux alentours de la place Tiananmen. Alors attendre, attendre dans l'angoisse la suite des événements : « S'il y avait la guerre civile, dit encore Wai, le peuple en serait la première victime ».

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Manifestations en province. — Des manifestations ont également eu lieu mercredi 7 juin en province pour protester contre la répression en Chine. A Lyon, un millier de personnes ont défilé dans le centre de la ville et six cents se sont rassemblées à Marseille. A Nice, deux cent cinquante manifestants se sont réunis sur le parvis de l'église Notre-Dame avant de défilé dans le centre de la ville.

Des manifestations ont également regroupé deux cents personnes à Rennes, cent cinquante à Angers et au Mans, quarante devant la préfecture de Lorient, une centaine à Strasbourg, deux cent cinquante à Besançon et cent cinquante à Belfort et à Périgueux. A Bordeaux, cinq cents personnes ont défilé silencieusement.

M. Qian Qichen, ministre des affaires étrangères, annule sa visite aux États-Unis

La visite aux États-Unis que devait faire le ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen, a été reportée à la demande du gouvernement chinois, en raison de la situation actuelle en Chine, a annoncé, mercredi 7 juin, à Washington, M. Martin Fitzwater, porte-parole de la Maison Blanche. La visite était prévue à partir du 12 juin. Aucune nouvelle date n'a été fixée, a précisé le porte-parole de la Maison Blanche.

Arrivé mercredi à La Havane en provenance de Mexico où il avait fait escale après un voyage de cinq

jours en Equateur, M. Qian Qichen a eu un premier entretien, dans l'après-midi, avec son homologue cubain, M. Isidoro Malmierca.

Cuba s'est abstenu, jusqu'à présent, de tout commentaire officiel sur les événements qui se déroulent en Chine, mais les dépêches du correspondant à Pékin de l'agence Prensa Latina citent, en général, les autorités chinoises qualifiant les manifestants de Pékin de « contre-révolutionnaires » en relation avec des « forces de l'extérieur ». — (AFP.)

La cote financière de la Chine est affaiblie

La capacité de la Chine à faire face à ses remboursements extérieurs apparaît aujourd'hui « vulnérable », selon un rapport publié, mercredi 7 juin, à Tokyo, par la célèbre firme américaine d'analyse financière Standard and Poor's.

La situation instable qui prévaut actuellement à Pékin pourrait avoir des effets négatifs et peser lourdement sur la confiance des investisseurs envers Hongkong, qui doit revenir dans le giron chinois en 1997, indique notamment l'analyse rendue publique dans la capitale japonaise par la Standard and Poor's Asia Inc.

Ce jugement sur le taux de solvabilité de la Chine est partagé par

d'autres agences spécialisées au Japon et aux États-Unis. Il intervient alors que les opérations sur les obligations émises par des entreprises chinoises ont été suspendues, mercredi 7 juin, à Tokyo, la plupart des grandes firmes japonaises de courtage refusant d'effectuer toute transaction en raison de la situation actuelle en Chine.

Les principaux opérateurs (market-makers) ont refusé, mercredi 8, d'acheter ou de vendre des bons chinois libellés en yens, y compris ceux émis par la China International Trust and Investment Corp. (CITIC), la plus importante société d'investissement de la République populaire. — (AFP.)

La France réduit « au minimum » sa représentation diplomatique

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a annoncé mercredi 7 juin que la France allait réduire sa représentation diplomatique en Chine « au minimum indispensable », et il a estimé que le pays était « au bord de la guerre civile ».

M. Dumas, qui intervenait devant l'Assemblée nationale au cours de la séance sur les questions d'actualité, a précisé que la décision de la France de geler ses relations avec Pékin « à tous les niveaux », annoncée mardi par le premier ministre, M. Michel Rocard, s'appliquait « bien évidemment et d'abord à tout ce qui concerne la coopération militaire ».

Il a ajouté que ce gel « touche aussi à l'ensemble des relations politiques » entre les deux pays. Toute visite sera ainsi suspendue, a-t-il rappelé.

M. Dumas a noté que la France était « attentive » et « présente » au moment où « des éléments de l'armée s'affrontent » et où « ce grand et vaste pays est au bord de la guerre civile ».

Il a également indiqué que le Docteur de la Communauté européenne étaient en consultation permanente à propos de la situation en Chine et que leurs ministères des affaires étrangères en discuteraient lors de leur prochaine réunion, prévue lundi à Bruxelles.

M. Dumas a rappelé que deux avions militaires « d'Ici à la fin de la semaine » pour rapatrier les quelque cinq cents ressortissants français se trouvant encore en Chine. Selon M. Dumas, une partie importante de la communauté française,

qui comptait quelque mille trois cents personnes, a déjà été évacuée.

« Ce qui nous concerne le plus, a-t-il dit, c'est de voir des hommes, qui avaient jusqu'ici su conduire une politique de modernisation et d'ouverture qui commencent à porter ses premiers fruits, détruire leur propre ouvrage et précipiter leur pays dans le chaos et demain dans la guerre civile ».

Il a estimé que la crise entre les étudiants et le pouvoir était prévisible car « les tensions économiques et sociales créées par une croissance mal maîtrisée et, surtout, un décalage sans cesse croissant entre l'ouverture économique et le blocage sans nuance d'un système politique créent une situation explosive ».

Le gouvernement français, a-t-il poursuivi, « n'a pu regretter que les autorités en place, et je dirais pour être plus précis une partie d'entre elles, tant il est difficile de dire qui détient aujourd'hui la réalité du pouvoir à Pékin, n'aient su répondre à cette aspiration pacifique, et je dirais légitime, autrement que par la force ».

Cellule de crise au Quai d'Orsay. — Une cellule de crise a été mise en place, mercredi 7 juin, au ministère des affaires étrangères françaises pour rassembler des informations sur la situation des ressortissants français en Chine et répondre aux demandes de leurs familles en France, a indiqué un porte-parole du Quai d'Orsay.

Le numéro de cette cellule est le 45-50-34-80.

La visite du premier ministre pakistanais aux États-Unis

Mme Bhutto invite Washington à poursuivre son aide à la résistance afghane

WASHINGTON
de notre correspondant

Au terme d'une visite de deux jours à Washington, Mme Benazir Bhutto a fait ce que ses hôtes attendaient d'elle, comme de tout premier ministre pakistanais : elle a réaffirmé que son pays « ne possédait pas et n'avait pas l'intention de fabriquer » d'armes nucléaires. Elle l'a dit aussi bien au cours de ses entretiens avec le président Bush, mardi 6 juin, que le lendemain devant les deux chambres du Congrès réunies en séance solennelle.

pour entendre son allocution, accueillie très chaleureusement.

Cette question empoisonne régulièrement les relations entre les deux pays — et une loi votée par le Congrès oblige le président à suspendre l'aide américaine au Pakistan (environ 600 millions de dollars par an) au cas où les États-Unis constateraient que le Pakistan cherche à se doter de l'arme nucléaire.

Mais, outre cette assurance attendue, Mme Bhutto a surpris son auditoire par la fermeté de ses propos concernant l'autre grand sujet au cœur des relations entre les deux pays : l'Afghanistan. De plus en plus de voix s'élèvent aux États-Unis pour inciter l'administration à réviser sa politique à l'égard de l'Afghanistan, à ne plus tabler sur la victoire d'une résistance qui, depuis des mois, semble piétiner. Et beaucoup compaissent sur Mme Bhutto pour encourager l'administration Bush à rechercher une solution de compromis qui permettrait de libérer le Pakistan du fardeau des trois millions de réfugiés afghans. (Le jeune premier ministre a récemment écarté de la direction des services secrets pakistanais le général Hamid Gul, partisan d'une issue militaire au conflit.)

Fermeté et persévérance

Pourtant, Mme Bhutto, du moins dans ses déclarations publiques, a surtout invité les responsables américains à faire preuve de fermeté et de persévérance, et à poursuivre leur aide aux moudjahiddins : « Le Pakistan et les États-Unis ont par-

couru un long chemin aux côtés des Afghans dans leur effort pour l'autodétermination. Ne devenons pas, à présent, indifférents, par impuissance ou lassitude. Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas abandonner leur cause », a-t-elle déclaré au Congrès. Mme Bhutto s'est dite préoccupée par les très importantes livraisons d'armes soviétiques au régime de Kaboul.

Elle a aussi déclaré avec force qu'il convenait de trouver un « règlement politique de la guerre », mais pour souligner qu'elle partageait totalement le point de vue de M. Bush à ce sujet. De son côté, le président américain avait déclaré que Mme Bhutto et lui-même avaient, au cours de leur entretien, « évoqué les moyens d'encourager une solution politique qui conduise à la formation d'un gouvernement représentatif, non aligné et destructeur de vivre en paix avec ses voisins, pour remplacer le régime illégitime à Kaboul ».

Sur ce dernier point aussi, Mme Bhutto semble décidée à en rester aux positions pakistanaises traditionnelles : pas question de négocier avec M. Najibullah, l'actuel chef de ce régime. Elle l'a très clairement expliqué lors de son intervention devant le Congrès.

Par ailleurs, l'administration a accepté de vendre au Pakistan soixante chasseurs F-16 (un contrat de 1,4 milliard de dollars), mais le Congrès, qui doit approuver cette vente, n'a pas encore été officiellement informé de cette décision. Le Pakistan possède déjà quarante appareils de ce type.

JAN KRAUZE.

La crise pourrait modifier les perspectives de règlement au Cambodge


Bangkok. — La crise violente qui secoue la Chine risque de modifier les perspectives d'un règlement au Cambodge et de la conférence internationale qui doit avoir lieu prochainement sur ce conflit. Un porte-parole du ministère thaïlandais des affaires étrangères a remarqué, dès lundi 5 juin, qu'après la répression sanglante à Pékin la Chine allait voir ses « possibilités de négociation continuer à s'amincir ».

Dans les milieux diplomatiques de Bangkok, on juge généralement à ce sujet que le Vietnam, un pays soutenu militairement et économiquement par l'URSS, pourrait tenter de tirer avantage de l'affaiblissement de la Chine sur le plan diplomatique. En revanche, un effacement diplomatique éventuel de Pékin n'aurait guère d'incidence sur le poids militaire des Khmers rouges, faction la plus puissante d'une coalition de mouvements cambodgiens en lutte contre les Vietnamiens et leurs alliés de Phnom-Penh.

Les Chinois ont fait parvenir aux Khmers rouges des armes, des munitions et des fournitures qui permettraient à ces derniers de poursuivre, selon les estimations des experts, leurs activités de guérilla pendant au moins deux ans.

Dans l'hypothèse où la conférence internationale de Paris sur le Cambodge se déroulerait bien début août, c'est-à-dire dans la foulée des pourparlers intergouvernementaux entre les 24 et 25 juillet en France, la crédibilité du négociateur chinois risque d'être incertaine. De plus, le poids de la Chine dans l'évolution de la situation au Cambodge, comme sans doute aussi dans l'ensemble de la région, ne peut qu'être réduit. — (AFP.)

SCIENTIFIQUES & CROYANTS 1




JACQUES ARSAC
UN INFORMATICIEN

... il y a quelque chose en dehors de la science.

128 pages - 78 FF

BBAUCHESNE
72, rue des Saints-Pères
75007 PARIS

SCIENTIFIQUES & CROYANTS 2



DOMINIQUE LAPLANE
UN NEUROLOGUE

... je n'ai pas quitté la route.

128 pages - 78 FF

BBAUCHESNE
72, rue des Saints-Pères
75007 PARIS

Afrique

NIGÉRIA : les perspectives d'un retour au régime civil

Quand les militaires ont l'œil sur les politiciens

Au moins cent morts à Lagos, une quarantaine à Benin-City, une trentaine à Port-Harcourt, selon des sources dignes de foi : les forces de l'ordre ont en la main lourde pour mater les émeutes de ces deux dernières semaines, les plus sanglantes qu'aient connues le pays depuis dix ans. Conséquence, le général Ibrahim Babangida, le chef de l'Etat nigérian, a dû annuler son voyage en France (le Monde du 7 juin).

LAGOS
de notre envoyé spécial

Les étudiants, qui avaient appelé à manifester contre le programme d'austérité du gouvernement, se sont, finalement, retrouvés un peu seuls dans la rue, rejoints par toutes sortes de marginaux, casseurs et pillards. La population, dans sa grande majorité, s'est prudemment tenue à l'écart, même si elle avait de bonnes raisons d'exprimer son mécontentement.

« Les étudiants ont le droit d'exprimer leurs opinions, mais j'insiste pour qu'ils le fassent de manière civilisée », a déclaré au Monde le général Babangida. Le gouvernement n'a pas eu d'autre choix que de maintenir l'ordre et la loi, et de protéger la propriété. Certaines personnes se seraient-elles laissées aller à faire monter la tension ? « Nous nous livrons à beaucoup d'investigations. Il existe des groupes d'intérêt, et nous savons bien que le programme de transition vers un régime civil et les mesures d'austérité ne plaisent pas à tout le monde ».

Depuis que l'interdiction des activités politiques a été levée, début mai, les esprits se sont, il est vrai, quelque peu échauffés. Une quar-

taine d'associations politiques se sont déjà créées. Toutes, plus ou moins, promettent la lune : qui le plein emploi, qui l'autosuffisance alimentaire, qui le doublement des ressources en devises du pays... Au bout du compte, deux partis seulement, dans les trois mois à venir, verront le jour. « L'expérience nous a appris que si nous autorisons trop de formations, elles-ci auront tendance à se constituer sur des bases ethniques ou géographiques », souligne le général Babangida, ce qui n'est pas bon pour la stabilité et l'unité du pays.

D'autres restrictions ont été prévues pour assainir la situation. Tous ceux qui ont été reconnus coupables de mauvais agissements ne pourront plus jamais exercer d'activités politiques. Tous ceux qui ont occupé certaines positions publiques ont été mis hors de course pendant la période de transition. Ne risque-t-on pas ainsi de se priver de gens compétents ? « Nous avons énormément de ressources humaines », assure le chef de l'Etat. La nouvelle génération sera à même de mener à bien les affaires du pays.

La méfiance naturelle de la caste militaire à l'égard des politiciens s'est nourrie de la désastreuse expérience du régime civil qu'a connu le pays entre 1979 et 1983. Aussi voit-on se multiplier, par les temps qui courent, les mises en garde contre « les promesses mensongères faites aux électeurs », contre « ces serpents verts qui se dissimulent dans l'herbe ».

Malgré tout, l'armée se prépare à passer la main aux civils en 1992. Pour faciliter ce transfert de compétences, les gens en uniforme vont recevoir une solide formation politique, notamment à propos de la nouvelle Constitution, de la soumission aux autorités de l'Etat, des relations entre la société civile et la société militaire.

Beaucoup d'anciens politiciens ont très mal pris cette mise au ban de la société et tentent de maintenir leur influence par toutes les interposés. La population, quant à elle, reste indifférente à ce remue-ménage, convaincue qu'il n'y a rien de vraiment nouveau sous le soleil nigérian et que les politiciens, toutes générations confondues, sont davantage motivés par la recherche du pouvoir en soi et de la richesse que par le souci du bien commun.

« Éléphants blancs »

Qu'importe ! Les promesses seront tenues même s'il est des militaires pour régimber : « Le Retour à un régime civil en 1992 est définitivement acquis », confirme le général Babangida. D'élèves locaux en élève présidentielle, le programme sera suivi à la lettre. « Dès que les civils seront revenus au pouvoir », ajoute le chef de l'Etat, l'armée reprendra son rôle traditionnel qui est de défendre l'intégrité et la souveraineté du pays et de contribuer au développement.

Ce développement passe, aujourd'hui, par le programme d'ajustement structurel (PAS), adopté en 1986. « Celui-ci ne nous a pas été imposé par le Fonds monétaire international (FMI), insiste le général Babangida. C'est nous-mêmes qui l'avons fait, ce qui ne nous empêche pas de dialoguer avec le Fonds ». Manière de présenter les choses pour couper court aux critiques de tous ceux qui, au Nigeria, dénoncent l'alignement du gouvernement devant les diktats du FMI.

Pas question, en tout cas, de céder aux pressions de la rue et d'annuler le PAS car, aux yeux du gouvernement, il n'y a pas de solution de rechange. « La grande majorité de la population vit dans les zones

rurales. Or le gouvernement a renversé la tendance en mettant l'accent sur le développement de ces zones », note le chef de l'Etat. Je peux dire que la situation dans les campagnes s'est nettement améliorée. Ce sont les habitants des villes comme Lagos qui souffrent le plus. M. Abubakar Alhaji, ministre du budget et du plan, l'admet : « Il va falloir consacrer davantage de ressources au secteur social dans les zones urbaines ».

A l'époque de l'or noir triomphant et de l'argent facile, les ressources du Nigeria tournaient autour de 26 milliards de dollars ; elles ne dépassent pas, aujourd'hui, 7 milliards. Il faut donc gérer le pays à l'économie. Mais les autochtones ont d'autant plus de mal à accepter les mesures d'austérité qu'ils ont vécu une période de boom sans pareil.

Déjà la mise en place du PAS s'est, notamment, traduite par une forte restriction des importations. Une dépréciation du naira, la monnaie locale, une sensible augmentation de la production agricole. Le gouvernement a, cependant, calé devant un relèvement des tarifs publics, craignant, à juste titre, les réactions négatives de la population. Finie l'époque des « éléphants blancs ». Aujourd'hui, les autorités locales commencent à concentrer leurs moyens sur des projets qui rapportent des devises, comme, par exemple, la construction à Bony d'une usine de liquéfaction du gaz naturel ou la création de complexes pétrochimiques à Elemé et Osofield.

Etat méditerranéen

La communauté internationale a, semble-t-il, décidé de soutenir à fond les efforts de redressement économique du Nigeria, au risque, sinon de de concourir à la déstabilisation du régime en place. C'est ainsi qu'en

mars dernier le Club de Paris a récheloné 5,7 milliards de dollars, dont environ 1 milliard de créances françaises. Le service de la dette en a été d'autant allégé : il est tombé de 2,5 milliards à 800 millions.

Il y a peu à redire au programme de réformes politiques et économiques appliqué par le général Babangida depuis que, en août 1985, il est arrivé au pouvoir. Ce très habile manœuvrier s'efforce de transformer un Etat de type médiéval en une nation moderne, d'éliminer la domination d'un groupe ethnique ou religieux sur l'autre. Il a fort à faire pour relever ce défi, rassembler sous un même drapeau plus de cent millions de Nigériens.

Beaucoup d'observateurs jugent que le général Babangida est l'homme de la situation, que, dans les circonstances actuelles, personne ne pourrait mieux faire que lui. C'est un peu le gouvernement de la dernière chance. S'il ne parvient pas, en effet, à convaincre à voir arriver aux affaires une équipe de militaires purs et durs ? Pour le moment, le chef de l'Etat semble contrôler l'armée. Mais qui sait vraiment ? Il ne peut oublier qu'il a lui-même accédé au pouvoir à la faveur d'un putsch.

Des incidents de parcours, comme les récentes émeutes, peuvent-ils servir de prétexte aux militaires pour différer le transfert du pouvoir aux civils ? « Nous n'avons pas pris en considération un prolongement de la période de transition », dit-on dans les milieux autorisés. Mais d'aucuns doutent, malgré les assurances officielles que l'armée, à moins qu'elle ne fasse une fausse sortie, soit prête à s'effacer si facilement du devant de la scène politique. Le Nigeria ne serait plus le Nigeria...

JACQUES DE BARRIN.

TUNISIE

Les islamistes n'ont pas été autorisés à créer un parti

TUNIS
de notre correspondant

Le gouvernement tunisien a refusé de délivrer le visa consacrant l'existence légale en tant que parti politique du mouvement Ennahdha (« la Renaissance »). Ce refus est motivé par la loi sur l'existence des partis politiques qui stipule que les fondateurs et dirigeants de ces derniers « ne doivent pas avoir été condamnés pour crimes ou pour délits à plus de trois mois d'emprisonnement ferme ou à une peine d'emprisonnement supérieure à six mois avec sursis, sauf réhabilitation ».

Or, bien qu'ayant recouvré depuis longtemps leur liberté, les quinze principaux dirigeants du mouvement Ennahdha sont toujours sous le coup de condamnations qui leur avaient été infligées en septembre 1987 par la Cour de sûreté de l'Etat.

« C'est avec un sentiment d'amertume et de regret que nous avons enregistré la décision du gouvernement », nous a déclaré M. Mourou, numéro deux du mouvement. Mais, même si la déception est grande, il n'y aura pas de folies.

Selon M. Mourou, ce refus n'est « pas définitif » et « il reste encore un espoir ». En attendant, le mouvement islamiste déposera une demande de publication d'un journal. Dans les milieux proches du pouvoir, on laisse entendre que le projet est réalisable.

Ce serait en quelque sorte, en même temps qu'un test sur la ligne qu'entendent développer les islamistes, une première étape sur la voie de la reconnaissance ultérieure de leur mouvement, qui s'est affirmé comme la seconde force politique du pays.

MICHEL DEURÉ.

Proche-Orient

IRAN : l'après-Khomeiny

Téhéran serait prêt à renoncer au « châtiment » de Salman Rushdie

Après trois jours d'hystérie collective qui, selon la presse iranienne, auraient fait 11 000 blessés et « beaucoup » de morts, la vie a repris son cours normal, mercredi 7 juin à Téhéran, tandis que des dizaines de milliers de fidèles rendaient un dernier hommage au guide de la révolution islamique, sur le campus de l'université de Téhéran.

Selon les journaux, 438 des quelque 11 000 personnes blessées au cours des bousculades des derniers jours ont été hospitalisées. Radio-Téhéran n'a pas précisé combien de personnes avaient été tuées. Lundi, la presse avait fait état de huit morts. Ce bilan s'est probablement alourdi mardi, lors des funérailles mouvementées de l'imam.

Les signes de détente se multiplient sous le mot d'ordre nouveau d'« obédience à Khomeiny ». De même, l'ayatollah Montazeri, écarté par l'imam de sa succession en mars dernier, a fait une apparition remarquée au cimetière de Beheshté Zahra pour se recueillir sur la tombe du disparu. Selon M. Kaïm Siddiqui, le directeur de l'institut musulman de Londres, qui a dirigé la délégation britannique aux obsèques de Khomeiny, l'Iran serait disposé à assouplir sa position en ce qui concerne l'affaire Rushdie et serait prêt à renoncer à l'application de la sentence de mort prononcée par Khomeiny contre l'auteur des Versets sataniques, considérés comme blasphématoires par l'Islam.

Appel à la paix de l'Irak

« L'Irak, a-t-il souligné, n'a pas l'intention de tuer M. Rushdie. Il ne retirera pas sa menace de mort, mais est prêt à oublier cette question. » Pour cela, cependant, M. Rushdie devrait, selon M. Siddiqui, retirer de la circulation son roman et verser à un fonds d'aide aux familles des victimes des émeutes qui ont eu lieu contre l'ouvrage, en Inde et au Pakistan, les

bénéfices déjà procurés par les ventes.

A Bagdad, le président irakien, M. Saddam Hussein, a appelé, mercredi, l'Irak à établir une « paix durable » avec l'Irak, en affirmant que son pays est déterminé à respecter le cessez-le-feu du 20 août 1988. « L'Irak, a-t-il dit, cherche à convaincre l'Iran de transformer le cessez-le-feu en paix durable pour que les relations entre les deux pays s'inscrivent loin de toute éventualité d'une reprise de la guerre ».

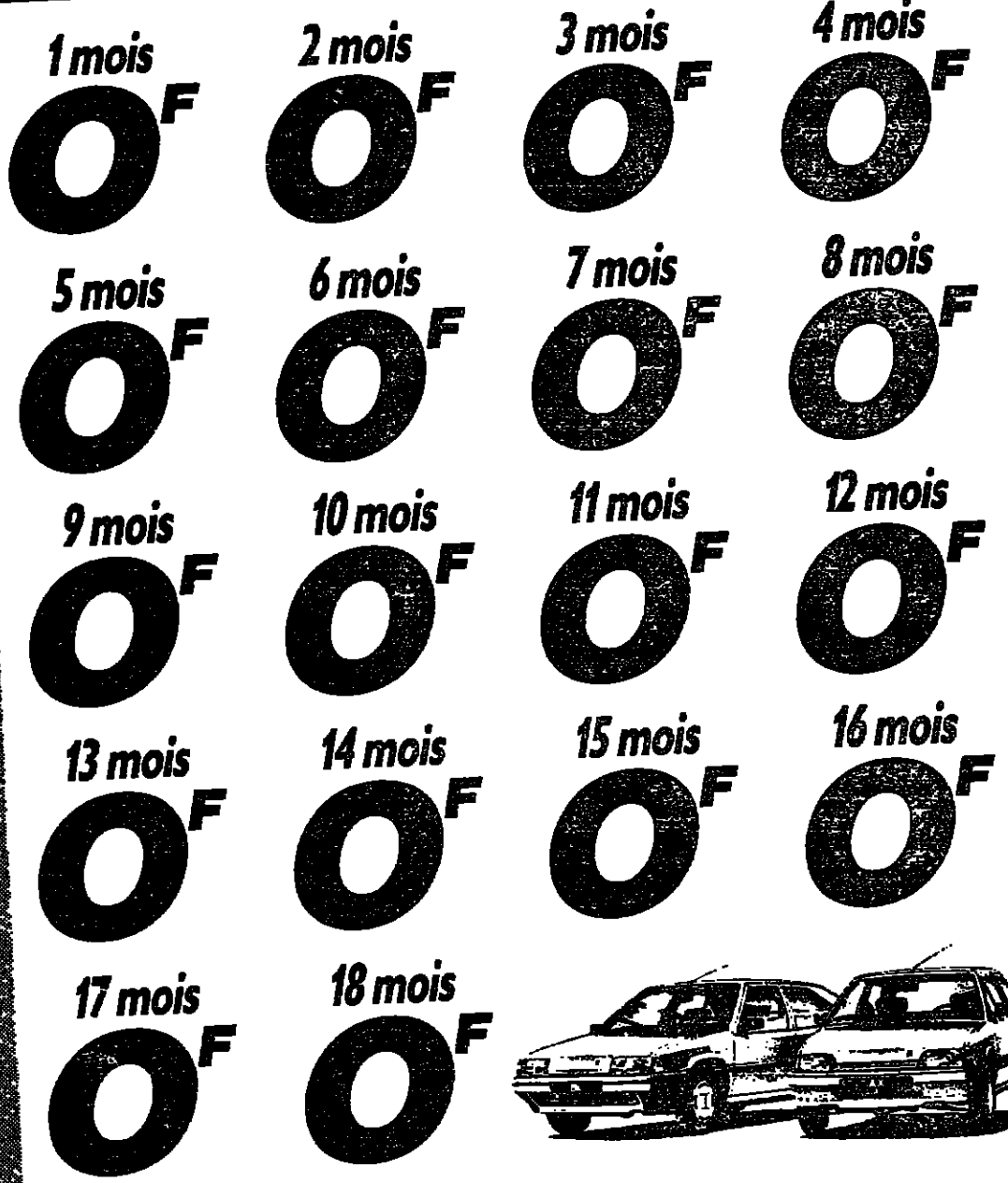
Cette déclaration intervient au moment où ont lieu, au siège des Nations unies, à New-York, des conversations techniques sur la reprise prochaine des négociations irako-iraniennes. Elle suit de près la décision des Moudjahidines du peuple, basés à Bagdad, de mettre une sourdine à certaines de leurs activités médiatiques, vraisemblablement à la demande des autorités irakiennes (le Monde du 7 juin). — (AFP, AP.)

• Une réponse aux députés européens. — A Paris, plusieurs personnalités de l'opposition iranienne, dont M. Babak Amir Khorrami, membre du bureau exécutif du Parti démocratique du peuple iranien, M. Hassan Nazih, membre du Conseil central des républicains d'Iran, et M. Abdel Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), ont signé une déclaration dans laquelle ils critiquent certains aspects de la récente résolution des parlementaires européens sur l'Iran.

« En proposant le Conseil national de résistance comme le représentant du peuple iranien, les signataires de cette résolution ont commis une grave erreur qui n'honore pas le Parlement européen. Les parlementaires européens auraient dû être conscients de la pluralité de l'opposition iranienne. Ils devraient savoir que le Conseil national de résistance est une simple façade pour les Moudjahidines du peuple, une organisation antidémocratique qui ne représente qu'une minorité des opposants. »

(Publicité)
Vous cherchez à vendre ou à acheter une boutique, un local commercial, une alimentation, un café, une librairie ou tout autre commerce C'EST DANS LE JOURNAL SPÉCIALISÉ « LES ANNONCES » EN FOND DE COMMERCE que vous trouverez tous les lundis les toutes dernières affaires En vente partout 6,20 F et 36, rue de Maïre, 75011 PARIS. Tél. : (1) 48.95.30.38

NOUVEAU



18 mois à 0 F

Jusqu'au 19 juin, Citroën vous offre tous les modèles AX et BX véhicules particuliers pour 0 F par mois pendant 18 mois.

Vous possédez une voiture ? Laissez-la chez Citroën et si elle couvre l'apport initial de votre location avec option d'achat, vous pourrez repartir au volant de la Citroën neuve de votre choix sans rien payer de plus jusqu'en 1991.

Possibilité d'interruption de cette L.O.A. en cours de contrat, par exemple, au bout des 19 mois, pour un coût total en cas d'acquisition de 10 734 F.

• L.O.A. sur 60 mois sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar. Exemple pour 10000 F TTC hors assurance : à la livraison, apport initial de 4000 F (dépôt de garantie de 1500 F et 1^{er} loyer de 2500 F), suivi de 18 loyers à 0 F puis 41 loyers à 236 F, option d'achat en fin de location 2000 F couverts en partie par le dépôt de garantie. Coût total en cas d'acquisition : 14 176 F.



مكتبة الأصل

Europe

URSS : affrontements en Ouzbékistan et difficultés économiques

Les dirigeants soviétiques dressent un bilan de faillite

MOSCOU
de notre correspondant

Toujours plantés devant leurs téléviseurs, les Soviétiques ne sont pas seulement en train de découvrir le parlementarisme. De cette salle du Congrès qui a envahi l'URSS, ils apprennent aussi en direct les mauvaises nouvelles — celles qui étaient avant-hier cachées et que même hier il fallait savoir trouver dans la presse.

En l'espace de deux heures, ils ont ainsi appris, mercredi 7 juin, que les revenus des exportations pétrolières de l'URSS ne suffiraient plus à couvrir le service de la dette extérieure, que les difficultés économiques étaient telles que la part du revenu national consacrée aux dépenses militaires serait réduite de 30 % à 50 % sur six ans et que les troubles d'Ouzbékistan se poursuivaient.

Ouvrant la séance d'après-midi, M. Gorbatchev a en effet déclaré que, bien que « sous contrôle », la situation ne s'était « pas décisivement améliorée » dans la région de

Fergana, où l'on continuait à incendier des maisons. Le soir, le journal télévisé indiquait lui que les violences s'étaient désormais étendues à la ville de Kokand, au nord-ouest de Fergana, et que c'était armes au poing qu'on chassait le Turc en Ouzbékistan. De fait, les téléreportages ont pu voir des impacts de balle sur des véhicules de la milice et des bâtiments officiels, et les reportages publiés jeudi matin par la presse centrale donnent — armée en moins, puisqu'on ne l'a toujours pas fait entrer en scène — une vision de guerre civile.

Dans les *Izvestia*, le premier ministre ouzbek, M. Kadyrov, déclare, par exemple, qu'on en était à soixante et onze morts à la date du 7 juin, mais qu'il ne s'agissait pas là d'un chiffre définitif, car « on continue à retrouver des cadavres sous les débris des maisons brûlées et des gens continuent à mourir de leurs blessures dans les hôpitaux ».

Le 4 juin, révèle aussi M. Kadyrov, une foule « enragée » de jeunes gens et adolescents avaient forcé les portes du comité de région du parti

et fouillé tous les bureaux à la recherche de Turcs. L'interview, précise l'organe du gouvernement, avait été recueillie avant l'extension des troubles à Kokand, et la *Pravda*, citant ce même premier ministre, écrit, elle, qu'un responsable du parti pour la ville de Fergana s'est fait tirer dessus en essayant de se mettre en travers des émeutiers qui seraient des « éléments extrémistes au passé criminel ».

Pogroms

L'ennui est que ces « criminels », ont, selon tous les témoignages, entre quinze et vingt-cinq ans, et que la *Komsomolskaia Pravda* parlait, la veille, mardi, d'un fort taux de chômage parmi les jeunes de la région. L'antagonisme national entre Ouzbeks et Turcs meslés se double, c'est clair, d'un problème social majeur, et si les violences ont d'abord éclaté à propos d'une querelle de prix sur un marché libre, c'est que la frontière des prix et des pénuries devient partout explosive.

Ce qui se passe aujourd'hui en Ouzbékistan se reproduira — cela ne

fait pas l'ombre d'un doute — demain ailleurs et en attendant, dans une dépêche largement reprise par les quotidiens de jeudi, l'agence Tass parle de « pogroms » antiturs et de « calme trompeur ». Parmi les morts, écrit l'agence officielle, on relève un « nombre considérable » de femmes et d'enfants (...). « Lapidés à mort ou brûlés dans les flammes de leurs maisons ». Ajoutant d'autres noms de localités (Tachlak, Margilan, Komsomolski) à la liste des villes touchées, la dépêche parle de jeunes « de seize à vingt ans soulevés » de « plusieurs milliers » de Turcs installés « sous le soleil » dans des camps de fortune où manquent médicaments, lits et vêtements d'enfants, où la nourriture n'est, selon la *Komsomolskaia Pravda*, acheminée régulièrement qu'au bout de trois jours.

« En réalité, l'accord (sur un cessez-le-feu, comprend-on) est loin d'être fait », poursuit l'agence tandis que la *Pravda* fait dire à un officier de la milice locale : « Le couvre-feu n'est en vigueur que durant la nuit et dans la journée la foule tue pratiquement impunément et pille ».

Réduire

le déficit budgétaire

Le tableau d'ensemble est si apocalyptique que, si M. Gorbatchev n'avait pas lui-même abordé le problème devant le pays, on en viendrait à penser que ses adversaires conservateurs ne sont pas mécontents d'en rajouter. Mais, tueries en moins, le discours d'investiture prononcé par M. Rykov, l'un des deux alliés les plus sûrs de M. Gorbatchev au bureau politique, n'était guère plus rose.

Sans concession à la langue de bois et aux larmes qui chantent, le seul des dirigeants du parti à s'être acquis une réelle popularité par ses airs de technocrate courtisé et fermé a en effet prononcé un discours de crise. Ce n'est plus la « pré-crise », comme l'on disait depuis quatre ans, c'est la crise, une banale crise d'Etat vivant au-dessus de ses moyens et qui doit drastiquement réduire ses dépenses, alors même que la situation sociale de dizaines de millions de ses citoyens est devenue intenable.

Il faut réduire, réduire avant toute chose le déficit budgétaire (de 25 milliards de roubles en 1989 et de 34 milliards l'an prochain) (1) et ne pas en arriver à l'étranger, a donc expliqué le premier ministre en révélant à l'appui de cette nouvelle rigueur financière contestée par beaucoup d'économistes réformateurs que, non, le pétrole ne garantirait plus la solvabilité de l'URSS.

Le pays a bien d'autres richesses naturelles, mais un nouveau mythe s'affirme là, et l'URSS n'en finit décidément plus de dégringoler dans le réalisme, comme descendant après une chute de soixante-dix ans. Et puisque le pays se banalise, M. Rykov a donné, dans la foulée, une série de chiffres, comme ceux du budget spatial (6,9 milliards), dont 3,9 milliards pour des fins militaires et 2,1 pour la seule navette Bourane) ou ceux de la ventilation des dépenses militaires (32,6 milliards pour les armements et 20,2 milliards pour l'entretien des troupes de l'armée de terre et de la marine).

On a encore entendu M. Rykov déclarer que la situation économique s'était « virtuellement pas améliorée ces dernières années », lorsqu'il insistait sur la nécessité de développer l'autonomie des entreprises, des Républiques et des régions, tout en ne laissant pas enfler une masse salariale génératrice d'inflation et de pénuries supplémentaires, et annoncer enfin un relèvement à 70 roubles mensuels (le seuil de pauvreté) du plancher des pensions de retraite. Quant aux anciens combattants — un formidable groupe de pression sur lequel lorgnent les conservateurs — ils auront désormais droit à la gratuité des médicaments et des transports.

Tout cela faisait sérieux, pas idéologique pour deux sous, mais pas très convaincant pour autant sur les possibilités de sortie de la crise à brève échéance.

BERNARD GUETTA.

(1) 1 rouble = 10 francs français au taux officiel.

• RDA : manifestations contre le gouvernement. — La police est intervenue mercredi 7 juin à Berlin-Est pour disperser un rassemblement de trois cents jeunes gens et étudiants organisé par une paroisse luthérienne pour protester contre la fraude électorale lors des élections municipales du 7 mai dernier. Selon les manifestants, il y a eu plus de « non » dans les urnes que ne l'ont admis les autorités communistes. La veille, la police avait également interpellé seize personnes qui avaient essayé de se diriger vers l'ambassade de Chine pour protester contre la répression à Pékin. — (AFP.)

ITALIE : la préparation des élections à l'Assemblée de Strasbourg

L'Europe vaut bien une crise !

Dans les douze pays de la Communauté européenne, les électeurs votent la semaine prochaine, les uns le jeudi 15 juin, les autres le dimanche 18, pour élire leurs représentants au nouveau Parlement européen. Malgré l'importance de l'enjeu à l'approche du grand marché de 1993, la relative difficulté de mobiliser l'électorat se retrouve un peu partout. En Irlande, en Grèce et au Luxembourg, on vote en même temps pour le renouvellement du Parlement national. Dans d'autres pays, comme l'Italie — avec laquelle nous commençons un tour d'horizon de la campagne chez nos partenaires —, cette élection sert de test du rapport des forces politiques internes.

ROME
de notre correspondant

La jolie brune sur l'écran bleu ne parvient pas à se décider. Robe verte ? Non. Blanche, alors ? Non plus, elle la retire. Rouge, peut-être ? Elle se mire, fait la moue, hésite encore. Aucune des trois couleurs du drapeau national italien ne paraît lui convenir. Soudain, un homme intervient : « Mais, chérie, on est presque en 1992 et tu n'es pas encore prête ? » En un éclair, la fille réapparaît, éblouissante dans une robe bleue. Bleu Europe, bien entendu. Cherchez l'Europe en Italie et vous trouverez la femme...

Rideau. A défaut de consistance, le message est clair. « Pour être fin prêt au rendez-vous de 1992, le 18 juin, votez démocratie chrétienne ». Mais les spots télévisés qui dévalent les trois quarts des budgets de campagne des grands partis italiens ne sont pas seulement agréables à regarder. D'après de tout esprit polémique, gentillets et souvent plats, ils tiennent lieu de débat national. « Pourquoi y aurais-je le débat », observe un proche du Palazzo, « puisque tout le monde est d'accord ? »

Et, de fait, tous les partis, sans exception, ont appelé les 46 millions d'électeurs transalpins à voter « oui » le 18 juin au référendum national qui accompagnera les élections provinciales dites. Ce référendum, unique en son genre chez les Douze et qui permet une nouvelle fois à l'Italie de se présenter à bon compte comme le « premier de la classe européenne », demande carrément au citoyen de se prononcer pour ou contre l'élaboration d'une véritable Constitution et la formation d'un vrai gouvernement européen, « responsable devant le Parlement » de Strasbourg, dont les pouvoirs seraient évidemment renforcés.

Le libellé exact de la question est tellement obscur et l'unanimité des partis si puissante que personne en fait ne se livre à la moindre explication de texte. Tel le surfeur sur sa planche, le monde politique italien chevauche galement la vague européenne sans chercher à en explorer le fond. Au point que le très véhémente *Corriere della Sera* comparait récemment l'électorat à « un somnambule » invité à se prononcer sur son avenir, dans le noir le plus complet.

Faut-il s'attendre, comme en France, en Espagne ou ailleurs, à des records d'abstentions ? Pas le moins du monde. Car la « participation » italienne, avec cette espèce d'instinct de conservation qui la caractérise, a trouvé, consciemment ou non, le moyen idéal d'annuler, de pimenter une campagne qui promettait d'atteindre des sommets d'ennui. Elle a tout simplement ouvert, le 19 mai, une crise gouvernementale.

Depuis trois semaines, le gouvernement se contente donc d'expédier les affaires courantes, et il y a gros à parier qu'il en sera ainsi au moins jusqu'au 18 juin. Peu importe, finalement, si l'électorat moyen a du mal à repérer les motifs politiques précis de cette quarante-huitième crise depuis 1945. Peu importe si chacun sait bien que, sans accident, c'est encore l'actuelle coalition de cinq partis (1) qui formera le prochain gouvernement.

Une ambrée espagnole

Le 19 juin, selon que le PSI aura fait 15 % ou 17 %, la Démocratie chrétienne 33 % ou 35 %, et les trois autres confondues 8 % ou 10 %, l'Italie aura au moins qu'il, parmi les Douze, le plus mauvais résultat électoral et qui y obtiendra les meilleurs postes. Bref, l'Europe vaut bien une crise. On, plus exactement, l'Italie peut bien encore s'offrir une crise avant l'Europe, ont estimé les politiciens. L'essentiel, pour tous, était d'arriver au 18 juin en ordre dispersé avec chacun son identité, chacun ses priorités et chacun son programme pour gagner... à Rome, sinon à Strasbourg. L'essentiel est que l'électorat ne soit pas dupe, et il ne l'est pas.

Une quinzaine de listes et plus de sept cents candidats pour quatre-vingt-neuf sièges à prendre. Outre les partis traditionnels, un groupe de « retraités » a décidé de présenter « sa » liste. Il y a aussi la « Ligue antipoliticienne », les « autonomistes », les « socialistes » et autres qui ne voient

pas de contradiction à se présenter à un scrutin comme celui-là puisqu'ils sont « pour une Europe des régions ». Pas de problème, l'Europe est une ambrée espagnole, n'est-elle pas ?

Chez les partis classiques, à commencer par la Démocratie chrétienne, la bataille pour obtenir des tickets gagnants fut assez rude. Parce que la consultation est fortement politisée — au sens local du terme — et que ce sont les résultats du 18 juin qui détermineront les lignes de partage du prochain gouvernement, ce sont évidemment les laïcs et les catholiques qui dominent les listes. M. Bettino Craxi, le patron des socialistes, est candidat numéro un dans trois circonscriptions sur cinq (2). Idem pour M. Achille Occhetto, le chef du « communisme nouveau », tandis que la DC, elle, souffrant plutôt d'un trop-plein de dignitaires, a préféré diversifier ses « investissements » électoraux.

Le secrétaire général du parti, le président du groupe à la Chambre, plusieurs des anciens et multiples premiers ministres, sans parler des différents chefs de faction, tous ont trouvé place à des positions éligibles. Cela n'a pas été facile... Menaces de démission, rébellions de fédérations régionales et coups de colère vengeurs ont marqué les tractations, aussi bien à la DC qu'au PSI, chez les républicains, libéraux et radicaux — courtoisement regroupés dans une liste dite du « pôle laïc » — que chez les Verts, scindés en deux listes distinctes, poétiquement dénommées Arc-en-ciel et Soleil qui rit...

Le « cimetière des éléphants »

Au total, cependant, à droite comme à gauche, il faut souligner un certain effort de renouvellement. Beaucoup de ceux qui siègeront à Strasbourg ont été rétrogradés en position non éligible ou sont carrément absents. Ainsi Claudio Martelli, le numéro deux du PSI, élu en 1984 et qui, jusqu'alors, n'a assisté aux travaux du Parlement européen. Idem pour le vieil écrivain Alberto Moravia (PCI) — qui s'y rendit à sept reprises en cinq ans — qui ne souhaitait pas se représenter.

Cela dit, tous les partis ont continué d'appliquer la recette des candidats-vitines. Acteurs, chanteurs, auteurs et autres stars médiatiques italiennes figurent souvent en bonne place dans la course au « cimetière des éléphants », dixit un député sortant. Là où les listes dites « de gauche » se distinguent, en revanche, des autres, c'est dans le recours aux candidats étrangers. Les « *Maradona de la politique* », comme le dit joyeusement le *Corriere della Sera*.

Manrico Duverger est « candidat indépendant » sur les listes du PCI, juste derrière Achille Occhetto. David Steel (ancien leader du Parti libéral britannique) dans le « pôle laïc ». Leonid Plokhatch, le mathématicien soviétique dissident chez les socialistes-démocrates, Daniel Cohn-Bendit en cinquième position chez les écologistes « classiques » du Soleil qui rit. Maud Marín (transsexuelle française) pour les « gauchistes » de l'Arc-en-ciel, et Jan Michael Kavan (ancien leader étudiant du « printemps de Prague ») à la Démocratie prolétarienne (extrême gauche).

Ce sont là les plus célèbres. Il y en a une dizaine d'autres, et si les républicains et les libéraux se sont battus sans succès pour obtenir Salmar Ruzhdié, d'autres ont vainement essayé d'avoir Sophia Loren ou Eddie Mercurio.

Personne ne sait si les étrangers en question pourront ou non siéger. Certes, une loi a été spécialement votée dès février au Parlement de Rome pour les y autoriser — encore « une grande première » à l'italienne... — certes encore, la Cour constitutionnelle a fait savoir début juin qu'elle ne trouvait rien à redire à ces candidatures. Mais on ne saurait préjuger des recours qui ne manqueront pas d'être introduits par des « mauvais perdants » au lendemain du scrutin...

PATRICE CLAUDE.

(1) Démocratie chrétienne, socialistes, républicains, libéraux et PSDI.
(2) Il s'agit en fait d'un scrutin régional proportionnel avec un nombre prédéterminé de sièges par circonscription régionale. Le Nord-Ouest (Milan) a 22 sièges, le Nord-Est (Naples) 13, le Centre (Rome) 16, le Sud (Vénise) 19 et les Îles (Sardaigne, Sicile) en ont 2.

Près de deux mille Bulgares d'origine turque ont trouvé refuge en Turquie

Par centaines, les Turcs de Bulgarie affluent en Turquie, fuyant la répression qui s'est abattue contre la minorité turque après la reprise de l'agitation contre la politique d'assimilation pratiquée par les autorités communistes de Sofia. Le ministre turc des affaires étrangères estimait, mercredi 7 juin, à 3 035 le nombre total de réfugiés arrivés par la frontière turco-bulgare ou par avion via l'Autriche et la Yougoslavie.

Le défi lancé la semaine dernière par le chef de l'Etat bulgare, M. Jivkov, à la Turquie, sommée d'ouvrir ses frontières aux Turcs de Bulgarie, n'est pas un vain mot. Les autorités exigent que « tous les Turcs de Bulgarie qui refusent l'assimilation forcée quittent le pays », affirment des réfugiés arrivant mardi matin à Kapikule, en Thrace orientale. A sa des-

cente du train, dans lequel 113 réfugiés avaient pris place, Ali, un ouvrier de quarante et un ans, marié et père de deux enfants, indiquait que les autorités bulgares laissent maintenant partir les familles entières, alors qu'auparavant pour sortir du pays il fallait qu'un membre au moins de la famille reste en Bulgarie.

Pour le moment, les autorités turques facilitent l'installation des nouveaux arrivés, mais à titre provisoire seulement. La plupart se rendent en Thrace ou dans la région de Bursa, au sud d'Istanbul. Le préfet d'Edirne, chef-lieu de Thrace occidentale, a déclaré que chaque famille recevait 100 000 livres turques — environ 350 francs français — pour rejoindre parents ou amis. A leur descente de train, à Kapikule, les chefs de famille sont priés de se rendre au poste de police spécial installé pour eux afin d'y remplir des formulaires et indiquer le nom de personnes susceptibles de les recevoir en Turquie. Ils sont

alors munis de passeports touristiques, à validité limitée.

Depuis la semaine dernière, l'essentiel des réfugiés passe par la frontière turco-bulgare. Mercredi, un groupe de trois cent quatre personnes est arrivé en train à Kapikule; un deuxième de cinquante et une personnes y est arrivé à pied, valises à la main; un troisième groupe de deux cent quarante-quatre personnes a franchi la frontière près du poste de Derkoy, au nord de Kapikule. Certains continuent d'arriver en Yougoslavie. L'agence TANYUG a fait état, mardi, de la présence au consulat turc de Skopje de neuf personnes, qui affirment avoir été contraintes à quitter la Bulgarie, jeudi dernier, par la police, qui a fait irruption dans leur village et leur a donné quatre heures pour partir. Selon un porte-parole de l'ambassade de Turquie à Belgrade, soixante-quatre Bulgares d'origine turque ont été expulsés, fin mai, vers la Yougoslavie.

DU 5 AU 18 JUIN 89
JOUEZ ET GAGNEZ

200 PRIX

du 1^{er} au 4^e PRIX
UN SÉJOUR D'UNE SEMAINE
EN CRÊTEParticipez au grand jeu*
organisé par le Monde et
Relais H.

EUROPE 93

CE QUI VA CHANGER
POUR LES FRANÇAISGrâce à l'exposition présentée dans
tous les Relais H (dans les gares, le
métro et les aéroports), trouvez ce que
les Français pensent de l'Europe sur la
base d'un sondage IPSOS.

* Jeu gratuit sans obligation d'achat.

Relais H

Le Monde

Diplomatie

M. Felipe Gonzalez à Paris pour préparer le Conseil européen de Madrid

Le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, était attendu jeudi 8 juin à Paris pour déjeuner avec M. François Mitterrand, puis s'entretenir avec le premier ministre, M. Michel Rocard.

Cette visite s'inscrit dans la tournée européenne que le chef du gouvernement espagnol effectue actuellement pour préparer le prochain conseil européen, qui aura lieu les 26 et 27 juin à Madrid, juste avant que l'Espagne ne cède la présidence de la Communauté à la France. M. Gonzalez a rencontré mercredi le premier ministre portugais, M. Cavaco Silva, à Lisbonne; il se rend vendredi en Sicile conférer avec M. De Mita. Il verra, pour finir, M. Thatcher à Londres, après les élections européennes, afin

d'essayer d'éviter un affrontement à Madrid avec le premier ministre britannique sur les deux principaux thèmes prévus pour ce Conseil: l'Europe monétaire et l'Europe sociale.

Paris et Madrid, qui s'efforcent actuellement de coordonner leurs deux présidences, ont eu tout loisir de passer une nouvelle fois en revue les dossiers lors du séminaire ministériel franco-espagnol, qui s'est tenu le week-end dernier à Paris. Les deux gouvernements s'apprêtent à agir de concert à Madrid. Dans une interview publiée jeudi par *le Figaro*, M. Felipe Gonzalez rappelle qu'il souhaite voir les Douze prendre à Madrid une « décision politique claire et même une décision de procédure » sur l'union monétaire et l'Europe sociale.

● Prochain accord soviéto-américain sur la prévention des incidents militaires. — Les Etats-Unis et l'URSS devraient signer, lundi 12 juin, un accord destiné à prévenir les incidents militaires entre les deux pays, a confirmé, mercredi 7 juin, M. Fitzwater, porte-parole de la Maison Blanche. Cet accord devrait être signé par le chef d'état-major interarmes américain, l'amiral William Crowe, lors d'une visite qu'il doit faire à Moscou du 12 au 23 juin.

L'accord devrait permettre d'éviter à l'avenir des incidents comme celui qui s'était produit en 1985 à Berlin-Est, lorsqu'un officier américain, le major Nicholson, avait été abattu par un soldat soviétique au cours d'une mission d'inspection régulière. — (AFP.)

● Grève des diplomates français au Canada. — Les personnels de l'ambassade de France à Ottawa et des consulats français dans les grandes villes canadiennes se sont mis en grève mercredi 7 juin, pour vingt-quatre heures, afin de protester contre la « dégradation de leur pouvoir d'achat ». Leurs indemnités de résidence ont été sensiblement réduites l'an passé et ils protestent contre le fait que le ministère du budget n'ait pas encore donné de réponse à une demande d'augmentation de 10 % de ces indemnités. Les diplomates français réclament un nouveau mécanisme de réajustement de leurs indemnités (versées en francs français) prenant en compte l'évolution des taux de changes et des prix. — (AFP.)

M. Alain Dementhon ambassadeur en Namibie

M. Alain Dementhon a été nommé ambassadeur, chef de mission diplomatique d'observation de la France en Namibie, a indiqué, mercredi 7 juin, le Quai d'Orsay.

Né en 1933, M. Dementhon, conseiller des affaires étrangères de première classe, a servi successivement au Maroc (1963-1967) et en Bolivie (1967-1969). Après un séjour à l'administration centrale (1969-1974), il est deuxième conseiller à l'ambassade de France en Autriche (1974-1977), puis en Allemagne fédérale (1977-1981), et premier conseiller en Afrique du Sud (1981-1985).

M. Dementhon était directeur adjoint aux affaires africaines et malgaches à l'administration centrale depuis 1985.

[M. Dementhon est le premier ambassadeur à être envoyé en Namibie, encore sous administration sud-africaine. Ce territoire doit devenir indépendant, en principe, en novembre prochain. M. Dementhon observera le déroulement des élections organisées sous l'égide de l'ONU. Il restera en poste après l'indépendance.]

LE JOURNAL des ELECTIONS N°8

Jun - Juillet 1989

CHINE
POLOGNE
EUROPE
IRAN
ARGENTINE

E. Davignon,
Wang Jiarong, A. Michnik,
C. Bakhtiar, J. Kis, G. Mink,
P. Moreau-Delarges, R. Cayrol,
H. Wallace...

Vente en kiosque

POUR NE PAS MANQUER LE RENDEZ-VOUS DE 1992

• L'EUROPE EN CHIFFRES

Office des statistiques des Communautés Européennes
2^e édition, 64 p., 37 F

• UN ESPACE SOCIAL EUROPÉEN A L'HORIZON 1992

Patrick VENTURINI - 116 p., 63 F

• L'ORDRE JURIDIQUE COMMUNAUTAIRE

Jean-Victor LOUIS
4^e édition, revue et mise à jour, 194 p., 79 F

• LE SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN

Jacques VAN YVERSELE
Avis-propos de Jacques DELORS
3^e édition, revue et mise à jour, 174 p., 79 F

• LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES DANS LA COMMUNAUTÉ. ENTRÉE ET SÉJOUR

Jean-Claude SÉCÉ
68 p., 57 F



OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
Collection "Objet 92". (15 ouvrages déjà parus)

DIFFUSION EN LIBRAIRIES
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29/31 QUAI VOLTAIRE,
75700 PARIS

VENTE PAR CORRESPONDANCE
DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS
26, RUE DESAIX
75732 PARIS CEDEX 15

Dans « le Monde diplomatique » de juin

L'Occident et les Palestiniens

« Combien d'assassinats faudra-t-il encore enregistrer pour que soit enfin respectée la cause incarnée par les victimes ? » se demande Claude Julien, dans le numéro de juin du *Monde diplomatique*. « Au Proche-Orient, ajoute-t-il, il y a un peuple qui, en dépit de ses épreuves et de ses revers, n'abdique pas. Depuis le partage de la Palestine, malgré les représailles et les brimades, ce peuple n'a pas plié. » Alain Gresh, Dominique Chevalier et Paul Kessler analysent les chances du plan Shamir et décrivent une société israélienne malade de ses brutalités.

Les deux géants du communisme, la Chine et l'Union soviétique, sont confrontés à leurs propres sociétés. Roland Lew montre comment l'échec des réformes économiques a provoqué la récente révolte des étudiants chinois. Bernard Frédéric et Amnon Kapeliovitch s'interrogent sur le sens des explosions nationalistes en Union soviétique.

A l'occasion des élections européennes, Bernard Cassen décrit les principales caractéristiques de cette « Europe mini-male » que défend M. Thatcher et que résumerait la formule : « le grand marché, rien que le grand marché ».

Dans le même numéro, trois autres dossiers : « La religion dans le débat démocratique » (Paul Valadier); « Ronneby, une petite ville suédoise si prospère... » (Ingrid Carlander); « Musique et droits de l'homme » (Miguel-Angel Estralla); « La peinture, dernière valeur-refuge ? » (Henri Cusco); ainsi qu'une nouvelle inédite du grand écrivain espagnol Camilo José Cela.

36.15 LMBAC et 36.15 EDUC corrigent le Bac et le Brevet des collèges dès le soir des épreuves !



POUR VOS CORRIGÉS TAPEZ 36.15 LMBAC 36.15 EDUC

Pour toutes les académies, Le Monde et Educ vous proposent sur minitel un corrigé de vos épreuves.

⇒ BACCALAURÉAT

- Philosophie
- Français (élèves en 1^{re})
- Histoire-Géographie
- Mathématiques avec l'Association des professeurs de Mathématiques
- Sciences Physiques avec l'Union des physiciens
- Sciences Naturelles avec l'Association des professeurs de biologie et de géologie
- Allemand (LV1)
- Anglais (LV1)
- Espagnol (LV1) avec l'Association des professeurs de langues vivantes

⇒ BREVET

- Français
- Histoire-Géographie
- Mathématiques

Le Monde

Le service des corrigés vous est proposé par :



ROGER GARAUDY

ROGER GARAUDY
Mon tour du siècle en solitaire
MEMOIRES



Mon tour du siècle en solitaire
MÉMOIRES

"Son parcours me désoriente... mais c'est un homme loyal, donc il a ses raisons" dit Guillemin. Roger Garaudy vit dans le tremblement qu'imposent à sa vie ses passions religieuses.

Jean-Louis Ezine / LE NOUVEL OBSERVATEUR

Il raconte avec lyrisme et passion cette aventure singulière à la recherche du sens du monde.

Yann Plougastel / L'EVENEMENT DU JEU

Ce siècle, il l'a sillonné en tous sens et dans toutes ses dimensions.

Marcel Neusch / LA CROIX

La conception que le philosophe se fait de l'histoire est riche.

Arnaud Spire / L'HUMANITE

L'aventure et la somme de plus de 50 ans de rencontres et de découvertes...

Paul Gravillon / LE PROGRES DE LYON

Sa vie est une longue marche du multiple à l'un, du partiel à l'universel.

MG / LE SOIR DE BRUXELLES

Roger Garaudy oppose à l'aliénation collective, la voix de sa conscience et la vigueur de son intelligence.

Betty Whipp / LE JOURNAL DE GENEVE

J'avoue avoir été un peu chagriné qu'on accorde tant de place à Roger Garaudy...

Michel Polac



ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

مكتبة الامن الاول

Politique

La campagne pour le scrutin

La marche cahoteuse des renovateurs

La Grande-Chartreuse, près de Grenoble, va accueillir, samedi soir 10 juin et dimanche, les « cadets » de l'opposition. Devrait ainsi se retrouver, selon les propres termes de M. Alain Carignon, maire RPR de Grenoble, renovateur et hôte, « la jeune génération de l'opposition ».

Sont conviés à ce séminaire montagnard les dirigeants des trois partis de l'opposition. Pour le RPR, MM. Alain Juppé, Jacques Toubon, Dominique Perben et Nicolas Sarkozy. MM. Michèle Barzach et Michèle Alliot-Marie. Pour le PR, MM. François Lédard, Alain Madelin, Gérard Longuet, Claude Malhuret et Philippe Vasseur. Pour le CDS étaient prévues les participations de MM. Pierre Méhaignerie, Jacques Barrot et Bernard Stasi. De plus, les Clubs Perspectives et Réalités seront représentés par MM. Hervé de Charette et Alain Lamassoure.

A ces dirigeants de l'opposition aurait dû se joindre le groupe des douze renovateurs. Celui-ci ne sera cependant pas au complet. M. Philippe de Villiers n'entend pas participer à « ce Solutré du pauvre ». M. Philippe Séguin regrette « qu'on ait voulu donner à ce Solutré new-look un caractère publicitaire et médiatique ». Le maire d'Épinal, il est vrai, sera retenu à la fois par la finale de la coupe de France du samedi soir où il s'est engagé à conduire les enfants de sa cité et... par le festival local du colportage.

M. François Filon, enfin, préfère privilégier ses obligations personnelles.

Les organisateurs de cette rencontre ne disent rien d'ailleurs pas de la difficulté de leur tâche. « Tout le monde veut se rencontrer, mais tout le monde craint la récupération par l'autre », confie M. Michel Guénais, qui est à l'origine avec M. Alain Gérard Stama, responsable de la page « Idées » du Figaro, de cette initiative. Fondateur d'une association de réflexions proche de M. François Lédard, « Précéder », M. Guénais, professeur d'université, a organisé depuis le 20 septembre 1988 une série de confrontations entre des membres de la « société civile » (chefs d'entreprise, artistes, enseignants, écrivains, philosophes), et ces jeunes responsables de l'opposition. L'idée de ce week-end à la montagne est née d'une rencontre le 17 mai dernier entre M. Guénais et M. Carignon.

Tous ces responsables devraient se retrouver à un dîner samedi soir. Le lendemain est prévue une balade alpestre de deux heures en pataugas et avec escorte de journalistes. Les marches politiques

devraient ensuite se retrouver à huis clos de 10 heures à 16 heures, la journée devant se conclure par une conférence de presse.

Quel sera l'objet de cette retraite ? M. Guénais déclare poursuivre deux objectifs : établir un diagnostic commun sur l'état de l'opposition et engager le débat sur ses moyens de reconstruction. « Il s'agit, dit-il, de faire à la fois une parenthèse dans le bouillonnement actuel et que chacun arrive à tout se dire. Il faut que ces deux journées soient très sympas et très directes ».

Cet optimisme un peu naïf peut-il être partagé par chacun ? Peut-on croire que, en quelques heures, les problèmes qui agitent l'opposition depuis des mois peuvent être miraculeusement résolus, même dans un lieu saint ? Ou cette opération n'aurait-elle pour objectif — c'est le cas de le dire — que de faire marcher ensemble tout ce petit monde pour le plaisir éphémère de figurer sur une photo commune ?

Pour M. Carignon, l'objectif est beaucoup plus concret. Il affirme que « la prochaine échéance importante n'est pas l'élection présidentielle, mais

les élections législatives qu'elles soient anticipées ou qu'elles aient lieu à la date prévue de 1993 ». L'ancien ministre de l'environnement se demande déjà si « la jeune génération de l'opposition ne doit pas débattre de ce qu'elle fera dans un gouvernement d'alternance ». Allant un peu vite en besogne, le maire de Grenoble semble évaluer ainsi tout le débat sur l'organisation structurelle de l'opposition et même sur le rôle des renovateurs, débat que M. Charles Millon considère comme devant être éminent voire exclusif.

Les représentants des partis traditionnels, dont sept figurent sur la liste de M. Giscard d'Estaing seront en force à la Chartreuse. Ce qui peut poser deux problèmes : quel sens attribuera M. Giscard d'Estaing à ce genre de retrouvailles qui se situent au lendemain de son déplacement dans la région Rhône-Alpes ? Et si ces retrouvailles se traduisaient par une solidarité renouvelée et renforcée, certains des renovateurs souhaitent un essor de leur propre courant, comme MM. Michel Noir et Charles Millon, ne se sentiraient-ils pas frustrés avant même que ne s'engagent les grandes manœuvres de l'après 18 juin ?

DANIEL CARTON
et ANDRÉ PASSERON.

Un entretien avec M. Yvon Briant (CNI)

La crainte d'une « double fumisterie »

Secrétaire général du CNI, placé au quatorzième rang de la liste d'union RPR-UDF aux élections européennes, M. Yvon Briant donne son sentiment sur la campagne menée par M. Valéry Giscard d'Estaing.

« Vous êtes un homme de droite, comment en êtes-vous venu à figurer sur une liste que M. Giscard d'Estaing a présentée dès le départ comme la liste d'union et du centre ?

— Pour cette élection, le CNI avait deux hypothèses de travail. La première : une liste d'union entre l'ensemble de l'UDF et le RPR conduite par Valéry Giscard d'Estaing et Simone Veil, ce qui nous aurait amenés à faire notre propre liste. La seconde était de bâtir, en cas de liste centriste autonome, une liste d'union avec le RPR et le reste de l'UDF. Nous y sommes et, dès lors, le schéma pour l'électeur de l'opposition devait être simple : une liste d'extrême droite derrière Le Pen, une liste du centre conduite par Simone Veil, et une liste de droite emmenée par VGE et Alain Juppé. J'ai donc été, c'est vrai, pour le moins surpris d'entendre VGE répé-

ter, dans ses premières déclarations, que cette campagne devait se faire au centre sur les valeurs du centre, ou de l'entendre approuver les points de vue de François Mitterrand sur l'Europe. Continuer en ce sens aboutirait à une double fumisterie accablante : la liste de Le Pen selon laquelle entre sa liste et celle des socialistes, il n'y a rien. Tout cela conduisant l'union à un désastre électoral.

— Qu'appellez-vous une « double fumisterie » ?

— Faire croire que la liste d'union est au centre, et que la liste de Le Pen représente la droite, serait une double aberration. La liste d'union n'est pas au centre, même si cette illusion a pu être accréditée par la parité injuste imposée entre le RPR, le CNI d'un côté, et, de l'autre, l'UDF résiduelle. Illusion renforcée aussi par la personnalisation de la campagne autour d'un chef d'orchestre tenté, par ailleurs, par les soles d'accordéon. Quant à Le Pen, alors qu'il était résolu à l'européen en 1984, il essaye de retrouver aujourd'hui la tradition nationaliste, allant jusqu'à s'inscrire, dans le cadre de l'héritage du général de

Gaulle, ce qui est tout de même une usurpation déraisonnable. Bref, on constate une fois de plus que son objectif est l'exploitation de la « trouille » pour tenter de rassembler les Français que la construction européenne inquiète. Plus que jamais, Le Pen reste le tenant de l'extrême droite.

— N'avez-vous pas le sentiment que la liste d'union RPR-UDF court désespérément après l'électorat de Le Pen ?

— La première chose à rappeler, est que le projet sur lequel nous sommes unis pour l'élection européenne est un projet de droite, résolument libéral. Il est attaché, entre autres, à la défense de l'identité des nations européennes, notamment contre les périls de l'immigration. Mais au CNI, nous qui défendons depuis quarante ans les valeurs libérales et nationales, nous sentons bien qu'il ne sera pas facile de convaincre les électeurs de droite, huit jours avant l'élection, et ce, malgré le changement de discours de VGE qui semble se préoccuper aujourd'hui bien tardivement de l'électorat conservateur.

— Vous ne croyez pas à l'efficacité de cette tactique ?

— L'histoire nous enseigne que de tels changements de discours ne sont pas toujours payants — regardez par exemple les présidentielles de 1988. Selon moi, il aurait été beaucoup plus judicieux d'associer étroitement le CNI à cette campagne européenne. Notre présence sur la liste devrait être en effet la garantie pour l'électorat conservateur de la prise en compte de ses aspirations. Il serait naturel de le faire enfin savoir.

— Vous pensez que cela peut infléchir sur l'électorat ?

— Naturellement, car les Français font en général confiance à l'original plutôt qu'à la copie. C'est ce qui nous rend d'ailleurs confiants pour l'avenir. En 1981, au sein même d'un président ouvertement socialiste. Aujourd'hui, avec la construction européenne qui nous porte au libéralisme, il serait raisonnable que les Français votent pour les véritables libéraux qui composent la liste d'union.

— Vous ne craignez pas qu'un tel discours aux marges du Front national ne fasse le jeu de Simone Veil ?

— Je crois surtout que la liste centriste est celle des candidats « assis entre deux chaises » dont on ne peut savoir s'ils sont véritablement ou non dans l'opposition. La liste de Simone Veil perd d'ailleurs toute légitimité dès lors que l'opposition tient son véritable rôle.

— Quel est l'enjeu du 18 juin pour l'opposition ?

— Si VGE est devancé par Fabius, nous aurons perdu. En revanche, si nous arrivons devant lui, si nous arrivons les 30 %, notre union pourra constituer le socle d'une opposition crédible, capable de présenter une alternance à la social-démocratie. Ce sera aussi notre meilleure chance de fixer tout aussi bien les centristes que les électeurs du Front national. Nous pourrions alors mettre en œuvre notamment la proposition de Charles Pasqua, visant à la désignation d'un candidat unique aux présidentielles à venir. C'est tout cela aussi l'enjeu de la consultation du 18 juin, et c'est à cet objectif que nous tenons à apporter notre contribution la plus active.

Propos recueillis par
DANIEL CARTON.

Propos de campagne

● M. Dewavrin (PR) : suicide. — M. Hugues Dewavrin, député général adjoint du Parti républicain, a dénoncé, dans le *Nouvel Observateur* daté vendredi 9 juin, « la tentation groupusculaire » de son parti, qui le mène à l'« asphyxie ». Si « toute l'opposition est malade », estime M. Dewavrin, « il y a au PR une certaine démission intellectuelle et morale, un certain renoncement ». Le directeur du *Journal des Républicains* met en cause, sans les nommer, MM. Alain Madelin et Gérard Longuet, qui, selon lui, « pensent qu'il vaut mieux être à la tête d'une formation homogène, qu'à la voir se réduire mais qu'on maîtrise à 100 % plutôt que d'avoir à rendre des comptes à un parti ouvert et pluraliste ». « Cela s'apparente à un suicide politique ».

● M. Fabius (PS) : coup de rein. — M. Laurent Fabius a assuré, mercredi 7 juin, que le « PS est bien mobilisé » mais qu'il y a « un coup de rein supplémentaire à donner », en vue du scrutin du 18 juin. Interrogé à l'issue d'une réunion à huis clos des candidats de sa liste, des secrétaires fédéraux du PS et des membres du comité directeur, M. Fabius a affirmé que « seule la liste socialiste soutient l'action européenne de François Mitterrand et de Michel Rocard » face à « l'Europe anti-progrès social » de M^{me} Veil ou de M. Giscard d'Estaing.

● M. Le Pen (FN) : coup monté. — « Il me semble », a déclaré M. Jean-Marie Le Pen, mercredi 7 juin à Marseille, qu'il se voit « avoir comme une sorte de complicité, dans un projet européen, entre les élus français socialistes et sociaux-démocrates puisqu'ils vont avoir les leviers de commande de l'Europe dans les derniers mois de 1988 ». Dénonçant un « coup monté », le président du Front national a évoqué la proclamation du Parlement européen en « Assemblée constituante », indiquant qu'il « opposerait à cette « dérive institutionnelle et révolutionnaire » (Corresp.).

● M. Liabre (rép.). — M. Claude Liabre, qui conduit la liste des communistes renovateurs aux européennes, s'est déclaré, mercredi 7 juin sur France-Inter et Antenne 2, favorable à la dissolution de la Commission de Bruxelles et au transfert de ses pouvoirs exécutifs au Parlement européen. M. Liabre a dénoncé l'action de M. Jacques Delors, président de la Commission, qui, selon le communiste renovateur, « nous a construit l'Europe dans le dos avec les technocrates ».

● M. Madelin (PR) : président. — M. Alain Madelin, secrétaire général du Parti républicain, a déploré, mercredi 7 juin à Rennes (Ile-et-Vilaine), que l'Europe « n'est pas les moyens constitutionnels pour parler d'une seule voix ». Évoquant la situation en Chine, le directeur de campagne de la liste conduite par M. Giscard d'Estaing a estimé que « l'Europe peut avoir un rôle important en adoptant une position très ferme pour convaincre ce qui se passe ». « Encore faudrait-il », a ajouté M. Madelin, « qu'elle puisse parler à chaud et d'une seule voix, ce qui n'est pas possible ». C'est pourquoi, le secrétaire général du PR a plaidé en faveur de l'élection d'un président de l'Europe, désigné « au moins pour trois ans ».

PORTRAITS D'EUROPÉENS

M^{me} Gisèle Charzat dans les étoiles

Le Parlement européen est peuplé de deux catégories de parlementaires. Les uns, envoyés là à titre de récompense, se bornent à jouer d'une position honorifique ou à tromper leur ennui dans un rôle de représentation. Les autres, par conviction ou par conscience, se prennent au jeu et déploient, dans cet espace expérimental, une activité d'autant plus désintéressée que personne, sauf accident, ne songe à leur demander compte.

Strasbourg, champ d'aventures... Si l'on enlève les prérogatives budgétaires, dont l'exercice intéresse un nombre réduit de candidats prenant fonction et rang dans l'organigramme « eurocratique », le reste est à l'initiative de qui voudra. Ainsi s'éveillent ou se confirment des vocations chez ceux qui ont en vue le long terme et que ne rebute pas l'absence de conséquence pratique de la plupart des débats. Ceux-là deviennent les pionniers d'un continent à peu près ignoré du public et de bien des responsables : la société politique européenne.

M^{me} Gisèle Charzat est l'un de ces pionniers. Arrivée à Strasbourg en 1979, militante socialiste au sein de ce qui s'appelait alors le CERES — le courant de M. Jean-Pierre Chevènement, rebaptisé Socialisme et République, — M^{me} Charzat a d'abord continué, sur la lancée d'un spécialisme antérieur, à s'intéresser aux problèmes de l'énergie. Il lui a fallu, rude tâche, défendre l'option nucléaire française dans un environnement hostile. Qui dit énergie dit, aussi, pétrole, donc Proche-Orient. En 1981, entrée à la commission politique, M^{me} Charzat s'est lancée à la découverte de cette région, sur laquelle elle a rédigé une étude pour le groupe socialiste.

En février 1986, rapporteur au nom du Parlement européen, M^{me} Charzat y a présenté les conclusions d'une mission qui

l'avait menée en Égypte, en Jordanie, au Liban et en Israël. Illustration des libertés, mais aussi des contraintes liées à l'exercice d'un mandat européen, le rapporteur était maître de ses analyses, mais avait un programme établi par la présidence du Parlement, et il n'était pas question de s'en écarter pour rencontrer une personnalité — M. Yasser Arafat, par exemple — non prévue sur la liste des rendez-vous. Le rapport qui demandait le respect des droits de l'homme dans les territoires occupés par Israël, la reconnaissance des résolutions de l'ONU par l'OLP et l'organisation d'une conférence internationale, a été adopté à la quasi unanimité, onze parlementaires, autour de M^{me} Simone Veil, votant contre.

L'intérêt national

A côté du Proche-Orient, les questions stratégiques sont devenues le domaine de prédilection de M^{me} Charzat. Auditrice de l'Institut des hautes études de défense nationale en 1985-1986, elle est une des rares femmes qui se soient familiarisées avec ces problèmes, auxquels elle a consacré deux ouvrages (1). Elle qui, en 1978, reprochait au PS d'être « enfermé dans son univers masculin », mais refusait d'y créer un courant féministe, fait la démonstration que le passage par Strasbourg peut permettre de contourner certains obstacles. Elle a acquis le statut original, hors des instances (autres que le comité directeur du PS, dont elle est membre), et des courses aux mandats, d'une spécialiste très demandée par les sections et les fédérations pour y parler de ces questions complexes et intimidantes, sur lesquelles le débat est rarement ouvert dans les partis.

Fidèle à ce qui caractérise son courant, M^{me} Charzat estime qu'il

faut construire l'Europe « à condition que l'intérêt national y trouve son compte ». Dernière des mirages de la supranationalité ou l'invocation des volontés de puissance à l'œuvre, l'Europe ne lui inspire ni hostilité ni fatalisme. A ses yeux, aucun autre pays que la France ne peut faire l'Europe. Aussi n'a-t-elle aucun mal à se reconnaître dans



l'action de M. François Mitterrand, même si elle regrette que la France ne se donne pas davantage les moyens d'une « montée en puissance » qui en ferait, plus encore que par le passé, le moteur d'une Europe indépendante.

Vingt-cinquième

En 1984, M^{me} Charzat a rédigé, au nom du groupe socialiste, une étude sur la construction de la sécurité européenne par la défense spatiale. Parce qu'elle pense que les économies et les technologies américaines et soviétiques sont « tirées » par le militaire, M^{me} Charzat plaide pour que la France prenne l'initiative d'un programme

spatial ambitieux, dans lequel, estime-t-elle, les ressources affectées à la défense seraient mieux employées qu'à la construction du char Lohr ou du porte-avions nucléaire. Qu'en pense M. Chevènement ? Un tel choix, serait en tout cas, selon M^{me} Charzat, un élément clé de ce qu'elle appelle une « économie de l'innovation ».

En accord avec ces conceptions comme avec l'idée qu'elle se fait du rôle d'un parlementaire français à Strasbourg, M^{me} Charzat a agi, en février dernier, pour faire repousser, avec l'aide du groupe démocrate-chrétien, le report d'un travailiste britannique demandant l'arrêt des essais nucléaires à Mururoa. Elle a été, aussi, de ceux qui se sont battus, au sein d'un intergroupe créé avec M. Pierre Pflimlin, pour le maintien du siège de l'assemblée à Strasbourg.

Vienne a manqué l'appui qu'elle y a envoyé, ni la qualité, ni la quantité du travail accompli n'assurent, à l'heure de la composition des listes pour l'élection suivante, que vous reviendrez au Parlement européen. Lorsqu'il s'agit de séduire l'électeur ou de préparer un prochain congrès, le renom peut compter davantage que le bilan. M^{me} Charzat, rétrogradée par ses amis au profit de M. Max Gallo, en a fait l'expérience.

Elle ne veut plus en parler. A la vingt-cinquième place sur la liste de M. Laurent Fabius, la cause, après tout, n'est pas désespérée. Quant à la blessure d'amour-propre, elle est de celles que l'on fait, si on ne les oublie pas. L'originalité a son prix.

PATRICK JARREAU.

(1) *La Militarisation intégrale* : éditions de l'Hermès, Paris, 1987 ; *La Guerre nouvelle*, éd. Stock, Paris, 1988 (voir le Monde daté 28-29 février 1988).

Selon BVA et CSA

Les listes Fabius et Giscard d'Estaing reculent

En tête avec 30 % des intentions de vote dans l'enquête BVA-Paris-Match, la liste conduite par M. Giscard d'Estaing n'arriverait qu'en seconde position, avec 24,5 % des suffrages, dans le sondage CSA-*l'Événement* du jeudi-FR3. Une même tendance toutefois : la liste UDF-RPR abandonne 3 points en quinze jours, selon BVA, et 4 points dans l'étude de CSA.

La liste conduite par M. Laurent Fabius serait créditée, dans l'enquête publiée jeudi 8 mai, dans *Paris-Match* (1), de 25 % d'intentions de vote, soit une baisse de 2 points. Elle devance celle du Front national, qui rassemblerait 11 % des suffrages des personnes interrogées (au lieu de 10 %), tandis que la liste conduite par M^{me} Simone Veil progresserait également d'un point avec 10 % des voix. La liste des écologistes recueillerait 8,5 % d'intentions de vote (au lieu de 10 %) et celle du Parti communiste serait créditée de 8 % des suffrages (au lieu de 9 %).

Dans le sondage publié, le même jour, dans *l'Événement* du jeudi (2), la liste socialiste arriverait en tête avec 27 % des voix (au lieu de 29 %). Celle de M^{me} Veil obtiendrait 13 % des intentions de vote (— 1), tandis que les écologistes demeurerait stables avec 12 % des suffrages (au lieu de 12,5 %). Si le Front national gagne 2 points avec 9,5 % des voix, les communistes progresseraient d'un point avec 7,5 % des intentions de vote.

(1) Sondage effectué, les 1^{er} et 2^{es} juin, auprès de 2019 personnes, les résultats d'intentions de vote portant sur les 1188 personnes « tout à fait certaines d'aller voter ».

(2) Sondage réalisé du 25 mai au 2 juin auprès d'un échantillon de 2002 personnes.

Politique

L'avenir de l'éducation nationale devant les députés

M. Jospin : « Notre système éducatif a besoin non pas d'une loi qui divise mais d'une loi qui mobilise »

du 18 juin

Meeting du MPPT pour des « élections bidon »

D'abord, il y a eu « une minute de silence pour ceux qui sont tombés pour la démocratie et la socialisme véritable en Chine ». Sur la tribune, une bannière proclamait : « A bas Li Peng le vaillant ! Vive la Commune de Pékin ! ». L'ombre de tous les « bureaucrates », bêtes noires des trotskistes, a plané mercredi 7 juin dans la salle de la Mutualité à Paris. En présence d'un bon millier de fidèles, le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) a organisé le principal meeting de sa campagne pour les élections européennes avec les têtes de liste de quatre autres pays de la CEE (Belgique, Espagne, Portugal et RFA).

Certes, les amis français et étrangers de M. Pierre Lambert, « patron » de cette filière trotskiste, participent aux « élections bidon » du 18 juin, mais, comme l'a souligné un jeune intervenant : « Notre date, c'est le 25 novembre », date prévue pour une manifestation contre le travail précaire, cheval de bataille, avec la grève générale de vingt-quatre heures dans toute l'Europe, du MPPT. Ce sera dans six mois à Paris.

Commune de Pékin, Commune de Paris. L'actualité tragique du

communisme a fourni l'occasion à M. Marc Gauquelin, tête de liste du MPPT, de paraphraser Karl Marx, en affirmant que « le spectre du communisme ne hante plus seulement l'Europe, il hante le monde et c'est l'avenir de l'humanité ».

M. Gauquelin a fait sien chacun des points du programme de la Commune de Paris, « le premier gouvernement ouvrier du monde » : abolition de l'armée permanente, abolition de la bureaucratie d'Etat, contrôle du mandat des élus avec possibilité de les destituer, séparation de l'Eglise et de l'Etat, instruction publique gratuite, droits politiques pour les étrangers, interdiction du travail de nuit des boulangers (étendus aujourd'hui à tous les salariés), interdiction des amendes, expropriation des fabriques abandonnées pour les donner aux associations ouvrières.

Enfin, en réponse à une proposition formulée par ses camarades allemands, M. Gauquelin s'est prononcé pour la création d'une « Association européenne des travailleurs ».

O. B.

Le Parti communiste réunionnais appelle à l'abstention

Le secrétaire général du Parti communiste réunionnais, M. Paul Vergès - député européen sortant, élu en 1984 sur la liste du PCF mais en conflit avec celui-ci depuis l'élection présidentielle de 1988, pour cause de soutien à M. François Mitterrand dès le premier tour de scrutin - a estimé, en lançant un appel à l'abstention, que la non-participation au scrutin était la seule réponse adaptée des Réunionnais, et des électeurs des DOM en général, face au « mépris » des formations politiques métropolitaines vis-à-vis des départements d'outre-mer.

Selon M. Vergès, « les partis métropolitains ont considéré que la représentativité des DOM à Strasbourg passait après d'autres préoccupations, notamment des préoccupations de politique intérieure française ». « Il n'y a aucun compromis possible », a-t-il ajouté, en critiquant en termes vécus le ralliement du Parti progressiste martiniquais à la liste de M. Laurent Fabius.

Au sein de la classe politique locale, la position de M. Vergès n'est pas isolée. Les deux députés centristes de l'île, MM. Jean-Paul Vimpont et André Thien-Ab-Koon, ont également annoncé qu'ils ne donneraient aucune consigne de vote. (Corresp.)

Six « Grand-Jury RTL-Le Monde » pour les élections européennes

Le « Grand-Jury RTL-Le Monde » organise six élections exceptionnelles consacrées aux élections européennes. Les chefs de file des six principales listes y seront interrogés chaque soir, de 18 h 15 à 19 heures, aux dates suivantes, deux journales du Monde et par deux de RTL :

- Dimanche 11 juin : M. Antoine Waechter (Les Verts - Europe - Ecologie) ;
- Lundi 12 juin : M. Philippe Herzog (Parti communiste français) ;
- Mardi 13 juin : M. Jean-Marie Le Pen (Europe et Patrie) ;
- Mercredi 14 juin : M. Valéry Giscard d'Estaing (L'union UDF-RPR) ;
- Jeudi 15 juin : M. Simone Veil (Le centre pour l'Europe) ;
- Vendredi 16 juin : M. Laurent Fabius (Majorité de progrès pour l'Europe).

Les députés ont commencé, dans une ambiance dépourvue de passion, mercredi 7 juin, l'examen en première lecture du projet de loi d'orientation sur l'éducation. Présenté par le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, devant un hémicycle bien rempli, ce texte comprend trente et un articles. Il est complété par un rapport, publié en annexe, qui énonce les objectifs de la politique nationale en faveur de l'éducation pour les cinq années à venir et concerne l'ensemble du système éducatif, de la maternelle au supérieur, enseignement agricole et enseignement privé sous contrat inclus. Un

Connaissant à l'avance les griefs formulés par ses adversaires à l'encontre de son projet, M. Jospin a souhaité, avant toute chose, expliquer le sens de sa démarche : « J'avance progressivement parce que je ne veux pas une révolution éducative sur papier et donc sans lendemain, mais une évolution durable. Mon intention n'est pas de proclamer mais de réussir (...). Une évolution ne se décrète pas, elle se construit », a encore ajouté le ministre de l'éducation nationale. Sur leurs bancs, plusieurs députés de l'opposition ont réagi par rapport au début des années 80. Pour autant, a rappelé M. Jospin, les mesures avancées trouveront rapidement leur concrétisation : « La plupart des mesures prévues seront appliquées dès septembre 1989 ». Puis, précisant le sens de sa démarche : « Je ne vous présente pas un texte écrit a priori à partir d'un parti pris purement idéologique de réforme. Je ne vous présente pas un texte rédigé par quelques spécialistes. Je vous apporte le résultat d'une volonté concrétisée par plusieurs mois d'une concertation ininterrompue (...). Pour réussir sa transformation, notre système éducatif a besoin non pas d'une loi qui divise, mais d'une loi qui mobilise ».

Sonciens de créer « une dynamique de la rénovation » avec tous ceux qui sont impliqués dans cette vaste entreprise, le ministre a notamment évoqué le rôle important des enseignants, estimant que la « rénovation du système éducatif ne se ferait pas contre ceux qui le font vivre quotidiennement ». Egalité et diversité ont été ses maîtres mots : « Pour donner, d'ici dix ans, une formation reconnue à tous les jeunes et pour conduire l'école de la réussite en les adaptant à la diversité des élèves. Car l'égalité n'est pas synonyme de l'uniformité mais de la diversité, acceptée et pleinement reconnue. Conjuguer l'égalité et la diversité est tout d'abord lutter contre les inégalités et combattre les handicaps ». Pour lutter contre ces inégalités, M. Jospin a fait plusieurs propositions : la création de la notion de cycles pluriannuels (sans redoublement), la modification des rythmes scolaires, la diversité des parcours offerts accompagnés d'une plus grande prise de responsabilité de l'élève, l'accent mis sur les

premier bilan de l'application de cette future loi Jospin sera présenté au Parlement en 1992.

Puis de cinquante orateurs de tous les groupes se sont inscrits dans la discussion générale et trois ministres ont pris la parole au cours de la première journée de débat : MM. Lionel Jospin, Henri Nallet, ministre de l'Agriculture et de la Forêt, Robert Chaudet, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique. Le deuxième a rappelé qu'en cosignant le projet de M. Jospin il avait tenu à signaler la priorité accordée à la formation dans son secteur ; le troisième

laire. Le rapporteur s'est félicité de l'article 8 du projet qui modifie le rythme scolaire annuel (trente-six semaines réparties en cinq périodes de travail séparées par quatre périodes de vacances). Pour autant, le gouvernement ne pourra pas faire l'économie, estime M. Dérozier, d'une réflexion sur les rythmes journaliers et hebdomadaires. M. Jean-Pierre Sueur (PS, Loiret) s'est félicité du fait que « la grande nouveauté » du texte consistait à véritablement partir de l'enfant pour organiser l'éducation nationale.

Dans un discours mesuré, prononcé sur un ton exempt de tout esprit de polémique, comme d'ailleurs l'ensemble des orateurs de cette journée, M. Alain Juppé (RPR-Paris) a donné acte à M. Jospin de sa « réelle bonne volonté ».

Mais, pour le secrétaire général du RPR, ce projet reste « flou ». M. Juppé a regretté que le ministre soit passé « à côté d'une grande occasion de changer l'école au moment même où les esprits avaient suffisamment évolué », y compris, dit-il à M. Jospin, chez vos propres amis. « Ce n'est pas vraiment un projet de loi, et on peut se demander si son de concret au fonctionnement de l'école en France », disait le secrétaire général du RPR avant son intervention à la tribune. C'est pourquoi le RPR a décidé de ne proposer

pin de sa « réelle bonne volonté ». Mais, pour le secrétaire général du RPR, ce projet reste « flou ». M. Juppé a regretté que le ministre soit passé « à côté d'une grande occasion de changer l'école au moment même où les esprits avaient suffisamment évolué », y compris, dit-il à M. Jospin, chez vos propres amis. « Ce n'est pas vraiment un projet de loi, et on peut se demander si son de concret au fonctionnement de l'école en France », disait le secrétaire général du RPR avant son intervention à la tribune. C'est pourquoi le RPR a décidé de ne proposer

a rappelé que l'enseignement technique participe pleinement à la rénovation de l'éducation.

Malgré l'hostilité de l'opposition de droite qui juge ce texte « inconsistant », l'Assemblée nationale ne devrait pas connaître l'obstruction développée la semaine dernière par le RPR contre le projet Jospin relatif à l'immigration. Le groupe communiste devrait, selon toute vraisemblance, s'abstenir à la fin de la discussion (prévue pour vendredi ou samedi), ce qui permettrait au gouvernement de ne pas avoir à recourir au 49.3 (engagement de responsabilité).

que quelques amendements (une dizaine).

M. Juppé a toutefois retenu quatre orientations positives : l'adaptation de l'enseignement à la diversité des élèves, la responsabilité de la famille et de l'élève dans le choix de l'orientation, le rôle des parents, qui font partie de la communauté éducative, enfin la définition du projet d'établissement. Mais ces avancées ne suffisent pas, selon M. Juppé, à cacher « le conservatisme » dont ce projet fait preuve à ses yeux. A propos de la volonté du gouvernement de faire accéder dans les années à venir, 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat, M. Juppé s'est insurgé : « Quand bien même les équipements nécessaires seraient construits et les enseignants recrutés, 80 % des jeunes d'une classe d'âge ne pourraient pas trouver la chance de leur accomplissement personnel et professionnel si l'organisation, la vocation, la conception même du lycée n'est pas entièrement repensée. Il est impératif et urgent d'assouplir les filières actuelles, de les diversifier, de pérenniser les baccalauréats professionnels, de multiplier les possibilités de formation en entreprise, de préparer l'école à un véritable « boom » de l'enseignement technique et professionnel ».

Des silences révélateurs

Pour l'Union du centre (UDC), M. François Bayrou (Pyrénées-Atlantiques) a campé sur des positions proches de celles de M. Juppé, estimant que le ministre avait raté une occasion unique de faire souffler un « esprit nouveau » sur un terrain devenu enfin réceptif, après bien des querelles idéologiques. « Personne ne s'apprêtait à vous juger à la longueur de votre baguette magique ! », a-t-il expliqué, en reconnaissant les points positifs du texte. « Mais ce qui frappe à sa lecture, c'est moins ce que la loi dit que ce qu'elle vaut. Ses silences sont révélateurs et certaines affirmations majeures sont ambiguës ». Au nombre des silences, M. Bayrou a vivement regretté que le pluralisme du système éducatif et le pluralisme du rôle de l'enseignement privé, ne soit pas affirmé avec force. Silence encore, selon le député centriste, à propos d'une décentralisation permettant aux collectivités locales de financer mais pas de décider. Ambiguïté enfin, le ministre ayant, selon lui, « une vision trop collective » du métier d'enseignant.

M. Guy Hermier (PCF, Bouches-du-Rhône) a également regretté la friolante du projet de loi. Le député communiste a expliqué que le gouvernement affichait clairement ses priorités en acceptant une loi de programmation dans le domaine militaire mais en refusant une sur l'éducation. Il a estimé que le bilan du système éducatif était « accablant » et que le projet Jospin n'était pas à la mesure des défis. Il s'est toutefois félicité de certains reculs du gouvernement (notamment en matière de dérogation) dus, selon lui, à la mobilisation du Parti communiste.

Pour M. Bruno Bourg-Broc (RPR, Marne), « les lacunes et les manques » du texte s'expliqueraient par le souci du ministre de ramener son projet au niveau du « plus petit dénominateur commun des différents groupes de pression syndicaux de l'éducation nationale ».

M. Francisque Perrut (UDF, Rhône) a estimé, quant à lui, qu'il n'était pas possible pour son groupe de voter ce texte qui ne préparait pas suffisamment « un avenir plus clair, plus sûr, plus riche d'espoir pour les élus et les étudiants ».

Le débat se poursuivait jeudi avec la fin de la discussion générale et le début de l'examen des articles du projet.

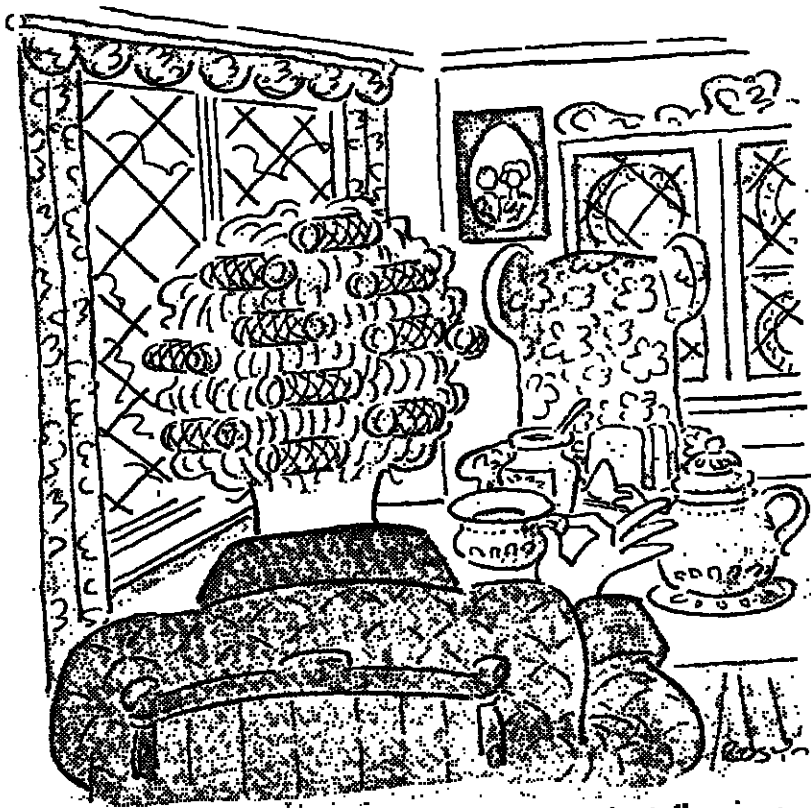
PIERRE SERVENT.

● Le débat sur le financement des partis : un élément du ministère de la justice. — Le cabinet du garde des sceaux a démenti, mercredi 7 juin, avoir été à l'origine du projet d'annulation des fausses factures. Dans nos dernières éditions du 8 juin, nous rapportions que l'entourage de M. Pierre Mauroy, indigné de la mise en cause des socialistes marseillais par le Canard enchaîné, affirmait que l'initiative d'une amnistie était venue de la chancellerie.

EN BREF

● Trois maires exclus du PCF, dont M. Gaston Vians, voteront pour la liste du PCF aux européennes. — MM. Gaston Vians, maire d'Orly et conseiller général du Val-de-Marne, Jean-Loup Engländer, maire de Saint-Michel-sur-Orge et conseiller général de l'Essonne, Jean Ogilvie, maire de Sainte-Genève-des-Bois et ancien sénateur de l'Essonne, ont annoncé, lundi 5 juin, leur intention de voter pour la liste conduite par M. Philippe Herzog (PCF) aux élections européennes, « par-delà leurs désaccords avec la politique de la direction du PCF, mais conscients de la lutte nécessaire pour sauvegarder les acquis sociaux des travailleurs français ».

● La commission des lois du Sénat rejette le projet d'amnistie. — La commission des lois du Sénat a conclu, mercredi 7 juin, au rejet du projet de loi d'amnistie tel que voté par l'Assemblée nationale le 5 juin (Le Monde du 7 juin). M. Marcel Rudloff (Un. cent., Bas-Rhin), rapporteur du projet, avait porté une appréciation positive du point de vue juridique sur le projet initial (à l'exclusion des amendements approuvés par les députés). Toutefois, d'un point de vue strictement politique, et compte tenu du contexte, il était prêt à se rallier à une position de sagesse : les députés seraient ainsi libérés de leur argument fixé au 12 juin. La séance publique de la commission des lois, M. Jacques Larcher (RI, Seine-et-Marne), partageait ce point de vue. Mais la majorité des communistes présents ou représentés (RPR et RI) ont opté pour une solution plus radicale : le rejet du projet.



— Madam, le représentant Français vient d'arriver.
— ☆ ◎ ☺ !!! Déjà !...

Départ Paris-Charles-de-Gaulle (en semaine) : 7 h 30 - 8 h 45 - 11 h 00 - 13 h 00 - 16 h 55 - 19 h 00
Départ London City Airport (en semaine) : 8 h 15 - 10 h 00 - 14 h 00 - 16 h 00 - 18 h 05 - 20 h 00
INFORMATION ET RESERVATION AUPRÈS DE VOTRE AGENCE DE VOYAGES OU PAR TÉL. : 42.66.30.14 ET 42.66.30.17

TOUT DE SUITE DANS LONDRES

Gagnez du temps : les avions de la London City Airways se posent sur les docks, à moins de 6 miles de la City.

Gagnez encore : ils vous emmènent dans Londres en Classe Affaires, 6 fois par jour.

Gagnez sans cesse : en arrivant, restez efficace grâce aux services et aux moyens de communication mis à votre disposition au Business Centre du London City Airport.

Gagnez toujours : 6 minutes après l'atterrissage, tous les moyens de transports, même le bateau-bus, vous conduisent à vos rendez-vous.

Gagnez enfin : 10 minutes d'enregistrement suffisent pour revenir à Paris.



TIME IS MONEY...
(comme on dit chez nous)

مكتبة الأمل

**VENTES
PAR ADJUDICATION**
Rubriques OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A 3 T
puis OSP

COTE D'AZUR
Cabinet de M. Gaston Uzi, avocat, 17, rue Hôpital-Neuf, Nice
avocat, 2, rue de la Préfecture - Nice
Téléphone : 96-55-51-71

VENTE
Au Palais de Justice de Nice
le jeudi 22 juin 1989 à 9 h 30

**PARCELLES DE TERRE
AVEC BATISSE**
à Bagnone-Cap-Martin (06)
Située Vallée (de 4.936 M2
environ) cadastrée A O n° 62 (1640)

**AVEC BELLE VUE SUR MER
LIBRES A LA VENTE**

MISE A PRIX : 150 000 F
Située à la pointe de S.A.F.T.
dans la zone cadastrée entre Bagnone-Cap-
Martin et Cap-Martin sur environ 75 mètres de long.
Renseignements par téléphone, l'après-midi, sur rendez-
vous au 95-55-55-55

Vente au Palais de Justice de Paris le jeudi 22 juin 1989 à 14 h 30 en UN SEUL LOT
**15 APPARTEMENTS
M. à P. : 1 000 000 F**
S'adresser à M. F. Wallez avocat à Paris 5 - 87, bd St-Michel Tél. : 43-29-48-58

Vente au Palais de Justice de Paris le jeudi 22 juin 1989 à 9 h 30
PAVILLON D'HABITATION à NOGENT-SUR-MARNE
(94130) - 23, rue Guy-Moquet sur sous-sol : 3 pièces principales et jardin
SUPERF. TOTALE **M. à P. : 400 000 F**
S'adresser à M. F. Wallez avocat à Paris 5 - 87, bd St-Michel Tél. : 43-29-48-58

Vente au Palais de Justice de Paris le mardi 20 juin 1989 à 14 h
VILLA ET TERRAIN à BORMES-LES-MIMOSAS (83230)
Cap Bormes - Village des Fourches - Domaine de Gaud-Bonnet
M. à P. : 400 000 F - super. 565 m²
Cession, préalable p. ench. - s'adresser à M. C. P. André et André Corot
Avocat à Corbeil-Essonnes (91100) - 15, rue Féry - Tél. : 64-96-01-12.
Pour vis. s'adresser à M. Georges Delville à Bormes-les-Mimosas (83230).
Domaine de la Rivière - Lot n° 3 - Tél. : 94-64-91-53.

Vente au Palais de Justice de Paris le jeudi 22 juin 1989 à 9 h 30
UN APPARTEMENT 3 p. PRINC. à L'HAY-LES-ROSES (94)
101 à 111, rue de Chevilly - bât. B, escal. B 2
rez-de-cha. (65 m² env.) - Cave-parking - Jardin 45 m² env.
M. à P. : 300 000 F
S'adresser à M. C. P. André et André Corot
Avocat à Corbeil-Essonnes (91100) - 15, rue Féry - Tél. : 64-96-01-12.
Pour vis. s'adresser à M. Georges Delville à Bormes-les-Mimosas (83230).
Tous avocats près T.G.I., Créteil - Sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de Justice de Paris le jeudi 22 juin 1989 à 14 h
ENSEMBLE IMMOBILIER à PARIS 11^e
91-93, rue de la Fontaine-Saint-Antoine
Un bâtiment de 6 étages, deux ateliers, un grand magasin, une cour
Mise à prix : 3 000 000 de F
Pour tous renseignements, s'adresser
1° à la S.C.P. Bihel-Solbe, avocats, Tél. : 42-60-39-13.
2° à M. André Corot, avocat, Tél. : 45-35-28-00
3° Au greffe du tribunal de grande instance de Paris, visées sur place le
lundi 19 juin 1989 de 12 h à 14 h.

Vente au Palais de Justice de Paris le jeudi 22 juin 1989 à 9 h 30
2 BATIMENTS à ARCUEIL (94)
1 et 3, rue Henri-Barbousse et 2 à 6, rue de Stalingrad
Le lot n° 28 consistant en l'ensemble du bât. B rue de Stalingrad avec façade sur les
rues de Stalingrad et Henri-Barbousse. Le lot n° 29 consistant en l'ensemble du bât. C
rue de Stalingrad avec façade sur les rues de Stalingrad et Henri-Barbousse et sur le plan
coupé à l'angle de ces deux voies.
MISE A PRIX : 500 000 F
S'adresser à maître Patrick Vardant, avocat, 166 bis, Grande-Rue à Nogent-sur-Marne
(Val-de-Marne). Tél. : 48-71-43-78 - Maître Thierry Gervy, avocat, 10, avenue Pershing,
75008 Paris. Tél. : 42-49-34-40 - Au greffe du T.G.I. de Créteil où le cahier des charges
est déposé. Et sur les lieux pour visiter le vendredi 9 et le samedi 10 juin 1989 de 11 h à 12 h.
MINITEL : 3616 JAVEN.

Cabinet de maître Jean-Claude Brunet, avocat au barreau d'Évry,
3, place du Rouillon, 91000 Évry.
Vente au Palais de Justice de Paris le mardi 27 juin 1989 à 14 heures
APPARTEMENT à ÉVRY (91)
14 A Mail du Temps-des-Corvées
R.-de-cha. bas : entrée, salle de séjour, 2 chambres dont une avec salle d'eau, cuisine,
côtière, w.c., dégagement et rangement - R.-de-cha. haut : 4 chambres,
salle de bains et dégagement - escalier intérieur - jouissance exclusive d'une cour
et d'un jardin - ÉQUIPEMENT DE VOUTURE.
MISE A PRIX : 50 000 F
Visite : vendredi 23 juin 1989 de 13 h 50 à 14 h 50
Pour tous renseignements s'adresser : au greffe du tribunal de grande
instance d'Évry où le cahier des charges est déposé.
L'avocat poursuivant ne peut porter les enchères.

Vente au Palais de Justice de Paris le jeudi 22 juin 1989 à 9 h 30, en un seul lot.
TROIS LOCAUX COMMERCIAUX
dans un ensemble immobilier sis à
CHOISY-LE-ROI (Val-de-Marne)
5, 7, 7bis - 9, 11, r. Jean-Jaurès et 2, av. Anatole-France
au niveau I portant respectivement les n° 5, 6 et 7 du plan
TROIS RÉSERVES
au niveau I portant respectivement les n° 14, 15 et 16 du plan
SIX EMPLACEMENTS DE STATIONNEMENT
au niveau I et cinq au niveau II
MISE A PRIX : 500 000 F
S'adresser pour tous renseignements à : 1° à un cabinet de maître Serge Taccot,
avocat, 20, rue Jean-Jaurès à 94500 - Champigny-sur-Marne
2° Au cabinet et de la S.C.P. Schmidt Galliers, société d'avocats,
76, av. de Wagram à Paris 17^e. Tél. : 47-63-25-24.

Vente au Palais de Justice de Paris le jeudi 22 juin 1989 à 9 h 30, en un seul lot.
2 IMMEUBLES - Cne de La Baule (44)
attestants, dans l'avenue commerciale princi. dite avenue de Gastie n° 33 - à 200 m
de la mer, secteur en cours de réhabilitation - Cad. sect. BZ 451 pour 6 A.23 CA. et
25, allée du Bois-de-Anthon, cad. sect. BZ 456 pour 2 A.80 CA. à savoir :
- UN IMMEUBLE de 4 ét. av. s/sol, à us. de COMMERCE, à savoir : partie
magasin d'environ 250 m² et partie réserve d'environ 200 m². Les autres niveaux sont d'une
surf. d'environ 400 m². Au rez-de-cha. : vitrine sur 30 m (av. de Gastie). À l'arrière du
bât. : hangar d'environ 500 m² ouvert par un portail s/v. du Bois-de-Anthon.
- ANCIENNE MAISON av. 1 p. au rez-de-cha. et 2 p. à l'ét. imbriquée dans le
hangar et l'immeuble.
Ces immeubles ont été saisis à la req. de M. Goupil en Bruz, Beaumais, agissant en
qualité de cocréd. du regl. judic. de la St-Léon, s.s. 33, av. de Gastie à La Baule,
désigné à cette fonction suivant jug. du trib. de 1^{re} inst. de St-Nazaire en date du 21 mars
1984. Ayant pour avocat la S.C.P. Piel et MAHERU, sur la St-Léon s.s. 33,
33, avenue de Gastie-Goulle à La Baule, R.C.S. n° 05 580 295, prise en la personne de
son P.D.G. M. Léon Larue, domicilié ex-qualité au siège et personnellement,
39, avenue Camus à Nantes.
MISE A PRIX : 4 000 000 F, frais outre
aux charges, clauses et conditions stipulées au cah. des charges déposé au greffe du trib.
judic. inst. de St-Nazaire, où chacun peut en prendre connaissance. Enchères que par
minist. d'avocat. S'adresser pour rent. à la S.C.P. Piel et MAHERU, s.s. 33, av. de Gastie,
22, bd Wilson, 44000, St-Nazaire. Tél. : 40-53-71-71. - Signé : M. Piel.

Vente au Palais de Justice de Paris le jeudi 22 juin 1989 à 9 h 30
UN LOCAL
à Nice (Alpes-Maritimes)
119 à 125, boul. Pasteur
Mise à prix : 60 000 F
S'adresser pour renseignements à
M. Théophile Bédier, avocat demeurant
à Créteil (94), 4, allée de la
Tobac-d'Or

M. Sie - Sie suppléant de
M. Aubert-Jourdan, avocat 77, avenue
Raymond-Poincaré Paris 16^e
Tél. : 47-27-32-39 - M. Pellegrini
Syndic, 80, avenue du Gal-de-Gaulle,
La Pyramide 94 Créteil - Au greffe des
Créteil du trib. jud. inst. de Créteil.

Vente au Palais de Justice de Paris le jeudi 22 juin 1989 à 9 h 30
UN BATIMENT
rez-de-cha. 2 p. - 1^{er} ét. 3 petites chamb.
à Villeneuve-Saint-Georges

Mise à PRIX : 90 000 F
S'adresser à M. C. P. André et André Corot
Avocat à Corbeil-Essonnes (91100) - 15, rue Féry - Tél. : 64-96-01-12.

(Suite de la première page.)

La chose n'est pas prêtée à conséquence, cette personnalité étant très controversée, si le porte-parole de la tribu en question n'avait, à la surprise générale, appuyé sa proposition d'une offre d'indemnité personnelle au profit du grand chef Luc Bouarata, parent du président, dont l'autorité ancestrale s'impose à tous les clans de la vallée de Hienghène. Dès lors, il n'était plus question de débattre.

Certes, la plupart des militants présents trouveront singulier que la candidature de Joseph Bouarata, membre de l'U.C., fût ainsi soutenue par un grand chef proche du RPCR et qui s'affichait fièrement, l'an passé, en compagnie des parachutistes patrouillant dans la région. Mais la « costume » d'un grand chef possède un caractère sacré. L'aval de Luc Bouarata à la proposition de la tribu de Koulongou confère à celle-ci une valeur d'injonction absolue. C'est ainsi que la chape de la tradition a inhibé les contestataires en herbe et que Hienghène est devenue doublement orpheline.

Certains vieux Canaques affirment, à voix basse, qu'il faut remonter loin dans le temps et dans l'histoire de la vallée pour saisir toute la portée de cette étrange affaire. Ils parlent d'un « mauvais sort » qui aurait été jeté, il y a un siècle, sur la tribu de Tiendzine, à l'époque où les arrière-grands-parents de Jean-Marie Tjibao s'opposaient aux troupes coloniales et à leurs auxiliaires canaques. Ils assurent que c'est l'ancêtre des Bouarata actuels qui aurait personnellement « planté » le bâton au fond de la vallée, « un tabou » pour protéger les premiers colons européens contre les clans de Tiendzine. L'assassinat de Jean-Marie Tjibao n'aurait été, selon eux, que l'épilogue d'un tragique feuilleton de magie noire. L'histoire d'une vengeance aujourd'hui ponctuée par un retour à la norme avec la récupération du pouvoir politique par la famille Bouarata.

Au-delà de son aspect anecdotique, cette situation locale confirme l'un des risques qui menacent l'évolution du mouvement indépendantiste de Nouvelle-Calédonie : un peu partout, en effet, le ciment nationaliste, qui solidifiait jusqu'à présent la revendication indépendantiste, reste altéré par la résurgence des clivages tribaux que le FLNKS espérait surmonter.

Dans ce contexte, le nouveau maire de Poinindimi, Paul Néaoutyine, fait presque figure d'anomalie puisqu'il est l'un des rares à faire l'unanimité parmi les siens. Cela explique que tous les regards soient tournés vers lui. Mais il ne faut pas se laisser aveugler par ce colosse placide que Jean-Marie Tjibao avait choisi comme chef de cabinet en 1985. Cet ancien professeur d'économie ne regrette pas d'avoir, cette année-là, démissionné de l'éducation nationale pour se consacrer à son engagement militant. Il a tellement appris auprès de son aîné !

De tous les dirigeants du FLNKS, il est le plus « politique » au sens occidental du terme. Sans doute à cause de ses convictions marxistes qui l'ont conduit à adhérer au Parti de libération kanak (PALIKA), plutôt qu'à l'U.C., alors qu'il avait auparavant suivi, comme beaucoup d'autres, la filière de l'enseignement catholique. Des convictions qu'il affiche tranquillement : « C'est quand j'ai rencontré le marxisme, cette autre manière de voir les choses et de les situer - sans renier la coutume - que je me suis retrouvé à l'aise dans ma peau de Kanak... »

Les choses, Paul Néaoutyine, pragmatique, les prend toujours comme elles viennent. Il n'a pas été surpris de constater que l'ancien maire - un membre du LKS (Libération kanak socialiste) qui faisait cause commune avec le RPCR - ne lui avait laissé, après sa défaite, aucun dossier dans les tiroirs de l'hôtel de ville. Faut-il vice-président de la province nord du territoire, il sait que s'il polarise désormais l'attention, c'est parce qu'on le sent fort et soutenu. Il a promis de pratiquer un dialogue permanent avec les différents tribus de sa commune - la plus importante de la côte Est - et les commissions « ad hoc » du conseil municipal sont déjà présentes sur le terrain pour répondre aux nécessités les plus électorales de la vie communale. Il a opté pour l'union de toutes les composantes du FLNKS en formant aux municipales une équipe associant les partisans locaux du FULK aux militants de l'U.C. du PALIKA et de l'UPM (Union progressiste mélanésienne),

Politique

La préparation des élections du 11 juin en Nouvelle-Calédonie

Les provinciales de « Kanaky »

et il apparaît comme le champion de l'unité du mouvement indépendantiste. Les mots d'ordre incendiaires lancés à Nouméa par les porte-parole du FULK ne rencontrent pas d'écho à Poinindimi. Voilà pourquoi on parle de lui, bien qu'il n'appartienne pas à l'U.C. pour remplacer Jean-Marie Tjibao à la présidence du FLNKS. « Si l'Union calédonienne tient à conserver la présidence du FLNKS, dit-il, qu'elle le garde : l'essentiel est que le FLNKS ait, surtout au niveau international, un représentant unique. Pour moi, je ne me défends pas s'il y avait un consensus... » Son ambition

bert Wetta, le président en exercice de cette association, figure, en effet, un berger du nom de Jimmy Meindou, le premier Canaque à avoir appris l'art de conduire les troupeaux au cours d'un stage de six mois dans les collines du Pays basque, à Maribou. Lors de sa visite en Nouvelle-Calédonie, le ministre de l'Agriculture, Henri Nallet, a donné sa bénédiction officielle à cette entreprise pilote.

Les clans de pêcheurs de la tribu d'Oundjo, près de Voh, sur la côte Ouest, méritent également une mention d'honneur. Sans aucun encourage-

ment, ils l'ont retrouvée. Le petit chandelier nautique qu'ils ont mis en place a déjà reçu six commandes de barques à fond plat de la part de tribus voisines. Lors de sa récente visite sur le territoire, le ministre chargé de la mer, M. Jacques Melick, n'a pourtant pas rendu visite aux gens d'Oundjo. Le promoteur du projet, René Gisiart, fils de l'ethnologue bien connu et militant de l'UPM, qui vit dans cette tribu, traîne derrière lui une réputation trop sulfureuse aux yeux des fonctionnaires de Nouméa qui le fuient. La Nouvelle-Calédonie sous-développée peut-elle vraiment se payer le luxe de tels ostracismes ?

Le suivi des accords de Matignon

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, a annoncé, au terme de son voyage de trois jours en Nouvelle-Calédonie, que le Comité national du suivi des accords de Matignon se réunira pour la première fois le 26 juin à Paris, date du premier anniversaire de leur signature. Cette instance sera placée sous la présidence de M. Christian Blanc, qui co-présidera, à son tour, la réunion du dialogue engagé sur le territoire après la réélection de M. François Mitterrand. Elle sera composée de huit membres, quatre nommés par les dirigeants du RPCR quatre désignés par le bureau politique du FLNKS.

En dépit du soubret d'ouverture exprimé par le ministre des DOM-TOM, les successeurs de Jean-Marie Tjibao à la tête de l'Union calédonienne se sont opposés à l'élargissement de ce comité aux formations non signataires des accords de Matignon. Le chef de file du LKS (Libération kanak socialiste), M. Nidoloh Naiselina, signataire de ces

accords mais accusé par les dirigeants du FLNKS d'avoir eu ensuite une responsabilité politique dans le climat d'hostilité créé à l'intérieur du mouvement indépendantiste contre les orientations de Jean-Marie Tjibao et Yvélé Yvélé, a fait savoir qu'il n'était pas candidat.

Afin de « faire écho au vœu » des formations politiques non signataires des accords d'une « participation active à la construction de l'avenir », M. Le Pen a toutefois annoncé la mise en place, dès septembre prochain, d'une « conférence trimestrielle de proposition et d'animation économique et socioculturelle » qui « réunira, sans exclusion aucune, les formations attachées au mieux-être du territoire ». Cette autre instance aura pour mission de « proposer toutes actions concrètes permettant de renforcer la politique de réajustement souhaitée par l'immense majorité des habitants de Nouvelle-Calédonie ».

« Construire une indépendance viable » : tel est le principal slogan du FLNKS à la veille des élections provinciales du 11 juin. Un tract diffusé aux fies Loyauté affirme, à propos de l'assassinat de Jean-Marie Tjibao et de Yvélé Yvélé : « La question est : sommes-nous ou ne sommes-nous pas capables de construire cet assassinat par un vote contraire aux aspirations des deux disparus ? Qui que nous soyons et quels que soient les résultats des provinciales, nous sommes condamnés à vivre ensemble sur ce territoire. Alors, quel faire ? Un autre Liban, un autre Israël, un autre Afghanistan ? Ayons la sagesse de la raison : notre regret Jean-Marie Tjibao nous a laissé sa sagesse en héritage. On a éliminé l'homme, pas ses idées... »

Le nouveau président de l'Union calédonienne, François Barck, ne peut s'empêcher d'ajouter : « Depuis la mort de Jean-Marie et de Yvélé, je me dis parfois que si les Français avaient voté à plus de 50 % au référendum du 6 novembre, cela ne serait peut-être pas arrivé... »

FREDERIC BOBIN
et ALAIN ROLLAT.

Prochain article :

LES PROVINCIALES
DE « CALDOCHIE »

GRAND CONCOURS

COMMANDEZ VOS NUMEROS MANQUANTS

Cochez les numéros des vignettes qui vous manquent. Nous vous ferons parvenir les numéros correspondants en franco de port.

N°1 4.50 F 23 MAI	N°2 4.50 F 24 MAI	N°3 4.50 F 25 MAI	N°4 4.50 F 26 MAI	N°5 4.50 F 27 MAI	N°6 4.50 F 28-29 MAI
N°7 4.50 F 30 MAI	N°8 4.50 F 1 JUIN	N°9 4.50 F 2 JUIN	N°10 4.50 F 3 JUIN	N°11 4.50 F 4 JUIN	N°12 4.50 F 5-6 JUIN
N°13 4.50 F 7 JUIN	N°14 4.50 F 8 JUIN	N°15 4.50 F 9 JUIN			

NOM : _____ PRENOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ LOCALITE : _____

Envoyez ce bon de commande avec votre règlement du total des numéros commandés à : Le Monde, service des ventes au numéro, 7, rue des Italiens, 75009 Paris.



Centre International de Gilon

MEMBRE DE L'ASSOCIATION DES ECOLES HOTELIERES SUISSES
CARRIERES HOTELIERES ET TOURISTIQUES
FORMATION DES FUTURS MANAGERS

Le CENTRE INTERNATIONAL DE GILON dispense une formation complète en hôtellerie, tourisme et gestion hospitalière.

Localisation : Gilon sur Montreux et Bulle en Gruyère.

Permet de divers programmes - en priorité un cycle long conduisant au diplôme - le CIG propose une formation plus courte d'une durée de 2 semestres et 2 stages pratiques de 3 mois dans l'hôtellerie suisse et étrangère. Cette formation conduit au « CERTIFICAT D'ETUDES EN ADMINISTRATION ET TECHNIQUE HOTELIERE ».

et exige de l'enthousiasme pour la profession, une préformation secondaire suffisante ainsi que l'âge de 19 ans pas indispensable.

Avec l'ouverture en automne 1989 de son deuxième Centre de Bulle en Gruyère, le CIG est à même d'offrir une palette complète de possibilités de formation aux candidats à la profession dès l'âge de 18 ans (course de mise à niveau et d'observation).

Nous étudions volontiers votre dossier sur demande.

Gilon sur Montreux et Bulle en Gruyère
400 étudiants et 50 pays

Deux écoles de formation professionnelle de haut niveau doublées d'une « ECOLE DE LA VIE »

A LA RECHERCHE DE L'ESPRIT D'EXCELLENCE ET D'EFFICACITE

Société

DÉFENSE

Malgré des reports et des abandons de programmes militaires

« La France n'entend pas baisser sa garde »

assure M. Jean-Pierre Chevènement

« L'Union soviétique, qui a perdu en 1988 plus de trois mille chars, dispose toujours d'une formidable puissance militaire et personne ne peut croire qu'elle renonce à son statut et à ses moyens de supériorité. La menace à laquelle la France est potentiellement confrontée n'a pas évolué dans des proportions telles que notre pays puisse envisager de revoir le seuil de suffisance de ses forces. » Ce commentaire est de M. Jean-Pierre Chevènement, le ministre de la Défense, qui a présenté, mercredi 7 juin, à la presse, le projet de loi de nouvelle programmation militaire 1990-1993.

C'est la raison pour laquelle, a ajouté M. Chevènement, « la France n'entend pas baisser sa garde » et c'est aussi pourquoi les crédits inscrits dans le projet de loi assurent une cohérence entre la politique de défense, les missions de nos armées et les moyens qui leur sont alloués. Pour les quatre années, de 1990 à 1993, les crédits de paiement concernant l'équipement nucléaire et l'équipement classique des armées françaises devraient s'élever à 437,8 milliards de francs.

Le ministre de la Défense a posé le principe que « la priorité demeure à la dissuasion nucléaire ». Mais, dans le même temps, M. Chevènement a admis que « le calendrier précis du programme de sous-marins lance-missiles de nouvelle génération sera revu de façon à alléger la tension qui pèse, notamment, sur le plan de charge de l'arsenal de Cherbourg ». Avant lui, le premier ministre avait concédé que ce programme subirait un retard de six mois environ (le Monde du 8 juin). De même le ministre de la Défense a indiqué que le nombre des escadrons d'avions Mirage 2000 N, assurant des missions stratégiques avec leur missile aéroporté ASM, sera limité à trois (quarante-cinq appareils), au lieu de cinq (soixante-quinze avions) actuellement. Enfin, M. Chevènement a confirmé la réduction du nombre de tirs nucléaires à Mururoa et leur regroupement dans le temps « pour réaliser des économies substantielles ».

Pour les armements classiques, des reports, des étirements ou des

réductions de commandes, voire des abandons de programmes, ont été également décidés.

« L'armée 2000 »

Le programme des avions Atlas-2 de patrouille maritime sera étalé à partir de 1991. Le rythme des commandes et des livraisons de Mirage-2000 sera diminué. La livraison du char Leclerc, qui doit commencer en 1991, conduira à l'arrêt de la modernisation du char AMX-30 B2. Le programme des véhicules de transport logistique de l'armée de terre sera étalé. La poursuite du programme de lance-roquettes multiples (LRM) amènera à des réductions dans les commandes de canons d'artillerie tractée de 155 millimètres.

Dans la mesure où la construction du porte-avions nucléaire Charles-de-Gaulle est retardée de deux ans, le programme de la version navale du Rafale devrait subir un décalage que M. Chevènement évalue à une année environ, quand M. Rocard, de son côté, l'estime à deux ans. D'autre part, le ministre de la

défense a indiqué que le problème du remplacement des intercepteurs embarqués Crusader, qui devraient cesser d'être en ligne après 1993 pour cause de vieillissement, « devra être soumis au plus haut niveau de l'Etat » en fonction de différentes considérations à examiner.

En réponse à une question, M. Chevènement a évoqué le modèle, dit « armée 2000 », d'une armée future (le Monde du 21 avril). « Un certain resserrement du corps de manoeuvre aéroterrestre doit être accepté », a-t-il expliqué. Compte tenu de la mise en service d'armes plus performantes, « l'hypothèse centrale de notre doctrine de défense doit être celle de la gestion des crises et non de la bataille », a ajouté le ministre de la Défense. Dans cette perspective, « l'armée future devrait viser à rendre plus simples et plus opérationnels l'ensemble des moyens et elle sera marquée par une très forte coordination interarmées ». En particulier, a déclaré M. Chevènement, « les chaînes de commandement seront allégées et la distinction entre le temps de paix et le temps de guerre devra avoir vocation à s'estomper ».

Les grandes lignes du projet de loi

La programmation militaire 1990-1993 se présente, comme les précédentes, sous la forme d'un projet de loi qui comprend quatre articles et un exposé des motifs.

L'essentiel des quatre articles tient en un tableau qui répartit année par année les crédits de paiement exprimés en milliards de francs (valeur 1990) consacrés à l'équipement, nucléaire et classique, des forces armées. Ces crédits de paiement incluent, outre les crédits publics, une somme provenant des fonds de concours qui résulteront de la cession de certains de ses actifs (biens immobiliers et mobiliers vendus) par le ministère de la Défense. En cela, ce projet de loi reprend à son compte une procédure financière introduite, en 1987, par le gouvernement précédent.

Pour 1990, ces crédits de paiement s'élèvent à 103,1 milliards de francs, et pour 1991 à 107,2 milliards de francs. Pour 1992 et 1993, ces mêmes crédits sont de 111,5 et 116 milliards de francs, mais il est précisé que ces chiffres sont donnés, pour ces deux années, à titre indicatif.

Exprimés en francs 1990, ces crédits, précise le projet de loi, seront actualisés, chaque année, par application de l'indice des prix du produit intérieur brut marchand (PIBM) retenu par le rapport économique et financier annexé au projet annuel de loi de finances.

Le gouvernement s'engage, d'autre part, à déposer à l'ouverture de la session parlementaire 1991-1992 un projet de loi qui indiquera les crédits de paiement susceptibles d'être attribués aux armées entre 1994 et 1996.

« Un souci d'équilibre »

Outre cet équilibre, le projet de loi énonce, dans son exposé des motifs, une série de considérations sur la politique de défense et le contexte international.

Ainsi, il est observé que « le climat des relations Est-Ouest connaît une certaine amélioration » et que « différentes tensions régionales hors d'Europe paraissent en voie de

relâchement ». Pour autant, est-il écrit, « les effets du désarmement ne se font pas sentir de façon progressive » et, donc, « il serait aventureux d'en tirer, dès à présent, des conclusions pour notre appareil de défense, qui est ajusté au niveau de la stricte suffisance ». Le montant des crédits retenus « témoigne d'un souci d'équilibre entre l'obligation de donner à notre outil militaire les financements nécessaires et les exigences de l'économie dans son ensemble ». Le texte ajoute : « Il n'est de défense durablement crédible que dans le respect des équilibres économiques ». C'est pourquoi, « la programmation militaire conduite à certains étirements de programmes d'équipement », car « l'efficacité militaire va de pair avec une gestion rigoureuse du service public de la défense ».

L'aménagement des programmes a été décidé, selon l'exposé des motifs, en fonction de « lignes directrices ».

En priorité, il s'agit d'« assurer résolument l'adaptation de la force de dissuasion stratégique et préstratégique à l'évolution de la

menace ». Ensuite, de « garantir les choix à long terme et la préparation de l'avenir, ainsi que la cohérence des systèmes d'armes », de « moderniser et développer les moyens de gestion des crises en Europe, en Méditerranée et en Afrique », notamment les capacités de reconnaissance, d'observation et de communication, ainsi que la rapidité et la polyvalence des moyens d'intervention ». Enfin, il s'agit de « tenir compte des enjeux industriels, économiques et sociaux, en donnant à nos industries de défense les moyens de conforter leur compétitivité ».

Le projet de loi insiste sur la volonté du gouvernement de s'en tenir à « la suffisance » du dispositif de défense et à « la cohérence » des systèmes de forces entre eux.

Cette démarche, spécifique de l'Etat et enviable à l'étranger, est de nature à permettre la constante adaptation de notre outil militaire et à conforter l'assentiment du pays autour de sa défense », conclut le projet.

Sans garantie du gouvernement

EN visite un jour dans un détachement de l'armée de terre, le premier ministre avait qualifié de « travail de pure poésie » la préparation, par les états-majors, d'un projet de nouvelle programmation militaire. L'expression avait choqué à l'époque. Elle prend aujourd'hui tout son sens. L'élaboration d'un projet de loi pour l'équipement des forces armées fait rêver les militaires, autant qu'un poème surréaliste peut faire vagabonder l'imagination d'un lecteur. Puis les faits s'imposent. Ils prennent forme lentement. C'est alors le réveil brutal : il y a loin de la coupe aux lèvres.

Depuis 1980, lorsque le général de Gaulle en lança la mode, la France aura connu, avec celle du gouvernement actuel, sa septième programmation militaire, chacune d'une durée variable. Et, en trente années bientôt, aucune de ces programmations n'a été intégralement appliquée. Véritablement aucune, à des degrés divers. Pour une simple raison : l'administration des finances, qui n'apprécie pas d'être

liée par ces engagements à long terme, reprend toujours d'une main, discrètement, ce qu'elle a fait mine de devoir céder de l'autre, en attribuant, ensuite, au fil des années, des budgets de défense qui ne sont pas conformes aux promesses initiales de la planification.

La programmation-mariée aurait même tendance à s'accélérer depuis six ans, puisque c'est la troisième « poésie » du genre soumise au Parlement, avec un coup de frein donné aux crédits en 1983, une accélération engagée en 1987 et, à nouveau, un ralentissement après 1988.

Au point qu'on en arrive à s'étonner du concert de louanges donné ici ou des critiques orchestrées là, envers un texte de loi qui a toutes les chances, comme les six précédents, de rester partiellement lettre morte. Il n'est même pas certain que les auteurs de la programmation 1987-1991, qui va céder la place, aient été assurés, s'ils étaient demeurés au pouvoir, de l'exécuter totalement, tant elle avait été ambiguë dès sa conception.

La nouvelle programmation a, au moins, un mérite : celui d'avouer clairement qu'elle n'est pas sûre de tenir parole. Les crédits pour 1990 et 1991 sont fixés, en apparence. Ceux de 1992 et 1993 sont donnés « à titre indicatif ». En somme, sans garantie du gouvernement. Lors de sa dernière conférence de presse, M. Mitterrand l'avait indirectement reconnu, en précisant qu'il ne se sentait engagé que pour les dépenses des deux années prochaines. C'était, à l'avance, admettre que 1991 serait l'année charnière, débarrassée de toute préoccupation électorale, où compte tenu des circonstances, la programmation serait de nouveau révisée.

JACQUES ISNARD.

Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 7 juin a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• Terre. — Sont promus : général de division, les généraux de brigade : Mathieu Cécaldi (nommé adjoint au général gouverneur militaire de Lille, commandant le 3^e corps d'armée et la II^e région militaire), Eugène Le Bars (nommé commandant la 6^e division militaire territoriale), Guy Giraud, Marcel Durand, Jean Yajour, Jean Angé, Jean Pincemin et Michel Brisse ; général de brigade, les colonels Alain de Bourdoncle de Saint-Lary (nommé adjoint au général commandant la 2^e division blindée), Claude Dotte et Robert Caprioli.

Sont nommés : major régional de la II^e région militaire, le général de division Jacques Favreau ; commandant l'école d'application du génie, le général de brigade Pierre Stehlin ; adjoint au général gouverneur militaire de Lille, commandant le 3^e corps d'armée et la II^e région militaire, le général de brigade Yves Menard ; chef de la division « organisation-logistique » de l'état-major des armées, le général de brigade Bernard Janvier.

• Marine. — Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Bruno Delort-Laval ; contre-amiral, les capitaines de vaisseau Yves Lemerrier (nommé commandant l'aviation de patrouille maritime) et Jean-Bernard Dutbu (nommé commandant la marine à Rochefort).

• Air. — Sont promus : commissaire général de division aérienne, le commissaire général de brigade aérienne François Estrangin ; général de brigade aérienne, les colonels Jean-Marie Le Patzeur et Gérard Coldebouff.

• Armement. — Sont promus : ingénieur général de première classe, le capitaine Henri Conze (en position de service détaché auprès de la société Technics) ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Jean Desserenne, Jean-Marc Weber, François Chanut et Raymond Schison.

Est nommé chargé de mission auprès du directeur du groupement

industriel des armements terrestres, l'ingénieur général de deuxième classe Jacques de Longueville.

• Service de santé des armées. — Sont promus : médecin général, les médecins-chefs Pierre Daniellou et Claude Courade (nommé directeur du service de santé de l'arrondissement maritime de Lorient).

Sont nommés : directeur du service de santé de la III^e région militaire, le médecin général Yves Philippe ; directeur adjoint du service de santé de la IV^e région militaire, le médecin général René Henne.

ÉDUCATION

Erreur au concours d'entrée de l'Ecole centrale

Admissibles d'une nuit...

Qui rit vendredi, samedi pleurera... Des candidats qui avaient été déclarés admissibles à l'oral du concours d'entrée à l'Ecole centrale, vendredi 2 juin, ont eu la mauvaise surprise de constater le lendemain matin qu'ils ne l'étaient plus. La « barre de l'admissibilité » de la section P (physique), qui avait été d'abord fixée à 495 points, avait été relevée dans la nuit à 506. Cette différence provient d'une fausse manœuvre dans la manipulation des touches de l'ordinateur au moment où les notes y ont été introduites, qui a fait que le coefficient attribué à la note de l'épreuve de français donnée par l'un des six correcteurs a été effacé à zéro. Tous les candidats relevant de cette liste ont donc eu zéro en français. Cette sévérité surprenante a alerté les candidats concernés, qui ont aussitôt demandé des explications à l'administration. Celle-ci a immédiatement décidé de retirer les listes affichées. Les calculs ayant été refaits dans la nuit, les résultats rectifiés ont été proclamés le lendemain.

L'administration de l'école a considéré que seuls les « bons »

MÉDECINE

La cinquième conférence internationale de Montréal

Le sida des innocents

La quatrième journée du congrès mondial sur le sida qui a lieu jusqu'au 9 juin à Montréal a été marquée par la communication du docteur V. Pokrovsky (Institut central d'épidémiologie de Moscou) consacrée à la tragédie des infections survenues à l'hôpital d'Elista, une petite ville de la République de Kalmykie. A la suite de fautes répétées du personnel soignant de cet hôpital, quatre-vingt-quatre enfants ont été contaminés par le virus du sida.

MONTREAL
de notre envoyé spécial

« Le Tchernobyl du sida. » Quelques instants après que le docteur Pokrovsky ait achevé sa communication, il était difficile de ne pas établir un parallèle entre l'accident survenu à la centrale nucléaire de Tchernobyl et celui de l'hôpital d'Elista.

L'extraordinaire histoire de cette contamination en série commence en décembre 1988. A cette époque, l'Institut central d'épidémiologie de Moscou qui collecte l'ensemble des données sur le sida en URSS reçoit une information surprenante : deux cas de séropositivité — une femme et un enfant — sont survenus à Elista, une petite ville de vingt mille habitants située dans la République de Kalmykie près de la mer Caspienne.

L'information surprend les scientifiques moscovites dans la mesure où, auparavant, quatre-vingts cas seulement d'infection au VIH

Yves Navarre et le marché de la « nouvelle lèpre »

L'écrivain français Yves Navarre, présent à la conférence internationale sur le sida de Montréal, a annoncé son intention de quitter la France pour s'installer au Canada. « Je ne suis pas un congruiste ordinaire », a-t-il ajouté à propos du congrès. Il fait que j'entre dans le cercle où se retrouvent 20 000 personnes. C'est la tour de Babel, j'ai peur de cette foule. En même temps, elle me fait plaisir parce que je vois cette mobilisation, qu'on se soucie du problème. En même temps, elle me fait peur parce que, dans cette foule, je reconnais les hommes de science » qui ont « à la fois la passion et la suffisance » et « je vois circuler aussi les commerçants et je me demande si cette « lèpre » de notre fin de siècle ne devient pas un marché. »

C'est devenu une affaire, c'est peut-être aussi la course au Nobel. Ce n'est qu'il y a deux blocs, le bloc nord-américain et le bloc européen, c'est un peu dommage. Il n'y a qu'une seule cause, il ne devrait pas y avoir de rivalité ni de cupidité. » — (AFP).

avaient été recensés en URSS. En 1988, sur dix-sept millions de donneurs de sang testés, cinq seulement avaient été retrouvés séropositifs ; sur un million de femmes enceintes testées, sept étaient séropositives.

Une enquête est immédiatement ordonnée pour tenter de retrouver la source infectieuse de ces deux contaminations. On découvre alors que la femme séropositive a un enfant hospitalisé à l'hôpital d'Elista et que lui aussi est séropositif. Très vite, l'hypothèse d'une contamination intra-hospitalière est avancée. Tout le personnel soignant et les enfants hospitalisés subissent un test de dépistage. Le résultat est stupéfiant : soixante et un enfants séropositifs, alors qu'aucun membre du personnel hospitalier et qu'aucun donneur de sang ne sont contaminés.

Les autorités sanitaires décident alors de dépister une éventuelle contamination par le VIH chez les mères des enfants séropositifs. C'est ainsi que l'on découvre que huit mères sont séropositives. Tous leurs partenaires sexuels sont testés : un seul est séropositif. Ce dernier avait, en 1981, effectué un séjour au Congo. De retour en URSS, il avait contaminé sa femme. Et celle-ci avait, à son tour, contaminé son enfant in utero.

Les règles d'hygiène

L'histoire aurait pu, aurait dû, s'arrêter là. Malheureusement cet enfant avait été hospitalisé. Et, utilisant la même seringue pour traiter deux ou trois enfants, le personnel hospitalier avait, en l'espace de huit mois, contaminé soixante autres enfants. Sans que l'on sache qu'il était séropositif, l'un d'eux fut transféré dans un autre hôpital. Et, à nouveau, le même non-respect des règles élémentaires d'hygiène conduisit à une nouvelle catastrophe puisque vingt-trois autres bébés furent à leur tour contaminés.

Il restait à élucider un dernier mystère : pourquoi huit mères avaient-elles été, elles aussi, contaminées ? Après une longue enquête, on découvre que la voie de transmission était l'allaitement. Cinq des huit femmes séropositives présentaient, en effet, des lésions ulcéreuses aux seins et toutes avaient donné le sein à leurs bébés pendant qu'ils étaient hospitalisés.

« Il s'est donc agi, explique le docteur Pokrovsky, d'une transmission sanguine de l'enfant à sa mère. On a en effet enregistré retrouvé des lésions ulcéreuses dans la bouche de ces bébés. »

Aujourd'hui, trois bébés contaminés sont atteints du sida. Et le directeur de l'hôpital d'Elista a été licencié. Cette tragique histoire aura eu le mérite d'attirer l'attention des congruistes, et plus généralement du personnel soignant, sur l'importance du respect des règles d'hygiène. Sur les risques encourus par le personnel hospitalier de contracter le virus au contact de malades ou d'échantillons de sang contaminés, une très importante étude a été présentée à Montréal par le docteur Ruthanne Marcus, du Centre de contrôle des maladies (CDC) d'Atlanta.

Depuis 1983, tous les accidents survenus en milieu hospitalier et susceptibles de provoquer une contamination virale ont été répertoriés par le CDC. Au total, mille quatre cent quarante-neuf incidents ont été notifiés. Dans 80 % des cas il s'agissait d'une infirmière, d'un médecin ou d'une laborantine qui, par mégarde, s'était piquée avec une aiguille infectée. Dans 8 % des cas, il s'agissait d'une coupure et dans 6 % d'une écharde de sang infecté.

Sur les mille quatre cent quarante-neuf personnes susceptibles d'avoir été infectées, mille cent soixante-douze d'entre elles ont subi un test de dépistage. Au total quatre seulement ont été trouvées séropositives, soit un taux de séroconversion de l'ordre de 0,4 %. Dans les quatre cas, il s'agissait d'une piqure avec une aiguille infectée.

En cas d'accident de ce type, le docteur Marcus recommande la mise immédiate sous AZT (à raison de 200 milligrammes toutes les quatre heures) pendant plusieurs semaines. Il est possible, selon lui, qu'un tel traitement soit suffisant pour éviter tout risque de contamination.

FRANCK NOUËL

Société

JUSTICE

André Orta jugé pour un détournement de 71 millions de francs au préjudice de Carcassonne

La défense reproche à la justice d'occulter le débat sur le financement des partis politiques

Le procès d'André Orta a commencé mercredi 7 juin devant le tribunal correctionnel de Montpellier. Le promoteur bordelais est appelé à répondre d'un détournement de 71 millions de francs avec lesquels il aurait dû construire un « Espace international de séjour » au pied de la citadelle de Carcassonne. Orta a lui-même indiqué avoir versé une partie de cette somme (4,5 millions de francs) à des partis politiques. Ce chapitre a cependant été soigneusement écarté au cours de cette première journée de débats.

MONTPELLIER
de notre envoyée spéciale

On croyait tout savoir d'André Orta : son passé de militant socialiste, responsable national de la Fédération Léo-Lagrange ; son train de vie modeste dans un banal pavillon de la banlieue bordelaise ; son remarquable carnet d'adresses politiques allant de M. Mauroy, Branaelli, Félix Proton, président du conseil régional de la Guadeloupe, à d'autres élus, ceux-là du RPR, tel Raymond Chessa, maire de Carcassonne, et de responsables d'organismes financiers (Caisse des dépôts, Union de banques suisses, Banco di Roma...).

On découvre, à Montpellier, à quel point cet homme est en réalité désarmant. Avec lui tout est évident. En 1985, licencié de la Fédération Léo-Lagrange, André Orta fonde une association de promotion touristique, Aquitaine Loisirs International, puis, pour chacune des opérations qu'il mène, une association satellite.

« Pourquoi des associations ? », interroge le président Jacques Mallet. « C'était plus facile pour la gestion du personnel, monsieur le président », rétorque tranquillement André Orta, aux yeux de qui « Aquitaine Loisirs était réellement un groupe avec une maison mère qui dirigeait l'ensemble des opérations de développement ».

Quoi de plus normal, en ce cas, que de faire circuler les fonds d'une trésorerie à l'autre, selon les besoins du moment ? Ces fonds, rappelle-t-il, étaient exclusivement constitués de prêts obtenus avec garanties d'emprunt des collectivités locales concernées (notamment le conseil

général des Landes, le conseil régional de la Guadeloupe, la mairie de Carcassonne).

A Carcassonne, l'association EIS (Espace international de séjour), constituée pour la construction du complexe touristique, a obtenu 71 160 000 F en trois emprunts garantis par la ville et immédiatement débloqués, en juillet 1987, par la Caisse d'épargne de Carcassonne, la Caisse d'équipement des collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignations de Montpellier.

André Orta s'était assuré la présidence d'EIS après une réunion fictive du conseil d'administration dont il rédigea de faux procès-verbaux. L'un de ces documents l'autorisait à ouvrir un compte au Crédit agricole et à effectuer toutes opérations de dépôts et de retraits. Des faux ? « Pour moi, c'était une opération purement administrative », assure André Orta.

Achats de terrains et campagnes électorales

Entre le 18 août 1987 et le 8 février 1988, André Orta, en huit chèques, ramène les comptes en banque d'EIS à un niveau voisin de zéro. Sur 71 millions de francs, à peine 8 millions et demi ont été affectés à EIS pour financer l'achat du terrain où devait s'élever le Centre international de séjour et pour payer l'architecte. André Orta ne nie pas : « J'aurais remboursé. Comment ? Avec d'autres emprunts que j'attendais pour d'autres opérations ».

André Orta « a vraiment versé 4 millions et demi de francs à des partis politiques », interroge le président Mallet. D'une voix égale, Orta confirme : « Ils ont été remis pour financer des campagnes électorales. Je n'ai rien à ajouter. » Cette nouvelle évidence semble satisfaire le président du tribunal. Il se garde de demander des noms. « Pouvez-vous ainsi espérer parfaire votre réputation dans le Sud-Ouest ? », basarde-t-il cependant. André Orta : « Oh ! mais j'en ai comblé sur le plan national ! Il n'y avait pas de lien de cause à effet ! » Et l'on en reste là.

Les magistrats se montreront en définitive beaucoup plus pointilleux avec M. Jacques Laoste. On reproche à ce notaire bordelais d'avoir, en tout et pour tout, élaboré l'acte d'achat de l'ensemble touristique de Fort-Royal à la Guadeloupe et de l'avoir payé avec un chèque de 28 millions de francs que lui avait

remis André Orta, et dont il devait savoir, selon l'accusation, qu'il provenait du détournement de Carcassonne.

« Interrogatoires maigrelets »

L'affaire Orta est en train de tourner court. A vrai dire, on n'en est plus à une bizarrerie près dans ce dossier qui oscille, depuis le début, entre une lenteur extrême et une rapidité déconcertante. Nul ne s'est, en effet, hâté tout d'abord de la porter sur la place publique. La municipalité de Carcassonne s'est octroyé un délai de réflexion de près de deux mois. N'avait-elle pas été alertée depuis juillet 1988 par l'entreprise chargée du chantier et qui était contrainte à l'abandon faute de paiement ?

« André Orta nous a écrit en août 1988 pour nous donner toutes garanties que les travaux seraient terminés en mars 1989 », explique à la barre M. Raymond Chessa, maire RPR de Carcassonne. Sans arrière-pensée, l' élu avait « confiance » dans les recommandations de la Caisse des dépôts en faveur d'Orta, confiance aussi dans les banques « qui avaient strictement pris leurs garanties », confiance enfin en André Orta. Il est « tombé de haut », à tel point qu'il y a regardé « à deux fois » avant de porter plainte le 6 novembre 1988.

L'instruction fut d'abord menée à Carcassonne, puis à Montpellier. La défense (M^{rs} Ducos-Adier, Bouland et Tosi pour André Orta ; M^{rs} Kiejman et Favreau pour M^{rs} Laoste) ne s'est pas privée de brocarder « la célérité rarement atteinte dans un procès aussi complexe ». Et la « méthodologie » de l'instruction. Elle a notamment dénoncé « les interrogatoires maigrelets » qui laissent dans l'ombre les personnages importants de l'affaire Orta, notamment le trésorier de toutes ces associations, qui n'a même pas été entendu comme témoin. Elle a aussi reproché au juge d'instruction de Montpellier d'avoir « instauré et poursuivi une enquête sur l'ensemble de l'activité d'André Orta et de ses associations, alors même qu'une instruction globale a été ouverte à Bordeaux sur ces mêmes faits. Le « saucissonnage » des dossiers aurait donc abouti à « un imbroglio judiciaire » destiné à « occulter le débat sur le principal problème, le financement des partis politiques ».

GINETTE DE MATHA.

Après la mise en liberté de sa fille Darie

Mme Cons-Boutboul inculpée de complicité d'homicide volontaire

Marie-Elisabeth Cons-Boutboul a été inculpée jeudi 8 juin, au Havre, de complicité d'homicide volontaire par M. Michel Beaulier, juge d'instruction chargé du dossier de l'assassinat de Bruno Dassac. Ce dernier avait été tué en mai 1988. La fille de Marie-Elisabeth Cons-Boutboul, Darie, a été remise en liberté, mercredi 7 juin, après plus de trente-six heures de garde à vue dans les locaux de la police judiciaire à Paris puis à Rouen.

Tandis que sa fille, Darie, était libérée dans l'après-midi du mercredi 7 juin, « l'ère, selon les policiers, de ses mouvements », Marie-Elisabeth Cons-Boutboul était transférée au Havre par les policiers du SRPJ de Rouen où elle avait été entendue (le Monde du 8 juin). Présente jeudi matin au parquet, elle était inculpée de complicité d'homicide volontaire par M. Michel Beaulier, juge d'instruction chargé de l'enquête sur le meurtre de Bruno Dassac.

Si l'enquête policière semble avoir établi qu'entre Bruno Dassac, assassiné en mai 1988 au Havre, et Marie-Elisabeth Cons-Boutboul existaient plusieurs versements d'argent, il reste à déterminer ce que cette circulation recouvrait. Bruno Dassac était un assidu des champs de courses, pour lesquels il possédait une sorte de carte de libre entrée, délivrée par la Société d'encouragements de Deauville. Joueur passionné — il s'était volontairement fait interdire de jouer entre 1962 et 1966 — Bruno Dassac s'était, ces dernières années, successivement inscrit dans la plupart des cercles de jeux de la capitale. Le service des jeux avait notamment retrouvé sa trace parmi les clients du Cercle Concorde,

abondamment cité dans le cadre de l'affaire du Carrefour du développement.

« Virements de fonds »

Les policiers havrais ont aussi découvert la trace de Marie-Elisabeth Cons-Boutboul en enquêtant sur le meurtre de Bruno Dassac. Dans le carnet de ce dernier figurait, en effet, le numéro de téléphone d'une charentaise parisienne, voisine de l'inculpée, et qui était devenue la « boîte aux lettres ». Mise en garde à vue à Rouen, en même temps que Darie et Marie-Elisabeth Boutboul, la charentaise, remise en liberté commerciale, devait rapidement reconnaître que transitaient par elle la plupart des messages de sa voisine, qu'une longue pratique des affaires avait rendue méfiante. Bruno Dassac, soupçonné par la police d'exercer, outre ses activités légales de

représentant de commerce, celle de passeur de fonds, notamment vers la Suisse, était en contact avec Marie-Elisabeth Cons-Boutboul via la charentaise.

Un agent d'assurance de la région d'Amecy a été entendu sur place par le SRPJ, dans le cadre de la même affaire. Il semble qu'il a procédé, pour le compte de Marie-Elisabeth Cons-Boutboul, à différents versements de fonds.

Aucune indication, hors l'inculpation de complicité d'homicide volontaire, n'a été donnée sur les raisons qui permettent de lier ces activités financières diverses au meurtre de Bruno Dassac. Les prochains jours devraient montrer s'il existe également une relation entre cette affaire et le meurtre de l'avocat Jacques Perrot, mari de Darie Boutboul, assassiné en décembre 1985, et pour lequel Marie-Elisabeth Cons-Boutboul avait été déjà longuement entendue.

G. M.

L'affaire Pechiney

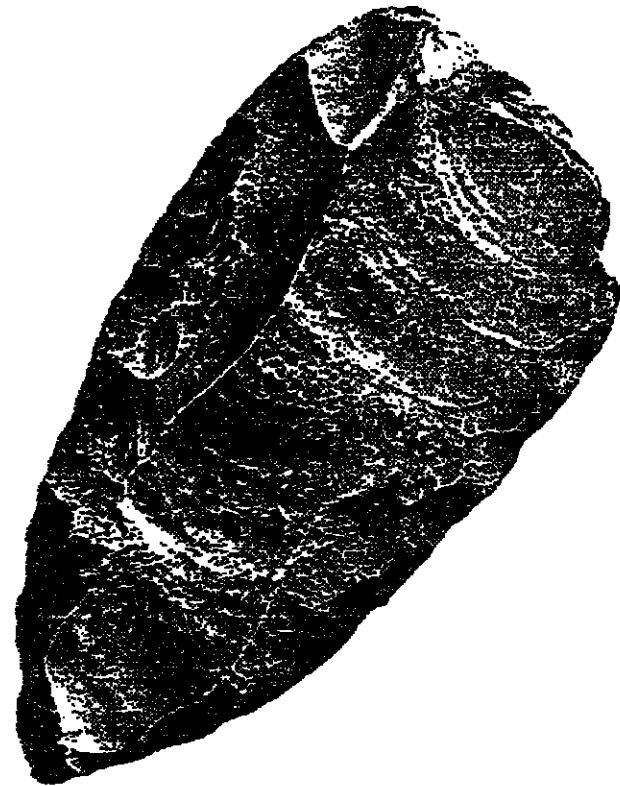
M. Traboulsi à nouveau entendu par le juge d'instruction

M^{rs} Edith Boizette, juge d'instruction chargée du dossier Pechiney, devait entendre à nouveau, jeudi 8 juin, M. Samir Traboulsi, financier libanais qui joua un rôle-clé durant la négociation pour le rachat d'American National Can. M. Traboulsi, cinquante et un ans, avait déjà été entendu, mardi, durant huit heures, ainsi que son frère Nabil Traboulsi, quarante-trois ans. Il semble que cette nouvelle audition du financier libanais soit liée à la découverte de liens anciens entre son frère et International Discount Bank (IDB) d'Anguilla, dans

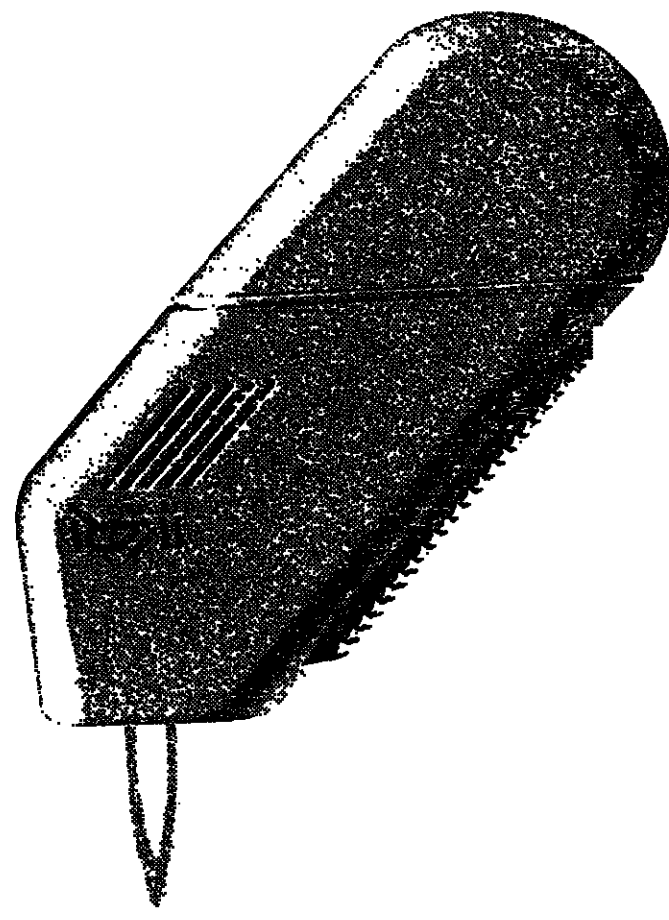
les Caraïbes, au nom de laquelle furent faits les principaux achats suspects d'actions Triangles Industrielles par l'intermédiaire de la société Socofinance à Genève.

Mercredi, M^{rs} Boizette avait entendu durant six heures M. Alain Boublil, ancien directeur du cabinet du ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy. Tout comme M. Traboulsi, il avait déjà été entendu une première fois, le 14 février. M. Boublil s'est refusé à toute déclaration à sa sortie du cabinet du juge d'instruction.

IKARI
SWISSMADE



CHER PAPA, IL Y A 382 000 ANS JE T'AI OFFERT UN SILEX.
CETTE ANNÉE JE T'OFFRE LE FEU.



CHER PAPA, NE SOIS PLUS PRIMAIRE. AVEC IKARI,
LE FEU SACRÉ FAIT DE SACRÉS PROGRÈS.
UN RUBIS PERCÉ AU LASER DONNE LA FLAMME RIGIDE.
ELLE RÉSISTE A TOUT VENT, A TOUTE
TEMPÉRATURE, A TOUT TEMPS. ET PAS DE REGRETS,
SA FORME FUTURISTE TE RAPPELLERA TON VIEUX SILEX.
TU LE METTRAS DANS TA POCHE.
ALORS BONNE FÊTE PAPA. COMME IL Y A 382 000 ANS.

IKARI, LE NOUVEAU FEU.

IKARI FRANCE - VANEL DIFFUSION - BP 145 - 95005 ARGENTEUIL CEDEX - TEL. (1) 34.00.00

مكة أمنا الأصل

SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France

L'illusion sur court

Ronald Agnér n'a pas de chance. S'il en avait eu, l'Italien qui a élu domicile à Bordeaux n'aurait pas souffert d'une contracture à l'aîne. S'il en avait eu, il ne se serait pas mis à pleurer à 12 h 45 mercredi après-midi porte d'Anteuil. Bref, Agnér se serait qualifié sans trop de difficultés pour les demi-finales des Internationaux de France de tennis, il aurait passé deux nuits de plus dans l'hôtel que la direction de Roland-Garros réserve aux joueurs, il aurait pu devenir une star de ce tournoi.

Et il n'aurait volé aucun de ces honneurs. On aurait même eu grand plaisir à raconter l'histoire de ce fils d'ingénieur né au Maroc. Il y aura bientôt vingt-cinq ans. Des débuts prometteurs en juniors, quelques « perfs » en devenant professionnel, la routine du circuit, l'enchaînement des matches gagnés et perdus, les blessures, la première victoire en Grand Prix l'hiver dernier à Athènes. Et surtout un tennis qui ne laisse pas indifférent, un joueur auquel on accorde plus qu'une attention polie.

Parce qu'il est noir, parce qu'il s'exprime aussi bien en français qu'en anglais et en arabe, Agnér n'est pas seulement un numéro dans le classement mondial de l'ATP (Association des tennis professionnels), il fait partie de ceux dont on se souvient et qui prêtent à l'admiration.

Son parcours ici cette année faisait donc plaisir à voir. Trois sets faciles au premier tour contre l'ancien champion du monde junior australien Mark Kratzmann, puis de farouches épopées : cinq man-

ches avec l'Américain Tim Mayotte, tête de série numéro sept ; quatre, plus douloureuses, face à l'Italien Claudio Panatieri ; enfin cinq avec le dernier espoir espagnol, Sergi Bruguera. Oui ! cet Agnér-là aurait certainement eu sa place dans le « dernier carré » de Roland-Garros. C'était un bon beau joueur, tenace et inventif. Il n'avait besoin que d'un petit coup de pouce du destin.

Alors que dans la moitié inférieure du tableau deux adeptes du service-voilé, Stefan Edberg et Boris Becker, tous deux champions de Wimbledon, devaient s'affronter vendredi 9 juin en demi-finale, dans la moitié supérieure ce sont de purs défenseurs qui se sont qualifiés mercredi 7 juin pour ce stade de la compétition : l'Américain Michael Chang — qui a éliminé Agnér — et le Soviétique Andreï Chesnokov, — qui a battu Mats Wilander.

ches avec l'Américain Tim Mayotte, tête de série numéro sept ; quatre, plus douloureuses, face à l'Italien Claudio Panatieri ; enfin cinq avec le dernier espoir espagnol, Sergi Bruguera. Oui ! cet Agnér-là aurait certainement eu sa place dans le « dernier carré » de Roland-Garros. C'était un bon beau joueur, tenace et inventif. Il n'avait besoin que d'un petit coup de pouce du destin.

Ironie du sort ! Mercredi, si Agnér avait eu un train à prendre il l'aurait manqué, s'il avait eu à planter un clou il se serait écrasé un doigt. Ce n'était ni son jour ni son heure. Il avait besoin de tous ses moyens physiques, il s'est présenté dimanché sur le court. Le beau temps était son allié, il s'est mis à tomber des cordes.

Sans cette douleur dans le bas-ventre, le l'hôte aurait sûrement mieux servi (il n'a pas eu une première balle d'engagement sur deux et a perdu dix fois son engagement dans le match), il n'aurait sans doute pas commis autant de fautes directes (particulièrement en tentant des amorties ou en revers slicé).

Sans cette averse Michael Chang aurait sans doute perdu la troisième manche et le match.

An bout d'une heure et demie de jeu, l'Américain n'était pas menacé par les crampes comme lors de ses cinq sets contre Ivan Lendl. Mais la fatigue était plus insidieuse. Elle engourdissait jusqu'à son esprit. Il n'avait la tête ni à invoquer le Tout-Puissant comme deux jours auparavant, ni à bluffer Agnér. Il n'était plus qu'un gamin de dix-sept ans et quelques, fourbu, égaré sur ce court dont il n'arrivait plus à atteindre les limites.

Pendant les quatre premiers jeux de la troisième manche, sa détresse était presque évanouissante. Et on se disait qu'il y avait de la dureté dans le sourire figé de cette femme qui le regardait aux premiers logs, sa mère. Cachait-elle sous ce masque son inquiétude ? Était-elle assaillie par le souvenir de la défaite qu'avait infligée sur ce même court douze mois auparavant John McEnroe à sa progéniture ? Ou bien savait-elle que le ciel était du côté de son fils ?

Le tournoi passe à l'attaque

Stefan Edberg et Boris Becker disputent, vendredi 9 juin, une finale intime. Celle du club très fermé — à Roland-Garros — des attaquants. Service-voilé au pays des batailles de fond de court. Trois balles, cinq au plus, alors que le tournoi est avant tout l'arène sacrée des échanges en vingt-cours, des jeux tactiques longuement mûris.

Cette minorité, très agissante, du tennis pressé a encore un peu d'avenir cette année à Paris. Encore un match entre soi, avant la finale officielle de dimanche. Les membres de la majorité du fond de court ont, eux, mangé leur pain blanc. C'était mercredi, après la pluie, et la pire démonstration de leurs particularités, servie par Agnér et Chang. Comme si l'honneur de la terre battue, un peu malmenée au début de journée, était à défendre, Mats Wilander et le Soviétique Andreï Chesnokov déclinaient, pour ce dernier quart de finale, ce que le jeu de contre-pour présente de mieux. Festival de passages et de changements de rythme. Balles tirées au cordeau le long de la ligne. Plaisir du lift introductif et des brusques accélérations... Plaisir d'un match.

Le Suédois, qu'on donnait favori après l'élimination de Lendl, c'est incliné en trois sets 6-4, 6-0, 7-5. Autre malheur de Roland-Garros version 1989. Mais cette fois survient au moyen du tennis, rien que du tennis oserait-on dire, pas à la fatigue, au miracle ou à l'influence du supranormal sur l'humanité laborieuse des courts. Lorsque Roland-Garros pense à son n° 1, Ivan Lendl, c'est l'humilité qui l'envahit. Le Soviétique Chesnokov a éparpillé cette amertume-là de la défaite à son adversaire. Il a simplement très bien joué et Mats Wilander aura au moins, pour la suite de sa saison, cette consolation. Moins douce que la victoire, mais tout de même plus reconfortante que l'absence.

Et très bien jouer, c'était jouer comme Wilander, au coup près. Même revers à deux mains. Même goût des balles croisées, des lobs, surtout de ces balles de débordement au filet. Bref, le Suédois tel qu'en lui-même sur tous les courts du monde, tel qu'on l'aime à Paris, pour ses victoires de 1982, 1985 et 1988. Le Soviétique mit simplement un peu plus de jeunesse : vingt-trois ans pour lui, vingt-cinq pour son adversaire, — donc de force dans ses coups. Un peu plus d'ambition aussi. Il avait encore beaucoup à prouver. Mats Wilander défendait son acquis, son palmarès. Sa formidable saison de 1988. Trois tournois majeurs, l'Open d'Australie, les Internationaux de Paris, et ceux des Etats-Unis, qui firent de lui, quelques mois, le champion du monde.

Le Suédois eut le plus grand mal à se défaire de ce rang de meilleur de la classe. Il s'abandonna à une longue dépression, par gêne de la gloire, lui qui n'aimait que les demi-teintes des places d'honneur. Il joua mal, plusieurs mois, l'esprit ailleurs, s'éloigna souvent des courts. Le circuit le disait désormais guéri,

revenu, « en confiance ». Il ne l'était pas. Mercredi, il resta toujours légèrement en deçà de son talent. Très légèrement, presque insensiblement, mais c'était suffisant. Ce match-là se disputa à la faute près. Sur la dernière balle du dernier point. Vérité de La Palice, bien sûr. Réel, pourtant : Mats Wilander perdit parce que le Soviétique usa sa précision par un impressionnant jeu de défense, très loin au-delà du court. Trois fois, il servit un smash et en fit une balle d'attaque. Toujours bien placée. Indébordable, toujours ou presque les deux jambes bien plantées pour « passer » le Suédois monté au filet trop mollement. Mats le confia lui-même : « Mes coups n'avaient aucun effet sur lui, alors que moi j'étais en difficulté sur les siens ».

Jus long

Fidèle à sa légende, Mats, après le match, reconnut qu'il avait agi comme à son habitude. Il avait surtout envie de jouer. De faire durer l'échange et le match. Il ne supportait pas le circuit professionnel que pour ce bonheur-là, toujours trop bref. Gagner, c'était bien, évidemment. Voir une balle tomber là où on l'a souhaité, additionner la force de l'adversaire à ses propres coups, c'était mieux. Il resta donc fort calme au début du troisième set. Il avait laissé filer le deuxième par énervement, en multipliant les fautes directes, sur le filet ou hors la ligne. Wilander manquait surtout de conviction.

Mais, on le sait, il apprécie les matchs longs. Il l'avoue, il crut sincèrement qu'au début du troisième, la partie restait à faire. Que rien, au fond, ne pressait. Le public le pensa déjà en perdant. Lui se donnait toutes les chances. Surtout qu'il mena 3-0 et que Chesnokov traversait une brève période de relâchement. Mats Wilander, quelques jeux durant, redevenait le champion de 1988. Un tacticien du circuit au tennis d'anthologie. C'est entre ses fautes directes et le sursaut de l'autre qu'il perdit cette occasion-là. Il s'était inconsciemment programmé en cinq sets, appage de l'expérience.

Il ne mit pas toutes les chances de son côté au passage du gué du troisième. Il menait cinq jeux à deux. A portée de set. Le Soviétique lui donna, justement, une balle de set. Cinq à trois. Puis encore quatre autres balles sur son service. Il n'en voulait pas. Ou ne put les prendre, car Andreï Chesnokov refusait tous les jours de commettre la faute. Cinq à quatre. Wilander avait laissé s'échapper l'opportunité d'une heure, peut-être de deux autres heures de match.

Le reste fut formalité que le Suédois concéda. Service blanc pour cinq jeux partout. La partie était jouée. Elle n'intéressait plus tout à fait Wilander, qui retrouvait sa récente habitude de la défaite. Sept jeux à cinq. A la fois mathématique,

et peut-être humain. Mats allait pouvoir choisir l'école buissonnière, quelques semaines, hors d'un circuit dont il n'aime pas le tintamarre. Il se déclarait déçu, mais fallait-il le croire vraiment ? Il frappait toujours magnifiquement dans la balle, mais avait-il toujours ce surplus de « gagne » qui lui permettait sur le court deux heures de plus ? Il ne fit que deux sets, pour qu'on ne néglige sa sévérité au début du siècle. Il y avait de la polémique dans l'air. Chang a dû préciser qu'il ne faisait pas cela pour se moquer de ses adversaires ou pour les injurier : « Je fais cela seulement quand je suis dans une situation désespérée pour essayer de m'en sortir. Généralement cela déconcentre le joueur en face ».

La ruse comme ultime recours. « Il est chinois », a noté Agnér, comme si cela pouvait tout expliquer. En tout cas il n'est pas Suédois. Au même âge que Mats Wilander, qui alla s'imposer pour la première fois à Paris à l'issue d'une finale 1982 infernale avec un Guillermo Vilas pas encore sur le déclin, avait mérité le trophée international de l'Académie des sports pour avoir rendu une balle de match à José-Luis Clerc en demi-finale.

ALAIN GIRAUDO.

Les résultats du 7 juin

SIMPLES MESSIEURS

Quarts de finale
● Premier quart du tableau. — M. Chang (E-U) b. R. Agnér (Ita), 6-4, 2-6, 6-4, 7-6.
● Deuxième quart du tableau. — A. Chesnokov (URSS) b. M. Wilander (Sué), 6-4, 6-0, 7-5.

DOUBLES MESSIEURS

Quarts de finale
● Premier quart du tableau. — R. Bathman (Sué)-C. de Laure (Pér.) b. C. Pioline (Fra)-G. Roux (Fra), 3-6, 6-4, 6-2.
● Deuxième quart du tableau. — M. Bahrami (Fra)-E. Wengradsky (Ukr) b. C. Motu (Bel)-B. Wilander (E-U), 4-6, 6-1, 6-2.

Troisième quart du tableau. — B. Grabo (E-U)-P. McEnroe (E-U) b. T. Carbonell (Esp)-A. Costa (Esp), 6-4, 7-6, 6-2.
● Quatrième quart du tableau. — J. Fitzgerald (Aus)-A. Jarryd (Sué) b. S. Casal (Esp)-J. Sanchez (Esp), 6-4, 6-4.

DOUBLES DAMES

Quarts de finale
● Premier quart du tableau. — J. Novotna (Tch)-H. Sukova (Tch) b. A. Sanchez (Esp)-J. Weisner (Aut), 6-1, 7-6.
● Deuxième quart du tableau. — S. Graf (RAA)-G. Sabatini (Arg) b. T. Scheuer-Larsen (Dan)-C. Tanner (Fra), 7-6, 6-3.

Troisième quart du tableau. — E. Schulz (P-B)-A. Temesvari (Hon) b. K. Adams (E-U)-Z. Garrison (E-U), 2-6, 7-6, 6-4.
● Quatrième quart du tableau. — L. Savchenko (URSS)-N. Zvereva (URSS) b. R. Kolesi (Can)-C. Suire (Fra), 6-2, 6-3.

Dans « le Monde de l'éducation » de juin

● Télévision : l'attrape-mômes
● Le palmarès des écoles d'infirmières

Les chaînes télévisées françaises ont des miracles : elles ne cessent d'augmenter le nombre des émissions pour les enfants et y consacrent proportionnellement de moins en moins d'argent ! Avec 3 % de l'ensemble des budgets de programmation, elles parviennent à diffuser soixante-dix heures par semaine, en direction des jeunes téléspectateurs. Un record ! Pour mesurer cet important temps d'antenne, explique l'enquête du numéro de juin de *le Monde de l'éducation*, les responsables des unités jeunesse ont tous choisi la même recette : du dessin animé, encore du dessin animé, si possible au rabais : les jeux et le vedettariat servant de fil conducteur. Alors que, dans le même temps, les sources de recettes se multiplient à l'occasion de ces émissions (publicité, sponsors, produits dérivés — des disques de Dorothée aux figurines des super-héros des séries animées japonaises), tout est fait pour remplir les caisses du business télévisuel.

Pauvres parents, qui ont à faire face à ce déferlement d'images et à cette abondance de sollicitations marchandes ! Les enfants, en effet, ne sont pas du genre à bouder leur plaisir et ils réclament d'abord ce qu'ils connaissent : encore plus de dessins animés. Tous les professionnels de la télévision l'affirment : les enfants sont un public en or. *Le Monde de l'éducation* pousse un cri d'alarme : les parents doivent apprendre à apprivoiser la télévision d'urgence.

Seconde enquête du *Monde de l'éducation* : « La relève des zones d'éducation prioritaires » (ZEP), créées en 1981. Celles-ci offraient une réponse originale au problème de l'échec scolaire : donner plus à ceux qui ont moins, concentrer les efforts, notamment financiers, sur les établissements scolaires des quartiers les plus défavorisés. Insuffisamment soutenues, cette politique a fait long feu et les ZEP sont mal en point. Commandés par Lionel Jospin, qui souhaite relancer les ZEP, les prochains numéros, deux rapports inédits font le point sur cette bonne idée qui a mal tourné.

Aussi au sommaire de ce numéro : « Les héros du Conservatoire national des arts et métiers ». Certes, le CNAM est une institution inimitable, où l'on peut étudier, sans condition de diplôme. Mais l'effort à faire soir après soir, année après année, est lourd. Bien lourd. A noter, enfin, « Le palmarès des écoles d'infirmières et du secteur paramédical » où sont présentées les voies d'accès à ces formations et classées les écoles qui y préparent.

RELIGIONS

Au cours de la visite de Jean-Paul II

Les luthériens danois ont découvert une autre image de la papauté

Le pape devait arriver jeudi 8 juin à Stockholm en Suède, dernière étape de sa visite en Scandinavie, après un séjour de quarante-huit heures au Danemark, qui s'est révélé moins difficile que prévu par l'entourage pontifical.

COPENHAGUE de notre envoyé spécial

Dès son arrivée à l'aéroport militaire de Copenhague, quand sa calotte blanche s'est mise à rouler sur le sol mouillé qu'il venait d'embrancher, le pape avait gagné la partie. « Chapéau ou Donsmark », tiraient le lendemain les journaux, aussi chavirés que féroces pour la hiérarchie luthérienne, coupable d'avoir obligé Jean-Paul II la veille à la cathédrale de Roskilde, à « porter la muselière » (le *Monde* du 8 juin). Dans un sondage express, 78 % des Danois désapprouvaient leurs évêques. « Un à zéro pour le pape », écrivait pour sa part Claus Oldenburg, éditeur du *Berlingske Tidende*, pasteur de son état.

Dans le parc du couvent bénédictin de Copenhague, 13 000 personnes ont suivi la messe de Jean-Paul II. Ils étaient 15 000 mercredi et vendredi — chiffres considérables dans le pays — à Oum dans le Jutland : des Vietnamiens, des Philippins, des Polonais immigrés, des Allemands venus en voisins du Schleswig-Holstein, mais aussi, des

Danois catholiques (0,5 % de la population) et protestants.

Le pape brouille les cartes, en effet, jusque dans la hiérarchie luthérienne qu'il a voulu rencontrer une deuxième fois mercredi avec les représentants des Eglises libres (baptiste, pentecôtiste, méthodiste). Si à Roskilde il avait été sèchement accueilli, Henrik Christiansen, évêque d'Alborg, lui a donné du « cher frère évêque », a estimé que le pape n'est pas « un prélat omnipotent », le présentant comme « un serviteur de Dieu » et la « personnalisation » des orientations nouvelles de l'Eglise catholique de Vatican II. Son bête n'en attendait pas autant !

Cette visite de Jean-Paul II aura au moins permis de rectifier des idées toutes faites sur le pape, que des théologiens extrémistes présentent toujours ici comme l'« Antéchrist ». A long terme de colonnes, la presse a expliqué le fonctionnement du Vatican, le déroulement de la liturgie catholique, jusqu'à dessiner les chaussettes portées par les célébrants.

Le pape est pourtant resté fidèle à lui-même, ne cédant rien aux luthériens de Læther et sermonnant une nouvelle fois mercredi une société danoise marquée, selon lui, par les « foyers brisés », la « confusion des rôles de l'homme et de la femme » et, surtout, une « mentalité contre la vie » qui conduirait à la contraception artificielle, à l'avortement, à l'interrogation même sur le « vouloir-vivre ».

HENRI TINCO.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 8 juin 1989 :

DES DÉCRETS

● N° 89-360 du 2 juin 1989 portant publication de la convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique, adoptée à Vienne le 26 septembre 1986.

● N° 89-361 du 2 juin 1989 portant publication de la convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire, adoptée à Vienne le 26 septembre 1986.

UNE CIRCULAIRE

● Du 30 mars 1989 relative à la simplification de la réglementation du paiement des dépenses publiques.

DES LISTES

● Des élèves de l'Ecole universitaire d'ingénieurs de Lille ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1985.

● Des élèves de l'Ecole nationale supérieure de géologie appliquée et de prospectivité minière de Nancy ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1987.

● Des élèves de l'Ecole nationale supérieure des arts et industries de Strasbourg ayant obtenu le diplôme d'architecte de cet établissement en 1987.

ENFANCE

● Grève dans les crèches parisiennes. — La grève, commencée lundi 5 juin par les personnels des crèches parisiennes, continue. Une manifestation devait avoir lieu jeudi. A l'appel d'une insubordonnée CPDT-FCFO-CST et Autonomes, plus de la moitié des 3 000 employés de crèches ont arboré le travail, mercredi 7 juin. Préfectorales, déléguées et agents de services se plaignent d'un manque de personnel, des bas salaires et d'une absence de perspectives de carrière.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5020

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. C'est quand ils sont bien soignés qu'ils attrapent beaucoup de boutons. — II. Se met à l'ouvrage. Contribue à rendre moins sévère. — III. On parfois le poil humide. — IV. Contraste totalement avec ce qui l'entoure. Le charme peut en avoir. — V. Faisait boire pour oublier. Preuve qu'on n'a pas tout dit. — VI. Reste couché pendant le travail. Chassé par le héraison. — VII. Une bonne raison pour intervenir. Qui ne laisse rien paraître. — VIII. Pousé à l'arrière. Occupa maintes pensées. — IX. Preuve qu'on en a trop fait. Participe. — X. Note. Utile quand on a quelque chose à cacher. — XI. Réagira au froid ou bien à une forte chaleur.

VERTICALEMENT

1. N'aime pas les gendarmes. — 2. Il faut être fou pour aller là ! Un peu d'espoir. — 3. Moyen de faire bonne figure. Emportée au paradis. — 4. Sont bons à jeter. Mauvais coup. — 5. Le chant du cygne d'un poitrinaire. Sur des « boules ». — 6. Utilisé loin de chez nous. A des brasseries dans ses environs. — 7. Réussissent à tenir en coïté. Obligés à se protéger quand il tapait. — 8. Bon pour les affaires. — 9. Donc exposit aux regards. Changement de propriétaire.

Solution du problème n° 5019

Horizontalement

I. Devancer. — II. Giboyenne. — III. Relais. Alt. — IV. Oteat. — V. Bone. Tém. — VI. Apt. Mier. — VII. Tasse. — VIII. Al. Urbi. — IX. Léa. Réal. — X. Eve. Nil. — XI. Ente. Anne.

Verticalement

1. Grabaire. — 2. Dio. Opale. — 3. Eblouis. Nel. — 4. Votte. Suave. — 5. Ay. Mer. — 6. Nantier. — 7. Cutes. Teau. — 8. Est. Terrain. — 9. Ré. Par. Elle.

GUY BROUTY.

Le Monde DES LIVRES

Bufalino, le cannibale

Un romancier italien qui dévore
dans les livres Dieu, le monde, la vie,
les hommes et lui-même...

par Pietro Citati

Je ne connais pas Gesualdo Bufalino, mais il n'est pas sonne avec qui j'aimerais davantage parler de littérature — dans une pièce close, devant une tasse de thé, ou dans les rues fourmillantes de désirs d'un village de Sicile, ou encore dans une grande ville moderne où nous serions tous deux étrangers. Pour lui, seul existe le livre. Le Ciel et la Terre n'ont été créés, l'homme n'est sorti de la glaise que pour qu'un livre parle d'eux. Le livre est l'objet suprême qui réunit en lui toute la vie réelle, et la vie rêvée, imaginée, irréelle, impossible; et ce mélange fascine Bufalino comme le plus envieux des bruyages. Comme il adore lire! Pour lire, il renonce à vivre.

Quiconque parcourt ses volumes d'essais le surprend aussitôt savourant ses lectures comme le plus avide, le plus comblé des gourmets. Mais il est bien plus qu'un gourmet. C'est un cannibale, qui dévore dans les livres Dieu, le monde, la vie, les hommes, lui-même; un vampire qui se nourrit de sang et d'âmes humaines; un adepte de mystères sacrés, qui connaît dans les textes le corps de son Seigneur. La littérature est, pour lui, un art qui se pratique à l'écart; le livre est un objet de papier qui, par sa forme même, nie le mouvement et les hasards de la vie. Enclous dans sa cathédrale de papier, Bufalino est le moine qui lit, rêve, prie; mais aussi le courtisan raffiné, l'homme du monde qui voit, reflète dans les pages, ce qui se produit là-bas, dehors, et en parle avec une grâce, une délicatesse exquis. Personne, parmi les écrivains italiens récents, n'est plus italien que lui. Il a souffert toutes

les tragédies et les catastrophes du siècle; et, à la fin, il les a repoussées loin de lui dans un geste de rébellion et d'orgueil, pour se réfugier dans un aimable stoïcisme inspiré d'Horace — les bons livres, le bon langage, la sagesse du seizième siècle, une lucidité que n'assombrit en rien l'extrême lucidité de son intelligence.

Que pourrait-il désirer de plus? Il y trouve aussi bien la magie et l'alchimie de la rhétorique verbale que l'immense géologie de la réalité avec ses volcans, ses tremblements de terre et les lents déplacements de ses masses souterraines. Aussi est-ce dans ses essais qu'il faut d'abord le surprendre: *Cere perse, Museo d'ombra, la Luce e il lutto* sont parmi les plus beaux textes que je connaisse. Son esprit extrêmement cultivé, sa fantastique propension au caprice et à la divagation, la précieuse finesse de son regard, découvrent ces rapports qui se cachent dans chaque livre, qui unissent tous les livres, la vie et les livres, et forment la complexité mouvante de l'univers mental.

Le plus vertigineux des hommes

Et pourtant, nous avons tôt fait de découvrir que cet exquise disciple d'Horace est le plus vertigineux des hommes. Lui qui aime les livres plus que tout remet en question ce qu'il a de plus cher: les textes, la lecture, l'écriture. Il sait qu'écrire est un péché mortel: les mains d'un écrivain sont toujours tachées de sang; faire de la littérature est une délation, une mystification, une représentation



Pour lire, Gesualdo Bufalino renonce à vivre.

sinistre et ricanante, sur la scène de l'univers. Il se dissimule ni ses artifices ni ses péchés. Et, pour alléger ou aggraver sa propre faute, il tente de porter un coup définitif à la littérature.

Retiré dans son château de papier, il se laisse emporter par sa profonde passion pour les idées: des idées qui ne lui servent pas à affirmer des vérités, mais à bouleverser le monde de son ironie métaphysique — d'une métaphysique désespérément romantique. Il est fasciné par le gouffre du néant; par l'angoisse et le désir de n'être personne; par le rêve; par la comédie de l'être et du paraître; par la simulation, la réticence, l'omission, l'imposture et le masque; et, surtout, par la tragédie de la mort. Ses livres sont un grand répertoire romanti-

que et postromantique. Sa passion intellectuelle procède de deux sources: Baudelaire, le père de la littérature moderne, et la Sicile, avec sa métaphysique autochtone, son désir de lumière et de deuil, de mime et de rite, que Bufalino continue, d'interroger avec une curiosité jamais découragée.

Parcours singulier. Après avoir vécu comme personne au cœur de Baudelaire et de la Sicile, Bufalino devient étranger à ses deux patries mentales. La littérature blessée — l'immobile, le clos, le stable — l'a-t-elle sauvé? Notre impression dernière, là même où tout semble conduire à un univers d'ombres et de ténèbres, est un éblouissement, une stridence de lumière.

(Lire la suite page 22.)

L'archipel Savinio

Capri et la Boîte à musique, deux nouvelles
manières d'aborder l'œuvre d'un
des grands écrivains italiens du siècle.

par Hector Bianciotti

La musique a été la première vocation d'Alberto Savinio, l'un des grands créateurs italiens de la première moitié du siècle, génie dissimulé sous un masque de dilettante, doué d'une sorte de sublime «puérilité», au sens étymologique du terme. C'est-à-dire que, comme les enfants, Dieu ne l'avait pas chassé du paradis car «il» n'encombrerait pas son esprit, qu'il ignorait le pathétique, et qu'il ne cherchait rien d'autre, en s'adonnant aux jeux de l'art, que le plaisir du jeu même.

De son vrai nom Andrea de Chirico, frère de Giorgio donc, l'inventeur de la peinture métaphysique, il était né en 1891 à Athènes, «à l'ombre d'un olivier», se plaisait-il à dire, et sous le regard vigilant et rond de l'oiseau de Pallas. Son père, un ingénieur sicilien, construisait des chemins de fer en Grèce — comme le grand-père de Picasso en Espagne. Sa mère, une aristocrate du nord de l'Italie, passionnée d'art, avait fait de son salon un lieu où tout artiste traversant la Grèce se devait de s'arrêter et de se produire.

Mais, par-dessus tout, elle veillait à la formation de ses enfants que, à la différence de la plupart des mères, elle vouait aux Muses. Au point que, à la mort prématurée de son mari — dont elle portait, en pendentif, la balle qu'il avait reçue au cours d'un duel, — elle n'hésita pas à plier bagage pour installer sa famille à Munich, où l'oublié Max Reger, considéré à l'époque comme un Bach moderne, enseignait les rigueurs du contrepoint — une nouvelle religion esthétique, l'expressionnisme, ce «naturalisme de l'âme», mettant par ailleurs les milieux de la peinture en effervescence.

Six ans plus tard, en 1910, le trio que composent l'insouciant baronne et les deux adolescents aux allures de dandy désormais, débarque à Paris. Où bientôt Apollinaire, à qui Picasso ne tarde pas à parler d'un curieux Italien «peintre de gares», va les prendre sous son aile, accueillant dans les *Soirées de Paris* les premiers textes d'Andrea, lequel s'est mis à écrire et a pris un pseudonyme, italianisant le nom de l'un des premiers traducteurs français d'Oscar Wilde, Albert Savinio.

Bien des années plus tard, André Breton, pour qui «tout le mythe moderne encore en formation s'appuie à son origine sur les

deux œuvres, dans leur esprit presque indiscernables, d'Alberto Savinio et de son frère Giorgio de Chirico», citera l'un de ces textes fondateurs de l'écrivain en herbe, datant de 1914, où il est proclamé que «loin de ces âges où l'abstraction régnait complète, notre époque serait portée à faire jaillir des matières mêmes (des choses) leurs éléments métaphysiques inévitables.» (1).

A partir de cette date, Savinio fera alterner la musique avec la littérature, avant de devenir, comme son frère, un peintre, dont Cocteau présente, chez Bernheim, en 1927, la première exposition: «Sans artifice, votre instrument nouveau intrigue Orphée.»

Ce dilettantisme supérieur

A n'en pas douter, c'est dans l'insouciance heureuse avec laquelle il passe d'un art à un autre, dans ce dilettantisme supérieur qui l'empêche de cultiver une quelconque «image de marque», que se trouve la cause de son insuccès: méconnu de son vivant, on n'allait commencer à prendre la mesure de son œuvre littéraire que plus de vingt ans après sa mort, survenue à Rome en 1952, alors qu'il venait de mettre en scène, à Florence, *Armida*, de Rossini, avec une quasi-inconnue: Maria Meneghini Callas.

Si le peintre allait lui emboîter le pas, l'écrivain fut le premier de la trinité à l'emporter sur l'oubli, avec une vingtaine de titres qui sont autant de moments d'un seul discours: celui d'un homme qui parle avec le même naturel des dieux ou de géographie, son érudition aboutissant à la poésie, et ses incessantes digressions à la plus haute cohérence.

Savinio rêve juste, se laisse fasciner par les choses les plus anodines, ignore la vanité de «faire une œuvre» et n'admet pas cette «métaphysique de la douleur» qui fait croire aux gens que celle-ci rend meilleur et qu'elle gagne le paradis. Il était né stendhalien et avait vécu dans un perpétuel état de bonheur, du fait que, l'esprit toujours disponible à la beauté que toute chose, même laide de prime abord, recèle, il ne donnait jamais prise à l'ennui.

(Lire la suite page 23.)

(1) Anthologie de l'humour noir, 1938.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Je suis écrivain, de François Weyergans

«Zuki zuki»

ZUKI zuki, en japonais, signifie «douleur lancinante». Avouez que c'est mieux que *it's painful* ou bien *ouille-ouille*. «Gargouiller» se dit *gobo gobo*. La pluie peut faire *shito shito*, *picha picha*, ou *za za*, cela dépend de la violence des gouttes, de la forme des toits d'où elles dégoutinent. Voilà qui met de la poésie dans le quotidien, pour pas cher. Pourquoi ne parlerait-on pas à la nature comme à une amante, à qui on donne bien, à tout propos, du «pu-puce»? Les Nippons sont d'éternels fiancés, il n'y a qu'à les voir sourire sur le Pont-Neuf; plus vous traversez le champ de leurs marathons photographiques, plus ils gloussent de rire. Ne rien comprendre au parler des gens, cela aide à nous voir comme nous sommes, à admettre que notre langue n'est pas moins arbitraire que les autres, et plutôt moins mélodieuse.

François Weyergans a fait le voyage de Tokyo, ou du moins le narrateur de *Je suis écrivain*. Il a connu l'escalade d'Anchorage, où des somnambules du monde entier se croisent autour d'un ours polaire empaillé. Il s'est perdu dans les rues d'Osaka, ce qui est la moindre des choses. Il a repéré que les chauffeurs de taxi portaient des gants blancs de premier communiant. A propos: Weyergans a fait sa première communion, il a servi la messe, petit, ce qui lui permet de ne pas plaisanter avec les rites zen; toutes les prières se ressemblent par leur attente engourdie — et créent de la familiarité entre fidèles.

AU Japon, Weyergans a vécu dans les temples, mais pas seulement. Il a suivi des filles. Les variétés de déhanchement sont une bonne introduction au mystère des villes lointaines. S'abuser sur un sourire peut éviter de se tromper de rue. En Europe, les touristes s'orientent au regard, ce pilote très italien. Là-bas, c'est une autre musique. La langue chuinte, roucoule, pleure d'appels rauques ou gracieux. Le sexe est très présent. Il est absent, aussi. Les époux se cachent au bordel pour s'aimer. Des experts assurent que le Japon n'a ni transcendance ni inconscience: cette économie de bien des fatras et tracas aurait facilité l'essor industriel, tout en réduisant l'érotisme à une affaire de calculs.

Weyergans n'est pas écrivain pour des prunes. Il est capable de laisser filer une croupe pour une enseigne bizarre. Un pays qui nomme ses bars *Frimousse* ou *Accolade*, en français dans le texte, ou *La Jetée*, du nom d'un film de Chris Marker, ce pays-là ne peut qu'attendrir un brasseur de mots, surtout s'il est de

la race des distraits congénitaux, de ceux qui aiment avoir la parole coupée.

SON voyage a un sens, initialement: raconter la vie de Hideyoshi. Et puis l'accessoire prend le dessus. En classe, on a connu de ces lunaires. Ils isolent un détail rigolo du cours, et les voilà propulsés ailleurs. Vous saviez, vous, qu'en japonais «papa» se dit *toto*? Ça change tout, non? Et avez-vous déjà parlé en *maji*? Vous dites *maji* aussitôt après la première syllabe des mots et à la place des suivantes. La conversation s'avoue pour ce qu'elle est: un vaste cache-cache. «Le monmoji des limoji» peut vouloir dire: «le Monde des livres». Je ne garantis par l'authenticité du jeu proposé par Weyergans. Je suis plus sûr de l'anacoluthie, dont il joue aussi. Rappelez-vous: l'anacoluthie, c'est cette rupture de construction qui fait qu'on ne voit plus bien qui parle: «Et pleurais du vieillard, il grava sur leur marbre...» (La Fontaine).

Je suis écrivain ne collectionne pas les figures de rhétorique, mais plutôt les étonnements. Ça serait une sorte de *metastabi-mono*, ou «récit d'arnement». Le narrateur, voyant un ciel, pense Grèce, ou Autriche. Conférencier, il s'efforce de ne pas traiter le sujet annoncé, ou il se souvient d'une causerie à Lille où chacun sait qu'on ne se promène jamais sans tournevis en poche...

Les librairies le rassurent, parce que le coq-à-l'âne y est de droit. Et l'exotisme le repose du devoir occidental de tout raisonner. Il lui plaît que les statues de renards dressées à la porte d'un temple portent des serviettes de bébé. Cela l'arrange qu'un bruit de cascade, là-bas, passe pour expliquer et chanter le monde. Il ne serait plus nécessaire d'écrire, on écouterait le bruissement d'eau où tout serait dit d'avance. Une subaine pour sa paresse.

PARESSSE n'est pas le bon mot. Le narrateur de *Je suis écrivain* ne renâcle pas devant la tâche d'écrire. Simple-ment, la foi le quitte sans cesse. Il perd le moral. Il doute de sa vocation. Il la trouve aussi flottante que tenace. Elle est née de mûreries. A l'école, il traçait des phrases cochannes au tableau. Du coup, les élèves le traitaient en écrivain public.

(Lire la suite page 19.)

Rachid Mimouni L'HONNEUR DE LA TRIBU

roman

"Le plus beau roman paru en France
depuis le début de l'année."

Bernard Pivot / APOSTROPHES

"Avec Rachid Mimouni,
la littérature algérienne a trouvé
son Gabriel Garcia Marquez."

Frédéric Vitoux / LE NOUVEL OBSERVATEUR

ROBERT LAFFONT

des livres ouverts sur la vie

هذا من الأصل

LA VIE LITTÉRAIRE

● EN POCHÉ

● A propos de Georges Siféri, mort en 1971, Yves Bonnefoy écrivait justement en 1963, année où le grand poète grec recevait le prix Nobel : « Il me semble (...) que pour caractériser ces poèmes, c'est à la tension qui les porte, les mine, les épuise, les recommence, c'est à cette contradiction intime, évidemment douloureuse, au plus haut point signifiante, entre présence et absence, entre plénitude et désert, qu'il faut résolument s'attacher. » La collection « Poésie-Gallimard » reprend en un volume les Poèmes 1933-1968 (traduits par Jacques Lacarrière et Edgite Mavrouk) et les admirables Trois poèmes secrets (traduits par Y. Bonnefoy et Lorand Gaspar). Préface d'Yves Bonnefoy, postface de Gaston Picon.

● Mut noir, de Kurt Vonnegut, traduit de l'américain par Michel Patis (n° 2011). Les confessions de Howard W. Campbell junior « américain de naissance, nazi de réputation... »

● En « Folio » : Fishbelly, de Richard Wright. Fishbelly est américain, mais il est noir et vit au Mississippi où les Blancs imposent leurs lois... Traduit de l'anglais par Hélène Bokanowski, (n° 2044).

● Pionniers, de Wills Carther. La vie d'Alexandra, qui, toute jeune, se retrouve responsable de sa famille dans les grands espaces de l'Ouest. Traduit de l'anglais par Marc Chénier, n° 2050. Signatures également la parution en Livre de poche (n° 6545) du premier livre de Thomas Wolfe : L'Ange assis. Traduit de l'américain par Jean Michéle.

● Le Livre de poche (Bibli n° 3118) publie la Faim, de Knut Hamsun, paru pour la première fois en France en 1895. Les déambulations d'un journaliste ténébreux par la faim, attiré « par l'abîme et qui reste sans cesse sur le point de s'y précipiter. » (Préface d'André Gide). Traduit du norvégien par G. Sauter.

● Dimanches d'août, de Patrick Modiano, une histoire d'amour sur la Côte d'Azur (Folio n° 2042). Toujours en « Folio », le Navire Argo de Richard Jori, qui avait obtenu un beau succès lors de sa parution en 1987 : le retour à la vie normale d'un jeune homme séquestré par sa mère pendant dix-huit ans dans une cave, (n° 2040).

● Au diable vauvert, roman de Maryse Wolinski, publié l'an dernier, est depuis dans la collection « J'ai lu », n° 2560. En Presses Pocket, le roman de Dan Franck, la Dame du soir, paru en 1984, n° 3200.

● En Presses Pocket, un choix de chroniques d'Alexandre Vialatte, se terminant toutes par « Et c'est ainsi qu'Allah est grand ! », qui donne son titre au recueil, (n° 3348).

● « L'Imaginaire » de Gallimard réédite les Tablettes de buie d'Apronnia Avitia, de Pascal Quignard : le Journal d'une patrienne romaine à la fin du quatrième siècle, (n° 212).

● « J'ai lu » publie le dernier roman de Danil Seltenev paru chez POL en 1988 Adieu, les confidences d'un vieil homme à son neveu, (n° 2563).

● Flammarion publie dans la collection « Champs contre-champs » le Goût de la beauté, d'Eric Rohmer, Recueil d'articles écrits par le cinéaste entre 1948 et 1979. Le cinéma, théorie, critique... plus un entretien avec Rohmer réalisé par Jean Narboni en 1983 (n° 511). Dans la même collection Visconti, les faux de la passion, par Laurence Schifano (n° 512).

● EN BREF

● La Monnaie de Paris propose jusqu'au 9 juillet un HOMMAGE A MARGUERITE YOURCENAR avec une exposition sur « La vie et l'œuvre de Marguerite Yourcenar » (du mardi au samedi de 13 heures à 18 heures), une pièce de théâtre, Qui s'a pas son Minotaur (du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 16 heures), un colloque « Rencontres autour du théâtre de Marguerite Yourcenar », avec la collaboration de la Société interna-

tionale d'études yourcenariennes (samedi 10 juin à 14 heures et dimanche 11 juin à 13 heures). Réservations : 46-33-39-55 (Monnaie de Paris, 11, quai de Conti, 75006 Paris).

● La Librairie L'Arbre à lettres accueille René-Jean Clot le vendredi 16 juin, à partir de 19 h 30, à l'occasion de la sortie de son roman Les Larmes de Lucifer (Grasset) (2, rue Edouard-Quenot, 75005 Paris). De son côté, la Librairie Biffures reçoit Edmond Jabès, lundi 12 juin à 18 heures. E. Chaila exposera les œuvres qui illustrent le roman de la Main, texte publié dans une édition de luxe par D. Lelong (44, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris). D'autre part, une rencontre avec les écrivains voyageurs Alain Absire et Nicolas Bouvier aura lieu, samedi 17 juin à 16 heures, à la bibliothèque Essai-Triolet de Pautin (102, avenue Jean-Louis, 93500 Pautin, tél. : 48-44-33-46).

● La quatrième édition de la Comédie du livre aura lieu les 8, 9 et 10 juin à Montpellier. On y célébrera notamment le centenaire de la naissance de Pierre Reverdy.

FRANCOIS RIBADEAU DUMAS

LA MAGIE
CHEZ LES JESUITES

90 F

SOLEIL NATAL - 8 bis rue Lornier 91580 ETECHY

L'HERMÈS Editeur

13, rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46-34-05-25

Péditeur juridique
depuis bientôt 20 ans

Catalogue et spécimen sur simple demande écrite
Diffusion exclusive :

MEDILIS SA, 9, rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46-34-07-70
EDILIS SARL, 29, rue Caribaldi TUNIS Tél. 353795

Vers un marché unique de l'imaginaire européen

Un colloque à Bruxelles, organisé par Pierre Mertens, a réuni une vingtaine d'écrivains des pays de la CEE.

LES intellectuels, les créateurs, les artistes, parviendront-ils à façonner une Europe avant que les politiques, les technocrates et les hommes d'argent n'imposent la leur ? A tout le moins, puisqu'il ne faut pas trop rêver, les gens de culture pourraient-ils doter l'Europe des marchands d'un minimum d'âme, ou bien ne sont-ils destinés qu'à illustrer de mots un joli paravent derrière lequel les eurocrates poursuivraient leur partie de Monopoly, avec notre avenir pour enjeu ? Le fait est que les créateurs ont pris du retard ; la multiplication, à l'approche de l'échéance du marché unique de 1993, des rencontres et des colloques d'artistes européens manifeste au moins autant l'inquiétude de ce retard que la volonté de participer au concert européen qui s'annonce.

En réunissant les 2 et 3 juin, à l'université libre de Bruxelles, une vingtaine d'écrivains des pays de la CEE autour du thème : « Y a-t-il un imaginaire européen ? », Pierre Mertens, romancier lui-même, n'avait pas le moins du monde envie de célébrer une manière de messe unanime dédiée à l'Europe, mais bien d'articuler une réflexion critique qui partait d'une hypothèse — si l'Europe a une autre existence que géographique, elle le doit à la façon dont ses écrivains ont

modélisé un imaginaire collectif, — pour parvenir à l'ébauche d'un projet, à l'esquisse de ce que pourrait être, demain, un imaginaire européen, ou, comme devait le dire Erik Stangerup, « une musique européenne dans laquelle on continuerait à entendre la mélodie danoise, la mélodie française, italienne, allemande ou espagnole ».

Une partie des communications, souvent brillantes, a donc été consacrée à l'évocation de certaines figures exemplaires, littéraires ou historiques qui ont contribué à notre prise de conscience d'une identité européenne : Nietzsche, évoqué par Jacques Sojcher ; Kestler et Kierkegaard par Stangerup ; T.S. Eliot, l'Américain anglicisé, par Olivier Todd ; Fernando Pessoa et Rainer-Maria Rilke par Almeida Faria ; Rabalais, Cervantès et Sterne par Julian Rice, cependant que Michel del Castillo évoquait cette Andalousie du VIII^e siècle où, malgré l'hostilité de l'Eglise, de la Synagogue et de la Mosquée, chrétiens, juifs et musulmans inventèrent un espace de tolérance, de richesse matérielle et de rayonnement spirituel.

De son côté, Pierre Mertens dessinait la figure ambiguë et emblématique de Christophe Colomb, inventeur d'espaces nouveaux mais aussi exploitant sans



vergogne de sa découverte. C'est Nooteboom, le romancier néerlandais, lisait pour sa part un conte où il avait convoqué les étoiles qui composent le firmament européen : non des auteurs qui sont destinés à l'oubli mais leurs personnages — des frères Karamazov à Gargantua, et de Stephen Dedalus à Don Quichotte, — destinés à hanter éternellement les songes des Européens.

Mais avec Régis Debray, avec Lothar Baier, avec Aris Fakinos — lequel adressait aux partici-

pants du colloque une lettre ouverte signée Homère, — le débat sur l'imaginaire se colore de teintes plus franchement politiques : l'Europe peut-elle avoir une âme quand ses origines paraissent la condamner à n'avoir qu'un portefeuille ? Baier n'y croit pas vraiment, craignant manifestement que le fameux creuset européen ne soit destiné à occulter le point central de toute réflexion : la culpabilité allemande dans le génocide.

Debray plaide, lui, avec une allégresse dialectique communicative, pour une Europe qui trouverait son identité à ses marges et à ses frontières et qui saurait ne se passer ni de son Est, l'URSS, ni de son Atlantique, les Etats-Unis. Mais il s'interroge aussi sur le sacré, pour se demander quel Européen d'aujourd'hui est capable de se faire tuer pour les valeurs qu'incarne l'Europe.

C'était une manière d'évoquer aussi l'invitée manquante, l'« autre Europe », dont devaient parler plusieurs intervenants, cette Mitteleuropa, chère à Pierre Mertens, où, dans le quadrilatère Vienne-Berlin-Prague-Budapest, s'élaborent des chapitres capitaux de la civilisation européenne et sans laquelle notre imaginaire européen ne sera jamais que celui du Marché commun.

P. L.

Passage en revues

Littérature, poésie

● Levant, cahier annuel de l'espace méditerranéen, dirigé par Michel Eckhard Elial, se veut un « lieu d'écoute attentive, visant à reconstruire, d'une part, dans la réflexion historique, littéraire et artistique et, d'autre, dans la création vivante, une mosaïque dispersée par le temps et l'espace ». La deuxième livraison de Levant offre un large et beau sommaire, dans lequel se retrouvent les noms de Lorand Gaspar, Adonis (qui établit un parallèle entre Rimbaud et la pensée mystique de l'Islam), Mario Luzi... Notons aussi l'heureuse présence de Herberto Helder, poète portugais contemporain majeur, dont l'œuvre, située dans les parages du surréalisme et d'un certain hermétisme spirituel et existentiel, mériterait plus d'attention de la part des traducteurs et surtout des éditeurs. (Ed. de l'Eclat, Combas, 30250 Sommières, distribution Distique, 95 F.)

● Signalons, avant de quitter cette extrémité de l'Europe, un intéressant numéro (avril) du Courrier de l'Unesco sur « Caméons et les découvertes portugaises ». (UNESCO, Paris, 9 F.)

● Revue du Sud également, Détours d'écriture sait élargir son espace et porter ses regards au-delà du bassin méditerranéen. Après des numéros sur Holderlin

et Perse, voici Byron (1). Plus que des études critiques, ce deuxième cahier propose un ensemble de prose et de poèmes, ponctués par des traductions inédites de Child Harold et de Don Juan, par Patrick Hutchinson, et de quelques inédits (dont l'étonnante préface au premier numéro du Libéral, journal fondé à Pise en 1821 par Byron et Leigh Hunt). (Détours d'écriture, 15, rue Pierre-et-Marie-Curie 13100 Aix-en-Provence, distribution Distique, 120 F.)

● De l'Allemagne à l'Italie, en passant par la Grande-Bretagne, Incendits (n° 15-16) s'est ouvert aux paroles poétiques d'Europe, présentées en traduction et dans le texte original. (Incendits, 11, rue de Varsovie, 93140 Bondy, 60 F.)

● Quelques visages de la littérature ouest-allemande dans le numéro de mai d'Europe, pour tenter d'éveiller une curiosité et un intérêt que les visiteurs du récent Salon du livre de Paris n'ont guère manifestés à l'endroit de nos voisins d'outre-Rhin. (Europe, 146, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris, 75 F.)

● Quittons un instant le Vieux Continent, pour le Japon d'abord, avec la dernière livraison de Phréatique (n° 48) qui présente un dossier dirigé par Ilke Angela

Maréchal. Au carrefour de la science, de la philosophie, des arts et de la poésie, Phréatique, publication du groupe de recherches polytypiques, tente, depuis sa création en 1977, une approche originale des « images de l'homme ». Ce dossier sur le Japon témoigne de ce projet, d'une manière souvent féconde. (Phréatique, 40, rue de Bretagne, 75003 Paris, 70 F.)

● De Saint-Etienne, la revue Aire consacre son huitième numéro à une anthologie de poésie irakienne, présentée par Abdelmalik Chawki, traduite en collaboration avec Mohamed Kacimi. (Aires, 4, rue Rembrandt, 42100 Saint-Etienne, 60 F.)

● Roger Munier présente, dans la livraison de mai de la NRF, une traduction intégrale des Fragments d'Héraclite. (Gallimard, 50 F.)

● Deux jeunes revues, qui rapprochent une commune attention à la haute qualité et beauté, tant du contenu littéraire que de la présentation. Légendes, pour son deuxième numéro, accueille des textes de Jean-Baptiste Niel, Henri Thomas, Henri Raynal, Pierre-Albert Jourdan, Ghislain Sartoris, et des traductions de Wordsworth par Pierre Leyris. (Légendes, 78, rue de la Tour-nade, 95220 Herblay, 50 F.) La Treizième, outre des dessins de

Gijselle Celan-Lestrangé et de Roman Opalka, comporte notamment des textes de Jérôme Rothenberg, Max de Carvalho, Marcel Cohen, François Cheng... qui viennent prendre place dans un ensemble intitulé « Rencontre par la séparation ». (La Treizième, distribution Distique, 89 F.)

● Revue de « récits et fictions courtes », le Serpent à plume en est à son quatrième numéro. Largement ouverte aux auteurs non français, cette publication, originale par sa présentation (une liasse de dix textes non reliés et réunis dans une pochette plastique), s'impose comme l'une des meilleures dans le domaine de la nouvelle. (Le Serpent à plume, 78, rue du Bac, 75007 Paris, 60 F.)

● Signalons enfin, dans Sud, un bel ensemble « autour de Philippe Jaccottet » qui reprend, enrichi et remanié, un numéro double paru en 1980. (Sud, 62, rue Sainte, 13001 Marseille, 130 F.)

P. K.

(1) Le prochain numéro de Détours d'écriture, déjà publié par Editions - à paraître dans la deuxième quinzaine de juin, — sera consacré à Octavio Paz. Il comportera cinq grands entretiens et des poèmes inédits. Le poète mexicain recevra en France dans le courant du mois le Grand Prix Littéraire Tocqueville.



René Jacques

MORGAN SPORTES
Outremer

"Le pouvoir de ce livre, c'est une prose sangnue, corsée, torsadée, pneumatique, puissamment boutée! Désolante et déferlante, gaufree, brochée, hystérique, du nonan de langue holoëte."

Patrick Grainville / Le Figaro Littéraire

"Le lyrisme épique, l'horreur grandiose et l'hallucination dramatique d'Outremer relève d'une absolue nécessité".
Frédéric Vitoux / Le Nouvel Observateur

ROMAN

Le goy
imaginaire

GRASSET

● ECRITS INTIMES

Les exils de Boris Schreiber

Les souvenirs d'un écrivain qui semble venir d'un film de Charlie Chaplin.

LORSQU'UN importun lui demande : « Vous écrivez toujours ? », Boris Schreiber aimerait répondre : « Et vous, vous vivez toujours ? ». S'il n'ose préférer ces paroles élogieuses, c'est moins par timidité que par lassitude. Ses fureurs et ses imprécations, cet écrivain les réserve à la littérature. De sa table de travail, il surveille le jeu des ombres dans les allées du cimetière Montparnasse. Cette proximité de l'éternité mise en bière le rappelle à l'ironie lorsque, parfois, il s'apitoie sur son sort.

C'est lors d'un séjour à New York que Boris Schreiber ressentit la nécessité de rassembler son passé. Ni roman, ni autobiographie, ni journal intime : *Le Lait de la nuit* n'appartient à aucun genre particulier si ce n'est la perfection, car ce livre est tout simplement un enchantement. Né à Berlin en 1924 dans une famille juive russe, jadis aisée, qui avait fui les soubresauts de la révolution d'octobre 1917, Boris Schreiber avait déjà, à l'âge de six ans, connu les rigueurs de l'exil en Allemagne, en Pologne, en France et en Belgique.

A ceux qui s'étonneront de la précision de certains détails, l'auteur répond à l'avance qu'il est « fidèle au souvenir sinon à l'événement ». Le jeune Borinka — c'est ainsi que ses parents l'avaient surnommé — semble échappé d'un film de Chaplin. Mais à l'âge du *Kid*, il est déjà

l'émigrant en quête d'un havre un peu moins précaire que les précédents. Aujourd'hui encore, Boris Schreiber se considère, où qu'il soit, comme un hôte de passage. La seule terre d'asile qu'il ait jamais épousée, c'est la langue française.

Si l'on en croit la légende : au mieux, une mère juive espère avoir un fils bien portant, donc obèse ; au pis, elle rêve de le maintenir *ad vitam aeternam* en totale dépendance. « *L'Yddish mamme* » de Borinka est moins terre à terre. Pour elle, pas de doute, elle a engendré un miracle. « *Crois-moi, mon chéri : tu es unique. Il te suffira d'apparaître pour que les foules s'écroulent à tes pieds* », disait-elle à son fils qui n'avait aucune raison de ne pas la croire sur parole.

« Un amas de solitudes »

Lorsque, des décennies plus tard, Borinka redevenu Boris reprochera à sa mère les promesses non tenues de la gloire, la vieille dame ricanera : « *Il ne fallait pas me croire* » et, perfide, elle ajoutera : « *Tu n'avais qu'à écrire comme tout le monde, et non pas t'enfoncer quelque part où personne ne peut te suivre* ». Mais, justement, Boris Schreiber n'a pas renoncé à ses six ans.

Alors, il tempête et invective les milieux de l'édition et la critique littéraire... « *Jusqu'à quand*



BERENICE CLEVEY

pourront-ils pénétrer mes gouffres sans y tomber ? Je n'arrive pas encore à les éblouir de ce que je m'arrache. A les clouer avec ce qui me trousse », fulmine-t-il un jour, après qu'un éditeur lui a refusé un manuscrit. Presque aussitôt, heureusement, il se reprend grâce à un humour noir dévastateur. On rit beaucoup en lisant Boris Schreiber, mais les rires qu'il déclenche ressemblent à des grimaces.

De toute façon, Borinka, à soixante ans passés, se sent toujours insubmersible car, auprès de lui, veille celle qu'il a surnommée Arris, en souvenir du geste de la femme du sénateur Pactus : l'empereur Claude ayant ordonné à son mari de se suicider, Arris se

poignarda la première en murmurant : « *Ca ne fait pas mal, Pactus* ». Et puis, quand tout vire au gris, Boris Schreiber se souvient qu'enfant il était déjà « *un amas de solitudes* » malgré l'affection un rien oppressante de sa mère.

Borinka et sa mère quittèrent Anvers et la Belgique au bout de quelques mois. Ils allèrent jusqu'à Riga, en Lettonie, où vivaient la plupart des membres de leur famille. Un voyage de pauvres. D'une misère à une autre. Au début des années 30, l'Europe du centre, telle que la décrit Boris Schreiber, est un monde à la dérive qui a perdu ses points de repère. Un peu comme les grands-parents de Borinka qui, ancrés dans leurs souvenirs, sont entrés en agonie. Cette agonie prendra fin onze ans plus tard, dans une chambre à gaz.

« *Nous allons très bien, merci. Tous, les vivants et les morts. Ou plutôt les survivants et les sous-morts. Car, paradoxe, les survivants sont moins que les vivants et les sous-morts sont plus que les morts* ». Telle est presque la conclusion de Boris Schreiber : cet écrivain qui appelle le futur à la rescousse en regardant, de sa fenêtre, le présent se défaire dans le cimetière Montparnasse.

PIERRE DRACHLINE.

★ *LE LAIT DE LA NUIT*, de Boris Schreiber, François Bourin, 256 p., 90 F.

Le pays d'écriture d'Yves Peyré

Le rêve d'un paysage, d'une maison, d'une bibliothèque.

RÉCIT immobile, tentative de récréation littéraire d'un paysage et d'un lieu que l'âme a suspendus à la croisée du temps et de l'espace : ainsi apparaît la *Bibliothèque de Belmont*, d'Yves Peyré. S'il fallait établir une équivalence, et à supposer que celle-ci puisse avoir quelque pertinence, c'est à certaines œuvres du Lorrain, de Corot ou encore de Cézanne que l'on pourrait songer.

A l'extrême sud du Beaujolais, à la limite du Lyonnais, dans ce paysage qui entretient une « parenté mythique avec la Toscane », se trouve le village de Belmont. « *La maison est là, donnée au monde, avouée à la manière d'une confidence...* » Sur le linteau de pierre, une date est inscrite : 1735. Mélange de noblesse et de rusticité, lieu de paix et de

retrait, cette maison a un centre, un cœur, que l'un des propriétaires lui donna, plus d'un siècle après sa construction, en 1872 : la bibliothèque.

Ces trois étapes — le paysage, le village et la maison, la bibliothèque — entre lesquelles le narrateur évolue, cherche une cohérence, « *rêve à une autarcie devenue possible* », forment un cercle parfait, soustrait à l'univers de l'agitation ordinaire.

Le paysage d'abord, qui n'est pas simplement le décor, la toile de fond sur laquelle l'esprit et l'action de l'homme viennent se découper. Paysage qui, dans son intemporalité, est espace primordial, baigné d'une lumière que seul l'agencement de la nature a le pouvoir de modifier. La maison, ensuite, qui a son histoire et sa

permanence, dans laquelle le temps et la vie de ceux qui l'ont habitée et aimée se sont écoulés : « *Tant de la cour que du jardin, le monde extérieur nous apparaît lointain, et même intrus, puisque, ici, dans les limites de notre espace clos, rien de ce qui est désirable ne semble avoir été oublié* ».

La bibliothèque, enfin, lien mental autant que matériel, répondant à la tendance « *romantique et romantisme* » de celui qui la conçut, comme « *nécessaire ponctuation* » venant mettre « *un terme à l'expansion architecturale* ».

Le cercle se ferme ici. Le rêve immobile et hors du temps qui a le livre et la littérature pour supports rejoint le monde qu'il a toute latitude de recréer, d'inventer ; comme la lumière surna-

relle que le génie du Lorrain fait naître et vibrer.

Ce pays d'écriture qu'Yves Peyré a dessiné et sur lequel il fait indéfiniment varier la lumière, la lecture nous y fait pénétrer. Mais d'où vient cette impression de froidure au sein même de la plénitude, de la « *douceur d'être* » ? D'une distance peut-être trop maintenue face à cet espace d'« *autosuffisance* », d'une « *mesure* » qui accorde toute chose et souffre de se vouloir trop parfaite.

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ *LA BIBLIOTHÈQUE DE BELMONT*, d'Yves Peyré, Champ Vallon, 150 p., 89 F.

— Yves Peyré publie également un court récit de voyage, *Voyage rétrograde*, Ed. du Lézard (6, rue des Tanneurs, 26200 Montélimar), 42 p.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

« Zuki zuki »

(Suite de la page 17.)

Il est devenu cet être « séparé » que les mots requièrent plus fortement que les choses. Proust et Sartre ont tout dit sur cette béatitude maudite. On se sent coupé des plaisirs simples où se vautrent les autres, qui nagent dans le langage sans s'interroger à chaque phrase sur le principe d'Archimède. D'un sens, le grand doute nominaliste de l'écrivain-né permet d'accéder à un stade supérieur de vie ; mais allez le faire comprendre aux fidèles alentour !

Il ne suffit pas de se savoir écrivain ; encore faut-il le devenir socialement en amoncelant des livres, dont le public n'éprouve pas forcément le besoin. Le roman de Weyergans est une réflexion cocasse sur cette antichambre de la création littéraire. Généralement, ce passage plus ou moins obligé dans l'existence d'un auteur se situe à ses débuts. Ce n'est pas le cas. Weyergans en est à son sixième titre. Il a commencé dans la confiance relative à l'égard de son art. *Le Pitre* évoquait une psychanalyse retorse, dans la prolixe. Française, Français, qui s'appelaient à l'origine « les Figurants », agençaient des petits destins tout en « balayant » le siècle, comme disent les pubs, en « professionnel » qui ne se pose plus de questions existentielles ou de méthode.

A Vie d'un bébé marquait une certaine régression, ainsi que l'indique le titre. Sans doute l'auteur traverse-t-il une période de circonspection. Cela arrive, dans une vie d'écrivain. Les plus grands ont observé ce genre de pause en cours de route, et souvent sur le même ton de l'ironie.

Comment ne pas penser à Paludes, qui arrive relativement tard dans l'œuvre de Gide ! *Je suis écrivain* appartient tout à fait à cette famille de sottises sans début ni fin, sans queue ni tête, et d'où s'échappe, en moqueries, une espèce de « pourquoi la littérature ? » qui vaut bien des traités savants.

La littérature ne serait-elle pas une veste blague, une grosse bêtise, comme le *Daluse* japonais, qui veut aussi dire « Dieu » ? La question n'est pas posée, elle s'impose. Kyoto remplit ici le même rôle que la banlieue où se perd le narrateur de *Paludes*, après avoir rêvé de voyages lointains. Les deux livres se ressemblent par leur portance. Gide ne savait pas faire ses malles. Sa vie fut pleine de départs remis pour cause de migraine, d'éternuement, de houppe de laideur. Ce n'est pas affaire de douilleterie. C'est que les motifs de s'en aller et de rester là où l'on est s'équivalent, comme ceux d'entreprendre ou non un livre.

DANS *Paludes*, les projets se chevauchent et s'annulent. La procrastination règne (voir ce mot, dans tous les bons dictionnaires). Le fleuve se perd dans l'estuaire des amours éteintes, des bonnes œuvres, des visites au jardin des Plantes, où s'agite, méconnu, un certain Potamogéton, dont l'importance, bien sûr, tient à son drôle de nom.

Pour Weyergans, les mots-fétiches, ceux qui, tous comptes faits, le renvoient au devoir d'écrire, s'appellent « *mestodonte* », « *ornithorynque* », « *potamochère* », ce dernier jouant, dans le bizarre, le « *potamogéton* » gidein. Au marais grouillant où venaient se dissoudre les fleurs adorables et les résolutions fanées de Gide le symboliste, Weyergans substitue le verglas d'Anchorage, où le voyageur change moins de contrée qu'heure, ne sachant plus de quel côté de l'avion se lèvera un soleil aussitôt recouché.

Pour quel profit, cette harassante gageure du Livre ? Impossible à dire. Pour notre édification et notre jouissance, à coup sûr ; la vraie jouissance, celle pour laquelle l'amuseur paie de sa personne, non sans douleur lancinante, *zuki, zuki*, clown écroulé dans la sciure, pétrassé !

★ *JE SUIS ÉCRIVAIN*, de François Weyergans, Gallimard, 186 p., 78 F.

JACQUES HASSOUN
Les passions intraitables
Il s'agit donc de suivre à la trace à travers les romans, les essais ou la poésie l'histoire politique et sociale des schèmes psychanalytiques qui ont été les moteurs de ce qui se présente sous l'apparence de la passion.

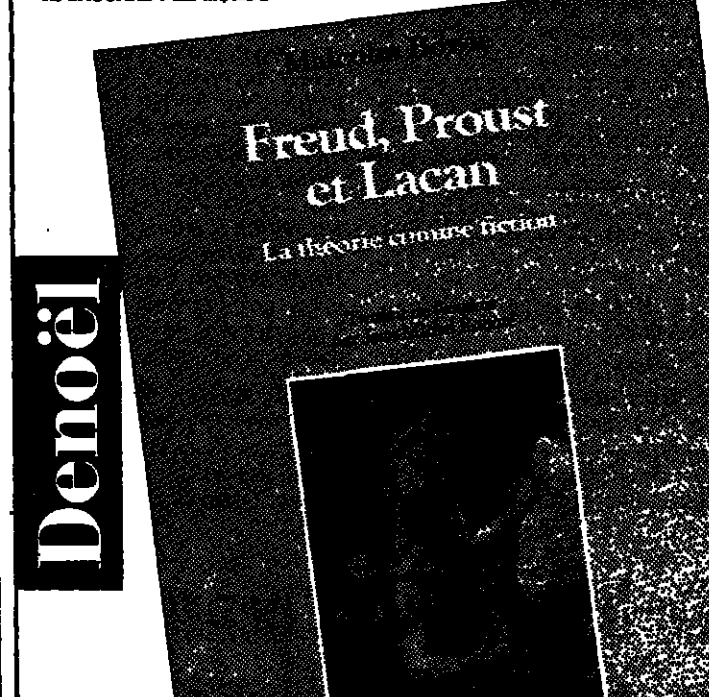
NICHOLAS RAND
Le cryptage et la vie des œuvres
Étude des secrets dans les textes de Flaubert, Stendhal, Balzac, Daudet, Gide, George, Edgar Poe, Francis Bacon, Heidegger et Freud. Comment évaluer le secret de l'œuvre ? Comment déchiffrer la langue de l'énigme ? Interrogations qui mènent à une forme de lecture où l'inspiration psychanalytique donne le secret enfoui pour le révéler.

Aubier

L'ESPACE ANALYTIQUE

« La connaissance comme passion illicite... »

R. JACCARD / LE MONDE



PUBLICATION JUDICIAIRE

La première chambre du tribunal de grande instance de Paris a, par jugement du 2 mars 1988, condamné Myrtille BUTTNER à payer à Tahar BEN JELLOUN et aux Éditions du Seuil, à chacun, le franc symbolique qu'ils réclamaient à titre de dommages-intérêts pour avoir abusivement engagé à leur égard une action en contrefaçon visant le roman *La Nuit sacrée* dont ils sont respectivement l'auteur et l'éditeur.

Le jugement du 2 mars 1988 a été confirmé par arrêt de la cour d'appel de Paris en date du 1^{er} mars 1989.

Bibliothèque des SCIENCES HUMAINES

Ibn 'Arabî
ou
La quête du Soufre Rouge
par
CLAUDE ADDAS

nrf
Éditions Gallimard

« De Mureie à Damas, les "stations" mystiques du grand maître spirituel arabe... Le lecteur reste ébahi devant cette vision du monde et de la création saisis dans leur réalité vivante aussi bien que dans la lumière qui doit les guider et les attendre »
André Miguel Le Nouvel Observateur

● PHILOSOPHIE

La généalogie du savoir

« Vous vous proposez de construire une nouvelle discipline, l'analyse des complexes discursifs », qui tente de fonder méthodologiquement l'histoire des « systèmes de pensée ». Cette ambition rappelle celle de Michel Foucault, dont vous dites que la grandeur a été « l'examen lucide de son échec ». Pourquoi cet échec selon vous, et en quoi votre entreprise se distingue-t-elle de la sienne ?

— Je considère Foucault comme l'introducteur d'un nouveau style de questionnement dans l'histoire des événements discursifs plutôt que comme l'inventeur d'une méthode d'analyse des mouvements complexes qui en règle les apparitions. L'affirmation puis la réévaluation du projet de méthode (voir Barthes) sont un phénomène régulier chez les théoriciens de cette génération. Il s'agit aujourd'hui de faire en sorte que cette incitation ouvre sur des positivités négociables dans le présent de la conscience historique — sur autre chose et plus qu'une « archéologie », qui est en bien des sens, aujourd'hui, la métaphore d'une histoire enterrée.

— Il faut donc « oublier » Foucault ?

— Non. Mais il faut une méthode plus organique, un protocole logique plus fort, une descente plus réelle dans la technicité des domaines scientifiques, une élaboration plus consistante des

concepts descriptifs, un souci définitionnel ; il faut un divorce avec les énumérations suspensives dont foisonne chez Foucault l'exposé des intentions exploratoires, une rupture avec l'arbitraire de certains critères de cohérence, une reproblématisation complète des conditions mêmes de toute périodisation ; il faut une critique du retour subreptice, au sein de son propre vocabulaire théorique, des notions (telles que « formation » ou « configuration » discursives) qui évoquent encore, en dépit des précautions dont il les entoure, la représentation d'ensembles clos et délimités renfermant de l'homogène.

Métaphore et métonymie

— Vous prenez pour point de départ les travaux d'un grammairien du XVIII^e siècle, Du Marsais, et ceux d'un linguiste du XX^e, Jakobson, auquel vous empruntez votre problématique, notamment l'opposition entre métaphore et métonymie comme « double racine du principe de classification ». Pourquoi ce privilège accordé à la science du langage, privilège qui rappelle le structuralisme des années 60 ?

— Du Marsais est le premier théoricien des tropes, c'est-à-dire des figures de mots, telles que la métonymie ou la métaphore, qui ait inscrit dans sa classification la

Rencontre avec le philosophe Patrick Tort : une nouvelle façon de concevoir l'histoire des idées

représentation de l'origine et de la filiation de ces figures primitives du langage, antérieurement à la codification grammaticale de la langue. Indissociables des commencements de la nomination, les tropes étaient de ce fait les premiers outils langagiers du classement d'objets. Parmi eux, la métonymie et la métaphore sont en position d'origine et de matrices, ce que confirme à sa manière Jakobson dans sa théorie de l'aphasie.

— Réfléchir sur la classification des tropes chez Du Marsais, c'est ainsi s'interroger sur la classification des racines mêmes de la classification, au moment même où celle-ci, sous la fixité scolastique de son catalogue (faisant jouer le système des ressemblances, donc le schéma d'ordination métaphorique), produit les indices de parenté généalogique (faisant jouer le schéma métonymique de l'engendrement et de la dérivation) qui vont dessiner les premiers linéaments d'une autre théorie du langage, d'une autre appréhension de l'origine, et d'une autre pratique de la classification. Dégager les gestes initiaux des théories et des pratiques de la classification ne constitue pas en soi un acte à ranger dans la rubrique du « structuralisme », surtout lorsqu'il s'agit d'en extraire le seul

substrat d'une théorie de la genèse et de la succession historique des complexes de discours, laquelle obéit par ailleurs à d'autres déterminismes.

— Vous avez beaucoup écrit pour combattre la sociobiologie, notamment la *Pensée hiérarchique et l'évolution* (Aubier, 1983) et *Misère de la sociobiologie* (PUF, 1985). Vous travaillez en ce moment au *Dictionnaire du darwinisme et de l'évolution*, (en préparation aux PUF). Quel rapport y a-t-il entre vos études sur la *Raison classificatoire* et ces préoccupations ?

— Dans la *Pensée hiérarchique*, j'étudiais la plus grande figure moderne d'une pensée de la généalogie : le darwinisme, et je démontais les mécanismes de son détournement idéologique dans la synthèse libérale-évolutionniste de Spencer. La plus grande pensée de la variabilité se figeait ainsi indûment en pensée de la hiérarchie. Dans *Misère de la sociobiologie*, je poursuis la réfutation de ce détournement sous ses formes actuellement résurgentes (et indigestes : voir de Benoist, Christen et la « nouvelle droite »). Dans la *Raison classificatoire*, j'étudie le phénomène inverse de la subversion des grands dispositifs fixistes (scolastico-métaphoriques) de la

taxinomie par le schéma de la dérivation (généalogico-métonymique).

Le grand jeu des dominances

— Vous soulignez en effet que l'histoire des sciences présente une alternance entre des approches « systématiques » et des approches « généalogiques ». Le structuralisme, en linguistique, relevait du premier genre, le darwinisme, en sciences naturelles, du second. Ces deux approches ont-elles la même valeur scientifique ?

— Voyez les grands inspirateurs du structuralisme eux-mêmes : Saussure, qui insiste sur la nécessaire complémentarité des deux approches ; Propp, qui avoue que sa « morphologie » n'est que le prétexte au travail vraiment « intéressant » : l'interprétation historique des formes et de leur succession ; Jakobson, projetant dans l'histoire de l'esthétique l'opposition/alternance des schèmes métaphoriques et métonymiques, intuition à laquelle j'ai tenté de donner dans ce livre des fondements rectifiés et des applications logiques élargies.

— Une histoire des sciences (ou des « idées ») peut-elle se concevoir en dehors d'une histoire des conditions de la production intellectuelle ? Autrement dit, suffit-il d'analyser les textes scientifiques pour rendre

compte de leur succession historique ?

— Ma théorie de l'oscillation nécessaire entre moments « historiciste » et « systématique » de l'histoire des complexes discursifs pose un cadre général de possibilités lié aux structures élémentaires de la pensée, mais n'implique aucun mécanisme étroit dérivant de ces structures. Le grand jeu des dominances est gouverné par des rapports de forces historiques qui déterminent des systèmes adverses. La nature de la « période » est donnée par la puissance relative des forces qui s'affrontent autour des enjeux.

— L'histoire des complexes discursifs repose sur l'analyse des inscriptions logiques, rarement directes ou « linéaires », de tels affrontements. En tant que dépassement de l'opposition doctrinale entre « méthode historique » et « méthode structurale » vers une complémentarité qui s'accorde avec les conditions mêmes de la raison classificatoire appréhendant ses objets, l'analyse des complexes discursifs réalise un geste méthodologique cohérent avec les attentes qui résultent, aujourd'hui, de la réception de tous les projets de synthèse interprétative dans les sciences de l'homme et de la société.

Propos recueillis par THOMAS FERENCZI

★ LA RAISON CLASSICATOIRE, de Patrick Tort, Aubier, coll. Résonances, 572 p., 195 F.

Le banquet des penseurs

Un essai insolent et drôle de Michel Onfray sur les habitudes alimentaires de quelques philosophes éminents.

DIS-MOI ce que tu manges et je te dirai qui tu es. Impossible d'imaginer Wittgenstein atablé à l'arrière d'un restaurant gastronomique ou Freud en train de commander du champagne dans un bar viennois ; le premier ne mangeait que du pain de seigle accompagné de fromage et le second hésita à adhérer à une ligue anti-alcoolique. Quant à Baruch Spinoza, la rigueur de son alimentation ne le cédait en rien à celle de l'éthique : une soupe au lait accommodée avec du beurre et un pot de bière lui suffisaient amplement.

Eût-il suivi le puritanisme de quelques-uns de ses maîtres que Michel Onfray, jeune philosophe bafreux, n'aurait pas été victime à vingt-huit ans d'un infarctus. Sommé par une diététicienne aux allures d'anorexique de se convertir à l'herbe et aux légumes verts, c'est-à-dire à la sagesse, il se lança dans la rédaction de cet essai insolent, drôle et original : *Le Ventre des philosophes*.

Kant et le goût des estaminets

Le penseur le plus radical invité au banquet imaginaire de Michel Onfray est Diogène le Cynique : son esthétique de la négation se manifeste par un nihilisme alimentaire : « Le premier principe de la diététique cynique est le cru », écrit Onfray. Là où les autres consomment du cuit, il veut le sang, la viande gorgée ; aucun préjugé ne résiste au cynisme de Diogène, et une seule règle le guide, celle de son plaisir, plaisir qui ne se conçoit pas hors du retour à une vie simple, frugale, naturelle (l'eau est le symbole de l'ascèse cynique).

Certains prétendent que Diogène prit congé de l'existence en retenant volontairement sa respiration. D'autres affirment qu'il aurait trépassé après avoir avalé un poulpe cru. Toujours est-il qu'il exigea d'être jeté, une fois mort, dans un fossé, sans sépulture. Dévoré par quelque animal, il participerait ainsi au cycle naturel, se confondrait avec les éléments.

Rousseau, dans sa critique du luxe, de l'inutile, du superflu,

n'est pas loin de Diogène ; il souhaite que chacun soit servi par tous et qu'on invite le paysan qui passerait au loin. On ne lui proposera pas de viande, mais des laitages, car la cruauté est liée à un régime carnivore. L'équation rousseauiste, note Michel Onfray, est simple : carnivores-guerriers contre végétariens-pacifiques. Mais, ajoute-t-il, Diogène est le seul à être conséquent : il fait l'apologie du naturel, sans commente d'impair logique ; il justifie le cannibalisme et la consommation de chair crue qui sont les pratiques alimentaires à l'origine de notre humanité.

Aux théories spartiates de Rousseau, on pourrait accoler celles de Kant, qui intitule un chapitre de sa *Métaphysique des mœurs* : « De l'abstinence de soi-même par l'usage immodéré des plaisirs et de la nourriture ». S'il n'y avait chez l'austère penseur un goût prononcé pour les estaminets : il y buvait parfois plus que de raison au point de ne pouvoir retrouver son domicile de Königsberg. L'alcool, disait-il, contribue à l'harmonisation des rapports humains. En outre, jugeant nocif de manger seul, Kant n'hésitait pas à envoyer son valet quérir le premier passant pour l'inviter à partager son repas. Adepte d'une diététique précautionneuse, Kant ne dissipera pas ce que les cuisiniers nomment aujourd'hui le « capital-santé » ; mais, parvenu à un grand âge, il ne s'en félicitera pas : « L'art de prolonger la vie humaine, écrit-il, nous amène enfin à n'être que toléré parmi les vivants, ce qui n'est pas précisément la condition la plus réjouissante. »

Avec Nietzsche, nous voici en présence d'un philosophe qui prône exactement le contraire de ce qu'il fait : il maudit la cuisine allemande, mais supplie sa mère de lui faire parvenir à Sils, à Turin ou à Nice de la charcuterie. Il rédige l'*Antéchrist* sous un chaquet de saucisses, oubliant sa devise : « J'estime un philosophe dans la mesure où il est capable de fournir un exemple ». A pareille aune, commente Onfray, « Nietzsche est discrédité. Jamais il ne mettra en pratique la diététique qu'il théorise. »

Au savoureux banquet philosophique dont Michel Onfray est le maître de cérémonie, on croquera aussi Charles Fourier, Marietti le futuriste (qui pense que la renaissance de l'Italie passe par l'abolition des pâtes), et Sartre, qui mange n'importe quoi, n'importe quand, n'importe comment, avec une préférence cependant pour les repas riches en charcuteries, choucroutes et gâteaux au chocolat. Bref, un exemple à ne pas suivre pour Michel Onfray, dont on veut croire qu'après son infarctus il nous donnera encore d'autres essais aussi dégraisés de calories culturelles et riches en vertus apéritives.

ROLAND JACCARD.

★ LE VENTRE DES PHILOSOPHES, de Michel Onfray, Grasset, 243 p., 90 F.

L'Ogre et le Petit Poucet

Pour François Coupry, notre goût de la minceur traduit l'étroitesse de nos idées...

FRANÇOIS COUPRY est de ces écrivains qui ne se contentent pas du col et ourdisent leur œuvre loin du tapage, libres de toute allégeance et, de préférence, à rebours des modes et des conventions. Auteur d'une dizaine de romans et récits et de quelques essais, ce « touche-à-tout » arpente la littérature avec des bottes de sept verbes et un appétit qu'attestent l'éclectisme de ses préoccupations et l'ampleur de son champ d'inspiration.

Une telle appétence pour la vie devait tôt ou tard le conduire à une réflexion sur nos mœurs de table et, subséquemment, à l'analyse des rapports que nous entretenons avec notre corps. C'est chose faite avec cet *Eloge du gros dans un monde sans consistance*, allégre essai matiné de fiction qui débute comme un scénario de

cinéma, se développe selon l'art de la dialectique cher aux platoniciens et débouche sur un échange succulent entre l'Ogre et le Petit Poucet à propos de l'extase que procure la consommation d'une tasse de chocolat chaud...

A l'exemple de Diderot, qu'il cite en exergue, François Coupry, spécialiste en fricassées littéraires, n'hésite pas à évoquer le vrai pour éclairer le fictif, tandis qu'il recourt au fictif pour démasquer le vrai. Espiègle, il se ment joyeusement dans le paradoxe, mais prend soin d'étayer son argumentation d'une solide et bienfait confondante érudition. Ainsi, pour démontrer que, dans notre course effrénée vers la minceur, vers cette image idéale, « angélique et asexuée » qu'impose l'époque, notre cerveau s'est rétréci à mesure que se réduisait notre appétit, il revisite notre histoire (alimentaire) et soulève les couvercles des casseroles jusque sur la table du Roi-Soleil.

« Il faut donner de la graisse à nos pensées »

Avant de « dénoncer la maigreur vitale de notre monde qui se donne la diététique comme alibi », François Coupry recense les visions culturelles et historiques du gros à travers les personnages de Gargantua, Falstaff, Portos, Louis XVI qui, le premier, aurait connu les affres de la boulimie. Patience surtout, le syndrome de l'anorexie ne saurait tarder à se manifester. Il suffira que, progressant dans le temps par petits bonds facétieux, l'auteur déboule enfin à l'orée de notre siècle où la cuisine se met à se penser et où « manger devient une réflexion ».

Mais le propos ne se réduit pas ici à un inventaire des gros ou à l'exploration de nos frichis — noble, paysan, bourgeois, — pour finir par la « nouvelle cuisine » d'aujourd'hui. Ayant mis les pieds dans le plat, François Coupry tient à mettre les points sur les « i » de toutes nos hérésies. Il nous déshabille donc et constate que, dans nos sociétés occidentales où « manger, c'est vieillir », à force d'osciller entre anorexie et

boulimie, à force d'aspirer à l'harmonie et à la perfection, obnubilés par les nouveaux « catéchismes », que sont les livres de régime, « nous sommes devenus beaux et sages comme des images ». Victimes consentantes d'une « irrésistible évolution biologique et esthétique vers l'uniformisation des corps, leur absence de forme, leur hermaphrodisme », nous nous retrouvons conformes, c'est-à-dire artificiels, médiocres : « en toc ».

Pourtant, il y a plus grave encore si l'on considère les épiphénomènes de cet aménagement corporel, car c'est un rétrécissement tout azimut qui apparaît alors : nos corps minces, plats, nourris d'une « cuisine démocratiquement minimale », sont à l'image de la civilisation vaine et créneuse, toute de faux-semblants, qui les abrite. Ils ne font que refléter l'étroitesse de nos idées, de nos aspirations, de nos savoirs, ils trahissent nos passions parcimonieuses, notre défaut d'envie-gre. Et c'est là que Coupry s'insurge, qu'il prône l'urgence d'une révolution intime et personnelle, qu'il nous exhorte à changer de vérité, à oser la contradiction, la velléité, la démesure. « Soyez ce que vous êtes réellement : multiple... Ce que vous perdez en reconnaissance sociale, en admissibilité dans la cité, vous le gagnerez mille fois en trouvant un lieu, en vous, avec l'immensité des possibles cosmiques. »

« Il faut donner de la graisse, des plus, des replis, des culottes de cheval, de l'estomac à nos paroles, à nos pensées », insiste-t-il. Sous couvert de fantaisie et de provocation, c'est bien là une invite à la liberté, et l'on peut gager qu'à lire ce « manifeste pour une dilatation de soi », le lecteur ne courra qu'un seul risque, celui d'être contaminé par la vivifiante générosité de l'auteur. Et si la contagion pouvait s'étendre, traverser les frontières, devenir épidémie qui gagnerait le monde, quel progrès !

ANNE BRAGANCE.

★ ELOGE DU GROS DANS UN MONDE SANS CONSISTANCE, de François Coupry, Robert Laffont, 240 p., 89 F.

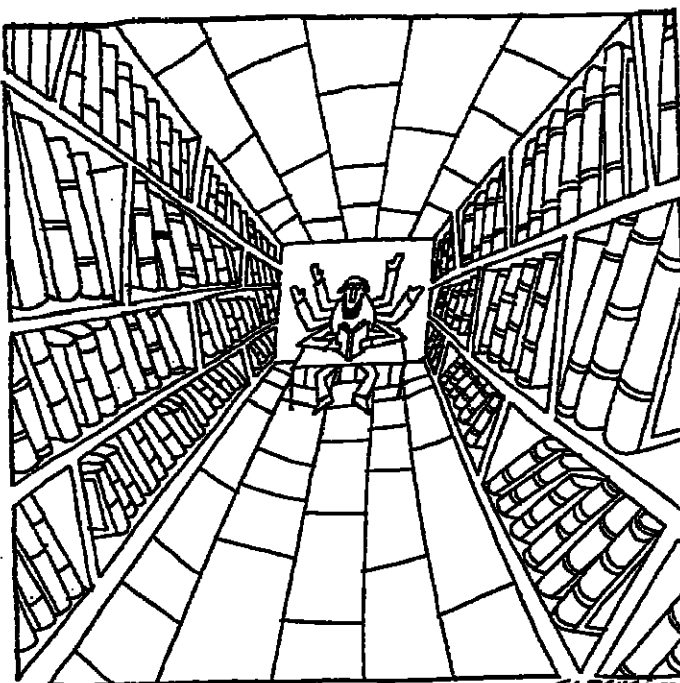


Illustration extraite des *Songes érotiques* de Pantagruel. Sous ce titre paraissait, en 1565 à Paris, une série de cent vingt planches trompeusement attribuées à François Rabelais (mort douze ans plus tôt). Ce recueil serait en fait l'œuvre d'un certain François Desprez. (Introduction de Michel Jeanneret, Édition VWA, CP 172, 2301 La Chaux-de-Fonds, Suisse, 170 p., 120 F.)

NOUS

Ernst Cassirer, héritier des Lumières

DANS cette multiplicité apparemment infinie de phénomènes, et dans leurs variations sans nombre, l'idéalisme critique de Cassirer vise à dégager « une sorte de grammaire et de syntaxe de l'esprit humain, un relevé de ses diverses formes et fonctions, ainsi qu'un aperçu des règles générales qui les gouvernent ». Refusant le



Sous le titre *Iddée de l'historia*, l'excellente collection « Passages », que dirige Ernst Wiesmann, publie les textes de dix conférences prononcées par Ernst Cassirer dans les dernières années de sa vie, entre 1936 et 1944. Certaines sont totalement inédites, d'autres, qui ont déjà fait l'objet d'une édition américaine, sont ici introduites par la première fois. Ces textes brefs, d'une lecture aisée, nous introduisent pas à pas dans l'immense travail que Cassirer a fait de l'œuvre. Leur premier mérite est de constituer, pour un lecteur qui n'est pas familier de la pensée de Cassirer, une première vue d'acces encore si abordable que *l'Essai sur l'homme*, ce chef-d'œuvre de philosophie des formes symboliques. Ces conférences concernent par ailleurs d'intéressantes esquisses concernant Pétrarque, Marcelle Ficin, Pic de la Mirandole ou bien Descartes.

— La *Philosophie des Lumières* (1932), traduit par Pierre Quillet chez Fayard (1966), a été réédité dans la collection de poche à Agnès en 1986. La plupart des œuvres traduites en français ont été publiées dans la collection « Série communisme » dirigée par Raymond Bourdieu au cours des années 1970, notamment en 1978, *Essai sur l'homme* (1944), qui condense les analyses des trois volumes de la *Philosophie des formes symboliques*, publiés respectivement en 1923, 1925 et 1929, et traduit en français en 1972. Le *Débat sur le kantisme* entre Cassirer et Heggeler (Devos 1928) a fait l'objet d'une édition due à Pierre Aubenque (1972). Il faut enfin signaler que l'œuvre à laquelle Cassirer a consacré l'essentiel de sa vie, le *Problème de la connaissance* (1902) n'a pas été traduit en français, ce qui nous laisse donc les quatre volumes sans pour pas respectivement des temps modernes dont les trois premiers ont été traduits en 1977, 1979, 1980 et 1980, ni pas encore été traduite l'exception en 1902. Quant à la *Philosophie des formes symboliques*, elle a été traduite du tome III, les *Systèmes post-kantiens* (Presses universitaires de Lille 1983).



**LIBRAIRIE VIRGIN MEGASTORE.
QUE LES LIVRES
NOUS ÉLÈVENT ET NOUS TRANSPORTENT !**

مكة امه الاصل

● LETTRES ITALIENNES

Moravia, l'homme disponible

Fidèle à sa manière, l'écrivain italien donne un roman théâtral, « le Voyage à Rome ».

QUAND Alberto Moravia me parle de la jalousie, dont il me donne une belle définition — « La jalousie est une forme négative et douloureuse de la connaissance » — et qu'il me raconte toutes les folies et les souffrances de la jalousie, sentiment dévastateur qu'il a éprouvé très tard dans sa vie, j'ai l'impression qu'il suit le fil rouge de son dernier grand roman, *le Voyage à Rome*.

Il me cite même l'exemple d'un jaloux qui signait à la craie la semelle des chaussures de sa femme, pour qu'elle ne puisse pas sortir de chez elle... Et, de ce geste romanesque, qu'il aurait pu inclure dans son livre, il revient à sa propre vie, à ses tourments de jaloux qui va jusqu'à faire suivre sa maîtresse par un privé, à cet enfer de l'amour où seule une connaissance totale, mais impossible, de l'être aimé serait le baume qui guérirait le cœur déchiré de jalousie. Car la connaissance, en l'occurrence, n'est pas seulement la jalousie mais la passion amoureuse, qui se nourrit d'ombres et de mystères.

Cette descente aux enfers vécue par l'auteur, retranscrite et transfigurée dans la création littéraire, nous donne aujourd'hui l'un des plus forts livres de toute l'œuvre (plus de cinquante ouvrages) de Moravia. Un roman qui renoue à la fois avec *les Indifférents* (1929) et *l'Ennui* (1960). Une très grande année, pour un cru inégal ces derniers temps, dans les riches vignobles du génère bouillier des lettres italiennes : couleur dense et brillante, avec une belle complexité d'arômes primaires ; bonne attaque en bouche, puissant et souple, il peut se faire nerveux et corsé ; 1989, pour l'édition française que René de Ceccatty nous livre avec tout le bouquet et le racé original, est décidément une année exceptionnelle pour le château-moravia !

Quatre-vingt-deux ans de vie, soixante ans de publications : et une vigoureuse créativité renouvelée où, à tous les états d'âme qui se combattent dans ses livres précédents, l'ennui, l'attention, la désol-

beissance, le mépris, l'indifférence, s'ajoute aujourd'hui, et en force, la jalousie. Et si l'on voulait, en une phrase, résumer le roman, on pourrait dire : un fils resté jaloux de sa mère fait un voyage pour retrouver son père resté jaloux de sa femme. C'est un règlement de comptes avec le passé, une recherche sans faux-fuyants de la mère morte, à travers le souvenir et d'autres femmes. Inévitablement, cette recherche de la mère dans l'espace et le temps rappelle *Arcobelli* d'Elsa Morante. Sur le mode inquisiteur et érotique, chez Moravia ; sur le mode sacrificiel et funèbre, chez Morante.

Quinze ans après

Mario, vingt ans, n'a pratiquement pas connu son père, Riccardo De Sio, agent immobilier prospère ; il avait cinq ans lorsque ses parents se sont séparés et que sa mère l'a emmené avec elle à Paris. La mère meurt, jeune, d'une péritonite, et le fils vit chez un oncle commerçant en vins. Jusqu'au jour où, quinze ans après, son père inconnu lui envoie un billet d' avion, aller simple, pour le rejoindre à Rome. Jeune bourgeois se qualifiant de poète — et découvert puisque son œuvre est faite depuis belle lurette : il s'identifie à Apollinaire, — Mario vit dans une totale disponibilité : et c'est en homme « disponible » (cet adjectif revient presque aussi souvent dans le roman que « indifférent » dans *les Indifférents*), donc lié ou engagé par rien, flottant au gré des événements et des rencontres, loin des limbes mélancoliques de l'ennui, qu'il accepte l'invitation de son père et devient ainsi le moteur et le révélateur des actes et des gestes.

Bien vite, le fils sera pris d'une fureur inquisitoriale, soumettant le père à une grêle de questions pour reconstituer, comme on le fait d'un crime, la scène refoulée de son enfance : l'associé de son père faisait l'amour avec sa mère sur le divan de la salle à manger ; et la mère, à cheval sur les genoux d'un homme, s'offrait, impé-

rieuse, aux regards du bambin Mario, jusqu'à l'accomplissement du coït. La porte battant la scène avait été laissée ouverte par son père et par sa mère. Pourquoi ? se demande Mario, qui entraîne son père dans la reconstitution.

Perversité ? Indifférence ? « Comment avez-vous pu ne pas penser à moi ? » Et, à partir de ce cri du cœur qui sillonne comme un éclair un des plus beaux passages de toute l'œuvre de Moravia — dans le noir, à la lueur d'un briquet tenu par le fils devant le visage, le masque, plutôt, tourmenté du père. — Mario quitte peu à peu son rôle de marionnette pour entrer dans la peau d'un homme qui dit non et fuira sciemment son passé impossible à rejoindre. Et, par un mouvement inverse, le père qui se croyait le montreur de marionnettes se prend de plus en plus à son propre piège.

Mario se délivrera de sa jalousie morbide, son père ne cessera de s'y enfoncer. Le premier abandonnera sa quête incestueuse ; le second, mû par une jalousie confiante à la folie, continuera de choisir des amants pour sa nouvelle épouse afin de ne pas être complètement exclu de sa vie, rejeté dans une « vie parallèle ». Le père, qui rêvait de reconstituer une petite famille bien bourgeoise avec le retour du fils, échoue. Les masques et les rôles tombent : la comédie de l'amour filial est bien finie. Et les marionnettes coupent leurs fils où le marionnettiste continue à se prendre les pieds et le cœur.

Baudruches grotesques

Fidèle à sa technique depuis 1929, Moravia nous donne un roman théâtral : les lieux sont réduits au minimum et la forme dialogique est dominante. Les mises en scène sont à la fois dramatiques et burlesques sur les planches éternelles de la bourgeoisie romaine. Si le fils se prend d'abord pour Apollinaire, le père se prend pour Othello et l'ago à la fois ; et tous deux ne sont que des jouets dans le royaume marginal des femmes. Les schémas freu-

diens sont gonflés comme des baudruches grotesques et éclatent en répandant leur jus de mangue sur un mouchoir où l'on croit découvrir une tache de sperme...

Rarement Moravia aura été aussi bon, aussi léger, aussi profond. Mario est bien le jumeau de Michele, le premier personnage de son œuvre ; dans une même angoisse existentielle, la vieille indifférence est devenue juvénile disponibilité. Soixante ans de métier et de vie pour que les blessures les plus intimes d'un écrivain viennent à la surface de l'œuvre et l'éclaircissent tout entière.

Une seule chose me chiffonne, sans vouloir chicaner : Moravia s'est trompé de titre. C'est la première fois que cela lui arrive. Non que *le Voyage à Rome* ne soit un titre séduisant, mais le sens qu'a voulu lui donner l'auteur ne convient pas au roman. Mario, qui va à la recherche de sa mère et « se moque totalement de son père », n'a rien de ce nouveau Télémaque dont m'a parlé Moravia pour justifier son titre ; Riccardo, homme assis dans ses aises, est un anti-Ulysse par excellence ; quant à la douce et chaste Pénélope, c'est plutôt une Circé ravageant les grotesques orgies de Pétrone... Le rôle non négligeable de la télévision, dans le roman, n'a rien à voir avec la « Télémaque »...

Qu'Alberto Moravia pardonne à un lecteur attentif qui fréquente depuis plus de vingt ans son œuvre : le titre idéal de son dernier roman est bien *l'Homme disponible*.

JEAN-NOËL SCHIFANO.

★ LE VOYAGE À ROME, d'Alberto Moravia, traduit de l'italien par René de Ceccatty, Flammarion, 240 p., 85 F.

— Les Editions Selvy viennent de publier un autre Alberto Moravia, *Brève autobiographie littéraire et autres nouvelles* (traduit par Martine Segonds Bauer, 190 p., 100 F.).

Signalons la réédition, en GF-Flammarion, du roman de Moravia, *le Mépris*, traduit par Claude Poucet et préfacé par J.-M. Gardair (n° 525). Également en poche, traduit et présenté par les mêmes, dans la collection bilbois « Les langues modernes », *Portraits de femmes*. (Livre de poche, n° 8708).

De Carlo et Elkann, les cosmopolites

LES romanciers qui ont renouvelé la littérature italienne et l'ont fait connaître à travers le monde, et en France en particulier, ont le plus souvent renoncé à leurs racines. Les Langhe de Pavese et de Fenoglio, la Rome de Moravia et d'Elsa Morante, le Frioul de Pasolini, la Sicile de Brancati, de Sciascia et de Vittorini, la Sardaigne de Setta et de Dessi n'ont pas d'équivalents géographiques chez les écrivains nés après 1950. Tabucchi part pour l'Inde ou s'installe à Lisbonne, Gianni Celati décrit l'Allemagne avant de revenir à la plaine du Pô, Del Giudice suit à Wimbledon les traces de Bobi Bazlen, lui-même issu de la Mitteleurope. Seuls les poètes, même parmi les plus jeunes, semblent encore attachés à leurs terres. Andrea De Carlo et Alain Elkann sont probablement les romanciers les plus cosmopolites de leur génération. Tous deux ont beaucoup voyagé.

De Carlo a consacré son premier livre, *Chantilly-Express* (1), à son séjour en Californie et à sa découverte du milieu cinématographique, dont il devait par la suite devenir familier (il a été l'assistant d'Antonioni et de Fellini). Alain Elkann vit à Paris, et ses romans sont situés indifféremment en Italie, en Angleterre, aux États-Unis et en France. Est-ce dire que ces écrivains ne s'interrogent pas sur leurs origines ? Certainement pas, surtout dans le cas d'Elkann.

Un descendant mystérieux

Piazza Carignano commence comme un livre désabusé sur le jet society. Le narrateur, Alberto Claudio, jeune écrivain à succès, est lassé de sa relation avec Cindarella, avec laquelle il vit à Londres. Comme la fille de Cindarella doit le rejoindre, ils décident de se séparer. Alberto retrouve à Turin sa mère, qui est en train d'agoniser. Dans un climat familial étouffant, le jeune homme est présenté à une danseuse, à la fois séductrice et désenchantée, qui instaure avec lui une liaison sentimentale compliquée, qui se transforme progressivement en passion. Alain Elkann est particulièrement habile à adopter deux tons contradictoires : celui de la futilité, de la superficialité des relations mondaines frus-

trantes et inutiles, et celui de la gravité de l'angoisse.

Le roman prend en effet une tout autre couleur lorsque est découvert le cahier de Tullio Traversi, oncle d'Alberto. Qui était ce personnage trouble ? Peu à peu, le narrateur se désintéresse de sa propre vie et concentre ses analyses sur cette figure qui n'est pas sans rappeler Maurice Sachs : fils fasciste et homosexuel, amoureux de sa femme, d'une jeune maîtresse et de jeunes ouvriers, Tullio s'est-il tué, a-t-il été assassiné, s'est-il réfugié, après la guerre, en Amérique du Sud ? Le roman, qui cite longuement le journal de Tullio, raconte alors l'enquête à laquelle se livre le narrateur, qui mine cette apparence envahissante d'un accordant mystérieux.

Avec Yucatan, Andrea De Carlo et Alain Elkann sont probablement les romanciers les plus cosmopolites de leur génération. Tous deux ont beaucoup voyagé.

De Carlo a consacré son premier livre, *Chantilly-Express* (1), à son séjour en Californie et à sa découverte du milieu cinématographique, dont il devait par la suite devenir familier (il a été l'assistant d'Antonioni et de Fellini). Alain Elkann vit à Paris, et ses romans sont situés indifféremment en Italie, en Angleterre, aux États-Unis et en France. Est-ce dire que ces écrivains ne s'interrogent pas sur leurs origines ? Certainement pas, surtout dans le cas d'Elkann.

Qu'Alberto Moravia pardonne à un lecteur attentif qui fréquente depuis plus de vingt ans son œuvre : le titre idéal de son dernier roman est bien *l'Homme disponible*.

JEAN-NOËL SCHIFANO.

Autres parutions

● VITTORIO SALTINI : *le Livre de Li Po*.

— Vittorio Saltini, universitaire et journaliste qui publie ici son premier roman, a reconstitué la vie de Li Po, grand poète chinois, mort en 762. Son enfance à la campagne, puis sa décision de partir à Hang-chou pour y trouver « poésie et vérité, conversations et reconnaissance, femme et argent... » (Traduit de l'italien par Patrick Bion avec la collaboration d'Edith Parlier, Seuil, 354 p., 110 F.).

● LUGI PIRANDELLO : *le Tour de rôle*.

— La traduction d'un roman devenu introuvable en France depuis de nombreuses années. Stefania est jeune et jolie, elle a beaucoup de prétendants mais son père décide de la marier à un vieux monsieur. Sur le thème du mariage forcé, Luigi Pirandello fait un portrait à la fois lugubre et drôle de quelques caractères siciliens. (Traduction et avant-propos de Maurice Darmon. L'horizon chimérique, 7, rue Leyteire, 33000 Bordeaux, 124 p., 88 F.).

● ANTONIO TABUCCHI : *les Oiseaux de Fra Angelico*.

— Onze courts récits de l'auteur de *Moc-tu-ne* indien. Ils « contiennent quasiment sous l'aspect de nouvelles, les bordonnements qui m'ont accompagné, et qui m'accompagnaient, dans la vie, dans les extases à peu de frais, érotiques vraies ou présimées, rancœurs et nostalgies ». (Traduit de l'italien par Jean-Baptiste Para, Christian Bourgois, 90 p., 50 F.).

● STEFANO BENNI : *le Bar sous la mer*.

— Un promeneur aperçoit un vieil homme qui se jette à la mer. Il plonge pour le sauver et découvre que le vieil homme nageait tout simplement vers un bar au fond de la mer ! Il y entre lui aussi et va vivre une étrange nuit. « Je me suis assis, et j'ai écouté les récits du bar sous la mer. » C'est ainsi que chaque personnage raconte une histoire qui évoque par son style ou son sujet un écrivain célèbre. (Traduit de l'italien par Alain Sarrahyrouse. Actes Sud, 210 p., 100 F.).

Gesualdo Bufalino, le cannibale

(Suite de la page 17.)

Le sentiment qui domine à la lecture d'*Argos l'aveugle* (Julliard), le texte le plus autobiographique de Bufalino, est celui d'un homme radicalement coupé de l'existence. Tantôt il ne cesse de s'enthousiasmer devant elle, et contemple « le grouillement, le vi-argente, la meute grondante et amoureuse de la vie », ses couleurs et ses lumières douloureusement volantes ; tantôt il se laisse envahir par le désir nihiliste de la détruire, et de se détruire dans la solitude.

La mélancolie des Arlequins

Et l'art, que pourrait-il être, sinon un substitut artificiel de l'existence ? Comme tout substitut, l'écriture est plus joyeuse, plus euphorique que la vie : une fantaisie capricieuse ne cesse de s'agiter, de remuer ; mais l'ultime résultat de cette euphorie est la mélancolie des Arlequins et des Laforque. Plus la surface devient gaie, plus la mélancolie s'insinue, s'assombrit, se fait déchirante. Tout est *cabaletta*, farce et tintamarre de mots pour tromper la mort, récit qui une main élégante vient effacer et qui se dissout dans le vide.

Comme le désir sensuel est nerveux, languide et fébrile dans le livre le plus célèbre de Bufalino, *le Semeur de peste* (L'Age d'homme) ! La sensualité aime la souffrance, elle la provoque et la recherche ; et elle joue la comédie, afin de rendre plus doulou-

reux le déchirement des choses. Cette sensualité du cœur et des nerfs ne supporte pas de voir les choses changer ; elle joue avec le passé, le conserve, l'embaume avec soin et, dans ses moments de bonheur, se laisse traverser par la splendeur des éphémères les plus radieuses. L'amour est pour elle fatalité, damnation, maladie, mort et putréfaction.

Dans toutes les choses qui l'entourent, elle ne sent que les parfums morbides et corrompus de la maladie. Derrière la maladie, elle attend et rencontre la mort ; elle la possède dans les ondulations douloureuses et érotiques de son lyrisme — et plus avant, bien plus avant, s'aidant de quelque trace imperceptible, elle pénètre dans le royaume mystérieux qui s'ouvre au-delà de la mort. Nous craignons parfois d'être emportés par ce langoureux déchirement sensuel ; nous souffrons de cette douleur morbide ; mais, là encore, Bufalino domine ce qu'il évoque du rayonnement de son esprit, d'une manière qui a traversé la mort pour s'élever au-dessus d'elle, là où vibre seule la pure splendeur de la contemplation.

L'auteur des brefs récits du *Voleur de souvenirs* (Julliard) semble le rival de l'écrivain qui a composé *le Semeur de peste*. L'écriture, parodique, comme si Bufalino, après être descendu dans les abîmes du sens, du lyrisme et de la mort, voulait savoir ce que l'on peut tirer des dons de la pure intelligence. Son chef-d'œuvre, le très beau roman

les Mensonges de la nuit, récemment paru en français, naît de cette expérience nouvelle qui a totalement occupé son esprit. On n'y trouve plus rien des douceurs et des tendresses du *Semeur de peste*. Une fantaisie mathématique grandiose et occulte reconstruit le monde comme si celui-ci — ce chaos désirable — n'était qu'un agencement de pièces, un mécanisme parfait.

« Des simulacres jamais créés »

Seule dans le désert de l'univers, l'intelligence fabrique un univers de ténèbres, un enfer compact, à la Pirandello. La nuit, sillonnée d'éclairs livides, dans laquelle est dressée la scène ; la prison des Bourbons où les condamnés à mort, en attendant d'être exécutés, racontent leur histoire ; les conjurés, des composés de carbonari et de nihilistes, de Dumas et de Conrad ; le chef inconnu de la conjuration, qui s'identifie peut-être avec Dieu et avec le pouvoir suprême ; le Gouverneur, qui parle avec les mots de Joseph de Maistre et se prétend « bourreau de la Providence » ; la révolte contre le Ciel ; la force physique et omniprésente du mal ; les couleurs du roman noir et des opéras de Verdi ; une admirable coloration digne de Tacite ou du Caravage, qui projette sur tout le livre ses teintes funestes ; une prose dense et concentrée à l'extrême, pétrée de sens et d'ingénieux entendus dans la meilleure tradition italienne, de Machiavel à Leopardi, et qui approche de la

tension atemporelle de l'aphorisme — tous ces aspects des *Mensonges de la nuit* naissent d'une inspiration aussi dramatiquement grandiose que précise dans ses moindres significations.

Les derniers chapitres, magnifiques, mettent en œuvre l'un des thèmes qui ont le plus parlé à l'imagination de Bufalino. Les quatre récits des conjurés ne sont-ils que la mystification dernière qui s'accomplit dans la nuit, face à la mort ? Tout n'est-il qu'ombre et mensonge ? Ne sommes-nous que « des tropes de papier, des simulacres jamais créés, de visibles inexistences sur la scène d'une pantomime de cendres, des bulles que forme au bout d'une paille quelque prestidigitateur emmé » ? Et Dieu est-il le dernier faussaire ? L'unique vérité est-elle donc celle que forment, au cœur du baroque, Prospero et Sigismondo ?

C'est ce que le titre semble suggérer. Et pourtant, Bufalino n'est ni un bateleur ni un illusionniste. Son esprit est bien plus ferme, désespéré, assoiffé de certitudes et de contradictions définitives. Tout nous donne à penser que le jeu de l'illusion est parallèle à la certitude que notre atroce « *Oméga de ténèbres* » est aussi « l'Alpha d'une lumière éternelle ».

PIETRO CITATI
(Traduit de l'italien par Brigitte Pérol.)

★ LES MENSONGES DE LA NUIT, de Gesualdo Bufalino. Traduit de l'italien par Jacques Michant-Paterson. Julliard, 190 p., 90 F.

LES BELLES ÉTRANGÈRES - HONGRIE
du 8 au 18 juin 1989
Rencontres avec 10 écrivains hongrois


Ministère de la Culture et de la Communication
Direction du Livre et de la Lecture
Association Dialogue entre les Cultures

Renseignements et programmes
ADEC ☎ 40 20 93 38



ÉDITEUR en quête d'AUTEURS
Pour ses nouvelles collections important éditeur parisien recherche
MANUSCRITS INÉDITS Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre
Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement
d'un contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété
littéraire et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias :
Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires
Vos manuscrits sont à adresser à
L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE ÉDITEURS
8, rue Copernic - 75116 PARIS - Tél.: (1) 47 80 11 08 - Téléc.: 612358 F

Franck CONROY



Entre ciel et terre
nouvelles

Franck Conroy est l'un des écrivains les plus fins et les plus subtils de la littérature américaine contemporaine.
Il faut lire Conroy, il faut le découvrir.
Bernard Génies/Le Nouvel Observateur

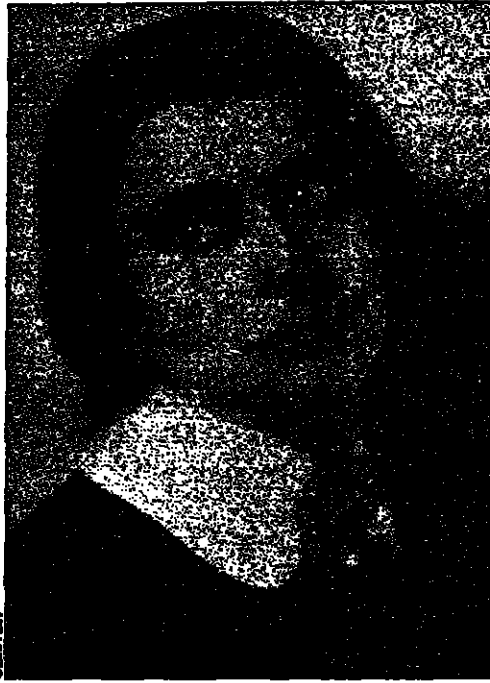
GALLIMARD nrf

● LETTRES GERMANIQUES

La clocharde céleste

MEME en 1989, on rencontre encore des gens très singuliers qui refusent de vivre en silence ou d'une manière confidentielle. Ainsi, telle jeune femme se prenait volontiers pour le roi Lear et n'en faisait ni le fantôme d'une imagination malade ni un secret d'Etat. Elle y mettait l'ironie nécessaire. Cela arrive, et cela comique mais embellit la vie. Tant de gens nous entraînent à force de se prendre pour eux-mêmes !

Or voici Else Lasker-Schüler qui réapparaît dans notre siècle après l'avoir quitté à Jérusalem, en 1945. Jean-Michel Palmier présente son livre - *Mon cœur* - et la présente sous ses divers aspects : « Elle était Juive (l'Égyptien), Tino de Bagdad, le prince de Thibaut. Née en 1869 à Elberfeld (Prusse rhénane), dans une famille juive, elle devint, selon Jean-Michel Palmier, une « figure de la bohème berlinoise ». Et Karl Kraus, qui la fréquentait, la considérait comme « l'une des rares magiciennes authentiques ». Dès lors, elle était étreinte d'un objet de scandale : elle s'habillait d'une façon déraisonnable et rêvait avec une immodération qui passait pour de l'indécence. Elle perdait son existence dans les cafés, les gares ou les rues ; elle dormait « dans des chambres d'hôtel misérables », mais elle s'employait à rendre magique ce



Else Lasker-Schüler, une figure de la bohème berlinoise.

monde où elle avait débarqué par inadvertance.

Elle préférait en quelque sorte la Nadja d'André Breton. Elle eut des maris, des amants, des amis qu'elle surnommait selon ses caprices, Franz Werfel devenant ainsi « le prince de Prague » et Karl Kraus, « le Dala-

Lama ». Traquée par les nazis, c'était déjà une vieille dame lorsqu'elle s'exila en Suisse, avec ses rêveries berlinoises et les pauvres toilettes qui avaient ajouté à sa réputation d'extravagance. Elle avait ensuite terminé en Palestine ce qu'il est convenu d'appeler « une vie ».

Jean-Michel Palmier écrit qu'elle traversa « le ciel expressionniste » à la manière d'un « étrange météore ». Il est vrai qu'elle passe d'une idée à l'autre avec une rapidité incroyable et qu'elle illumine tout ce qu'elle rencontre. Else Lasker-Schüler imagine des raccourcis d'une grande beauté, qui multiplient et réinventent les relations entre les choses. Son livre démontre les vertus de la fantaisie, quand celle-ci reste souveraine malgré l'adversité. Il est composé de lettres diverses, mais il apparaît comme le carnet de voyage d'une pensée qui a pris définitivement congé de l'existence ordinaire. Avec son style débridé et presque coïssé, la clocharde de Berlin donne à sa déresse les traits de la magie, tirant de son chapeau des merveilleux lapins.

FRANÇOIS BOTT.

★ **MON CŒUR**, d'Else Lasker-Schüler, traduit de l'allemand par Amick Yaiche, préface de Jean-Michel Palmier, Ed. Maren Solle, 142 p., 70 F.

Il faut signaler aussi la traduction de Moreau, le roman de Klumbe. Ce livre retrace la destinée du général Jean-Victor Moreau, devenu le rival de Bonaparte. Klumbe (1850-1928) fit partie de la génération expressionniste trad. de l'allemand par Pierre Meylan, *Le temps qu'il fait*, 78 p., 68 F.

— LA VIE DU LIVRE —

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISSÉ ?
Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE
LE MONDE DU LIVRE
(LE TOUR DU MONDE)
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
☎ (1) 43.25.77.04

STAGES D'ÉDITION
— INITIATION : Connaissance des métiers de l'édition ; fonctionnement d'une maison d'édition.
— SPÉCIALISATION : Fabrication ; service de presse ; droits des auteurs ; création d'une maison d'édition.
Rens. et inscriptions : S.I.P.E.L.
8, pl. du Palais-Bourbon, 75007
Tél. : 45-51-55-50 - 45-50-23-30

LIVRES
POLONAIS
et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

La librairie VENT D'OUEST a le plaisir de vous inviter à rencontrer **Michel CHAILLOU** à l'occasion de la parution de son dernier roman « **La Croissance des voleurs** »
Grand Prix de la Ville de Nantes 1989
Aux Éditions du Seuil le mardi 13 juin à 15 h 30
Signature à la librairie VENT D'OUEST
5, place du Bon-Pasteur
NANTES - Tél. : 40-48-64-81.

La petite fille avec un mur sur le dos

Anna Langhoff se souvient de son enfance et de la détresse de ses deux pays

QUAND le mur de Berlin a été construit, en 1961, Anna Langhoff n'était pas née. Pour elle, il a toujours été là, près d'elle, en elle, comme une marque de naissance : « Sur mon dos, le mur continue de grandir ». Elle l'a d'abord vu du côté de l'Est, où elle a passé son enfance : « J'ai été à la crèche, à la maternelle, à l'école, du matin jusqu'au soir. C'est l'Etat qui m'a élevée. Il l'a fait avec des bonheurs divers, mais il s'est occupé de moi. (...) Il fut une mère étrange ».

A douze ans, elle quitte la RDA avec son père, le metteur en scène de théâtre Matthias Langhoff, et, depuis 1981, elle vit à Berlin-Ouest, toujours à l'ombre du mur, « ce couteau fiché dans la poitrine ».

Dans son premier livre, *En plein cœur*, vingt courts récits

d'une grande violence intérieure, cet écrivain né en 1965 évoque la vie quotidienne à Berlin-Est : souvenirs d'enfance, canchamars de petite fille, histoires d'amour, histoires d'Allemagne, d'un pays coupé en deux au passé douloureux.

Anna Langhoff ne craint pas la douleur. Elle la dévoile. Ces récits plongent dans la détresse de son pays, de ses pays. Rien n'en réchappe. L'enfance n'est pas celle du jeu et de l'innocence, mais celle du désarroi d'une petite-fille qui se rend compte qu'elle est la goutte-à-goutte au milieu du grand-mère reste accrochée, sans désir de vivre, sans vouloir, ni ne pas vouloir, tout simplement accrochée à la vie, là à faire quelque chose. Cette enfant va arrêter « le goutte-à-goutte » et se jeter par la fenêtre

dans *A force de silence*, l'une des nouvelles les plus fortes d'Anna Langhoff.

L'amour non plus n'apporte pas de répit. Il fait mal, il touche « en plein cœur ». Les histoires de couples sont des histoires de déchirement intérieur : « J'aurais préféré mourir plutôt que de l'appeler, et je l'appellais à n'en plus finir là où tu n'étais pas ».

« Victime et coupable »

A la fin du recueil, une série de nouvelles racontent le désespoir de gens ordinaires. Une femme qui se fait avorter, un criminel qui s'enfuit et se rend compte avant son arrestation qu'il est « victime, et pourtant coupable », une ouvrière alcoolique sans vie, réduite à néant : « J'étais de la bouillie, rien que de la bouillie de travail et de tourment. Mes yeux

cherchaient la mer sur des murs d'affiches, elle était loin, et moi dans le monde, dans le schnaps, dans la bière ».

Sans didactisme, Anna Langhoff interroge l'Allemagne, son présent et son passé honteux, « empreinte aujourd'hui arrachée dans les albums d'images de l'histoire ». Pas de leçons, pas de thèses ou de théories, seulement un sentiment de culpabilité et la détresse d'une génération sans histoire : « Nous, génération malheureuse, avec une jeunesse au cou que nous ne savions pas, qui dévotions amèrement les vieux, nous rions. Sachant : eux aussi nous déçoivent ».

ALAIN SALLES.

★ **EN PLEIN CŒUR**, d'Anna Langhoff, traduit de l'allemand par Pierre Desbassades avec la collaboration de l'auteur, Maren Solle, 104 p., 75 F.

A l'école de Sacher-Masoch

La première grande biographie de l'auteur de *Vénus à la fourrure*

EN 1907, dans son bureau du *Mercur de France*, rue de Condé, Rachilde reçoit la visite d'une vieille dame portant cahes qui lui remit un manuscrit intitulé : *Mémoires de Wanda de Sacher-Masoch* (1). La petite vieille but un verre de vin et prit congé. Elle disparut l'année suivante sans laisser d'adresse. On ne sut jamais ce que devint la *Vénus à la fourrure*, qui maniait mieux le fouet que la plume, mais qui se targuait néanmoins d'être écrivain, au même titre que son illustre mari.

Leopold von Sacher-Masoch était mort depuis douze ans. Le mot « masochisme » avait fait une entrée fracassante dans le vocabulaire de la psychopathologie sexuelle grâce à un psychiatre autrichien, Richard von Krafft-Ebing, qui non seulement entretenait une correspondance suivie avec d'innombrables inconnus qui lui confiaient leurs problèmes sexuels, mais encore avait lu toute l'œuvre de Leopold von Sacher-Masoch : il en avait extrait le terme de « masochisme » comme on extrait le suc d'une fleur du mal.

Sacher-Masoch avait bien protesté, quand le terme fit son apparition aux alentours de 1890 : il vivait alors en père de famille paisible, entouré de sa seconde

femme, Hulda Meister, et de ses trois enfants. Mais Sacher-Masoch ne put nier que, dans son adolescence, il lisait avec une passion douloureuse les vies de martyrs. Son penchant pour les créatures « aux nerfs d'acier », qui posaient leurs pieds « sur la nuque de l'humanité », ne se démentit jamais. Il se définissait comme un « sensuel suprasensuel », mais il restait de glace devant la « virginité sauvage » des jeunes filles, ces petites abeilles « présomptueuses, impitoyables, infidèles », auxquelles il préférait les femmes de trente ans. Il signait des contrats méphistophéliques qui le liaient à elles comme un esclave à ses maîtres. Mais qu'on ne s'y trompe pas : le masochiste, dit Gilles Deleuze (2), n'est pas seulement un homme asservi, c'est aussi un pédagogue, une victime qui dresse son bourreau, un maître de cérémonie qui exige de la femme qu'elle tienne un rôle — celui d'une comtesse alavé — et qu'elle revête un costume de scène — la légendaire fourrure.

On imagine Sacher-Masoch toujours vautre sur des coussins ou enfermé dans quelque château de Galicie. On ne sait pas qu'adulescent, ce fils d'un prêtre de police se lança, en 1848, sur les

barricades de Prague pour l'amour d'une belle révolutionnaire. On a oublié qu'il fut un grand défenseur du peuple juif et que les nazis le considéraient comme « prosémite ». On ignore qu'il découvrit Schopenhauer à vingt-cinq ans grâce à Ferdinand Kärnberger (1821-1872), un « sybarite de l'esprit », pilier de café et misanthrope, qui lui dit : « Si vous n'êtes pas capable d'être ce que Schopenhauer exige du véritable poète — vrai comme la vie elle-même, — si vous ne savez seulement écrire des livres comme nos poètes allemands doucereux, alors il vaut mieux laisser tomber ».

Se protéger contre ce libertin

Sacher-Masoch se conforma aux exigences du « sage de Francfort ». La presse allemande l'accusa d'importer le nihilisme russe en terre prussienne et demanda l'instauration d'un « cordon sanitaire » pour se protéger contre ce libertin, qui jouait les *Mémoires* de Casanova moins nocifs pour les jeunes filles que la littérature catholique.

Bernard Michel voudrait réhabiliter Sacher-Masoch en tant qu'écrivain. Sa biographie a le

mérite de porter à notre connaissance quelques inédits. Mais les extraits interminables rendent la lecture parfois fastidieuse. Reste à se pencher une nouvelle fois sur la vie de Sacher-Masoch : sur ce plan, le livre de Bernard Michel se révèle bien plus passionnant.

On y découvre une Wanda tour à tour rapace et averse, rusée et acariâtre ; un Sacher-Masoch prêt à renouer à ses fantasmes, « *Vénus à la fourrure comprise* », pour vivre « simplement, modestement ». Au fil des ans, le fantasme se réduit à la dimension d'une vignette d'album : vers la fin de sa vie, Sacher-Masoch écrivait sa correspondance sur un papier à lettres qui portait, comme en-tête imprimé, le dessin d'une femme à la fourrure, le visage masqué d'un loup noir, et tirant les ficelles d'un pantin.

ROLAND JACCARD.


★ **SACHER-MASOCH**, de Bernard Michel, Robert Laffont, 344 p., 120 F.

(1) Rédigées d'abord en 1907 sous le titre : *Confessions de ma vie*, les *Mémoires* de Wanda de Sacher-Masoch furent rééditées par Gallimard (*Confessions de ma vie*, collection « L'Idéal », préface de Jean-Paul Corréa, 338 p., 95 F.).

(2) Présentation de Sacher-Masoch, le froid et le cruel avec le texte intégral de *Vénus à la fourrure*, Minitel, 1967.

Raymond DEVOS

A plus d'un titre



sketches inédits

OLIVIER ORBAN

DANSE

« Le Saut de l'ange », de Dominique Bagoüet
au Théâtre de la Ville

L'athlète et Musidora

Le Théâtre de la Ville
a présenté le Saut de l'ange
que Dominique Bagoüet
a créé à Montpellier.
Spectacle aigu,
tout en charme.

Rien n'est plus drôle, tendre et léger que la façon dont Dominique Bagoüet se moque de la danse et des danseurs dans ce *Saut de l'ange* dont c'est ici la première reprise à Paris, après sa création au Festival de Montpellier 1987 et quelques tournées.

Regardez, nous dit-il, la danse, ça peut être à la fois très joli et assez laid, les danseurs sont des gens sublimes et un petit peu ridicules... Il faut un talent fou pour manier cette autodidacte sans tomber une seconde dans la parodie, pour faire obéir la danse en la montrant si nue, si dépourvue, si simple.

Les petits personnages disparates que Bagoüet lance dans l'espace font penser aux petits sujets en fil de fer du Cirque de Calder. Même fragilité tête, même art du presque rien, même grâce insolite. Ils sont ravissamment vêtus (par Dominique Fabregue) comme si chacun avait exprimé son fantasme dans son costume : une danseuse à la Degas, en tutu jaune (et ses pieds, ce n'est pas par hasard, des « ballerines »), un athlète de foire, une danseuse flamenco, une Musidora en corset, cagoule et cape noire... Ils ne sont ni beaux ni laids, ils sont, tout simplement comme vous et moi. A la fois très proches et très distants.

Ils ne « racontent » rien, pas d'anecdotes, pas d'histoire. On a tout juste le temps de noter des sensations. On est délicieusement désemparé, chez Bagoüet : il cause toutes nos habitudes, non seulement celles héritées du classique, mais aussi celles du contemporain, qui a également ses académismes. Il gomme, efface, pulvérise toute notion de virtuosité. Ses danseurs ne vont jamais où on les attend, ne font jamais ce qu'on prévoit : leurs petits gestes

incongrus, saugrenus, farfelus, appartiennent bien à la planète Bagoüet, à nulle autre pareille. Beaucoup de mouvements des bras, des mains, des doigts : nouveaux sémaphores, alphabet de sourds-muets.

Même fausse naïveté dans le décor de Christian Boltanski. Sur la partie droite du plateau, un podium habillé de velours rouge, celui que le maître d'une petite ville ferait édifier pour une « soirée de danse » ; au fond, guirlandes d'ampoules dessinant les contours de l'architecture de la cour Jacques-Cœur, à Montpellier (reproduit ici en structures métalliques), détournant l'idée de « festival ».

Même décalage, regard sur un regard, dans la musique : sur les *Variations* de Beethoven, sur un thème de la *Pièce enchanlée* de Mozart, Pascal Dusapin a composé à son tour huit petites variations. Barissements, frottements, minuscules de trombones. Cette bande son est coupée de nombreux silences. La musique et la danse vivent leur vie chacune de leur côté, en toute indépendance : parfois elles se rencontrent, et échantonnent un clin d'œil. La danse dit : voyez, je peux aussi danser sur la musique ; elle le fait, ça paraît bizarre, on se demande comment on a pu supporter si longtemps leur synchronisme...

Et l'ange ? C'est un ange en ombre chinoise, qu'un projecteur promène sur tout le pourtour de la salle, pendant un « noir ». Et c'est aussi le motif final d'un danseur, s'élançant du podium sur le sol, les bras en croix.

Dans ce spectacle tout en charme, désinvolture et fantaisie, une émotion se faufile. Émotion ? Qui a parlé d'émotion ? Vous plaisantez.

SYLVIE DE NUSSAC.

★ Chantal Aubry vient de consacrer à Dominique Bagoüet un excellent livre (*Éditions Bernard Contes*). Analyse fine et sensible de la trajectoire poétique du chorégraphe et de ses œuvres, appuyées sur ses rapports avec les autres arts et sur sa « démarche ». Clair et bien écrit, ce qui se gèle bien.

ARCHITECTURE

Rénovation et restauration

Le Théâtre des Champs-Élysées côté cuisine

L'ordre des architectes
attaque la Caisse des dépôts
par le biais
d'une de ses filiales.

Motif du litige :
un restaurant
en construction sur le toit
du Théâtre
des Champs-Élysées.

La toute-puissante Caisse des dépôts et consignations est un géant méconnu. Son intérêt pour l'art contemporain est connu. N'a-t-elle pas installé dans la cour de son siège une fort belle œuvre de Dubuffet ? Son goût pour les spectacles l'a poussée à acquiescer et à restaurer magnifiquement le Théâtre des Champs-Élysées, l'œuvre de Perret et de Van Velde. Opération très coûteuse que l'établissement financier a voulu amorcer en partie. Les sous-sols du complexe de l'avenue Montaigne sont devenus une annexe luxueuse de l'hôtel Drouot : les ventes de prestige se déroulent ici.

Pour achever de rentabiliser la rénovation du bâtiment et de ses trois salles, la Société immobilière du Théâtre des Champs-Élysées (SITCE), propriétaire des murs (1), a décidé de louer un restaurant dans l'immeuble. Et comme l'espace est mesuré, un décide de le ceder sur le toit de l'immeuble. Ses 1 000 mètres carrés seront gérés par la Compagnie des wagons-lits, dont la Caisse est l'un des plus gros actionnaires. Quant à l'architecture de cet appendice, elle sera signée par le maître d'œuvre, le professeur de Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts.

Les travaux sont entamés début 1988 et aujourd'hui, du pont de l'Alma, voire de l'avenue Montaigne, on commence à distinguer très nettement la nouvelle protubérance, pourtant en retrait de la façade. Les voisins finissent par s'émouvoir.

L'un d'entre eux, parent de l'émir du Qatar, attaque la SITCE pour les nuisances que ne manqueront pas de lui occasionner l'ouverture du restaurant panoramique — les clients auront une vue imprenable sur sa piscine, juchée sur le toit de l'immeuble voisin — mais aussi pour défaut de procédure. L'ordre des architectes se joint à cette action.

Les attaquants rappellent que les travaux ont été effectués en l'absence de tout permis de construire. De plus ils ont été entrepris alors que les consultations administratives n'étaient pas achevées. Preuve, selon eux, de la mauvaise foi de la SITCE : son excessive discrétion. Le 1^{er} juin, aucune affiche n'annonçait encore la déclaration des travaux, comme c'est la règle.

Droit commun

Les responsables de la SITCE refusent de répondre à toutes les questions. Ils se bornent à faire savoir qu'ils ont reçu toutes les autorisations administratives exigées en pareil cas et qu'ils peuvent justifier l'absence de permis de construire. Sans doute évoquent-ils l'article L-422-1 alinéa 1 du code de l'urbanisme (loi du 6 janvier 1986) qui note en effet que « sont exemptés du permis de construire les constructions ou travaux couverts par le secret de la défense nationale, les travaux de ravitaillement, les travaux sur les immeubles classés ». Quant aux autorisations administratives, elles ont été délivrées par la commission des sites du ministère de la culture, le 22 février 1988, et par la direction de la construction de la reconstruction et du logement de la Ville de Paris, le 17 juin 1988.

L'ordre des architectes fait remarquer que si de nombreux éléments du théâtre sont classés depuis 1957 (façade, foyer, salle, etc.) l'immeuble ne l'est pas dans son ensemble. Il n'est donc pas soustrait

au droit commun. Les travaux entrepris nécessitent donc bien un permis de construire. Enfin ce permis est, de toutes les manières, indispensable puisque le Théâtre des Champs-Élysées est situé dans le périmètre d'édifices eux-mêmes classés (pont Alexandre-III, Grand Palais). Le directeur du ministère de la culture de l'époque, M. François Léotard, annonçait d'ailleurs, le 5 mai 1988, au préfet de la région Île-de-France la demande immédiate d'un permis de construire par la SITCE. Une demande qui ne fut jamais déposée.

Autre angle d'attaque de l'ordre des architectes : le droit moral. Un architecte, ou ses ayants droit, voit ses œuvres protégées de la même manière qu'un auteur. La jurisprudence est à ce sujet constante. Récemment, la société Bull a été condamnée pour avoir modifié les plans d'une construction dessinée par l'architecte Bertrand Bonnier sans l'accord de ce dernier. Surlever le Théâtre des Champs-Élysées, conclut l'ordre des architectes, c'est attenter à l'un des chefs-d'œuvre d'Auguste Perret, qui doit retrouver son état primitif. Une demande difficile à avaler pour la Caisse des dépôts, qui a fait passer à travers le bâtiment six piliers de 35 mètres de hauteur pour étayer le futur restaurant.

Ces énormes travaux, entrepris, il faut le souligner, avant toutes démarches administratives, nuisent au confort acoustique de la grande salle en provoquant des « ponts phoniques » entre diverses parties du bâtiment. En avril dernier, le chanteur Alain Souchon, dont le spectacle était gêné par les coups de marteau des commissaires-priseurs, qui opéraient dans les sous-sols, a engagé un référé. Il a obtenu que les piliers qui traversent l'arrière-scène soient enrobés de carreaux de plâtre sur une épaisseur de 10 centimètres. Un bricolage modeste.

Il s'agit ici d'une action beaucoup plus « considérable ». L'ajout d'un étage à l'immeuble, on le sait, est en soi une opération financière : pour 40 millions de francs, une surface de 1 000 mètres carrés est créée, dans un quartier où le prix du mètre carré peut facilement atteindre 80 000 ou 100 000 F. Le mécano ne perd pas le nord.

EMMANUEL DE ROUX.

(1) L'essentiel du capital de la SITCE appartient à la Caisse des dépôts.



ANNA KOUKOR

CINÉMA

Rencontre avec Youri Norstein

L'autre dimension du temps

Youri Norstein a quarante-huit ans. Après deux années aux Beaux-Arts, c'est aux studios d'animation Soyuzmoultfilm de Moscou qu'il acquiert sa technique. Depuis 1980, il a entrepris de réaliser un long métrage dont le chantier est, aujourd'hui, en panne, faute de studios disponibles : le Manseau, d'après Gogol, l'histoire d'Akaki Akakievitch, modeste gratte-papier souffre-douleur dans un ministère

et dans l'hiver froid de Saint-Petersbourg.

On a pu en découvrir dix minutes au cours du Festival international d'animation d'Annecy qui lui a consacré une rétrospective, avant celle que les films Cosmos inaugureront à Paris : une heure et demie de cinéma, en cinq films : 25 octobre, premier jour (1968), inspiré de l'art russe des années 20, la Bataille de Kerjenez

(1970, coréalisé avec Ivan Ivanov-Vano), sur une musique de Rimski-Korsakov, un combat épique inspiré encore de l'art russe, cette fois médiéval ; deux contes, le Héron et la Cigogne et le Hérisson dans le brouillard (1974 et 1975) ; enfin, le Conte des contes (1979), un film de vingt-six minutes, sur une musique de Bach : le puzzle douloureux et ébloui, entre guerre, bonheur et comptine populaire, d'une vie d'artiste.

« Vous avez commencé le Manseau en 1980, et tourné vingt-quatre minutes à ce jour... Le cinéma d'animation est une lente lèvre du temps, ou contre le temps ?

Il s'agit plutôt d'une condensation de la durée... Je vis avec l'impression d'écarter les unités de temps pour y insérer une autre dimension. Quand on travaille sur vingt-quatre images par seconde, la seconde évidemment s'élargit.

— Quel est-ce qui a séduit votre passion pour le cinéma d'animation : une rencontre, la lente maturation d'un talent de dessinateur ?

— Je dessine mal, mais je peins, et j'ai beaucoup peint. Je suis venu au cinéma d'animation par hasard. Il m'arrive parfois de le regretter, même si j'en retire un immense plaisir.

Festival du film turc

Jusqu'au 20 juin, le cinéma Utopia Champollion présente un festival du film turc. Cette manifestation est organisée par M^{me} Korimen Utsoy, avec la collaboration du ministère de la culture turque et de l'ambassade de Turquie à Paris. Les œuvres présentées datent des années 70-80 : *Hazal*, d'Ali Özgüçtürk, *Les Gamins d'Istanbul*, d'Ömer Kavur, *Tu écraseras le serpent*, de Turhan Sanyal, *Le Troupeau*, de Zeki Ökten, *Mushin Bey*, de Yavuz Turgul, *Son prénom est Yazfiye*, d'Atif Yılmaz, *Dilan*, d'Erdem Kiral, etc. Tous les films sont en version originale sous-titrée.

★ 9, rue Champollion, 75005 Paris. Tél. : 43-66-44-65.

« Mais souvent mes rêves s'accroissent mal à la réalité : les relations, la nécessité de participer à une production.

— Vos films précédents sont inspirés de la peinture, des fabliaux, le Manseau, dont vous rêvez, dit-on, depuis 1976, est une œuvre littéraire.

— Cette nouvelle de Gogol me bouleverse depuis mon enfance. Ce bouleversement n'est pas esthétique, mais de l'ordre de la terreur, résumé pour moi, par cette phrase du héros, Akaki Akakievitch : « Laissez-moi tranquille. Pourquoi voulez-vous me faire de la peine ? »

— Le cinéma d'animation est-il l'essence d'enfance ?

— L'animation entretient avec lui d'étroits rapports, comme avec d'autres formes artistiques. L'animation n'est pas un monde à part, même si je crois qu'elle n'a pas encore atteint sa perfection, technique notamment, contrairement peut-être aux autres arts. Alors, seulement d'ailleurs, elle pourra se développer en profondeur et atteindre la spiritualité.

— Quel fut le tout premier dessin du Manseau ?

— Je travaillais sur le Conte des contes, des croquis, au fil du crayon. J'ai dessiné un personnage sur un lit. J'ai eu l'impression de l'avoir déjà vu, de le reconnaître. C'était Akaki Akakievitch.

— D'emblée, vous avez décidé que le Manseau serait un long métrage de soixante-dix minutes.

— Jamais je n'aurais pensé que le film serait si long ! Mais quand Akaki s'est mis à jouer sous la caméra, alors me sont apparus des

détails que je n'avais pas soupçonnés, je ne comprenais pas bien ce qui se passait, mais je sentais que le récit qui venait de commencer devait durer. C'était une sensation inattendue, nouvelle. J'ai décidé de laisser libre cours à ma spontanéité. Tant qu'elle me guidera, je m'y soumettrai.

— Jouez, dites-vous, parlant de votre personnage. Mais ce jeu, vous en avez vous-même décidé puisque vous l'avez dessiné, est préalable.

— Je travaille avec une technique d'animation de papier découpé, très particulière, mais que d'autres cinéastes ont utilisée avant moi. Chaque partie de la tête d'Akaki, par exemple, est dessinée à part : le nez, composé de deux détails — dont les narines, la lèvre du haut, puis celle du bas, les joues, le front, le contour du visage. On rassemble ensuite chacune de ces parties, et pour que le visage bouge, je déplace un papier découpé, puis l'autre. Bien sûr, je simplifie, c'est un peu plus compliqué...

— Que pensez-vous de la proposition d'adaptation par Jack Lang pour vous permettre d'achever le tournage du Manseau ?

— Si elle est concrète, si elle peut avoir une influence sur les gens dont dépendent mes collègues et moi-même, bien sûr je l'accepterai, à condition que chacun comprenne que l'argent investi ne rapportera pas immédiatement des intérêts, mais qu'il sera forcément commercial, est toujours rentable.

— Question obligatoire, comment vivez-vous la censure ?

— Je ne travaille plus depuis trois ans... La censure a disparu, c'est beaucoup, mais il ne faut pas trop se

vanter. On a si longtemps essayé de faire de nous des esclaves que l'autocensure existe forcément... Et en période de liberté, l'artiste doit se fixer de nouveaux objectifs encore plus exigeants, se dépasser lui-même.

— Avec le Manseau, vous vous êtes fixé des objectifs ?

— Face à cet homme qui peu à peu se laisse porter vers son rêve, la possession d'un nouveau manteau, et atteint un certain bonheur, qui brutalement s'effondre, j'aimerais que les spectateurs ressentent de la honte. Et je m'incise dans ce mot « spectateur », car en aucun cas je ne veux tenir un rôle de mentor : l'artiste honnête doit parler de ce qui le fait souffrir, lui aussi.

— Le cinéma d'animation est-il, bien défini en URSS ?

— La situation dans notre pays est l'une des meilleures au monde. Non que nos dirigeants aiment le cinéma d'animation. Mais ils l'ont longtemps associé à l'idée d'un art pour enfants. Et il fallait bien trouver un domaine dans lequel briller plus que l'Occident. Nous avons des salles de cinéma spécialisées dans le cinéma d'animation, la télévision lui accorde une grande place... Si l'on arrivait à créer des liens intimes au sein du cinéma mondial, on pourrait imaginer une chaîne internationale entièrement consacrée à l'animation, comme il en existe pour la musique.

Propos recueillis par ODILE QUINOT.

★ Rétrospective Youri Norstein, auditorium du Louvre, 8 juin, à 20 h 30, en présence du réalisateur. Sortie en salle à partir du 14 juin.

Concours d'architecture en vue de la construction de la MAISON DE LA CULTURE DU JAPON A PARIS

Lors de la visite du président Mitterrand au Japon en 1982, les gouvernements français et japonais sont convenus de créer à Paris une maison de la culture du Japon. Depuis, deux comités de par-rainage constitués respectivement au Japon et en France ont travaillé à la concrétisation de ce projet.

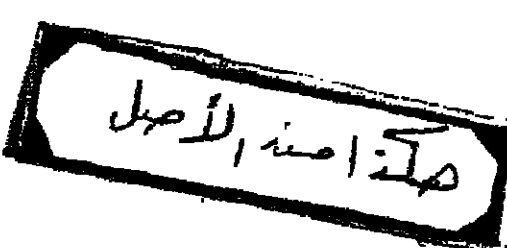
Cette maison souhaite être un lieu privilégié des relations franco-japonaises au sens le plus large. Elle se propose de promouvoir conjointement des activités culturelles et des échanges réguliers de haut niveau dans les domaines de l'économie, de la science et de la politique internationale.

Le terrain offert par la France se trouve à Paris dans le 15^e arrondissement en bordure de Seine et non loin de la tour Eiffel.

Les comités ont décidé de faire appel aux compétences des architectes des deux pays, et organisent à cette fin un concours d'architecture au stade de l'esquisse, ouvert et anonyme, qui se déroulera simultanément au Japon et en France. Ce concours sera doté d'un montant total de trente millions de yens.

Pour l'inscription, aucune condition de nationalité n'est requise. Les candidats devront, au Japon, avoir le statut d'architecte de première classe, et, en France, être inscrits à l'ordre national des architectes.

Toute personne désireuse de concourir en France devra demander une brochure d'inscription en écrivant ou en téléphonant au Service Culturel et d'Information de l'Ambassade du Japon, du lundi au vendredi de 10 h à 13 h et de 15 h à 18 h, 7, rue de Tilsitt, 75017, Paris, tél. : 47-66-02-22 poste 386 avant la fin du mois de juin 1989.





DROUOT-RICHELIEU

9, rue Drouot, 75009 PARIS

Téléphone : 48-00-20-20

Téléc : Drouot 642260

Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, Paris. Tél. : 45-63-12-66

Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 heures à 18 heures, sauf indication particulière, * expo le matin de la vente.

SAMEDI 10 JUIN

S. 12. - Affiches de spectacle. - M^{re} LENORMAND, DAYEN.

LUNDI 12 JUIN

S. 1 et 7. - Tableaux anciens et mobiliers du 19^e siècle. PARIS-AUCTION. - (M^{re} RIBEYRE. Tél. : 42-46-00-77).S. 2. - Mobilier d'architectes et de créateurs. Bel ensemble par Jean Royère et Dominique. - M^{re} Catherine CHARBONNEAUX.S. 3. - Boules piquées. Bijoux, argenterie. - M^{re} BOISGIRARD.S. 4. - Tab. bib. mod. - M^{re} CHEVAL.S. 5. - 14 h 30. Autographes. Importants souvenirs historiques, notamment : projet de la Constitution française de 1791 avec notes manuscrites de Robespierre. Lettre de Marie-Antoinette au comte de Mercy-Argenteau ; souvenirs historiques du roi Louis-Philippe et de la famille d'Orléans provenant des collections de feu S.A.R. Mgr le duc de Nemours. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Nicolas, Duchiron, experts. Exposition publique salle 5 samedi 10 juin de 11 h à 18 h. Autographes visibles chez l'expert, M. Nicolas, librairie « Les Neuf Muses », 41, quai des Grands-Augustins, 75006 Paris. Tél. : (1) 42-26-37-71 les 7 et 8 juin de 14 h à 18 h.S. 6. - 14 h 30. Livres illustrés romantiques. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN. Exposition publique : salle 6, samedi 10 juin de 11 h à 18 h. Exposition chez les experts : librairie Girard-Budini, 22, rue Guynemer, 75006 Paris. Tél. : (1) 45-48-30-58, jusqu'en 9 juin de 9 h à 13 h et de 14 h à 18 h.S. 8. - Bijoux. CARTIER, BOUCHERON, VAN CLEEF, etc. - M^{re} CHAMBELLAND, GIFFER, VEYRAC. Tél. : 42-94-10-54.S. 10. - Préhistoire. Bibliophilie. Numismatique. Archéologie. et ethnographique. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M. Rouillon.S. 11. - Verrerie contemporaine. - M^{re} CHOCHON, CHOCHON-BARRE, ALLARD.S. 16. - Tableaux du 19^e siècle et modernes. - M^{re} RENAUD (ARCOLE).

MERCREDI 14 JUIN

S. 4. - Art de la Chine et d'Extrême-Orient. - M^{re} COUTURIER, de NICOLAY, MM. Boudelay et Ralder.S. 5. - PRESTIGE. Tableaux anciens. Mobilis. Tapis. Tapisseries. - M^{re} BOISGIRARD.S. 8. - Livres, autographes. PARIS-AUCTION. - (M^{re} de CAGNY. Tél. : 42-46-00-07).S. 9. - 14 h 15. Art nouveau, art déco. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN. M. Camard, M^{re} Camard, experts.S. 10. - 14 h 15. - Bons meubles, objets mobiliers. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.S. 13. - Tableaux, bibelots, orfèvrerie anciens et de style. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.S. 14. - Tapis d'Orient. - M^{re} BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN.

JEUDI 15 JUIN

S. 2. - 21 h. Archéologie. Islam. - M^{re} BOISGIRARD.S. 5. - Extrême Orient. M^{re} BOISGIRARD, M^{re} Kevorkian, expert.

VENDREDI 16 JUIN

S. 1. - Tableaux modernes et anciens. Armes. Art nouveau. Bronzes des 17^e et 18^e siècles. Meubles anciens, tapisseries, tapis. - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.S. 2. - Orientalisme. - M^{re} BOISGIRARD, M^{re} Kevorkian, expert.S. 3. - Beaux bijoux des maisons : Cartier, Van Cleef, Van Cleef et Arpels, Lacroix frères Paris. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M. Bouleau, expert.S. 7. - Précieux objets de vitrine. - M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.S. 8. - Tableaux de l'école de Léningrad. - M^{re} RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY (ARCOLE).S. 9. - Tableaux anciens et modernes. Objets d'art, mobilier. - M^{re} BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN.S. 11. - 14 h 15. Livres, documents, éventails, porcelaine, jouets. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M^{re} Denis.S. 12. - Timbres-poste. - M^{re} LENORMAND, DAYEN.S. 13. - Meubles et objets d'art. - M^{re} MILLON, JUTHEAU.

DROUOT-MONTAIGNE

15, avenue Montaigne, 75008 PARIS

Tél. : 48-00-20-80 - Téléc 650873

SAMEDI 10 JUIN à 20 h

PHOTO (150^e anniversaire)

Expo le 10 juin de 11 h à 18 h

LUNDI 12 JUIN à 20 h 30

TABLEAUX MODERNES ET D'AUJOURD'HUI

M^{re} BRICHOE, GODEAU, commissaires-priseurs. Expo le dimanche 11 juin de 13 h à 22 h et le lundi 12 juin de 11 h à 18 h.

DROUOT-MONTAIGNE

15, av. Montaigne, 75008 PARIS

MERCREDI 14 JUIN à 14 h 30

IMPORTANTES TABLEAUX MODERNES ET DESSINS

par Bazille, Delacroix, Loiseau, H. Martin, Morris, Redon, Renoir.

TABLEAUX ANCIENS

M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET, commissaires-priseurs.

DROUOT-MONTAIGNE

15, av. Montaigne, 75008 PARIS

JEUDI 15 JUIN à 21 h

ART ABSTRAIT ET CONTEMPORAIN

M^{re} BRIEST, commissaire-priseur.

Expo le 14 juin de 21 h à 23 h et le 15-06 de 11 h à 18 h.

ETUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.

AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.

BRICHOE, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.

BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.

BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-37-47.

BRIEST, 24, avenue Maignan (75008), 42-68-11-30.

CHEVAL, 33, rue du Faubourg-Montmartre (75009), 47-70-56-26.

R. CHOCHON, M^{re} F. CHOCHON-BARRE, ALLARD, 15, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-38-37.

COUTURIER, de NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.

LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.

LENORMAND, DAYEN, 13, rue Hippolyte Leves (75009), 42-81-30-91.

MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.

PARIS-AUCTION : de Cagny, Carrière-Kalk, Dourbigne, Dupouzet-Delaunay, Hostaux-Couturier, Ribeyre, 4, rue Drouot (75009), 42-47-03-99.

PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.

RABOURDIN, CHOPPIN de JANVRY, 4, rue Rossini (75009), 47-70-34-91.

RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.

Culture

MUSIQUES

La saison 1989-1990 au Châtelet

« Fidelio », de Beethoven mis en scène par Giorgio Strehler

Opéra, ballet, l'Europe musicale 1650-1750, musique au vingtième siècle, concerts, récitals, music-hall, musiques traditionnelles, jazz, les milieux musicaux, dimanche à 16 heures, grands prix internationaux : douze séries de concerts pour près de trois cent cinquante manifestations. Le Châtelet voit grand.

Quelques points forts dans cette nouvelle programmation : *Fidelio*, de Beethoven (en coproduction avec la Scala de Milan), mis en scène par Giorgio Strehler et dirigé par Lorin Maazel (en novembre) ; *Les Matres chanteuses de Nuremberg*, de Wagner, mis en scène par Claude Régy et dirigé par Marek Janowski (en février) ; *Le Maître invisible*, de Modigliani, avec la musique de Marco-Antoine Charpentier, dans une mise en scène de Jean-Marie Villégier, avec les Arts Florissants de William Christie (en mars) ; la venue du clavicembaliste Trevor Pinnock (en septembre) ; de Musica Antiqua de Cologne (en mars) ; de Nikolaus Harnoncourt, qui dirigera la *Passion selon saint Jean* (le 2 avril) ; de l'Orchestre philharmonique d'Oslo et de Martin Jansons (le 28 mai) ; de Quatuor Alban Berg (le 10 mai) ; de la mezzo Mila-Sako Shirai pour un programme de lieder (le 14 novembre) ; de Mirella Freni (le 11 décembre) ; de Felicity Lott (le 14 février) ; de Brigitte Fassbender (le 27 février) ; de Georges Pludermacher (le 18 novembre) ; du pianiste Rafael Orozco (le 18 juin) et aussi une intégrale des concertos pour deux,

trois et quatre claviers de Bach donnés par l'Ensemble orchestral de Paris ; la *Passion selon saint Matthieu*, par Helmut Rilling et son ensemble de Stuttgart ; *Alcina*, de Haendel, par l'Ensemble William Christie ; le *Messie*, de Haendel, dirigé par Jeffrey Tate, avec l'Orchestre symphonique de Londres.

Autre bonne nouvelle, l'Ensemble InterContemporain s'inscrit au Châtelet et va donner huit programmes de musique du vingtième siècle. Les ensembles musicaux de la radio ne seront pas en reste, puisque l'Orchestre philharmonique va inaugurer avec les *Quatuor* (le 26 juin) et *Sixième Symphonie* (le 28 juin) une intégrale des symphonies de Beethoven, qui se déroulera sur plusieurs années.

Le Théâtre du Châtelet (qui va à nouveau fermer pour une nouvelle tranche de travaux de rénovation) présentera bien d'autres programmes encore, dans la grande salle, mais aussi dans l'Auditorium des Halles (rehabilité Auditeum de Saint-Eustache). On pourra ainsi suivre un cycle consacré à l'accordéon par Yvette Horner (en décembre, janvier et février), des concerts de Barbara (le 29 septembre), de Véronique Sanson (six en décembre), de la musique traditionnelle, du jazz (trente-cinq concerts).

A. L.

★ Théâtre du Châtelet, 2, rue Edouard-Colonne, 75001 Paris. Renseignements, tél. : 42-33-00-00.

ROCK

Les Bee Gees à Bercy

Au client roi

Sans surprise, sans trop d'émotion, les Bee Gees, ce groupe incroyable, n'ont qu'un souci : faire plaisir au public.

Pour commencer leur show, les Bee Gees ont recours à ce vieux cliché : éclairés à contre-jour par des projecteurs placés à l'arrière de la scène, la salle les découvre le dos tourné. Et quand ils lui font face, il ne se passe rien. Il n'y a que des frères Gibb, aucune séduction, ils n'exercent aucun ascendant sur le public. Même en 1967, l'année de leurs premiers succès, *New York Mining Disaster 1941*, *Masquerade*, quand leur talent de mélodistes et leur facilité à trisser un couplet les faisaient comparer aux Beatles, les adolescents ne décrochaient pas leurs chaises de leurs portraits. Et leur plus gros succès, *Saturday Night Fever*, en 1976, était une bande originale de film.

Et pourtant le public repart ravi de leurs concerts. A Zurich, l'une des premières étapes de leur tournée (la Suisse est le pays où il se vend le plus d'albums des Bee Gees par habitant), ils ont transformé le stade couvert qui abrite le show en jubilé géant. En passant dans leur répertoire, les groupes de leur génération s'amusent à récrire leur histoire à chaque tournée : ils omettent les titres de certaines périodes, reprennent des morceaux qui les ont influencés, mettent en avant des chansons qu'ils estiment négligées. Il suffit de lire les pochettes des albums live des Stones pour se rendre compte de la subtilité à laquelle peut parvenir l'exercice. Mais les

Bee Gees ne sont pas là pour faire les malins. Chez eux, le client est roi et il le sait. Ils servent l'équivalent musical de la salade du chef : un peu de tout, et de première fraîcheur.

Maurice (calvitie, barbe, claviers, basse, chœurs), Robin (chevelure, glabre, vocaux) et Barry (barbe, permanente style Charlton Heston dans *Les Dix Commandements*, guitare, voix) ont fait le fausset sur *Stayin' Alive* tout pour rappeler du reste note pour note l'intégrale des versions studio de leurs succès et y parviennent la plupart du temps. Entourés de requins de studio à la technique irréprochable (dont le très brillant Chester Thompson à la batterie), ils chantent une trentaine de titres, qui ont tous été classés dans les hit-parades du monde entier. Même si les titres n'évoquent rien, ou les reconnaît au bout de deux mesures, on est rassuré, et — à moins d'être allergique — plutôt content.

Le charme de la pop music est de savoir établir des passerelles entre la banalité et le sublime, la naïveté et le génie. Les Bee Gees ont bâti une œuvre sur cette ambiguïté. Les Bee Gees se contentent d'y parvenir de temps en temps, quand Robin Gibb chante, d'une voix étonnamment intacte, *I Started a Joke*, ou quand ils se transforment en orchestre de bal irrésistible pour *You Should Be Dancing*. Le reste du temps on baigne dans une agréable tiédeur à peine troublée par des instants ridicules, acérés, quand ces séminaires pères de famille jouent les machos en s'essayant au rock dur.

THOMAS SOTINEL.

★ Palais omnisports de Paris-Bercy, 8 juin, 20 h 30.

MEDIASPOUVOIRS

N° 14 TÉLÉVISIONS EN MUTATION

Michel SOUCHON et Alain Le DIBERDER
DES PUBLICS INSEPARABLES

Nathalie COSTE-CERDAN
COUPURES PUBLICITAIRES : FAUX DÉBATS ET VRAIS ENJEUX

Dominique WOLTON
POURQUOI UNE TÉLÉVISION PUBLIQUE ?

Michel SOUCHON
QU'ATTEND LE PUBLIC DE LA TÉLÉVISION ET DU SERVICE PUBLIC ?

Pierre MUSSO et Guy PINEAU
LA TÉLÉVISION ENTRE L'ÉTAT ET LE MARCHÉ

Jean-Claude SERGEANT
LA TÉLÉVISION BRITANNIQUE

A L'HEURE DE LA DÉRÈGLEMENTATION et un entretien avec ROBERT STEPHANE administrateur général de la RTBF

MEDIASPOUVOIRS : 95 F Tél. : 16 (1) 47.23.81.88

Communication

Pour infraction à la législation sur les investissements étrangers

Le gouvernement empêche la vente de Pathé à M. Parretti

La direction du Trésor vient d'informer les responsables de la société Max Théret Investissements (MTI) qu'elle leur refusait l'autorisation de racheter Pathé. Invoquant une infraction à la législation sur les investissements étrangers en France, le ministre de l'Économie et des Finances a bloqué la transaction et a demandé la mise sous séquestre des actions du groupe cinématographique.

C'est en décembre 1988 que le groupe Rivaud annonce la vente de Pathé, fleuron, depuis 1918, du cinéma français et troisième circuit sur le marché national. Officiellement, l'acheteur est une société fraîchement constituée par M. Max Théret, ancien fondateur de la FNAC, aujourd'hui inculpé de délit d'initié dans l'affaire Pechiney. Mais derrière Max Théret Investissements se profile l'ombre de M. Gian-Carlo Parretti, homme d'affaires italien, qui vient de racheter aux États-Unis le groupe cinématographique Cannon. Très vite, M. Parretti annonce d'ailleurs le rachat des actifs de Cannon par Pathé et sa volonté de faire de la société française un grand groupe audiovisuel mondial à la faveur d'une augmentation de capital de 1,8 milliard de francs.

La personnalité de M. Parretti, les conditions plutôt mystérieuses du rachat de Pathé, suscitent de très vives réactions dans les milieux professionnels français et de nombreuses interrogations dans la presse internationale et les milieux financiers, qui demeurent sceptiques sur les intentions réelles de M. Parretti. Quelques parlementaires, dont M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne, demandent au ministre des Finances d'ouvrir une enquête.

Tant que la transaction entre le groupe Rivaud et MTI reste dans un cadre franco-français, les pouvoirs publics ne peuvent rien faire. Mais on apprend rapidement que le

rachat a été financé par un prêt de la filiale hollandaise du Crédit lyonnais (le 9 février). Le Trésor demande donc aux protagonistes de se mettre en conformité avec la législation sur les transactions communautaires par une déclaration administrative. L'étude des documents transmis par le Crédit lyonnais d'Amsterdam révèle alors que le prêt de 480 millions de francs fait à MTI est garanti par le groupe suisse SASEA de M. Florio Fasini, étroitement associé à nombre d'activités de M. Parretti.

Dès lors la vente de Pathé déborde le cadre des échanges communautaires et ne relève plus de la simple déclaration mais de l'autorisation préalable. Considérant que la législation a été contournée, le ministre des Finances a donc averti, il y a dix jours, les principaux protagonistes que cette amoralisation était refusée.

Le blocage de la transaction, la mise sous séquestre des actions, interviennent au moment où M. Parretti s'apprête à boucler son augmentation de capital, qui devait faire de Pathé le propriétaire de tout le réseau des salles Cannon en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et en Allemagne. L'homme d'affaires italien, qui a dit récemment renoncer à plusieurs rachats de sociétés aux États-Unis et cherche depuis plusieurs mois des partenaires en Europe, semble donc dans une situation fort délicate. Il ne lui reste d'autre issue que de renvoyer Pathé à un repenser ou de gagner du temps en attaquant la décision administrative.

Dans un communiqué, MTI « s'étonne » du blocage d'une transaction « effectuée légalement » et « sous le contrôle de la Société des Bourses françaises ». MTI qui détient 96 % des actions de Pathé n'a « rien à voir avec le créancier italien-qui-ne-passe-rien » et « les intérêts de Pathé seront défendus dans le cadre des lois de la France qui est un état de droit », conclut le communiqué.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Un rapport sur les variétés à la télévision

La SACEM s'inquiète des relations financières de la musique avec le petit écran...

Émissions de variétés, clips, concerts, indicatifs, partitions originales pour films, documentaires ou séries, la télévision est grande consommatrice de musique. Les chaînes lui consacrent 43 % de leur temps d'antenne et puisent donc abondamment dans le répertoire de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique. C'est dire si la SACEM veille attentivement sur les bouleversements du petit écran, qui représente 20 % des 2 milliards de francs de droits qu'elle gère (contre 7 % seulement pour la radio).

Apparemment, les professionnels de la musique ont moins à se plaindre de l'évolution du paysage audiovisuel que leurs confrères de l'usage : la production nationale est toujours à l'honneur, et l'invasion du répertoire anglo-saxon est restée limitée. L'étude récemment rendue publique par la SACEM (*Les Variétés à la télévision*) montre que, tous genres confondus, le pourcentage des droits répartis à des œuvres françaises oscille entre 68,8 % sur TF 1 et 49,7 % sur Canal Plus.

Mais si la logique de la télévision commerciale a globalement épargné la production nationale, la loi de l'audience a considérablement réduit l'éventail des genres musicaux proposés aux téléspectateurs. Les émissions de rock ou de jazz, qui fleurissaient au début des années 80, ont pour la plupart disparu des antennes. La 5 a sacrifié les variétés à la fiction américaine. « R 3 a supprimé les productions dédiées aux jeunes artistes comme « Nouvelle affiche » ou « Décalés ». Enfin, la musique classique du vingtième siècle est complètement marginalisée puisqu'elle ne représente plus que 0,2 % du temps d'antenne, toutes chaînes confondues.

Si elle n'espère pas voir la télévision renouer à la conquête de la plus forte audience, la SACEM estime que les chaînes, notamment lorsqu'elles sont publiques, devraient définir une politique musicale plus rigoureuse et mieux suivie et ne pas déprogrammer les émissions ou les genres musicaux suivant les aléas de la concurrence. Mais la principale inquiétude de la société d'auteurs concerne les relations financières du petit écran avec le

monde de la musique. Le problème est réglé, depuis des années, de manière forfaitaire : une taxe sur les recettes (redevance et publicité) est versée par les chaînes à la SACEM qui redistribue les sommes entre les ayants droit.

Mais il est aisé pour les diffuseurs de contourner la règle. TF 1, qui, depuis sa privatisation, bénéficie encore du taux réduit de prélèvement applicable aux chaînes publiques, refuse de payer le taux des chaînes privées qui représenterait une augmentation de plus de 15 % de sa contribution. De même, les recettes du parainage et du *barrier* (émission financée par un commanditaire en échange de publicité gratuite) échappent de plus en plus à la comptabilité officielle et à l'assistance des prélèvements.

Abus

de position dominante

Surtout, les chaînes créent aujourd'hui leurs propres filiales d'édition musicale pour récupérer les droits des musiques qu'elles diffusent. Cette pratique, lancée il y a quelques années par RTL et Europe 1, rapporte aux diffuseurs des sommes non négligeables. Un argent qui allège les budgets des chaînes mais prive d'autant les éditeurs de musique traditionnels et ne se réinvestit pas automatiquement dans la création musicale. La SACEM ferme les yeux quand Une Musique, filiale de TF 1, édite ses propres génériques d'émissions, mais veut ériger les dangers dérivés du système. Formidables outils de promotion de la musique, les chaînes peuvent être tentées d'abuser de leur position dominante et forcer artistes et auteurs à la cession en échange d'un traitement préférentiel de leurs œuvres sur l'antenne.

Enfin la SACEM tire une fois de plus la sonnette d'alarme sur la fragilité du marché du clip. Côté production, la situation est satisfaisante puisque la France réalise, grâce au financement de M 6 et de Canal Plus, environ deux cents clips par an contre seulement soixante il y a quatre ans. Mais la diffusion, elle, s'est restreinte : le clip a pratiquement disparu de la programmation de TF 1, de A 2 et de la 5, et 85 % des passages sont assurés par les seules M 6 et Canal Plus aux audiences assez confidentielles.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Spectacles

expositions

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33).
T.L.J. de 10 h à 18 h, sam., dim.,
et jours fériés de 10 h à 18 h.

BONS SAISONS ARTISTES. Des
artistes contemporains défilent la carte
postale. Atelier des enfants. Jusqu'au
26 août.

CULTURE DE L'OBJET. Galerie de
C&S. Entrée : 15 F (gratuit pour les moins
de 13 ans). Jusqu'au 26 août.

DE MATISSE A AUJOURD'HUI. 3 et
4 étages. Entrée : 22 F. Jusqu'au 31 décembre.

DESSINS DE MATISSE. Salle d'art
graphique. Jusqu'au 27 août.

HANS HAACKE. Art abstrait. Colo-
ries contemporaines. Jusqu'au 18 juin.

**LANGUES DES DROITS DE
L'HOMME.** Le français et l'anglais à l'usage
des de la liberté. Salle d'actualité de la
B&S. Jusqu'au 4 septembre.

MAGNETON DE LA TERRE. Grande
galerie. 5 étages. Entrée : 32 F, 50 F (billet
complet Grande Halle et Centre Georges
Pompidou). Jusqu'au 14 août.

CARL FREDRIK HESTERBERG.
Miroir d'art moderne. Jusqu'au 11 septembre.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France (40-49-48-14). T.L.J.
de 9 h à 17 h, sam., dim., de 9 h à
17 h 30.

**1889, LA TOUR EIFFEL ET
L'EXPOSITION UNIVERSELLE.**
Entrée : 30 F. Jusqu'au 15 août.

LES PETITES FILLES MODERNES.
Exposition-déclat. Entrée : 23 F (billet
d'accès au musée). Jusqu'au 24 septembre.

EMILE ZOLA - PHOTOGRAPHES
DE SA FILLE DESSA (1867-1902).
Exposition-déclat. Entrée : 23 F (billet
d'accès au musée). Jusqu'au 17 septembre.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51).
T.L.J. de 9 h à 17 h, sam., dim., de 9 h à
17 h 30.

LES DONATEURS DU LOUVRE.
Hall Napoléon - Niveau souterrain. Entrée :
25 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au
21 août.

L'INSPIRATION DU PORTE. Pavillon
de Flore. Entrée : 25 F (billet d'accès au
musée). Jusqu'au 28 août.

MICHEL-ANGE DESSINATEUR.
Galerie Mollien. Entrée : 25 F + 7 F
(majoration du droit d'entrée au musée).
Jusqu'au 31 juillet.

**UN COLLECTIONNEUR PENDANT
LA RÉVOLUTION.** Jean-Louis Soufflet.
Galerie : 25 F (billet d'entrée au musée
donnant droit à l'exposition). Jusqu'au
24 juillet.

**Musée d'Art moderne
de la Ville de Paris**

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27).
T.L.J. de 10 h à 17 h 30, sam.,
dim., de 10 h à 17 h 30.

JEAN FAUTERIE. Exposition rétrospec-
tive. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 septembre.

NAM JUNE PAIK. Le Site Electroni-
que. Jusqu'au 30 octobre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G&L
Clemenceau.

**LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET
L'EUROPE 1789 - 1799.** X^e exposition
du Conseil de l'Europe. Galeries nationales
(42-89-54-10). T.L.J. et mar. de 10 h à 20 h.
Nouveau mar. jusqu'au 22 h. Entrée : 32 F.
Jusqu'au 26 juin.

Musées

1789 - 1815 L'ÉTOFFE DES HÉROS.
Textiles et textiles français de la Révo-
lution à l'Empire. Musée des Arts de la
mode, pavillon de Marsan, 109, rue de
Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 juillet.

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE.
Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin,
38, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.L.J.
de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10
septembre.

L'ART NAÏF ITALIEN. Musée d'art
naïf, Max Fourny, Halle Saint-Pierre,
maison de Herbert, 2, rue Ronsard (42-58-
74-12). T.L.J. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

BOGATCHEV - POUONY. Musée
Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-
48-07-27). T.L.J. et mar. de 11 h à 18 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 1 octobre.

**CONCOURS POUR L'AMÉNAGE-
MENT DE LA CITÉ PROST.** Pavillon de
l'Armée, galerie d'actualité, 21, boulevard
Mortand (42-76-33-97). T.L.J. et mar. de
10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 23 juin.

CHART TERRY USA. Objets contem-
porains, musée de l'USA, Musée des Arts
et Métiers, 22, rue de Valenciennes (42-76-
74-12). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F.
Jusqu'au 30 octobre.

Le Monde

CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

ACUTRONIC FRANCE
Spécialiste dans le matériel opto-électronique
recherche

INGÉNIEUR Génie électrique
Débutant ou confirmé, bonnes connaissances sur asservissement, électrotechnique et électronique analogique.

TECHNICIEN en électronique
pour son département maintenance moteurs, variateurs, BTS ou DUT minimum.

Pour ces 2 postes, déplacements France et Etranger. Connaissances Anglais indispensables.

Envoyer c.v., photo et prétentions à :

ACUTRONIC FRANCE
8, rue des Dames, 78340 LES-CLAYES-SOUS-BOIS.

Cours privé et privé MEC
recrute pour 1989-90
PROFESSEUR de mathématiques
Envoyer lettre à SCHWARTZ
83, rue Lemaître, Paris-16^e
est transmettra.

**DEMANDES
D'EMPLOIS**

CLAVISTE
photocopie
(10 ans expérience)
demande poste

**MISE EN PAGE
ECRAN**
région Compiègne ou
région parisienne.
Tél. : 44-76-70-54.

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

3^e arrdt
MARAIS, BEAUBOURG,
surface à rénover, 50 m² au sol,
dun, de, d'été et d'été, 2 p.
ref. n° 46-44-98-07.

8^e arrdt
R. TRONCHET
P. de taille, état, superbe
appt 80 m² + chbr-serv.,
poss. prof. libéraux.
SÉSAME 42-66-64-18.

17^e arrdt
WAGRAM 100 m²
P. de taille, état, superbe
appt 80 m² + chbr-serv.,
poss. prof. libéraux.
SÉSAME 42-66-64-18.

19^e arrdt
Part. vend. 50 m², loggia,
park, cave, imm. rénov.,
650 000 F. à débiter.
42-66-64-18.

appartements achats

20^e arrdt
CAMPAGNE A PARIS
L'Est résidentiel, Gambetta,
maison, 6 pces, jard.
2 700 000 F. Pas de garage
(200), t. belle maison, 6 pces,
jard. 3 150 000 F. Vente
maison, 6 pces, rénov., gar.
jard. 2 100 000 F. Béziers,
très belle maison, 6 pces,
jard. 3 150 000 F. Vente
4 pces, jard. 3 000 000 F.
LEMS 43-63-39-69.

54
Val-de-Marne
Dans petite résid., appt
ent. rénov. 2 chbrs, sé.
dû, d'été, s. de br., v.
c. nrbx rampants, porte
couverte, parc. 750 000 F.
46-64-24-10, apr. 18 h 30.

Province
170 KM SUD PARIS
2 pces, grs dépend. 450 m²,
ord. 100 %, 106 000 F.
(10) 86-74-08-12.

pavillons

Part. vend à Cesson (36 km
Paris), pavillon 3 pces,
138 m², jardin, sé.
dû, d'été, s. de br., v.
c. nrbx rampants, porte
couverte, parc. 750 000 F.
46-64-24-10, apr. 18 h 30.

(VAUREAL 95)
5^e arrdt, 30^e St-Jacques, part.
vend maison 150 m²,
contrat. trad., année
1984 (comptes aménagés,
bleu, gar. équipé + bar),
200 m² de terr., pays et
côté. 750 000 F. Bar. : 46-
67-66-33 et/ou le soir :
46-62-67-73.

**maisons
de campagne**
170 KM SUD PARIS
Habit. de suite, 4 pces,
cave, bar, 110 m²,
150 000 F. ord. 100 %.
(10) 86-74-08-12.

bureaux
Locations
Votre adresse commerciale ou
bureaux, secrétariat, etc.
SIEGE SOCIAL
CONSTITUTION STES
Prix comp. Débits rapides.
ASPIAC 42-93-68-58 +

DOMICILIATIONS
Constitution de sociétés et
tous services 43-55-17-50.

ACHATS
Sûr à l'achat, 74, av. de St-Ouen,
Paris, les Guy-Morin, boutiques
+ tél. : 110 m²,
42-22-27-87, travail,
40-12-45-81, dom.

L'AGENDA
EXPOSITION
Parc des expositions de
Paris, porte de Versailles. La
grande exposition internationale
des « Ours d'Or » en Europe. Venez voir
les derniers produits des
plus grands artisans de
la région. De 19.10 à 19.30, le journal
de la région. 19.30 à 19.50, le journal
de la région. 19.50 à 20.10, le journal
de la région. 20.10 à 20.30, le journal
de la région. 20.30 à 20.50, le journal
de la région. 20.50 à 21.10, le journal
de la région. 21.10 à 21.30, le journal
de la région. 21.30 à 21.50, le journal
de la région. 21.50 à 22.10, le journal
de la région. 22.10 à 22.30, le journal
de la région. 22.30 à 22.50, le journal
de la région. 22.50 à 23.10, le journal
de la région. 23.10 à 23.30, le journal
de la région. 23.30 à 23.50, le journal
de la région. 23.50 à 24.10, le journal
de la région. 24.10 à 24.30, le journal
de la région. 24.30 à 24.50, le journal
de la région. 24.50 à 25.10, le journal
de la région. 25.10 à 25.30, le journal
de la région. 25.30 à 25.50, le journal
de la région. 25.50 à 26.10, le journal
de la région. 26.10 à 26.30, le journal
de la région. 26.30 à 26.50, le journal
de la région. 26.50 à 27.10, le journal
de la région. 27.10 à 27.30, le journal
de la région. 27.30 à 27.50, le journal
de la région. 27.50 à 28.10, le journal
de la région. 28.10 à 28.30, le journal
de la région. 28.30 à 28.50, le journal
de la région. 28.50 à 29.10, le journal
de la région. 29.10 à 29.30, le journal
de la région. 29.30 à 29.50, le journal
de la région. 29.50 à 30.10, le journal
de la région. 30.10 à 30.30, le journal
de la région. 30.30 à 30.50, le journal
de la région. 30.50 à 31.10, le journal
de la région. 31.10 à 31.30, le journal
de la région. 31.30 à 31.50, le journal
de la région. 31.50 à 32.10, le journal
de la région. 32.10 à 32.30, le journal
de la région. 32.30 à 32.50, le journal
de la région. 32.50 à 33.10, le journal
de la région. 33.10 à 33.30, le journal
de la région. 33.30 à 33.50, le journal
de la région. 33.50 à 34.10, le journal
de la région. 34.10 à 34.30, le journal
de la région. 34.30 à 34.50, le journal
de la région. 34.50 à 35.10, le journal
de la région. 35.10 à 35.30, le journal
de la région. 35.30 à 35.50, le journal
de la région. 35.50 à 36.10, le journal
de la région. 36.10 à 36.30, le journal
de la région. 36.30 à 36.50, le journal
de la région. 36.50 à 37.10, le journal
de la région. 37.10 à 37.30, le journal
de la région. 37.30 à 37.50, le journal
de la région. 37.50 à 38.10, le journal
de la région. 38.10 à 38.30, le journal
de la région. 38.30 à 38.50, le journal
de la région. 38.50 à 39.10, le journal
de la région. 39.10 à 39.30, le journal
de la région. 39.30 à 39.50, le journal
de la région. 39.50 à 40.10, le journal
de la région. 40.10 à 40.30, le journal
de la région. 40.30 à 40.50, le journal
de la région. 40.50 à 41.10, le journal
de la région. 41.10 à 41.30, le journal
de la région. 41.30 à 41.50, le journal
de la région. 41.50 à 42.10, le journal
de la région. 42.10 à 42.30, le journal
de la région. 42.30 à 42.50, le journal
de la région. 42.50 à 43.10, le journal
de la région. 43.10 à 43.30, le journal
de la région. 43.30 à 43.50, le journal
de la région. 43.50 à 44.10, le journal
de la région. 44.10 à 44.30, le journal
de la région. 44.30 à 44.50, le journal
de la région. 44.50 à 45.10, le journal
de la région. 45.10 à 45.30, le journal
de la région. 45.30 à 45.50, le journal
de la région. 45.50 à 46.10, le journal
de la région. 46.10 à 46.30, le journal
de la région. 46.30 à 46.50, le journal
de la région. 46.50 à 47.10, le journal
de la région. 47.10 à 47.30, le journal
de la région. 47.30 à 47.50, le journal
de la région. 47.50 à 48.10, le journal
de la région. 48.10 à 48.30, le journal
de la région. 48.30 à 48.50, le journal
de la région. 48.50 à 49.10, le journal
de la région. 49.10 à 49.30, le journal
de la région. 49.30 à 49.50, le journal
de la région. 49.50 à 50.10, le journal
de la région. 50.10 à 50.30, le journal
de la région. 50.30 à 50.50, le journal
de la région. 50.50 à 51.10, le journal
de la région. 51.10 à 51.30, le journal
de la région. 51.30 à 51.50, le journal
de la région. 51.50 à 52.10, le journal
de la région. 52.10 à 52.30, le journal
de la région. 52.30 à 52.50, le journal
de la région. 52.50 à 53.10, le journal
de la région. 53.10 à 53.30, le journal
de la région. 53.30 à 53.50, le journal
de la région. 53.50 à 54.10, le journal
de la région. 54.10 à 54.30, le journal
de la région. 54.30 à 54.50, le journal
de la région. 54.50 à 55.10, le journal
de la région. 55.10 à 55.30, le journal
de la région. 55.30 à 55.50, le journal
de la région. 55.50 à 56.10, le journal
de la région. 56.10 à 56.30, le journal
de la région. 56.30 à 56.50, le journal
de la région. 56.50 à 57.10, le journal
de la région. 57.10 à 57.30, le journal
de la région. 57.30 à 57.50, le journal
de la région. 57.50 à 58.10, le journal
de la région. 58.10 à 58.30, le journal
de la région. 58.30 à 58.50, le journal
de la région. 58.50 à 59.10, le journal
de la région. 59.10 à 59.30, le journal
de la région. 59.30 à 59.50, le journal
de la région. 59.50 à 60.10, le journal
de la région. 60.10 à 60.30, le journal
de la région. 60.30 à 60.50, le journal
de la région. 60.50 à 61.10, le journal
de la région. 61.10 à 61.30, le journal
de la région. 61.30 à 61.50, le journal
de la région. 61.50 à 62.10, le journal
de la région. 62.10 à 62.30, le journal
de la région. 62.30 à 62.50, le journal
de la région. 62.50 à 63.10, le journal
de la région. 63.10 à 63.30, le journal
de la région. 63.30 à 63.50, le journal
de la région. 63.50 à 64.10, le journal
de la région. 64.10 à 64.30, le journal
de la région. 64.30 à 64.50, le journal
de la région. 64.50 à 65.10, le journal
de la région. 65.10 à 65.30, le journal
de la région. 65.30 à 65.50, le journal
de la région. 65.50 à 66.10, le journal
de la région. 66.10 à 66.30, le journal
de la région. 66.30 à 66.50, le journal
de la région. 66.50 à 67.10, le journal
de la région. 67.10 à 67.30, le journal
de la région. 67.30 à 67.50, le journal
de la région. 67.50 à 68.10, le journal
de la région. 68.10 à 68.30, le journal
de la région. 68.30 à 68.50, le journal
de la région. 68.50 à 69.10, le journal
de la région. 69.10 à 69.30, le journal
de la région. 69.30 à 69.50, le journal
de la région. 69.50 à 70.10, le journal
de la région. 70.10 à 70.30, le journal
de la région. 70.30 à 70.50, le journal
de la région. 70.50 à 71.10, le journal
de la région. 71.10 à 71.30, le journal
de la région. 71.30 à 71.50, le journal
de la région. 71.50 à 72.10, le journal
de la région. 72.10 à 72.30, le journal
de la région. 72.30 à 72.50, le journal
de la région. 72.50 à 73.10, le journal
de la région. 73.10 à 73.30, le journal
de la région. 73.30 à 73.50, le journal
de la région. 73.50 à 74.10, le journal
de la région. 74.10 à 74.30, le journal
de la région. 74.30 à 74.50, le journal
de la région. 74.50 à 75.10, le journal
de la région. 75.10 à 75.30, le journal
de la région. 75.30 à 75.50, le journal
de la région. 75.50 à 76.10, le journal
de la région. 76.10 à 76.30, le journal
de la région. 76.30 à 76.50, le journal
de la région. 76.50 à 77.10, le journal
de la région. 77.10 à 77.30, le journal
de la région. 77.30 à 77.50, le journal
de la région. 77.50 à 78.10, le journal
de la région. 78.10 à 78.30, le journal
de la région. 78.30 à 78.50, le journal
de la région. 78.50 à 79.10, le journal
de la région. 79.10 à 79.30, le journal
de la région. 79.30 à 79.50, le journal
de la région. 79.50 à 80.10, le journal
de la région. 80.10 à 80.30, le journal
de la région. 80.30 à 80.50, le journal
de la région. 80.50 à 81.10, le journal
de la région. 81.10 à 81.30, le journal
de la région. 81.30 à 81.50, le journal
de la région. 81.50 à 82.10, le journal
de la région. 82.10 à 82.30, le journal
de la région. 82.30 à 82.50, le journal
de la région. 82.50 à 83.10, le journal
de la région. 83.10 à 83.30, le journal
de la région. 83.30 à 83.50, le journal
de la région. 83.50 à 84.10, le journal
de la région. 84.10 à 84.30, le journal
de la région. 84.30 à 84.50, le journal
de la région. 84.50 à 85.10, le journal
de la région. 85.10 à 85.30, le journal
de la région. 85.30 à 85.50, le journal
de la région. 85.50 à 86.10, le journal
de la région. 86.10 à 86.30, le journal
de la région. 86.30 à 86.50, le journal
de la région. 86.50 à 87.10, le journal
de la région. 87.10 à 87.30, le journal
de la région. 87.30 à 87.50, le journal
de la région. 87.50 à 88.10, le journal
de la région. 88.10 à 88.30, le journal
de la région. 88.30 à 88.50, le journal
de la région. 88.50 à 89.10, le journal
de la région. 89.10 à 89.30, le journal
de la région. 89.30 à 89.50, le journal
de la région. 89.50 à 90.10, le journal
de la région. 90.10 à 90.30, le journal
de la région. 90.30 à 90.50, le journal
de la région. 90.50 à 91.10, le journal
de la région. 91.10 à 91.30, le journal
de la région. 91.30 à 91.50, le journal
de la région. 91.50 à 92.10, le journal
de la région. 92.10 à 92.30, le journal
de la région. 92.30 à 92.50, le journal
de la région. 92.50 à 93.10, le journal
de la région. 93.10 à 93.30, le journal
de la région. 93.30 à 93.50, le journal
de la région. 93.50 à 94.10, le journal
de la région. 94.10 à 94.30, le journal
de la région. 94.30 à 94.50, le journal
de la région. 94.50 à 95.10, le journal
de la région. 95.10 à 95.30, le journal
de la région. 95.30 à 95.50, le journal
de la région. 95.50 à 96.10, le journal
de la région. 96.10 à 96.30, le journal
de la région. 96.30 à 96.50, le journal
de la région. 96.50 à 97.10, le journal
de la région. 97.10 à 97.30, le journal
de la région. 97.30 à 97.50, le journal
de la région. 97.50 à 98.10, le journal
de la région. 98.10 à 98.30, le journal
de la région. 98.30 à 98.50, le journal
de la région. 98.50 à 99.10, le journal
de la région. 99.10 à 99.30, le journal
de la région. 99.30 à 99.50, le journal
de la région. 99.50 à 100.10, le journal
de la région. 100.10 à 100.30, le journal
de la région. 100.30 à 100.50, le journal
de la région. 100.50 à 101.10, le journal
de la région. 101.10 à 101.30, le journal
de la région. 101.30 à 101.50, le journal
de la région. 101.50 à 102.10, le journal
de la région. 102.10 à 102.30, le journal
de la région. 102.30 à 102.50, le journal
de la région. 102.50 à 103.10, le journal
de la région. 103.10 à 103.30, le journal
de la région. 103.30 à 103.50, le journal
de la région. 103.50 à 104.10, le journal
de la région. 104.10 à 104.30, le journal
de la région. 104.30 à 104.50, le journal
de la région. 104.50 à 105.10, le journal
de la région. 105.10 à 105.30, le journal
de la région. 105.30 à 105.50, le journal
de la région. 105.50 à 106.10, le journal
de la région. 106.10 à 106.30, le journal
de la région. 106.30 à 106.50, le journal
de la région. 106.50 à 107.10, le journal
de la région. 107.10 à 107.30, le journal
de la région. 107.30 à 107.50, le journal
de la région. 107.50 à 108.10, le journal
de la région. 108.10 à 108.30, le journal
de la région. 108.30 à 108.50, le journal
de la région. 108.50 à 109.10, le journal
de la région. 109.10 à 109.30, le journal
de la région. 109.30 à 109.50, le journal
de la région. 109.50 à 110.10, le journal
de la région. 110.10 à 110.30, le journal
de la région. 110.30 à 110.50, le journal
de la région. 110.50 à 111.10, le journal
de la région. 111.10 à 111.30, le journal
de la région. 111.30 à 111.50, le journal
de la région. 111.50 à 112.10, le journal
de la région. 112.10 à 112.30, le journal
de la région. 112.30 à 112.50, le journal
de la région. 112.50 à 113.10, le journal
de la région. 113.10 à 113.30, le journal
de la région. 113.30 à 113.50, le journal
de la région. 113.50 à 114.10, le journal
de la région. 114.10 à 114.30, le journal
de la région. 114.30 à 114.50, le journal
de la région. 114.50 à 115.10, le journal
de la région. 115.10 à 115.30, le journal
de la région. 115.30 à 115.50, le journal
de la région. 115.50 à 116.10, le journal
de la région. 116.10 à 116.30, le journal
de la région. 116.30 à 116.50, le journal
de la région. 116.50 à 117.10, le journal
de la région. 117.10 à 117.30, le journal
de la région. 117.30 à 117.50, le journal
de la région. 117.50 à 118.10, le journal
de la région. 118.10 à 118.30, le journal
de la région. 118.30 à 118.50, le journal
de la région. 118.50 à 119.10, le journal
de la région. 119.10 à 119.30, le journal
de la région. 119.30 à 119.50, le journal
de la région. 119.50 à 120.10, le journal
de la région. 120.10 à 120.30, le journal
de la région. 120.30 à 120.50, le journal
de la région. 120.50 à 121.10, le journal
de la région. 121.10 à 121.30, le journal
de la région. 121.30 à 121.50, le journal
de la région. 121.50 à 122.10, le journal
de la région. 122.10 à 122.30, le journal
de la région. 122.30 à 122.50, le journal
de la région. 122.50 à 123.10, le journal
de la région. 123.10 à 123.30, le journal
de la région. 123.30 à 123.50, le journal
de la région. 123.50 à 124.10, le journal
de la région. 124.10 à 124.30, le journal
de la région. 124.30 à 124.50, le journal
de la région. 124.50 à 125.10, le journal
de la région. 125.10 à 125.30, le journal
de la région. 125.30 à 125.50, le journal
de la région. 125.50 à 126.10, le journal
de la région. 126.10 à 126.30, le journal
de la région. 126.30 à 126.50, le journal
de la région. 126.50 à 127.10, le journal
de la région. 127.10 à 127.30, le journal
de la région. 127.30 à 127.50, le journal
de la région. 127.50 à 128.10, le journal
de la région. 128.10 à 128.30, le journal
de la région. 128.30 à 128.50, le journal
de la région. 128.50 à 129.10, le journal
de la région. 129.10 à 129.30, le journal
de la région. 129.30 à 129.50, le journal
de la région. 129.50 à 130.10, le journal
de la région. 130.10 à 130.30, le journal
de la région. 130.30 à 130.50, le journal
de la région. 130.50 à 131.10, le journal
de la région. 131.10 à 131.30, le journal
de la région. 131.30 à 131.50, le journal
de la région. 131.50 à 132.10, le journal
de la région. 132.10 à 132.30, le journal
de la région. 132.30 à 132.50, le journal
de la région. 132.50 à 133.10, le journal
de la région. 133.10 à 133.30, le journal
de la région. 133.30 à 133.50, le journal
de la région. 133.50 à 134.10, le journal
de la région. 134.10 à 134.30, le journal
de la région. 134.30 à 134.50, le journal
de la région. 134.50 à 135.10, le journal
de la région. 135.10 à 135.30, le journal
de la région. 135.30 à 135.50, le journal
de la région. 135.50 à 136.10, le journal
de la région. 136.10 à 136.30, le journal
de la région. 136.30 à 136.50, le journal
de la région. 136.50 à 137.10, le journal
de la région. 137.10 à 137.30, le journal
de la région. 137.30 à 137.50, le journal
de la région. 137.50 à 138.10, le journal
de la région. 138.10 à 138.30, le journal
de la région. 138.30 à 138.50, le journal
de la région. 138.50 à 139.10, le journal
de la région. 139.10 à 139.30, le journal
de la région. 139.30 à 139.50, le journal
de la région. 139.50 à 140.10, le journal
de la région. 140.10 à 140.30, le journal
de la région. 140.30 à 140.50, le journal
de la région. 140.50 à 141.10, le journal
de la région. 141.10 à 141.30, le journal
de la région. 141.30 à 141.50, le journal
de la région. 141.50 à 142.10, le journal
de la région. 142.10 à 142.30, le journal
de la région. 142.30 à 142.50, le journal
de la région. 142.50 à 143.10, le journal
de la région. 143.10 à 143.30, le journal
de la région. 143.30 à 143.50, le journal
de la région. 143.50 à 144.10, le journal
de la région. 144.10 à 144.30, le journal
de la région. 144.30 à 144.50, le journal
de la région. 144.50 à 145.10, le journal
de la région. 145.10 à 145.30, le journal
de la région. 145.30 à 145.50, le journal
de la région. 145.50 à 146.10, le journal
de la région. 146.10 à 146.30, le journal
de la région. 146.30 à 146.50, le journal
de la région. 146.50 à 147.10, le journal
de la région. 147.10 à 147.30, le journal
de la région. 147.30 à 147.50, le journal
de la région. 147.50 à 148.10, le journal
de la région. 148.10 à 148.30, le journal
de la région. 148.30 à 148.50, le journal
de la région. 148.50 à 149.10, le journal
de la région. 149.10 à 149.30, le journal
de la région. 149.30 à 149.50, le journal
de la région. 149.50 à 150.10, le journal
de la région. 150.10 à 150.30, le journal
de la région. 150.30 à 150.50, le journal
de la région. 150.50 à 151.10, le journal
de la région. 151.10 à 151.30, le journal
de la région. 151.30 à 151.50, le journal
de la région. 151.50 à 152.10, le journal
de la région. 152.10 à 152.30, le journal
de la région. 152.30 à 152.50, le journal
de la région. 152.50 à 153.10, le journal
de la région. 153.10 à 153.30, le journal
de la région. 153.30 à 153.50, le journal
de la région. 153.50 à 154.10, le journal
de la région. 154.10 à 154.30, le journal
de la région. 154.30 à 154.50, le journal
de la région. 154.50 à 155.10, le journal
de la région. 155.10 à 155.30, le journal
de la région. 155.30 à 155.50, le journal
de la région. 155.50 à 156.10, le journal
de la région. 156.10 à 156.30, le journal
de la région. 156.30 à 156.50, le journal
de la région. 156.50 à 157.10, le journal
de la région. 157.10 à 157.30, le journal
de la région. 157.30 à 157.50, le journal
de la région. 157.50 à 158.10, le journal
de la région. 158.10 à 158.30, le journal
de la région. 158.30 à 158.50, le journal
de la région. 158.50 à 159.10, le journal
de la région. 159.10 à 159.30, le journal
de la région. 159.30 à 159.50, le journal
de la région. 159.50 à 160.10, le journal
de la région. 160.10 à 160.30, le journal
de la région. 160.30 à 160.50, le journal
de la région. 160.50 à 161.10, le journal
de la région. 161.10 à 161.30, le journal
de la région. 161.30 à 161.50, le journal
de la

Le Carnet du Monde

Naissances

— Philippe et Blanche JACOB et Nicolas sont heureux d'annoncer la naissance de

Alexandre,

le 18 mai 1989.

153, rue de Sansure, 75017 Paris.

— M. Jean LAMY, M^{me} LAMY-WECKE, M. et M^{me} Henry LUCIEN-BRUN, partageant avec

Isabelle et Pierre LUCIEN-BRUN la joie d'annoncer la naissance de

Chloé,

le 21 mai 1989.

Paris, Sao-Paulo, Lyon, La Foully.

— Françoise WEILL, Jean-Luc NEVACHE, sont heureux d'annoncer la naissance de

Chloé,

Ajaccio, le 3 juin 1989.

— Christine et Gilles GESSON ont la joie et la fierté d'annoncer à l'humanité tout entière, et seul le Monde pouvait être leur messager, la naissance de

Florent,

survenu le 26 mai (7 prairial), en cette année de bicentenaire.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-96-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F

Abonnés et actionnaires ... 73 F

Communicat. diverses ... 86 F

— M. Stéphane WILLARD et M^{me} née Nathalie Camille, ont la joie d'annoncer la naissance de

Jérémy,

Monte-Carlo, le 26 mai 1989.

— Le docteur Philippe JULIEN et M^{me} née Anne-Marie Willard, et Pauline, ont la joie d'annoncer la naissance de

Louis,

Paris, le 30 mai 1989.

— Le 5 juin 1989,

Martha

a vu le jour à 2 heures du matin.

C'est un miracle.

Elle est la deuxième fille de

Catherine ZANOLINI et Bernard SÈLE.

165, chemin Montbaret, 38330 Biviers.

Décès

— S. Claude et Monique Bloch, Robert Samuel-Weis, Michel et Martine Samuel-Weis, Jean-Marcel, Dominique Bloch et leurs enfants,

Muriel C. Bloch, Dominique Murielle Bloch, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Lily

BLOCH-BRUNSCHWIG, veuve de M. Edmond Bloch (décédé en 1960),

survenu le 5 juin 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 8 juin, au cimetière israélite de Mulhouse.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

Paris, Mulhouse.

— Simone Léon Dautsch, Gérard Bloch, Thierry Bloch, Claudine Genet et leurs enfants,

Muriel et Daniel Koningsberg et leurs enfants,

Michèle Levy-Bram, Francis et Colette Kahn,

ont la tristesse d'annoncer le décès, le 4 juin 1989, de

Odet Henri BLOCH.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

— M. Norbert R. Blum, Ses enfants et leurs familles, Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

Janine BLUM,

née Hamillon,

survenu le 3 juin 1989.

La cérémonie et l'inhumation ont eu lieu à Marambat, le 8 juin.

Marambat, 32190 Vic-Forezac, 31110 Bagères-de-Luchon.

— Sa famille et ses amis vous font part :

Colette CROCHOT

nous a quittés en Paix le 31 mai 1989.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

— Besançon, Cozyriat, Droux.

M^{me} Pierrette Favre-Rigoulot, M. et M^{me} Jean-Pierre Favre-Chenay, Marie-Emilie, Henry, Et leur famille,

ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de soixante-quinze ans, de

Raymond FAVRE,

chevalier de l'Ordre national du Mérite, directeur départemental honoraire de la concurrence et de la consommation, survenu le 4 juin 1989, à Besançon.

L'incinération a eu lieu dans l'intimité au crématoire de Viriat-Bourg-en-Bresse.

Ses cendres ont été répandues dans le Jardin du souvenir, à Cozyriat.

Les Mères, 01250 Cozyriat, 7, avenue Elie-Cusnier, 25000 Besançon.

— M^{me} Raymond Goupy, son épouse,

M. et M^{me} François Goupy et leurs enfants, M. et M^{me} Michel Goupy et leurs enfants,

seuls enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Claude Basse,

leurs enfants et petits-enfants, ses neveux, nièces, petit-neveu, petite-nièce,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond GOUPY,

survenu en son domicile, le 6 juin 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Le service religieux sera célébré le vendredi 9 juin 1989, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris (6^e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue Joseph-Barr, 75006 Paris.

— M. et M^{me} Léon Hatwell, M. et M^{me} Maurice Hatwell, M. et M^{me} James Strachan, Les familles Hatwell, Hakoun, Cohen, Hissana, Guetta, Strachan, ont la douleur de faire part de la disparition de

David HATWELL.

Les obsèques auront lieu le jeudi 8 juin 1989, à 16 heures, au cimetière parisien de Pantin.

— Louis Mazaric, son mari,

Bruno Mazaric et Catherine Mazaric-Somman, ses enfants,

Laetitia et Malika Mazaric, Julia Somman, ses petits-enfants,

Aimé et Paulette Cleyet, son beau-frère et sa sœur, ont la tristesse de faire part de la mort de

Renée MAZARIC,

née Pierre,

ancienne élève de l'École normale supérieure de jeunes filles, agrégée d'allemand, officier des Palmes académiques,

survenue le 3 juin 1989, au terme d'une longue maladie.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

57, rue Boissac, 69006 Lyon.

— Sa famille et ses amis font part du décès de

Jean RABAUT,

journaliste et historien.

« Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire. » Jaurès.

1, boulevard des Jeux-Olympiques, 78000 Versailles.

(Le Monde du 8 juin.)

— Dicauleff (Drôme).

Georges Velten,

son mari,

Ses enfants, petits-enfants,

sa famille et ses amis,

ont le regret de faire part que sa lutte

courageuse contre la maladie a pris fin

le mercredi 7 juin 1989 pour

Irène VELTEN,

née Mayor.

« En toutes circonstances, l'amour, de patience, de confiance, de pardon et d'espérance. »

(1 Corinthiens 13.)

Une célébration aura lieu au temple de Dicauleff le vendredi 9 juin, à 15 heures.

En lieu de fleurs, adressez vos dons pour, au Togo, la scolarisation d'enfants et, en France, l'envoi en vacances d'enfants de milieux populaires, à Soleil et Santé, en souvenir d'Irène, 47, rue de Clichy, Paris (9^e).

Remerciements

— René BLETTERIE

nous a quittés le 18 mai 1989.

Tous ceux qui nous ont témoigné amitié, fraternité et solidarité à cette occasion trouveront ici la reconnaissance et l'espérance de toute une famille émue par l'ampleur de vos marques de sympathie.

Anniversaires

— Une pensée est demandée à tous ceux qui ont connu et aimé

Jean-Marie BALBAUD,

rapplé à Dieu le 9 juin 1989.

De la part de M^{me} Marie-Chantal Balbaud et de ses filles.

Soutenances de thèses

— Université René-Descartes (Paris-V), sciences humaines Sorbonne, le

lundi 12 juin, à 11 h 15, salle 106, contre

Henri-Pierre, 28, rue Serpente, M^{me} Latifa Lalsou Mouir : « L'université

Qarawiyin de Fès (neuvième-quatrième siècle). »

— Université Paris-IX (Dauphine), le

lundi 12 juin, à 14 h 30, salle B 618, M. Pascal Auscher : « Ondes fractales et applications. »

— Université Paris-Sorbonne (Paris-IV), le

lundi 12 juin, à 14 h 30, salle Louis-Liard, M. Gérard Gros : « Le

poète et la Vierge. Étude sur les formes poétiques du conte marial, en langue d'oïl, aux quatorzième et quinzième siècles. »

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri-Pierre, aura lieu le lundi 12 juin, à 15 heures, à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Durkheim, escalier J, troisième étage, 1, rue V.-Cousin, Paris (5^e).

— Rectificatif. — La soutenance de thèse de doctorat de M. André Robert, initialement prévue le 19 mai au centre Henri

Le Salon du Bourget

AVIATION CIVILE

Pourvu que ça dure !



M. François Mitterrand inaugure, jeudi 8 juin, le 38^e Salon international de l'aéronautique et de l'espace au Bourget, qui fermera ses portes le dimanche 18 juin.

Cinq jours de ce Salon (les vendredis 9, samedi 10, dimanche 11, samedi 17 et dimanche 18 juin) seront ouverts au public (prix d'entrée : 35 F), de 9 h 30 à 18 heures. Le reste du temps est réservé aux professionnels.

Plus de mille six cents exposants, venus de trente-quatre pays différents, présentent leurs matériels, qui ne se limitent pas aux deux cents avions ou hélicoptères montrés au sol ou en vol, mais qui comprennent aussi des fournitures électroniques de défense et des équipements spatiaux. La grande nouveauté de ce Salon est la présence massive de l'Union soviétique, qui, contrairement à la tradition, expose beaucoup de matériels militaires quand, de leur côté, les États-Unis, à la différence des années passées, donnent la priorité à la construction civile.

L'exposition du Bourget s'ouvre à un moment particulier de l'évolution dans le monde de ce secteur aéronautique.

En Europe, les industriels tentent de se regrouper pour faire pièce à la domination, civile et militaire, des États-Unis. Le transport aérien connaît une expansion qui risque de trouver ses limites dans la pénurie des avions et des pilotes. Dans l'espace, enfin, les succès d'Ariane sont à la mesure de la percée européenne sur le marché des lanceurs, mais les Américains continuent de maintenir leur prééminence dans le domaine des satellites.

SPATIAL

Ariane se porte mieux que le satellite européen

« Le plus important contrat de production de lanceurs spatiaux du monde occidental ! » C'est ainsi qu'Arianespace qualifie le 15 février dernier sa commande de cinq Ariane-4, aux constructeurs européens de la fusée. Ce geste confirmait de manière éclatante la percée des industriels européens sur le marché mondial. Dans le domaine des lanceurs, au moins. Car, dans celui de la fabrication des satellites, la situation est beaucoup moins brillante.

Ariane fête cette année son dixième anniversaire de son premier lancement. Son trente et unième vol, effectué cette semaine (le Monde du 7 juin), a effacé les difficultés de 1986 : en vingt et un mois et treize lancements consécutifs réussis, la fusée européenne a mis sur orbite vingt et un satellites. Trente autres attendent leur tour sur son carnet de commandes, dont cinq américains, trois japonais, deux canadiens, deux indiens et six d'organisations internationales. Arianespace détient actuellement 50 % du marché mondial civil des lancements de satellites, qui, selon les experts, devrait représenter plus d'un milliard de dollars par an après 1991.

Mais ces résultats impressionnants, dont personne n'aurait osé seulement rêver en 1979, ne représentent nullement une route de situation. Un exemple frappant : les Chinois lancèrent en 1991 et 1992, avec leur fusée Longue Marche II, deux satellites australiens Aussat, et un satellite français. Ils ont, en outre, fondé récemment avec la compagnie brésilienne Avibras Aerospace un consortium baptisé INSCOM (International Satellite Communication), qui devrait faciliter leur implantation en Occident. Les Soviétiques proposent, eux aussi, les services de leur fusée Proton, avec moins de succès, semble-t-il. Le lanceur japonais H2 devrait apparaître sur le marché dès 1993. Mais le vrai danger vient des États-Unis, où, après les problèmes rencontrés par la navette à la suite de l'incident de Challenger le 28 janvier 1986, des sociétés privées s'apprêtent à commercialiser des lanceurs Delta et Titan sur le plan mondial. Ces engins, qui ont fait leurs preuves, seront de redoutables adversaires pour Ariane.

Le lanceur européen est bien armé pour résister, grâce, notamment, à sa souplesse et à sa réputation de précision pour la mise en orbite. Des atouts qu'Arianespace entend compléter par un gros effort sur les prix. Le contrat de commande de cinquante Ariane-4 sur huit ans passé en février dernier prouve un « effet de série » qui permettrait aux industriels européens de baisser leurs coûts de 20 %, tout en réduisant leurs délais de fabrication. La mise en service de la version Ariane-V, prévue pour 1997, devrait permettre une nouvelle baisse de plus de 20 %.

La situation est moins rose dans le domaine de la fabrication des satellites, largement dominée par les

États-Unis. Les constructeurs américains possèdent, il est vrai, deux atouts de choix : un programme militaire spatial dont le budget est supérieur à celui de la NASA, et un marché national civil très important dans le domaine des télécommunications, qui représentent 70 % des applications spatiales. Des groupes industriels puissants comme Hughes Aircraft, Ford Aerospace, GE Astro, TRW, Fairchild ou Lockheed y contrôlent l'ensemble de la fabrication des satellites, de la plateforme (structures) à la charge utile (l'électronique).

En face, leurs concurrents européens se caractérisent au contraire par un émiettement des compétences. Les principaux maîtres d'œuvre : Aérospatiale et Matra en France, MBB en Allemagne ou British Aerospace en Grande-Bretagne, sont avant tout des « plate-formistes », qui collaborent avec des « charge-utilisateurs » indépendants comme Alcatel-Espace (France), Marconi (Grande-Bretagne), ANI (RFA) ou Selenia (Italie). « Le remède que nous appliquons depuis vingt ans, c'est la coopération européenne », explique M. Henri Martre, PDG d'Aérospatiale.

Un marché limité

Mais ces alliances qui se font ou se défont au hasard des projets ne favorisent pas l'émergence de pôles industriels capables de tenir tête aux gros fabricants américains de satellites, qui contrôlent déjà les trois quarts du marché mondial civil. Les Européens n'ont plus vraiment le choix. Pour éviter la mort, il leur faut s'unir. « Nous allons vers la formation de trois groupes européens intégrés », estime un expert. Aérospatiale pourrait ainsi annoncer durant le Salon une association avec Alcatel-Espace. Une inconnue subsiste à la suite de la prise de contrôle de MBB par Daimler-Benz : ce groupe allemand possède des actions Matra, mais MBB et Aérospatiale ont développé des liens de coopération très forts. Matra, qui vient d'annoncer son intention d'acquiescer les divisions électronique, défense et espace de la société Fairchild, semble préférer les alliances internationales tout azimut à l'intégration purement européenne.

Le problème, c'est que, affirme le même expert, « il n'y a en fait pas de place pour plus de deux groupes européens », d'autant plus que les perspectives sur le marché des satellites ont tendance à baisser par rapport aux prévisions faites il y a dix ans. On évase aujourd'hui à une vingtaine de milliards d'engins civils qui seront fabriqués chaque année durant la prochaine décennie, dont douze à quatorze satellites de télécommunications. « 35 à 50 % de ce marché (soit 4 à 7 unités) pourraient être accessibles aux Européens », estime un responsable d'Aérospatiale, qui, en même temps, fixe à trois satellites annuels le plan de charge indispensable pour sa société. La lutte sera très chaude.

JEAN-PAUL DUFOUR.

Si ce n'est pas l'euphorie dans l'aviation commerciale, ça y ressemble beaucoup ! Les constructeurs, les compagnies, les pouvoirs publics n'avaient pas osé y croire, en 1988. Certes, le trafic aérien progressait, et les carnets de commandes se gonflaient, mais la traversée du désert du début de la décennie avait été si sévère que les différents acteurs du transport aérien jugeaient plus prudent de reconsidérer leurs marges. La conjoncture flamboyante du début de l'année 1989 rend anachronique cette prudence.

Car le monde entier se tourne vers l'avion pour transporter passagers et marchandises. Les compagnies escomptaient un trafic en augmentation de 5 % jusqu'à la fin du siècle. La courbe semble durablement orientée vers 10 %. En Europe même, les premiers mois ont vu des taux de croissance mensuels de 12 % et, en Asie, plus encore.

Confrontés à cette poussée de la demande ainsi qu'à un vieillissement de leurs flottes, conservées en l'état pendant les années de vaches maigres, les compagnies se sont ruées chez les constructeurs pour acheter de nouveaux avions. Le carnet de commandes de l'Américain Boeing reflète spectaculairement cet engouement. Le plus grand avionneur mondial a reçu, au cours du seul mois d'avril, 412 ordres d'achat pour des avions à réaction de tous modèles, alors qu'il en avait comptabilisé 636 pour l'ensemble de 1988, année de tous les records.

Vieux avions

Chez les constructeurs, on commence à prendre les premières mesures pour faire face à cette ruée. L'exemple du motoriste français SNECMA est parlant. Son réacteur CFM56, construit en collaboration avec General Electric, est le plus grand succès de l'aviation civile et militaire : 6 500 moteurs ont été commandés à ce jour. « Nous gardons la tête froide, même si nous pensons que notre plan de charge est assuré jusqu'en 1995 », explique M. Dominique Paris, directeur des programmes et commerces civils de la SNECMA. « Nous agrandissons le hall de montage de notre usine de Melun-Villaroche : nous investissons vraisemblablement dans un nouveau banc d'essai et nous nous tournons vers l'industrie pour nous faire faire face à l'avalanche des commandes ».

Une préoccupation est nettement perceptible chez les industriels : ne pas embaucher trop de personnel qu'il serait difficile de conserver en cas de retournement de tendance. Il faut noter également que la poussée de la demande et la baisse des prix du carburant ont contraint les industriels à remettre à plus tard leurs projets futuristes. Boeing, Aérospatiale, General Electric, SNECMA ou Pratt et Whitney se contentent d'élaborer l'étude technique « autour du profan ou turboréacteur à hélice rapide ».

Est-ce que cette période euphorique se prolongera encore ? Oul, répond M. Jean-Yves Durand,

directeur du Crédit lyonnais chargé des financements et services aux entreprises. L'offre d'avions est restreinte. Il existe seulement une demi-douzaine de constructeurs mondiaux de grands appareils commerciaux. Il faut cinq ans pour concevoir une nouvelle cellule et quinze ans pour développer un moteur. D'autre part, le besoin de renouvellement des flottes restera fort en raison des problèmes d'environnement posés par les réacteurs les plus bruyants et en raison des coûts d'entretien croissants des vieux avions. Le bureau Vertias estime que l'âge au-delà duquel un avion est plus coûteux à entretenir qu'à remplacer s'établit à 15-18 ans et non à 22-25 ans comme on le prétendait ces dernières années. Je ne vois pas à court terme de retournement de tendance, sauf en cas de crise économique mondiale. Cela peut, il serait aberrant de penser qu'il n'y aura pas d'accroissement des dix ans qui viennent. L'aéronautique est un secteur cyclique qui connaît aujourd'hui une surchauffe. Nous ne savons ni quand ni comment le ralentissement s'effectuera, mais il aura lieu.

Les observateurs s'accordent à penser que ni la hausse du dollar en cours ni l'augmentation du prix du carburant ne dissuaderont les passagers. Ceux-ci supporteront sans trop rechigner les hausses de 7 % à 10 % qui ont été relevées, en 1988, aux États-Unis. Pour le transport aérien, le plus grand problème des tensions que l'explosion de la demande provoque dans la profession et qui pourraient déboucher, au mieux, sur une dégradation de la qualité de service et, au pis, sur une montée de l'insécurité. En effet, ces tensions ont généré des pénuries graves.

Le monde entier manque de pilotes. On estime, par exemple, de source syndicale, qu'il faudrait un million de pilotes à Air France dans les quatre ans qui viennent pour compenser les départs à la retraite et pour faire voler les avions supplémentaires. Cette pénurie à deux conséquences : la première est l'augmentation des salaires des pilotes, comme à Continental Airlines, où les commandants de bord ont amé-

lioré de moitié leurs émoluments en 1988 ; la seconde est la chasse aux pilotes qui conduira les grandes compagnies à débaucher chez les petites et celles-ci à embaucher des étrangers et de très jeunes navigateurs, pas toujours au niveau requis.

Le manque d'avions oblige les transports à conserver des appareils anciens qui nécessitent une surveillance et un entretien renforcés. Les défaillances en vol de plusieurs avions américains, et notamment l'aspersion dans le vide de neuf passagers d'un Boeing-747 d'United Airlines le 24 février dernier, prouvent que le relâchement est un risque réel.

Insécurité

Le fort trafic aérien engendre des engorgements sur les aéroports et dans le ciel. Les retards de plus de quinze minutes, qui concernaient, en 1986, 12,5 % des vols internationaux européens, sont passés à 19 % en 1988. La compagnie allemande Lufthansa a perdu, l'an dernier, 7 900 heures de vol et 350 millions de francs en raison de retards au décollage et à l'atterrissage. Cet inconvénient ne serait pas trop grave s'il ne s'accompagnait d'une dégradation de la sécurité. Certes, le transport aérien est toujours l'un des modes de transport les plus sûrs, mais on assiste à une multiplication des rapprochements dangereux dans les approches des aéroports. En France même, on constate une augmentation de la fréquence des accidents dont le nombre est passé de 9 en 1982 à 24 en 1986 et 27 en 1988.

Pour parer à cette évolution, tous les partenaires de l'aéronautique ont cherché à éviter que l'avion ne plût des effets pervers de son succès. En RFA, le gouvernement veut privatiser le contrôle aérien pour lui permettre d'évoluer au rythme de la demande. En France, le directeur général de l'aviation civile, M. Daniel Tenenbaum, a préparé, pour son ministre, un projet de loi renforçant les contrôles et aggravant les sanctions à l'égard des pilotes et des compagnies qui trahissent les règles de la sécurité. Il a relancé la formation des pilotes de façon à parvenir, avec

l'aide des compagnies et des écoles privées, à mettre sur le marché quatre cents pilotes de ligne par an. Le budget de la navigation aérienne, qui a triplé depuis sa création, en 1985, prévoit l'installation de radars modernes plus précis qui permettront, peut-être, de réduire l'espace de sécurité de 18 km entre deux avions. On parle de fixer à 0,2 grammes par litre la quantité maximale d'alcool admissible dans le sang des pilotes.

Ce renforcement de la réglementation suscite des réactions diverses. MM. Alain Dackos et Xavier Baral, respectivement président et vice-président du Syndicat national des pilotes de lignes (SNPL), s'inquiètent « des lacunes dans la formation des navigateurs mises en évidence par les accidents survenus au cours des dernières mois » et « du manque de rigueur dans les contrôles administratifs ». MM. Pierre Bussy et Bertrand Dampfrier, secrétaires généraux du Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien (SNCTA), font remarquer que les aiguilles du ciel ont cessé leurs graves du zèle et mis fin aux traditionnels embouteillages du printemps, depuis que le gouvernement a accepté d'améliorer leurs conditions. « L'ordinateur sera une aide précieuse à condition que le personnel soit associé à sa mise en œuvre. Sinon... ».

Multinationale

Quant à M. René Laporte, PDG de la compagnie UTA, il s'indigne que certains parlent de rationner un transport aérien menacé d'apoplexie. « 10 % d'augmentation de trafic, ce n'est pas un boom, déclare-t-il. Si l'on s'en donne aujourd'hui de cette croissance, c'est que le transport aérien a toujours vécu dans la multinationale. Je trouve curieuse une industrie qui regrette presque son propre développement. Non, le transport aérien n'est pas parvenu à maturité ; il recule des gisements de croissance inépuisables à condition qu'on le libéralise et qu'on y pratique des tarifs plus bas. On dit que cette évolution dégrade la sécurité, c'est faux. Est-ce que les constructeurs immobiliers fabriquent des logements de qualité inférieure parce qu'ils en produisent plus ? Même chose pour l'air. L'estime que les problèmes d'engorgement que nous constatons résultent d'un manque de concurrence et non d'une libéralisation qui demeure insuffisante ».

On voit, chaque regard porté à sa porte et s'accorde à penser que l'avion devrait connaître encore de beaux jours... au prix de quelques turbulences qui appellent le cours du dollar, le grand marché européen ou les rachats d'entreprises. Le Salon du Bourget sera, une fois de plus, la scène de réconciliation d'un secteur prestigieux en mutation rapide. Il s'ouvre dans un climat de prospérité jamais atteint. Pourvu que ça dure !

ALAIN FAULIAS

Les nouveautés présentées

Parmi les nouveaux avions et hélicoptères présentés ou attendus, on peut citer le chasseur chinois F-8-II, l'avion-espion américain SR-71 Blackbird, l'hélicoptère porte-radar français Super-Puma Orchidée, l'appareil de transport régional ATR-72, l'avion d'attaque Mirage X-2000 N (pour l'arme nucléaire) ou S (destiné à l'exportation), l'hélicoptère britannique EH-101, les avions de transport soviétiques AN-226, le 98-300 et TU-204, ainsi que les avions de combat soviétiques Mig-29, SU-26 et SU-28.

Vedette spatiale, la navette soviétique Bourane, avec la pré-

sence des deux cosmonautes Vladimir Titov et Moussa Manarov, actuels recordmen de durée dans l'espace. A côté du futur télescope spatial Hubble, la NASA recevra les trois astronautes américains Neil Armstrong, Buzz Aldrin et Michael Collins, qui participent à la mission Apollo 11 de débarquement sur la Lune. Il y a vingt ans. Les modèles en grandeur réelle de plusieurs satellites européens (Hyparcos, Ulysses et Olympus) seront exposés par l'Agence spatiale européenne. Le Centre national d'études spatiales présente ses programmes scientifiques.

INDUSTRIE

Face à la domination américaine les Européens cherchent à s'organiser

Après un premier mouvement de vaste restructuration dans les années 70, les grandes manœuvres ont repris dans l'industrie aéronautique, spatiale et électronique. L'Europe n'ont plus vraiment le choix. Pour éviter la mort, il leur faut s'unir. « Nous allons vers la formation de trois groupes européens intégrés », estime un expert. Aérospatiale pourrait ainsi annoncer durant le Salon une association avec Alcatel-Espace. Une inconnue subsiste à la suite de la prise de contrôle de MBB par Daimler-Benz : ce groupe allemand possède des actions Matra, mais MBB et Aérospatiale ont développé des liens de coopération très forts. Matra, qui vient d'annoncer son intention d'acquiescer les divisions électronique, défense et espace de la société Fairchild, semble préférer les alliances internationales tout azimut à l'intégration purement européenne.

Le problème, c'est que, affirme le même expert, « il n'y a en fait pas de place pour plus de deux groupes européens », d'autant plus que les perspectives sur le marché des satellites ont tendance à baisser par rapport aux prévisions faites il y a dix ans. On évase aujourd'hui à une vingtaine de milliards d'engins civils qui seront fabriqués chaque année durant la prochaine décennie, dont douze à quatorze satellites de télécommunications. « 35 à 50 % de ce marché (soit 4 à 7 unités) pourraient être accessibles aux Européens », estime un responsable d'Aérospatiale, qui, en même temps, fixe à trois satellites annuels le plan de charge indispensable pour sa société. La lutte sera très chaude.

Le monde entier se tourne vers l'avion pour transporter passagers et marchandises. Les compagnies escomptaient un trafic en augmentation de 5 % jusqu'à la fin du siècle. La courbe semble durablement orientée vers 10 %. En Europe même, les premiers mois ont vu des taux de croissance mensuels de 12 % et, en Asie, plus encore.

Confrontés à cette poussée de la demande ainsi qu'à un vieillissement de leurs flottes, conservées en l'état pendant les années de vaches maigres, les compagnies se sont ruées chez les constructeurs pour acheter de nouveaux avions. Le carnet de commandes de l'Américain Boeing reflète spectaculairement cet engouement. Le plus grand avionneur mondial a reçu, au cours du seul mois d'avril, 412 ordres d'achat pour des avions à réaction de tous modèles, alors qu'il en avait comptabilisé 636 pour l'ensemble de 1988, année de tous les records.

Chez les constructeurs, on commence à prendre les premières mesures pour faire face à cette ruée. L'exemple du motoriste français SNECMA est parlant. Son réacteur CFM56, construit en collaboration avec General Electric, est le plus grand succès de l'aviation civile et militaire : 6 500 moteurs ont été commandés à ce jour. « Nous gardons la tête froide, même si nous pensons que notre plan de charge est assuré jusqu'en 1995 », explique M. Dominique Paris, directeur des programmes et commerces civils de la SNECMA. « Nous agrandissons le hall de montage de notre usine de Melun-Villaroche : nous investissons vraisemblablement dans un nouveau banc d'essai et nous nous tournons vers l'industrie pour nous faire faire face à l'avalanche des commandes ».

Une préoccupation est nettement perceptible chez les industriels : ne pas embaucher trop de personnel qu'il serait difficile de conserver en cas de retournement de tendance. Il faut noter également que la poussée de la demande et la baisse des prix du carburant ont contraint les industriels à remettre à plus tard leurs projets futuristes. Boeing, Aérospatiale, General Electric, SNECMA ou Pratt et Whitney se contentent d'élaborer l'étude technique « autour du profan ou turboréacteur à hélice rapide ».

Est-ce que cette période euphorique se prolongera encore ? Oul, répond M. Jean-Yves Durand,

directeur du Crédit lyonnais chargé des financements et services aux entreprises. L'offre d'avions est restreinte. Il existe seulement une demi-douzaine de constructeurs mondiaux de grands appareils commerciaux. Il faut cinq ans pour concevoir une nouvelle cellule et quinze ans pour développer un moteur. D'autre part, le besoin de renouvellement des flottes restera fort en raison des problèmes d'environnement posés par les réacteurs les plus bruyants et en raison des coûts d'entretien croissants des vieux avions. Le bureau Vertias estime que l'âge au-delà duquel un avion est plus coûteux à entretenir qu'à remplacer s'établit à 15-18 ans et non à 22-25 ans comme on le prétendait ces dernières années. Je ne vois pas à court terme de retournement de tendance, sauf en cas de crise économique mondiale. Cela peut, il serait aberrant de penser qu'il n'y aura pas d'accroissement des dix ans qui viennent. L'aéronautique est un secteur cyclique qui connaît aujourd'hui une surchauffe. Nous ne savons ni quand ni comment le ralentissement s'effectuera, mais il aura lieu.

Les observateurs s'accordent à penser que ni la hausse du dollar en cours ni l'augmentation du prix du carburant ne dissuaderont les passagers. Ceux-ci supporteront sans trop rechigner les hausses de 7 % à 10 % qui ont été relevées, en 1988, aux États-Unis. Pour le transport aérien, le plus grand problème des tensions que l'explosion de la demande provoque dans la profession et qui pourraient déboucher, au mieux, sur une dégradation de la qualité de service et, au pis, sur une montée de l'insécurité. En effet, ces tensions ont généré des pénuries graves.

Le monde entier manque de pilotes. On estime, par exemple, de source syndicale, qu'il faudrait un million de pilotes à Air France dans les quatre ans qui viennent pour compenser les départs à la retraite et pour faire voler les avions supplémentaires. Cette pénurie à deux conséquences : la première est l'augmentation des salaires des pilotes, comme à Continental Airlines, où les commandants de bord ont amé-

lioré de moitié leurs émoluments en 1988 ; la seconde est la chasse aux pilotes qui conduira les grandes compagnies à débaucher chez les petites et celles-ci à embaucher des étrangers et de très jeunes navigateurs, pas toujours au niveau requis.

Le manque d'avions oblige les transports à conserver des appareils anciens qui nécessitent une surveillance et un entretien renforcés. Les défaillances en vol de plusieurs avions américains, et notamment l'aspersion dans le vide de neuf passagers d'un Boeing-747 d'United Airlines le 24 février dernier, prouvent que le relâchement est un risque réel.

Le fort trafic aérien engendre des engorgements sur les aéroports et dans le ciel. Les retards de plus de quinze minutes, qui concernaient, en 1986, 12,5 % des vols internationaux européens, sont passés à 19 % en 1988. La compagnie allemande Lufthansa a perdu, l'an dernier, 7 900 heures de vol et 350 millions de francs en raison de retards au décollage et à l'atterrissage. Cet inconvénient ne serait pas trop grave s'il ne s'accompagnait d'une dégradation de la sécurité. Certes, le transport aérien est toujours l'un des modes de transport les plus sûrs, mais on assiste à une multiplication des rapprochements dangereux dans les approches des aéroports. En France même, on constate une augmentation de la fréquence des accidents dont le nombre est passé de 9 en 1982 à 24 en 1986 et 27 en 1988.

Pour parer à cette évolution, tous les partenaires de l'aéronautique ont cherché à éviter que l'avion ne plût des effets pervers de son succès. En RFA, le gouvernement veut privatiser le contrôle aérien pour lui permettre d'évoluer au rythme de la demande. En France, le directeur général de l'aviation civile, M. Daniel Tenenbaum, a préparé, pour son ministre, un projet de loi renforçant les contrôles et aggravant les sanctions à l'égard des pilotes et des compagnies qui trahissent les règles de la sécurité. Il a relancé la formation des pilotes de façon à parvenir, avec

l'aide des compagnies et des écoles privées, à mettre sur le marché quatre cents pilotes de ligne par an. Le budget de la navigation aérienne, qui a triplé depuis sa création, en 1985, prévoit l'installation de radars modernes plus précis qui permettront, peut-être, de réduire l'espace de sécurité de 18 km entre deux avions. On parle de fixer à 0,2 grammes par litre la quantité maximale d'alcool admissible dans le sang des pilotes.

Ce renforcement de la réglementation suscite des réactions diverses. MM. Alain Dackos et Xavier Baral, respectivement président et vice-président du Syndicat national des pilotes de lignes (SNPL), s'inquiètent « des lacunes dans la formation des navigateurs mises en évidence par les accidents survenus au cours des dernières mois » et « du manque de rigueur dans les contrôles administratifs ». MM. Pierre Bussy et Bertrand Dampfrier, secrétaires généraux du Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien (SNCTA), font remarquer que les aiguilles du ciel ont cessé leurs graves du zèle et mis fin aux traditionnels embouteillages du printemps, depuis que le gouvernement a accepté d'améliorer leurs conditions. « L'ordinateur sera une aide précieuse à condition que le personnel soit associé à sa mise en œuvre. Sinon... ».

Quant à M. René Laporte, PDG de la compagnie UTA, il s'indigne que certains parlent de rationner un transport aérien menacé d'apoplexie. « 10 % d'augmentation de trafic, ce n'est pas un boom, déclare-t-il. Si l'on s'en donne aujourd'hui de cette croissance, c'est que le transport aérien a toujours vécu dans la multinationale. Je trouve curieuse une industrie qui regrette presque son propre développement. Non, le transport aérien n'est pas parvenu à maturité ; il recule des gisements de croissance inépuisables à condition qu'on le libéralise et qu'on y pratique des tarifs plus bas. On dit que cette évolution dégrade la sécurité, c'est faux. Est-ce que les constructeurs immobiliers fabriquent des logements de qualité inférieure parce qu'ils en produisent plus ? Même chose pour l'air. L'estime que les problèmes d'engorgement que nous constatons résultent d'un manque de concurrence et non d'une libéralisation qui demeure insuffisante ».

On voit, chaque regard porté à sa porte et s'accorde à penser que l'avion devrait connaître encore de beaux jours... au prix de quelques turbulences qui appellent le cours du dollar, le grand marché européen ou les rachats d'entreprises. Le Salon du Bourget sera, une fois de plus, la scène de réconciliation d'un secteur prestigieux en mutation rapide. Il s'ouvre dans un climat de prospérité jamais atteint. Pourvu que ça dure !

ALAIN FAULIAS

Handicap et isolement

A l'opposé, M. Lagardère choisit plutôt la prise de participations réciproques, c'est-à-dire des constructions financières. De son point de vue, cette formule lie beaucoup plus étroitement et durablement les partenaires que de simples rapprochements ponctuels sur des programmes.

Entre les deux, M. Gomez résume l'immobilisme, qui conduirait à la stagnation, comme la précipitation, qui impliquerait de devoir opter entre regroupements nationaux et trans-

européens, quand chacune des solutions peut être la bonne. Pour lui, une

phase transitoire sera nécessaire avant de pouvoir réussir à harmoniser les équipements, mettre en commun les budgets de recherche-développement, et parvenir à instaurer une « autorité » qui s'affranchirait de la classique règle du juste retour entre partenaires.

Parce que sa religion n'est pas faite, la France semble être partie, dans ces grandes manœuvres européennes de restructuration industrielle, plus tardivement que ses voisins les plus proches, comme le Royaume-Uni, ou l'Allemagne fédérale. Les plus critiques parlent, dès lors, de handicap de départ ou d'isolement irrémédiable.

Voilà. La création de « mégagroupes », comme on les appelle déjà, n'est pas obligatoirement le panacée. Des précédents montrent que, s'ils disposent d'une trésorerie enviable, ces supergroupes ont aussi le défaut de devenir vite ingouvernables et de se fragmenter, à l'image, en tant que de soi, d'activités autonomes ou franchises les uns vis-à-vis des autres. Certes, les entreprises publiques, à la française, ont aussi l'inconvénient de ne pas pouvoir supporter outre mesure une « européanisation » excessive de leur capital. Mais il ne serait pas sain non plus d'abandonner ce marché de souveraineté nationale à des intérêts privés préoccupés de montages financiers.

Une interdépendance européenne accrue passe avant par la constitution de ces consortiums internationaux que par l'expression commune de mêmes besoins opérationnels, la recherche de la maîtrise des technologies de pointe grâce aux programmes Eureka, Race ou Esprit, et une meilleure répartition des échanges industriels entre Européens.

JACQUES ISNARD.

Economie

Un entretien avec M. Henry Racamier, président de Louis-Vuitton

« La bataille n'a que trop duré. Il faut y mettre un terme », déclare au Monde M. Henry Racamier à la veille de l'assemblée générale de LVMH (Moët-Hennessy Louis-Vuitton). Cette déclaration ressemble fort à un appel à un cessez-le-feu dans la bataille qui agite le groupe depuis plus d'un an. Il semble que ces dernières semaines, dans la confusion, certaines influences ont joué pour calmer le jeu. M. Arnaud lui-même déclare dans une interview à Match (datée du 15 juin) : « Il faut aujourd'hui que la paix revienne. (...) Je suis tout prêt à parler avec les Vuitton. »

Il est vrai que le beau mariage de 1986, où champagne, parfums et articles de voyage

s'unissaient pour devenir le numéro un mondial du luxe, commençait à tourner à la querelle stérile et à l'imbrication juridique. La première capitalisation boursière française (50 milliards de francs) servait de décor à un Dailly à la française. Entre M. Bernard Arnault, président du directoire de LVMH, et M. Henry Racamier, président de Louis Vuitton, les points de vue semblaient inconciliables.

M. Arnaud est un jeune polytechnicien, méromane et ambitieux, venu aux affaires en 1984 avec le rachat de Bousnac. Une agilité financière reconnue et une grande impatience le conduisent à prendre le contrôle de LVMH. Dans un premier

temps, il y sera d'ailleurs aidé par M. Racamier. L'entente sera de courte durée. Très vite, le président de Louis Vuitton, un septuagénaire à la délicate carrière industrielle, supporte mal la volonté de pouvoir du jeune financier. Tout devient alors occasion de querelle ; depuis la structure juridique des sociétés jusqu'à la création des produits ou l'acquisition de sociétés.

Le dernier épisode tournait autour de la validité des OBSA (obligations à bons de souscription d'actions) émises en 1986 par la Banque Lazard pour le compte de la société Moët-Hennessy. Rachetées plus tard par M. Arnaud, elles avaient été un des moyens de sa prise de pouvoir en janvier dernier. Sans préjuger du juge-

ment sur le fond, le tribunal de commerce saisi en référé a décidé, le 30 mai dernier, que ces OBSA (environ 12 % du capital) ne pourraient pas être utilisées lors de l'assemblée générale du 9 juin pour éliminer l'un ou l'autre des protagonistes.

Mais au-delà des incompatibilités d'humeur, ce sont aussi deux stratégies qui s'affrontent. M. Arnaud rêve d'une gestion centralisée à partir de la holding. M. Racamier, lui, prône l'autonomie des sociétés.

En dépit de ces querelles, en 1988, LVMH a réalisé un chiffre d'affaires de 16,4 milliards de francs et un bénéfice de 2 milliards de francs, en progression de 49 %.

« Cette bataille n'a que trop duré »

« Que comptez-vous faire lors de l'assemblée générale de LVMH ? »

— Le président du tribunal de commerce a souligné qu'il ne se passe rien d'irréversible avant le jugement au fond sur les OBSA. Il faut respecter l'esprit de cette décision. Je me suis battu en industriel dans l'intérêt de nos marques, pour défendre ma conception du groupe, de sa stratégie, de son management. Je ne le regrette pas. Cela étant, je pense pour ma part que cette bataille n'a que trop duré. Il serait temps maintenant d'y mettre un terme. Pour l'instant les marques n'en ont pas souffert, elles prospèrent et marchent bien. Mais il ne faudrait pas qu'une prolongation du conflit entraîne une démolition du personnel et des entreprises du groupe.

— Quelles solutions peut-on trouver pour aboutir à une réconciliation entre M. Bernard Arnault et vous-même ?

— Il est toujours possible de trouver des formules de négociation à condition que toutes les parties le veulent. L'essentiel est d'engager un processus qui tienne compte des réalités : le groupe Vuitton, unanime et solide derrière moi, et le groupe Arnault-Guinness représentent deux blocs d'actionnaires « incontournables ». L'actionariat Moët et Hennessy joue de son côté un rôle très important. A partir du moment où la volonté commune de mettre fin à une situation dangereusement conflictuelle pour l'entreprise, elle-même, une solution constructive pourrait être trouvée. J'y suis quant à moi favorable.

« Mais il faut que cet état d'esprit de recherche de *modus vivendi* soit réellement partagé par toutes les parties concernées. Tant que nous ne l'avons pas clairement constaté, nous ne pouvons que continuer à employer avec toute la vigueur nécessaire les moyens à notre disposition pour défendre notre éthique et notre conception de l'entreprise et du fonctionnement de ses marques. »

« Je ne me bats pas pour le plaisir »

— La solution ne serait-elle pas la désignation d'un médiateur ?

— Pourquoi pas ?

— Les affaires actuellement en cours devant les tribunaux et l'incertitude qui pèse sur la composition exacte du capital permettent-elles d'espérer raisonnablement une solution ?

— Je ne peux rien dire sur les affaires en cours d'examen par la justice. Mais il est vrai que la structure du capital de LVMH est complexe et évolutive ; il y a le sort définitif des OBSA ; il y a aussi le fait que Jacques Rober, un des actionnaires dominants, est composé de deux entités ; enfin, il n'y a pas coïncidence entre les droits de vote et le nombre d'actions détenues du fait de l'existence de droits de vote double. Ce contexte n'empêche pas de rechercher des solutions à l'intérieur du groupe, d'autant qu'une éventuelle annulation des OBSA irait dans le sens d'un réajustement de l'actionariat que j'ai toujours souhaité.

— De véritables divergences semblent exister entre vous et

M. Arnaud sur la conduite du groupe.

— Il y a sûrement des différences de tempérament. Mais il faut que le bon sens et la compréhension objective des situations l'emportent. Pour ma part, je ne me bats pas pour le plaisir, mais quand je suis attaqué — ce qui a été le cas dès le mois de février — je me défends avec toute l'énergie nécessaire. Je me bats pour une certaine idée de LVMH. A mon âge, l'objectif n'est pas de revendiquer un poste prééminent, ni de perpétuer ceux que j'occupe.

— La médiatisation de l'affaire en fait un combat de personnes alors qu'il s'agit fondamentalement d'une différence de conception sur la gestion des entreprises de luxe et de marques. Pour nous, chaque société doit conserver son individualité, sa personnalité et l'autonomie voulue

— tous caractères qui ont été et sont toujours les moteurs de son succès et de son développement — et ne pas devenir de simples éléments subordonnés au sein d'une technocratie omnipotente. La holding doit jouer son vrai rôle, celui d'un organe fédérateur qui détermine les orientations stratégiques du groupe, coordonne sa politique financière et contrôle l'activité des filiales. Cette philosophie et ce mode de fonctionnement ont présidé à la formation du groupe et au succès de son développement jusqu'ici. Ils ont fait leurs preuves : les résultats des différentes branches le confirment.

— Cela signifie-t-il que chacun peut de son côté créer son parfum ou acheter sa maison de couture ?

— Soyons sérieux. Si de telles opérations s'inscrivent dans la logi-



Henry Racamier

que de développement de la société envisagée, la réponse est un « oui », qualifiée par le fait qu'évidemment elles ne doivent pas avoir de conséquences indirectes défavorables au groupe, et ne pas s'écarter des grandes orientations stratégiques. Tout cela est affaire de jugement. Du reste le directoire de LVMH a établi en 1988 un règlement intérieur qui fixe clairement les règles du jeu.

— Craignez-vous, comme Bernard Arnault, qu'un assaillant étranger ne profite de vos querelles pour s'emparer de LVMH ?

— Si LVMH était attaqué de l'étranger, je suis persuadé que de grandes sociétés françaises ne manqueraient pas pour monter au créneau et le défendre. Je ne crois donc pas que ce soit là un vrai danger.

« Par contre, il ne faut pas oublier que Guinness est indirectement le plus gros actionnaire de LVMH (24 % du capital), où il a actuellement investi plus de 11 milliards de francs. Il n'a aucun droit de vote et a un siège au directoire et un autre au conseil de surveillance. Souhaiterait-il plus tard jouer un rôle plus direct ? Que se passera-t-il quand il voudra sortir de Jacques Rober ? En tout état de cause, tout cela doit être prévu à l'avance et examiné entre tous les actionnaires. »

Management et actionariat

— Sur un plan plus général, pensez-vous qu'il faille tirer des leçons de l'affaire LVMH ?

— Oui, de nombreuses. En premier lieu, la France manque de grands groupes industriels internationaux. Nous avons essayé, Alain Chevalier et moi, d'en constituer un qui ait une taille mondiale et qui conforte l'avantage compétitif dont dispose la France dans le secteur du luxe, grâce à nos grandes marques. Mais de tels regroupements, donnant naissance à des sociétés pouvant devenir l'objet d'attaques externes, doivent s'accompagner d'un renforcement de la réglementation boursière. Si le projet de loi sur les OPA qui sera bientôt voté avait été en vigueur il y a un an, les événements ne se seraient pas déroulés de la même manière. Ils se seraient passés dans le cadre d'une opération normale de marché et ils auraient présenté toute la clarté voulue.

— En deuxième lieu, l'affaire LVMH illustre bien la tendance à

l'emprise de la finance sur notre économie, et plus spécialement sur notre industrie. Car il est paradoxal de voir une société dont les profits ont augmenté de 50 % en 1988 faire l'objet d'une attaque et d'un changement de management. Les prises de contrôle sont légitimes pour sanctionner un management défaillant ou pour obtenir une meilleure efficacité des actifs. Ce n'est pas le cas pour LVMH. Cette affaire illustre le risque de voir des entreprises industrielles échapper à leur logique de développement industriel au profit d'impératifs purement financiers, ayant à la longue des effets négatifs en termes de création d'emplois, d'exportation, et de croissance.

— En troisième lieu, l'affaire LVMH pose le problème des rapports dans les grands groupes industriels entre le management des entreprises et leur actionariat. Le fait d'être actionnaire ne confère aucun droit naturel à diriger les entreprises. Les actionnaires ont à s'entendre sur les grandes orientations, à définir les stratégies et à surveiller la manière dont les choses se passent. Mais c'est aux professionnels et le management, spécialement dans des métiers aussi variés et délicats que ceux de luxe, et il faut leur laisser la liberté et la souplesse de gestion nécessaires pour développer et faire croître au mieux les entreprises dans un esprit industriel et une perspective de long terme.

Propos recueillis par FRANÇOISE CHIROT.

Votre entreprise et le Crédit Agricole
L'ingénierie financière,
c'est un cadre sup vissé
sur sa chaise.
C'est bien connu.

Vissé sur sa chaise !!
Pourtant les « irrigateurs de capitaux » de Ségespar-Titres, filiale spécialisée du Crédit Agricole, sont souvent en rendez-vous aux quatre coins de France.

Aux côtés notamment des Caisses Régionales de Crédit Agricole, nous allons prolonger le partenariat de services qu'elles ont établi et impulser les projets des entreprises.

Déjà premier gestionnaire en Europe de SICAV et de FCP, nous sommes désormais aux premiers rangs des opérations financières : émissions d'emprunt, introductions en Bourse de sociétés de secteurs aussi différents que la mode, l'ingénierie du bois, l'informatique, le matériel agricole, l'optique et l'agro-alimentaire.

Nos instruments d'intervention en fonds propres, FCP à Risque Agri-Entreprises, société de capital-risque Dynamust, SICAV Uni-Régions, nous permettent d'accompagner le développement ou la pleine maturité des entreprises cotées et non cotées.

Aux PME/PMI, nous ouvrons aussi, par un montage financier spécifique, le recours en groupe au marché obligataire.

Par les 10 000 agences et bureaux du Crédit Agricole, par ses Caisses Régionales, profitez de la compétence de Ségespar-Titres.

CA CRÉDIT AGRICOLE
SEGESPAR
TITRES

PREMIER INTERVENANT D'EUROPE SUR LES MARCHES FINANCIERS



Les « irrigateurs de capitaux » sur le terrain, auprès des entreprises, avec les Caisses Régionales de Crédit Agricole.

مكتبة الامن الاصل

1988 :
12 mois d'actualité,
un an d'histoire.

Larousse
et
Le Monde
signent

le JOURNAL DE L'ANNÉE

Le TRIMESTRE
1989-II du monde

Entretien :
André Fontaine
Le grand tournant des relations in-
ternationales

Dossier :
La diplomatie de la
Révolution française

Le Numéro : 70 F
Abonnement annuel (4 n°) : 210 F
30 Cours Albert 1^{er} 75008 Paris
Tél. : 42.53.27.65

Le Monde

PUBLICITÉ
FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

OFF - OMNIUM FINANCIER DE PARIS

L'assemblée générale mixte de l'OFF-Omnium Financier de Paris s'est réunie le 5 juin sous la présidence de M. J.-C. Genton, au siège social, 5, rue Michel-Ange, Paris (16^e).

Elle a approuvé les comptes de l'exercice qui se soldent par un bénéfice de 217,3 MF contre 121 MF pour l'exercice précédent. Le bénéfice consolidé est de 291,9 MF contre 219,3 MF, montant retenu pour permettre la comparaison avec les comptes de 1987. La part du groupe qui comprend 100 % de l'OPSA contre 90 % en 1987 est de 290,7 MF contre 208 MF. Cette progression qui comprend des dégrèvements de plus-values et des reprises de provisions constituées fin 1987 correspond aussi à une augmentation des dividendes reçus des participations en liaison avec la progression de leur résultat.

M. Genton a indiqué qu'à fin mai la valeur réévaluée du patrimoine du groupe OFF pouvait être estimée à 4 800 MF (F 2 400 par action) contre 4 435 MF (F 2 200) fin 1988, soit une progression d'environ 8 % sur la période. Sur la base du cours de bourse à fin mai (F 1 440) la décade est supérieure à 40 %.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de F 47 par action, assorti d'un avoir fiscal de F 21,50, soit au total F 70,50 contre F 64,50 en titre de 1987. Ce dividende sera mis en paiement à compter du 13 juillet 1989 sur les 1 664 585 actions anciennes. A compter du 17 juillet 1989, les actions nouvelles seront assimilées aux actions anciennes.

O.P.C.V.M.

Paluel-Marmont Banque

REDUCTION DES DROITS D'ENTREE
EN JUIN ET JUILLET 1989

Les barèmes de droits d'entrée applicables aux Fonds Communs de Placement et Sociétés d'Investissement à Capital Variable de Paluel-Marmont Banque vont bénéficier d'une réduction de taux, à savoir :

Taux	Tranches de souscription
• 2,50% jusqu'à	100 000 F
• 1,60% de	100 001 F à 500 000 F
• 0,80% de	500 001 F à 1 000 000 F
• Néant au-delà de	1 000 000 F

Cette mesure sera applicable, dès le 9 juin, aux Fonds "actions" et "obligations long terme" (liste disponible et envoyée gratuitement sur demande).

En ce qui concerne les Sicav "actions", elles devraient mettre en place ce barème à partir du 7 juillet.

Votre interlocuteur habituel est à votre disposition.

Paluel-Marmont Banque

26, rue Murillo - 75008 Paris - Tél. (1) 42.67.01.00

unibail

DIVIDENDE 1988 : 49 F PAR ACTION

L'Assemblée Générale, réunie le 23 mai 1989, a approuvé les comptes de l'exercice arrêtés au 31 décembre 1988 et intégrant Sliminco.

Le chiffre d'affaires s'établit à 854 MF (dont 628 MF en crédit-bail et 223 MF en locatif). Le bénéfice d'exploitation : 241 MF (+ 12 %) illustre le renforcement de la rentabilité d'Unibail. Le bénéfice net est de 267 MF.

Le dividende par action est de 49 F (47,50 F en 1987) ; il est mis en paiement à compter du 5 juin 1989. Sur la base du cours actuel, il procure un rendement de l'ordre de 6 %.

Avec une capitalisation boursière de 3,8 milliards de francs, Unibail figure au premier rang des Sicom cotées et en 93^{ème} position de l'ensemble des valeurs du règlement mensuel.

Par ailleurs l'Assemblée Générale a approuvé la modification des statuts permettant désormais à Unibail d'opérer sur les marchés étrangers ; l'Italie et l'Espagne - où le groupe mandataire Arc Union a récemment pris des positions - pourraient constituer, le moment venu, des terrains privilégiés d'intervention.

Au cours de l'exercice 1989, Unibail entend maintenir sa production de crédit-bail à un niveau élevé avec un objectif de croissance de 10 % de ses encours bruts. Parallèlement, la société poursuivra la mise en valeur du patrimoine locatif de qualité, situé dans les quartiers d'affaires du centre de Paris.

ARC UNION MANDATAIRE



BANQUE DUMÉNIL-LEBLÉ

A compter du 26 mai 1989, la Banque parisienne d'investissement et d'arbitrage, au capital de 672 millions de francs et filiale de Duménil-Leblé S.A., prend le nom de Banque Duménil-Leblé.

La Banque Duménil-Leblé constitue désormais un pôle d'activités bancaires et de marché au sein du nouvel ensemble Ceres/Duménil.

Dirigée par un Directoire composé de Daniel Bagnat, Philippe Devillaret, Pierre Legrand et présidée par M. Jacques Lazard, la Banque Duménil-Leblé offre une gamme complète de services et de produits financiers : gestion de trésorerie, gestion de patrimoine, ingénierie financière, immobilier. Elle dispose de filiales à Londres ainsi qu'au Luxembourg et détient 35 % de la Société de Bourse de Compègne.

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE
SUR MINUTEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution
de chacune de vos valeurs
et le montant global
de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LE MONDE

Vos placements
et le Crédit Agricole

**Les éleveurs
de SICAV**

EURODYN
ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Les actionnaires de la SICAV EURODYN sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le lundi 19 juin 1989, à 11 heures, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, Immeuble Jean-Zay - 23, Place de Catalogne, 75014 Paris à l'effet de délibérer sur les résolutions et l'ordre du jour suivants :

ORDRE DU JOUR

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1989,
- Lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes,
- Approbation du bilan et des comptes de l'exercice clos le 31 mars 1989,
- Affectation des résultats et fixation du dividende,
- Nomination d'administrateurs,
- Renouvellement de mandats d'administrateurs.

Si l'Assemblée Générale le décide, le revenu global attribué à chaque action au titre de l'exercice clos le 31 mars 1989 s'élèvera à F 40,41 composé d'un dividende net de F 37,32 et d'un impôt déjà payé au Trésor de F 3,09.

Ce dividende sera mis en paiement le 8 juillet 1989.

Nous invitons tous les actionnaires de la SICAV EURODYN à prendre contact avec leurs bureaux du CREDIT AGRICOLE afin d'y demander une carte d'admission ou d'y retirer un pouvoir avant le 14 juin 1989. Les actionnaires désirant voter par correspondance devront demander à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, Département des Opérations Financières - Service Financier et Titres (OFI/TF) 91/93 boulevard Pasteur - 75015 PARIS, par lettre recommandée avec accusé de réception, qu'on leur fasse parvenir un formulaire de vote par correspondance.

Dans ce cas, ils n'auront plus la possibilité de se faire représenter (procuration) ou de participer directement à l'Assemblée.

Les votes par correspondance ne seront pris en compte que pour les formulaires dûment remplis, parvenus à la Société, trois jours au moins avant la réunion de l'Assemblée Générale.

Compte-tenu du nombre important d'actionnaires de la SICAV, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le 30 juin 1989 à 9 h 30, 91-93 boulevard Pasteur - 75015 PARIS.

Siège Social: 33, avenue du Maine
Tour Maine-Montparnasse - 75015 PARIS
R.C.S.: Paris B 337.713.481

CA CRÉDIT AGRICOLE

SEGESPAR
VITRES

Le bon sens en action

Vos placements
et le Crédit Agricole

**Les éleveurs
de SICAV**

UNIVERS-OBLIGATIONS
ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Les actionnaires de la SICAV UNIVERS-OBLIGATIONS sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le lundi 19 juin 1989, à 11 heures 30, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, Immeuble Jean-Zay - 23, Place de Catalogne, 75014 Paris à l'effet de délibérer sur les résolutions et l'ordre du jour suivants :

ORDRE DU JOUR

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1989,
- Lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes,
- Approbation du bilan et des comptes de l'exercice clos le 31 mars 1989,
- Affectation des résultats et fixation du dividende,
- Nomination d'un administrateur,
- Renouvellement d'un mandat d'administrateur.

Si l'Assemblée Générale le décide, le revenu global attribué à chaque action au titre de l'exercice clos le 31 mars 1989 s'élèvera à F 69,34 composé d'un dividende net de F 68,51 et d'un impôt déjà payé au Trésor de F 0,83.

Ce dividende sera mis en paiement le 8 juillet 1989.

Nous invitons tous les actionnaires de la SICAV UNIVERS-OBLIGATIONS à prendre contact avec leurs bureaux du CREDIT AGRICOLE afin d'y demander une carte d'admission ou d'y retirer un pouvoir avant le 14 juin 1989. Les actionnaires désirant voter par correspondance devront demander à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, Département des Opérations Financières - Service Financier et Titres (OFI/TF) 91/93 boulevard Pasteur - 75015 PARIS, par lettre recommandée avec accusé de réception, qu'on leur fasse parvenir un formulaire de vote par correspondance.

Dans ce cas, ils n'auront plus la possibilité de se faire représenter (procuration) ou de participer directement à l'Assemblée.

Les votes par correspondance ne seront pris en compte que pour les formulaires dûment remplis, parvenus à la Société, trois jours au moins avant la réunion de l'Assemblée Générale.

Compte-tenu du nombre important d'actionnaires de la SICAV, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le 29 juin 1989 à 11 h 30, 91-93 boulevard Pasteur - 75015 PARIS.

Siège Social: 33, avenue du Maine
Tour Maine-Montparnasse - 75015 PARIS
R.C.S.: Paris B 329.166.516

CA CRÉDIT AGRICOLE

SEGESPAR
VITRES

Le bon sens en action

Vos placements
et le Crédit Agricole

**Les éleveurs
de SICAV**

FUTUROBLIG
ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Les actionnaires de la SICAV FUTUROBLIG sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le lundi 19 juin 1989, à 9 heures, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, Immeuble Jean-Zay - 23, Place de Catalogne, 75014 Paris à l'effet de délibérer sur les résolutions et l'ordre du jour suivants :

ORDRE DU JOUR

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1989,
- Lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes,
- Approbation du bilan et des comptes de l'exercice clos le 31 mars 1989,
- Affectation des résultats et fixation du dividende,
- Nomination d'administrateurs,
- Renouvellement de mandats d'administrateurs.

Si l'Assemblée Générale le décide, le revenu global attribué à chaque action au titre de l'exercice clos le 31 mars 1989 s'élèvera à F 33,33 composé d'un dividende net de F 32,58 et d'un impôt déjà payé au Trésor de F 0,75.

Ce dividende sera mis en paiement le 8 juillet 1989.

Nous invitons tous les actionnaires de la SICAV FUTUROBLIG à prendre contact avec leurs bureaux du CREDIT AGRICOLE afin d'y demander une carte d'admission ou d'y retirer un pouvoir avant le 14 juin 1989. Les actionnaires désirant voter par correspondance devront demander à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, Département des Opérations Financières - Service Financier et Titres (OFI/TF) 91/93 boulevard Pasteur - 75015 Paris, par lettre recommandée avec accusé de réception, qu'on leur fasse parvenir un formulaire de vote par correspondance.

Dans ce cas, ils n'auront plus la possibilité de se faire représenter (procuration) ou de participer directement à l'Assemblée.

Les votes par correspondance ne seront pris en compte que pour les formulaires dûment remplis, parvenus à la Société, trois jours au moins avant la réunion de l'Assemblée Générale.

Compte-tenu du nombre important d'actionnaires de la SICAV, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le 29 juin 1989 à 9 h 30, 91-93 boulevard Pasteur - 75015 PARIS.

Siège Social: 33, avenue du Maine
Tour Maine-Montparnasse - 75015 PARIS
R.C.S.: Paris B 335.039.566

CA CRÉDIT AGRICOLE

SEGESPAR
VITRES

Le bon sens en action

Économie

ÉNERGIE

Production limitée à 19,5 millions de barils/jour

L'accord conclu à Vienne entre les membres de l'OPEP ne garantit pas la stabilité des cours

C'est sur un demi-échec que se sont séparés, mercredi 7 juin, les treize principaux exportateurs mondiaux de pétrole, réunis à Vienne depuis six jours. Reprise par ses anciens délégués, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) s'est à nouveau déchirée sur le partage de la production, et l'accord final limitant le plafond à 19,5 millions de barils/jour, bien qu'officiellement signé, n'a selon tous les observateurs présents aucune chance d'être appliqué au cours des mois à venir. Le marché pétrolier a manifesté sa déception dès mercredi soir en baissant le prix de baril de plus de 80 cents à New-York. A Londres, les cours perdait 20 cents jeudi 8 juin, à l'ouverture.

Vienne de notre envoyé spécial

Le Koweït, membre éminent du cartel, s'est en effet refusé à accepter le quota qui lui était proposé dans le cadre du nouveau plafond. Le ministre du pétrole koweïtien a précisé de façon manuscrite, en ratifiant la résolution finale, qu'il n'acceptait pas la distribution des quotas et ne se considérait pas lié par cet accord. De son côté, le ministre des Emirats arabes unis, qui contestait avec le Koweït la répartition de la production imposée par la majorité, a clairement laissé entendre à l'issue de la séance finale qu'il n'avait pas l'intention de remplir ses engagements. « Je signe toujours. Je signe pour l'importance du rôle », a dit le ministre avec un large sourire, tandis que ses collègues s'efforçaient, en vain, de rendre crédible l'accord final en multipliant les déclarations positives.

Cet optimisme un peu forcé ne faisait guère illusion. Après six mois de négociations qui ont fait que les prix du brut ont retrouvé des niveaux inconnus depuis des années, le cartel a bel et bien replongé dans la discorde, laissant planer de nouvelles menaces sur les cours dans les mois à venir.

Il suffit pour s'en convaincre de lire le communiqué final. D'une part, l'accord n'a été finalement conclu que pour trois mois et non six comme prévu. Les huit principaux membres du cartel se réuniront en septembre, probablement à Paris, pour réexaminer la situation. S'ils estiment, précise le communiqué, que « la demande permet une hausse du plafond (de production), celui-ci pourra être relevé à 20 millions de barils/jour ou tout autre niveau accepté, à compter du 1^{er} octobre ».

D'autre part, le chiffre finalement retenu pour le plafond — 19,5 millions de barils/jour — est nettement en deçà de la demande prévue — 20 à 21 millions — ce qui autorise et même légitime implicitement un certain nombre de dépassements.

Accord de compromis et de façade conclu pour une durée limitée, il ne garantit donc rien la stabilité des cours. Comme le reconnaissent en privé la plupart des délégations et tous les experts présents, l'équilibre du marché au cours du mois à venir ne dépendra que de l'ampleur des « tricheries » involontaires commises par l'un ou l'autre. Or elles peuvent se révéler considérables.

La production effective du cartel depuis un mois est en effet supérieure d'un bon million et demi de barils/jour au nouveau plafond, pour ne pas parler de l'ancien plafond de 18,5 millions adopté il y a six mois et totalement dépassé. Selon les calculs de Bahman Karbasslou, consultant indépendant basé à Vienne, la production des treize a atteint une moyenne en mai de quelque 21 millions de barils/jour et même de 21,7 millions au cours de la première semaine de juin. Selon la même source, neuf pays sur treize dépassaient leurs anciens et même leurs nouveaux quotas, les plus gros « tricheurs » étant de loin les Emirats arabes unis (avec 700 000 barils de plus) et le Koweït (avec 600 000 barils).

Pour que la nouvelle limite fixée par le cartel s'applique, il faudrait donc que la plupart réduisent leur rythme d'extraction, ce qui paraît dans l'état actuel de leur entente hors de question. Le dépassement minimum, estime M. Noureddine Al Laoussine, président de la société Nalco et ancien directeur de la Sonatrach algérienne, devrait être de 500 000 barils par jour, ce qui porterait la production à 20 millions de barils/jour et, compte tenu de la demande prévue, serait parfaitement acceptable par le marché sans affaiblissement notable des prix. Ce n'est pas l'hypothèse la plus vraisemblable puisqu'elle suppose une réduction notable de la production de quasiment tous les pays membres, et une diminution d'un quart de celle du Koweït et des Emirats arabes unis.

A l'inverse, le dépassement maximum, si nul n'accepte de diminuer sa production actuelle, pourrait atteindre 2 millions de barils/jour, auquel cas une chute des prix paraît inévitable. « Il y a trop de pétrole sur le marché. Le prix (de 18 dollars) ne peut pas être défendu à ce niveau de production », notait un trader mercredi, suivi par la plupart des experts.

De fait, la plupart des observateurs escomptent un dépassement « raisonnable », d'un bon million de barils/jour, portant la production du cartel à 20,5 millions. Un niveau trop élevé pour défendre les prix actuels, mais permettant néanmoins d'éviter l'effondrement. Ce niveau suppose une attitude « modérée » du Koweït.

Le Koweït s'est en effet engagé à ne pas dépasser un niveau de production de 1,35 million de barils/jour (soit 350 000 barils de plus que son quota, mais 230 000 barils de moins que le niveau actuel), du moins jusqu'en septembre.

Véronique MAURUS.

CONJONCTURE

La déclaration de l'impôt sur la fortune

Question posée par les usufruitiers

Dans la déclaration de leur fortune qu'ils doivent faire au fisc avant le 15 juin à minuit — déclaration accompagnée du paiement de l'impôt de solidarité — les veuves ayant des enfants vont-elles supporter, en totalité ou en partie, le poids fiscal de leur héritage ? Les veuves ou les veufs, puisque, en cas de donation formelle entre époux, le conjoint survivant hérite en partie du bien.

Le doute est dans les esprits depuis que la Cour de cassation a rendu un arrêt — le 18 avril — basant en brèche sur un point précis la doctrine et la pratique administratives (1).

Le principe général sur lequel s'appuie l'administration est qu'en cas de démembrement de la propriété (le conjoint survivant jouit du bien et les enfants en ont la nue-propriété) c'est l'usufruitier qui intègre la totalité de la valeur du bien — la pleine propriété, dit-on dans sa déclaration — et paie en conséquence s'il y a lieu. Ce qui peut paraître logique puisque c'est bien la veuve usufruitière (ou le veuf usufruitier) qui dispose des revenus de cette propriété... pour payer.

Deux exceptions

On voit donc que la direction générale des impôts n'admet pas l'éclatement de la propriété pour le paiement de l'impôt. Soit dit en passant, ce refus général s'explique beaucoup par la crainte du fisc de voir les héritiers manipuler

l'assiette, la diviser de telle façon que chacun échappe à l'ISF.

A ce principe de pleine propriété supportée par l'usufruitier, le fisc admet deux exceptions. La première est le cas où il n'y a pas eu de donation. L'article 767 du code civil prévoit alors une « réserve d'usufruit », c'est-à-dire un usufruit minimum pour le conjoint survivant : un quart s'il y a un ou deux enfants, la moitié s'il y a plus d'enfants. Dans ce cas, dit de l'usufruit légal, chacun (parent survivant et enfants) déclare séparément et paie éventuellement l'ISF.

Deuxième cas : il y a eu donation entre les époux mais ceux-ci n'ont pas d'enfants (article 1094 du code civil). Au décès de l'un des conjoints, ce sont les ascendans qui deviennent les usufruitiers légaux (article 914 du code civil). Là encore, l'administration admet le partage — fiscalement parlant — de la propriété lors de la déclaration de valeur et du paiement de l'impôt (2).

Dans ces deux cas — nous passons sous silence une troisième exception concernant certains mariages — le fisc admet donc une entorse au principe général qui veut que l'usufruitier supporte tout, tout seul.

La Cour de cassation par son arrêt du 18 avril tend à ajouter un autre cas où l'éclatement fiscal serait admis : celui d'une donation formelle entre époux (article 1094 I du code civil) donnant au conjoint survivant avec enfant plus que l'usu-

fruit légal, ce qui est fréquent évidemment. L'administration a tout d'abord dit : l'usufruitier paie sur la totalité. La Cour de cassation dit au contraire : il faut répartir l'assiette de l'impôt entre l'usufruitier et le nu-propriétaire comme dans le cas de l'usufruit légal.

Le plus curieux de l'affaire est que la Cour de cassation a dépassé, et de loin, les demandes d'une veuve qui avait déposé un recours et ne contestait dans l'ISF que la partie de l'assiette qui lui était imputée sur son usufruit légal.

L'administration fiscale est évidemment très gênée par l'arrêt de la Cour de cassation. Elle s'apprête à publier une instruction déclarant en substance que l'arrêt ne paraît pas conforme (prudence oblige...) à la volonté du législateur et qu'il faudra que le Parlement se prononce à l'automne. En attendant, sera-t-il dit en substance, déclarez et payez selon les règles en vigueur.

Sous-entendu : si le Parlement donne tort à l'administration, le fisc remboursera.

ALAIN VERNHOLLES.

- (1) Nous avons tiré, dans le Monde du 8 juin, sur les nus-propriétaires redoublés de l'ISF. Ce n'était là qu'une hypothèse et comme la conséquence logique de l'arrêt de la Cour. Nous n'en sommes pas encore là.
- (2) L'article 1094 vise aussi d'autres situations : absence d'ascendants : cas où une partie des biens revient au conjoint survivant.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS 1988 DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.

“NOS PERSPECTIVES DE RÉSULTATS ME RENDENT OPTIMISTE POUR L'AVENIR DE NOTRE TITRE.”



ENTRETIEN AVEC MARC VIÉNOT
P.D.G. DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DU 31 MAI 1989.

Le bénéfice de votre groupe, qui était déjà à un niveau élevé, progresse de 28% en 1988. S'agit-il d'une pointe exceptionnelle ?

Non. Nos résultats de 1988 correspondent plutôt à un bénéfice « constant » qui traduit bien notre rentabilité. La progression constatée a été facilitée par notre productivité meilleure que celle de la profession et par notre large diversification dans les secteurs bancaires et financiers : nous avons pu ainsi tirer profit des opportunités qui se sont présentées en 1988, en France comme à l'étranger.

Pour 1989, nous anticipons une augmentation de 15% de notre bénéfice.

An cours voisin de 500 F, l'action Société Générale vous paraît-elle attractive ?

En matière boursière, il convient d'être prudent dans ses affirmations. Je constate néanmoins que notre bénéfice, qui s'appuie sur des bases particulièrement solides, est actuellement moins capitalisé dans notre cours que celui de nos concurrents. Nous sommes moins chers.

Une hausse de notre titre paraîtrait donc logique, d'autant que nous avons pris une avance certaine en matière de provisions pour nous couvrir contre les risques de non-remboursement.

On parle beaucoup du grand marché européen.

Quelles sont vos intentions ?

Nous sommes déjà présents dans dix des douze pays de la CEE avec 140 implantations ; actuellement notre réseau est le second des banques étrangères en RFA, le second des banques françaises en Espagne où nous envisageons d'augmenter progressivement le nombre de nos agences.

Nous avons choisi de nous développer en Europe dans des secteurs où nous avons une qualification particulière : activités de marchés et de banque d'affaires, crédit-bail, crédit à la consommation.

Mais nos ambitions ne se limitent pas à l'Europe. Nous sommes d'ailleurs une grande banque mondiale présente dans plus de 60 pays.

Pour financer votre développement, envisagez-vous d'augmenter votre capital en faisant appel au marché ?

Nous ne l'envisageons pas et avons demandé les autorisations nécessaires lors de notre Assemblée : ce sont des précautions habituelles.

En réalité nos fonds propres progressent chaque année ; deux raisons essentielles à cela : notre bonne rentabilité qui permet des mises en réserve substantielles, et des augmentations de capital spécifiques comme le paiement du dividende en actions.

En outre, l'émission d'obligations convertibles à bons de souscription d'actions lancée en septembre permet une augmentation potentielle de nos fonds propres de 1,7 milliards de F d'ici à fin 1990.

Quelle est votre politique à l'égard de vos actionnaires ?

Elle est naturellement un élément essentiel de notre stratégie. La Société Générale est le premier groupe bancaire privé français et compte près d'un million d'actionnaires. Nous cherchons à les informer rapidement avec clarté et précision sur notre activité, nos résultats, nos perspectives d'évolution.

En matière de distribution, l'Assemblée Générale vient d'approuver le versement d'un dividende de 13 F par action, soit 19,50 F avant fiscal compris, en hausse de 30% sur l'an dernier. Pour la deuxième année consécutive, nous proposons à nos actionnaires d'opter pour le paiement de leur dividende en actions : ils pourront le faire entre le 12 juin et le 6 juillet au prix de 417 F.

Nous distribuons cette année plus de 25% de notre bénéfice, et je souhaite que nous passions progressivement à 30%, ce qui nous situerait bien par rapport aux standards internationaux.

Pour tout complément d'information, consultez notre service « Relations Actionnaires » - Tél. : 40.98.52.16 et Minitel 3614 Code Générale.

RENDEZ-VOUS TÉLÉVISÉ AVEC MARC VIÉNOT SAMEDI 10 JUIN À 10H45 SUR FR3 : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 31 MAI, ET FAITS MARQUANTS DU GROUPE EN 1988.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CONJUGUONS NOS TALENTS

DEMANDE D'INSCRIPTION GRATUITE AUX PUBLICATIONS
DISTRIBUÉES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Nom et Prénom _____

Adresse _____

A retourner à : SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Département des Titres - Service Opérations Emetteurs
B.P. 1135 - 44024 NANTES CEDEX 01

ÉTATS-UNIS

La Réserve fédérale laisse glisser les taux d'intérêt

« L'atterrissage en douceur de l'économie américaine est en cours », a affirmé le président de la Réserve fédérale américaine, M. Alan Greenspan, lors de la conférence monétaire internationale (IMC) qui s'est close mercredi 7 juin à Madrid. L'intervention de M. Greenspan, qui évoquait également les craintes inflationnistes et les anticipations contradictoires des agents financiers en cette fin de cycle économique, a donné aux interlocuteurs l'impression que la Fed était sur le point d'assouplir véritablement sa politique monétaire.

La veille, le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, M. Michael Boskin, s'était prononcé en faveur d'un assouplissement rapide de la politique de crédit des Etats-Unis. D'ailleurs, des signes importants d'assouplissement ont été notés sur les marchés depuis le début de la semaine : les taux sur les fonds fédéraux, les liquidités que les banques se prêtent entre elles au jour le jour sont tombés de 9,75% à 9,35% environ.

De leur côté, plusieurs banques centrales européennes, dont celles de Suisse et de France, ont agi en sens inverse. La Banque de France est ainsi intervenue le mercredi 7 juin pour emprunter sur le marché monétaire. En conséquence, le 8 juin, le taux au jour le jour s'était redressé jusqu'à 9%.

مكتبة الامن الاصل

Économie

TRANSPORTS

Eastern Airlines renaît de ses cendres

Le juge des faillites de l'Etat de New-York a accepté le plan de redressement proposé par Eastern Airlines. Cette compagnie aérienne, filiale de Texas Air, est paralysée par une grève depuis le 4 mars dernier (le Monde du 17 avril).

Elle doit reprendre certains vols dès cette semaine avec le personnel non gréviste (Eastern emploie actuellement cinq mille personnes contre trente mille avant la grève) et amorcer son plan de restructuration en accord avec ses créanciers. Eastern Airlines sera transformée en une compagnie réduite : ses

effectifs seront divisés par deux et elle vendra pour 1,8 milliard de dollars d'actifs. La dernière offre de rachat du financier californien Joseph Richie, soutenue par les syndicats, a été rejetée par les créanciers d'Eastern et par la maison mère, tout comme avaient été rejetées celles de MM. Icahn (TWA) et Veberoth.

Le transporteur, qui perd actuellement 1,7 million de dollars par jour, a annoncé qu'il demanderait à ses cadres d'accepter une baisse des salaires de 20 % jusqu'au 1^{er} décembre.

Le canadien Bombardier reprend le constructeur aéronautique Short Brothers

Le gouvernement britannique a retenu, le 8 juin, le groupe canadien Bombardier de préférence à une association GEC-Fokker comme reprenneur du constructeur aéronautique Short Brothers.

Basé à Belfast et premier employeur d'Irlande du Nord, Short comprend trois divisions : aéronautique civile et militaire, missiles et pièces détachées — et fournit des pièces à Boeing, Fokker et Rolls-Royce. Il a accumulé une dette de 445 millions de livres (4,7 milliards de francs) et réalisé, en 1988, un troisième exercice déficitaire de 21,4 millions de livres (225 millions de francs) sur un chiffre d'affaires de 191,9 millions de livres (2 milliards de francs).

Bombardier apportera 30 millions de livres (315 millions de francs). De son côté, le gouvernement britannique apportera une aide massive de 780 millions de livres (8 milliards de francs) sous forme d'avances remboursables, d'annulations de dettes et de subventions en bon et due forme. La Commission de Bruxelles devra dire si ce montage financier est conforme au traité de Rome.

Notre correspondant à La Haye nous signale que le constructeur néerlandais Fokker n'est pas trop déçu d'avoir été évincé. En effet, il s'était surtout porté acquéreur de Short pour éviter que celui-ci, qui fabrique les ailes du Fokker 100, ne tombe dans les mains d'un concurrent comme Boeing, British Aerospace ou McDonnell Douglas.

SOCIAL

Pechiney s'engage à créer 500 emplois à Noguères

La fermeture de l'usine d'aluminium de Noguères (Pyrénées-Atlantiques), annoncée en 1986, a été confirmée pour octobre 1991, lors du comité central d'entreprise de Pechiney, réuni à Paris le mercredi 7 juin. Le président du groupe, M. Jean Gaudois, a présenté simultanément des mesures de conversion et de reclassement destinées à entretenir le tissu industriel de la région.

« Le groupe s'est fixé des obligations de résultats et pas seulement de moyens », a-t-il déclaré. « C'est une bonne démarche », commentait-on au ministère de l'Industrie, où MM. Fanroux et Chérèque s'étaient montrés très attachés à la nécessité d'une « charte de développement » de la région. Il faut dire que les élus locaux — notamment

M. André Labarère, maire PS de Pau et ancien ministre — avaient peu apprécié, en novembre dernier, le choix de Dunkerque pour la future usine d'aluminium de Pechiney, alors que la fermeture de Noguères se traduirait par la disparition de 570 emplois.

Quelque 220 personnes partiront en préretraite, 350 autres seront reclassées, dont 250 dans la région — une centaine dans des emplois créés par Pechiney, 150 dans des emplois « aidés » par Pechiney — et 100 ailleurs dans d'autres usines du groupe et en priorité dans la future usine de Dunkerque, avec formation à l'appui.

Par ailleurs, c'est la nouveauté : Pechiney s'est engagé à créer 500 emplois d'ici au premier semestre 1993, dont 330 seront implantés grâce à l'appui technique et financier du groupe. Les 120 autres résulteront de l'installation de deux nouvelles unités de Pechiney, l'une dans une activité métallurgique proche de la fonderie, l'autre dans l'emballage. La nature de ces deux projets sera précisée dans un délai d'un an, la mise en service de ces unités devant coïncider avec la fermeture de Noguères.

Ces mesures de reconversion, qui devraient coûter quelque 200 millions de francs à Pechiney (dont 150 sont déjà provisionnés), semblent avoir convaincu les syndicats et élus locaux du Sud-Ouest que le président de Pechiney a tenu le 7 juin au matin avant le CCE.

C.B.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CONVOCAZIONE A L'ASSEMBLEA GENERALE ORDINARIA

Le conseil d'administration de la société a décidé de convoquer, pour le 20 juin 1989, à 10 heures, au siège social : 61, rue Pierre-Curie, 75370 Plaisir, une assemblée générale ordinaire appelée, notamment, à statuer sur les comptes de l'exercice 1988.

Les actionnaires désirant assister à cette assemblée devront faire la demande d'une carte d'admission auprès de l'établissement dépositaire de leurs titres.

Les documents relatifs à cette assemblée, ainsi que les formulaires de vote par correspondance ou par procuration, pourront être demandés, par lettre recommandée avec accusé de réception, à partir du 1^{er} juin 1989, au siège social de la société, 61, rue Pierre-Curie, 75370 Plaisir.

Vos placements
et le Crédit Agricole
**Les éleveurs
de SICAV**

QUARTZ ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Les actionnaires de la SICAV QUARTZ sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le lundi 19 juin 1989, à 10 heures, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, Immeuble Jean-Zay - 23, Place de Catalogne, 75014 Paris à l'effet de délibérer sur les résolutions et l'ordre du jour suivants :

ORDRE DU JOUR

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice social clos le 31 mars 1989.
- Lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes.
- Approbation du bilan et des comptes de l'exercice clos le 31 mars 1989.
- Affectation des résultats et fixation du dividende.
- Nomination d'un administrateur.
- Renouvellement de mandats d'administrateurs.

Si l'Assemblée Générale le décide, le revenu global attribué à chaque action au titre de l'exercice clos le 31 mars 1989 s'élèvera à F. 5,11 composé d'un dividende net de F. 4,88 et d'un impôt déjà payé au Trésor de F. 0,23.

Ce dividende sera mis en paiement le 8 juillet 1989.

Nous invitons tous les actionnaires de la SICAV QUARTZ à prendre contact avec leurs bureaux du CREDIT AGRICOLE afin d'y demander une carte d'admission ou d'y retirer un pouvoir avant le 14 juin 1989. Les actionnaires désirant voter par correspondance devront demander à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, Département des Opérations Financières - Service Financier et Titres (OFL/TF) 91/93 boulevard Pasteur - 75015 PARIS, par lettre recommandée avec accusé de réception, qu'on leur fasse parvenir un formulaire de vote par correspondance.

Dans ce cas, ils n'auront plus la possibilité de se faire représenter (procuration) ou de participer directement à l'Assemblée.

Les votes par correspondance ne seront pris en compte que pour les formulaires dûment remplis, parvenus à la Société, trois jours au moins avant la réunion de l'Assemblée Générale.

Compte-tenu du nombre important d'actionnaires de la SICAV, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le 29 juin 1989 à 10 h 30, 91-93 boulevard Pasteur - 75015 PARIS.

Siège Social: 33, avenue du Maine
Tour Maine-Montparnasse - 75015 PARIS
R.C.S.: Paris B 338.540.537

CA CREDIT AGRICOLE

SEGESPAR
VITRES

Le bon sens en action

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BNP : trois grands défis à relever

En 1988, la BNP a, une fois de plus, démontré son dynamisme commercial et sa capacité d'adaptation dans un environnement de plus en plus concurrentiel. Mais au-delà des résultats très satisfaisants de l'année 1988, il lui faut préparer l'avenir, c'est-à-dire relever 3 défis essentiels : améliorer encore sa rentabilité, faire face à l'ouverture des frontières en Europe, approfondir le rapprochement avec l'UAP pour constituer un pôle financier français de dimension internationale capable de concurrencer les meilleurs dans la compétition qui s'intensifie en Europe et dans le Monde.

R. THOMAS

LA RENTABILITE

En 1988 la BNP a connu, tant en France qu'à l'étranger, un niveau d'activité sans précédent. Afin de poursuivre cette politique avec succès, la BNP entend encore améliorer sa rentabilité. En effet, c'est l'amélioration constante de sa capacité bénéficiaire qui lui permettra d'accroître la rentabilité de son outil d'exploitation, de son outil informatique tout en assurant une meilleure formation à son personnel. Cela lui permettra aussi d'augmenter le montant de ses fonds propres et de se placer ainsi dans le secteur de tête des banques mondiales. C'est dans ces conditions que la BNP pourra affronter le marché unique européen, le mondialiser les marchés de capitaux et mobiliser toutes ses forces vives autour de son projet stratégique.

L'EUROPE

Le paysage bancaire européen se modifie très rapidement. Pour les banques le marché unique européen débute dès le 1^{er} octobre 1993, avec l'ouverture des frontières aux produits d'épargne collective (SCPI - FCP).

Pas à ce stade, la BNP a bâti une stratégie offensive tant en France qu'à l'étranger et elle entend poursuivre ses activités. Au Royaume-Uni, la BNP a racheté une importante société de crédit hypothécaire : BNP MORTGAGES. Son objectif est de doubler sa part de marché dans les 3 ans.

En Europe du Nord, la BNP développe des activités spécifiques dans lesquelles son savoir-faire est reconnu (crédit-bail par exemple). Elle veut également renforcer sa présence en Europe du Sud, notamment en doublant son réseau espagnol. Une série d'initiatives ont en outre été prises, particulièrement en matière de banques d'affaires et de crédit-bail, au Portugal, en Espagne et en Grèce. Plus que jamais la BNP souhaite accompagner le plus efficacement possible ses clients dans leur développement international.

LE RAPPROCHEMENT AVEC L'UAP

C'est pour répondre au développement des métiers de la banque, de la finance et de l'assurance que la BNP et l'UAP ont élaboré ensemble un ambitieux projet d'alliance dans le respect des spécificités de chacun des deux établissements.

Œuvre de longue haleine, ce projet vise à doter la BNP et l'UAP des moyens nécessaires à améliorer la qualité des services et à enrichir la gamme des produits offerts à leurs clients.

Ce rapprochement manifeste la volonté et la capacité de deux grandes entreprises françaises d'associer un rôle dynamique et moteur au service de leurs clients et au développement de l'économie.

Au-delà de l'intérêt même des deux entreprises, il y a une grande ambition de dimension internationale qui prolonge les réformes engagées pour la modernisation des marchés des capitaux, de l'assurance et du système financier français.

DES RESULTATS 1988 EN PROGRESSION

Groupe BNP (en millions de francs)	1987	1988	1988/1987
Prêts et le crédit	480.122	586.905	+ 22,1 %
Dépôts de la clientèle	386.983	478.768	+ 23,7 %
Résultat net (Part du Groupe)	2.835	3.062	+ 8 %
Fonds propres et provisions	64.700	71.247	+ 10,2 %
Dividende (avant fiscal motif) par action (en francs)	37,25	39,00	+ 4,7 %

BNP
C'est gagner

nom _____
profession _____
adresse _____

Desormais, Ma
toujours acco
Voté dans les
internationa

Économie

SOCIAL

Neuf mesures pour faciliter la vie quotidienne des chômeurs

Le bon sens pour l'humanisation

En conseil des ministres, mercredi 7 juin, M. Jean-Pierre Soisson a présenté une communication sur les mesures à prendre pour améliorer la vie quotidienne des chômeurs. Neuf dispositions immédiates ont été retenues, qui reprennent en partie un ensemble de cent quarante-cinq propositions très détaillées contenues dans un rapport qui avait été demandé, le 11 octobre 1988, à une commission spécialisée. Ce document devrait être rendu public jeudi 8 juin.

Conjointement, le ministre du travail et M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire, avaient décidé de s'intéresser aux conditions d'existence des chômeurs, y compris les plus modestes, capables de faciliter à la fois leur vie quotidienne et leur retour à la vie professionnelle.

Elaboré par la commission nationale présidée par M. Jean-Baptiste de Foucauld, commissaire adjoint au Plan, le rapport répond très largement à la question. Sans revenir sur les procédures d'indemnisation ou redéfinir les politiques d'emploi, il dresse la liste des difficultés des mille et un chômeurs, et, à la fois, des situations vécues comme transitoires et révèle la présence d'obstacles devenus infranchissables.

Cent quarante-cinq propositions

Brusquement, il faut multiplier les démarches, régler des formalités qui ne sont pas exigées d'une personne active. Alors qu'il devrait consacrer l'essentiel de son temps à la recherche d'un emploi, le chômeur au moment même où tout devient plus difficile. Ses ressources diminuent et les éléments habituels d'un mode de vie sont remis en cause, comme le logement, parfois, ou la voiture. Après la multiplicité des inscriptions, on découvre la complexité des procédures et, plus encore, la multitude des organismes concurrents qui peu-

vent s'occuper de votre cas. Ensuite, on apprend à ses dépens les arcanes de la vie précaire.

An total, cent quarante-cinq propositions ont été formulées, qui vont de la mesure de simple bon sens au changement de comportement de la part de l'administration en passant par de réelles améliorations, sans qu'aucune, toutefois, révèle une carence manifeste des dispositifs existants. D'une certaine façon, les auteurs du rapport admettent que les choses sont administrativement bien prévues, si elles n'ont pas toujours une dose suffisante d'humanité.

De ce catalogue, neuf premières séries de mesures ont été extraites qui couvrent un vaste champ des besoins. Un groupe sera chargé de veiller à leur application et un bilan des conditions de mise en œuvre sera effectué d'ici à la fin novembre.

Désormais, un chômeur pourra s'inscrire à l'UNEDIC et à l'ANPE sans retourner voir son employeur, qui lui aura fourni, d'entrée, toutes les attestations nécessaires. Il est possible que cette disposition entraîne une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi, certains chômeurs ne faisant pas valoir leurs droits pour éviter d'avoir à entreprendre cette démarche.

Sur le plan médical, chaque chômeur sera assuré de pouvoir obtenir un bilan annuel de santé auprès de la Sécurité sociale. Quand il devra se déplacer pour rendre visite à un futur employeur, il pourra recevoir une aide financière pour couvrir ses frais. Une information sera disponible, notamment à l'ANPE, sur les facilités que les services de l'impôt peuvent accorder et qui ne sont actuellement pas connues. Qui sait, en effet, qu'un chômeur peut bénéficier d'une remise gracieuse de 10 %, d'un étalement dans

le temps et même d'une amputation complète ? Des études - qui évitent le mot de contrôle - seront entreprises pour s'assurer de la qualité de l'accueil dans le service public de l'emploi. Du matériel - télécopie et téléphone - sera disponible à l'ANPE.

Les offices d'ILM ainsi que les autres organismes loueurs seront incités à faire appel aux dispositifs existants, qui peuvent prendre en charge les loyers impayés, sous forme de prêt. La formule évite les expulsions et ne coûterait pas plus cher que les aides fournies ensuite à un « sans domicile fixe ». Dans d'autres cas, on permettra le cautionnement pour favoriser le logement, peuvent plus supporter un loyer libre. Plus tard, on envisage des solutions pour ceux qui possèdent un logement en accession à la propriété.

Par ailleurs, le gouvernement s'engage à fournir, « en amont », l'aide

technique à la recherche d'emploi pour les jeunes et a décidé de soutenir les initiatives des deux mille associations qui, aujourd'hui, déclarent s'occuper de l'aide aux chômeurs. Appelés à intervenir avec l'ANPE pour partenaires, ces associations bénéficieront d'un appui financier et seront ensuite jugées sur leurs capacités réelles.

Il ne s'agit pas de rendre la vie plus confortable, soulignent les auteurs du rapport, mais de débarrasser les chômeurs des soucis quotidiens, d'éviter aussi leur marginalisation et de leur permettre de mieux vivre. Ce programme devra être complété et simplifié encore davantage. M. Soisson et Kouchner sont persuadés que, en humanisant le rapport que l'administration a avec le chômeur, celui-ci retrouvera plus facilement un emploi.

ALAIN LEBEAUX

Grève dans plusieurs services des Télécoms en Ile-de-France

Depuis deux semaines, plusieurs services des Télécoms d'Ile-de-France sont perturbés par des grèves qui semblent avoir pris naissance à la base, dans les directions des affaires générales. Selon les estimations, les arrêts de travail sont suivis à 90 % dans le service de montage et des cabines téléphoniques de dix-huit centres parisiens mais aussi de 80 % à 100 % dans les services généraux. La revendication porte sur une prime de 1 000 francs par mois qui a été obtenue par les agents des lignes, après une grève au mois de mai.

Souvent jeunes, provinciaux déplacés à Paris pour vivre dans des foyers ou obligés de trouver un logement alors qu'ils gagnent rarement plus de 5 500 F nets, les agents du service général ont le sentiment d'avoir toujours été tenus à l'écart des revalorisations spécifiques.

« On se sent nul »

La vie quotidienne des chômeurs n'a rien du parcours des battants. Et pourtant, le se bêtent, mais quand on a posé plus de deux cents lettres de candidatures qui restent sans réponse, et que l'on devient « chômeur long terme », on se sent nul. Ainsi, pour administrer que possible, le texte explique l'origine de situations vécues comme transitoires et révèle la présence d'obstacles devenus infranchissables.

Les démarches administratives restent pour beaucoup « la croix et la bannière » bien qu'elles aient été simplifiées et automatisées. Plus question de pointer : il suffit de renvoyer son carton aux ASSEDIC. Pour les chômeurs de longue durée, les agences sont toujours tristes et sinistres. « Cet endroit me déprime », je préfère consulter mon miroir. On demande aux gens d'être des battants dans un endroit vétuste et décalant. Quant à l'accueil, « ils sont débordés, mais quelle patience ».

A trente ans, licenciée de son poste de responsable des ventes, Isabelle B. a quitté le cercle de la mode pour rejoindre le cercle vicieux du chômage. « Se battre est d'être du chômage ». Elle dévore toute la presse spécialisée et refuse d'imaginer que ce métier qu'elle aime puisse lui être désormais fermé. Réaliste, elle se bat contre l'image du chômeur triste. Mais « les coups de blues sont rudes ». Au bout de deux ans d'attente, on perd jusqu'à la notion du temps. « On se sent nul ». Elle assiste procure un sentiment de

culpabilité qu'il est impossible d'effacer. Il faut avoir la chance d'être entouré, secouru de temps en temps pour ne pas pleurer sur son sort. « Je ne dis à personne que je suis au chômage depuis si longtemps ».

La cauchemare : le cinquantenaire qui quette ou accuse. « Lorsque je répond aux annonces, on ne me convoque même pas ». A cinquante-deux ans, son poste de responsable commerciale ayant été supprimé, Simone L. savait qu'elle trouverait difficilement un emploi équivalent. Pourtant, elle se dit prête à déplacer les montagnes. « Les employeurs devraient savoir qu'à mon âge et avec une bonne expérience, on peut être une richesse extraordinaire pour une entreprise ». L'ANPE propose des reconversions jusqu'à un certain âge. Au-delà, c'est généralement par le biais de stages en alternance que l'on tente de réintégrer la vie professionnelle. Simone L. préférerait créer sa propre entreprise : « A force d'être diminuée, on finit par se marginaliser pour survivre ».

A.E.A.

IGS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

3^{ème} Cycle de Management

IGS GROUPE IGS Institut de Gestion Sociale

10 mois de formation
7 mois de mission en entreprise
• Agré en généraliste de l'entreprise
• Maîtriser les savoir-faire professionnels
Quatre 3^{es} cycles spécialisés
• Management des ressources humaines et communication
• Management finance et contrôle de gestion
• Management de la qualité totale
• Gestion de projet

Admission :
Diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, IEP, maîtrise...)
Concours :
Sessions : juin-septembre 1989
Inscriptions immédiates
Renseignements : (1) 27 57 31 41

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____ VILLE _____

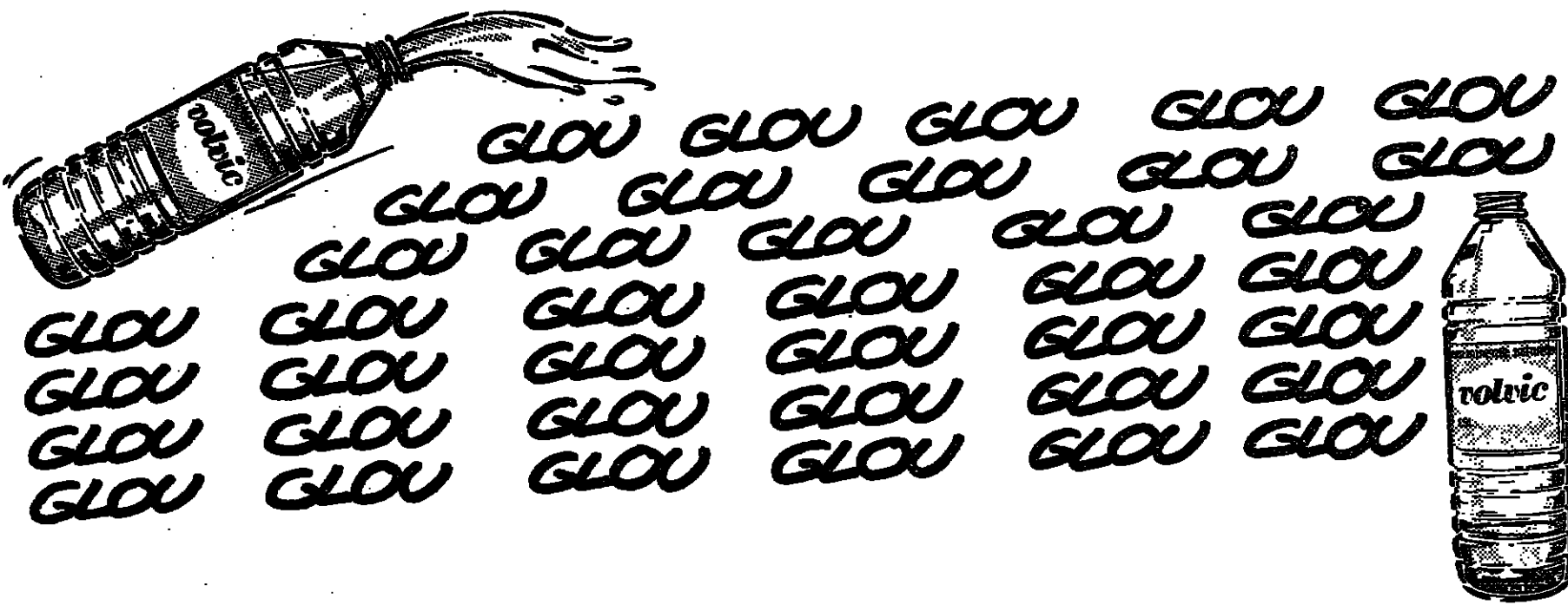
CODE POSTAL _____

souhaite recevoir une brochure du 3^{ème} cycle de Management cocher la spécialisation choisie

☐ MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES
☐ ET COMMUNICATION
☐ MANAGEMENT FINANCE ET CONTRÔLE DE GESTION
☐ MANAGEMENT DE LA QUALITE TOTALE
☐ GESTION DE PROJET

INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 120 rue Danton 92300 Levallois Perret
Etablissement privé d'enseignement supérieur

VOILÀ COMMENT WILANDER PRÉPARE DÉJÀ WIMBLEDON.



Désormais, Mats Wilander est toujours accompagné de sa Volvic dans les grands tournois internationaux, pour bien se

volvic

réhydrater et profiter de ses précieux oligo-éléments. A dans 15 jours à Wimbledon. Bonne chance Mats !

ماتة امل الاصل

Économie

La réduction de la dette mexicaine

Situation au 28.04.1989		Performances (coupons inclus)	
Sicav Actions	Valeur liquide relative (en francs)	Valeur relative au 31.12.1987	30.12.1988
S.N.I. (diversité)	1.166,59	23,09 %	4,73 %
CRÉDINTER (internationalité diversifiée)	509,41	26,60 %	6,53 %
FRANCIC (CEA, Monopry, PER)	440,74	49,23 %	9,14 %
FRANCIC REGIONS (CEA, Monopry, PER)	1.121,96	36,96 %	11,86 %
FRANCIC PIERRE (CEA, Monopry, PER)	98,80	14,04 %	2,89 %
AVENIRIC (valeurs françaises, PER)	105,38	n.c.	* 2,68 %
TECHNICIC (valeurs du croissant rouge)	1.149,64	25,34 %	3,89 %
JAPACIC (valeurs du Pacifique)	197,33	31,91 %	4,67 %
AURECIC (petites entreprises à l'or)	1.345,56	5,72 %	6,14 %
EUROCIC LEADERS (valeurs leaders européennes)	1.008,72	n.c.	* 3,95 %

Sicav Obligations			
RENTACIC (revenu trimestriel, PER)	161,74	14,85 %	2,27 %
MENSUEL C/C (revenu mensuel)	10.083,13	n.c.	** 1,38 %
OBLCIC MONDIAL (obligations étrangères)	8.965,05	10,32 %	1,90 %
ÉCUCIC (obligations en E.C.U. de monnaie européenne)	1.093,60	7,01 %	- 1,17 %
OBLCIC-RÉGIONS (obligations 1 ^{re} catégorie)	1.090,58	15,67 %	1,86 %
JEUNE PARGNE (diversifiée)	246,47	15,77 %	2,78 %

Sicav Court terme	Durée de détention minimale conseillée	
SÉCURICIC (monétaires, particuliers)	5.738,17	1 semaine 2,56 %
EPARIC (monétaires, personnes morales et associations)	2.911,91	1 semaine 2,68 %
TRÉSORICIC (monétaires, investisseurs institutionnels)	105.256,34	1 semaine 2,71 %
MONÉCIC (régularis)	5.982,03	3 mois à 6 mois 2,34 %
ASSOCIC	1.125,71	6 mois à 1 an 2,08 %

* Créée le 6 septembre 1988 ** Créée le 23 décembre 1988 *** Créée le 1^{er} mars 1989
D'autres Sicav court terme sont disponibles dans certaines banques du Groupe CIC.

**Les valeurs liquidatives
de nos Sicav
peuvent être consultées
tous les jours
sur Minitel 36.15
Code Associc.**

- Très prochainement, les Banques du Groupe CIC vont présenter aux entreprises et aux particuliers de nouvelles Sicev de capitalisation à coupon zéro.
- Mensuelcic a versé le 31 mai 1989 un 2^e coupon mensuel de F 55 par titre.

GROUPE CIO

CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE
PARIS - L'YONNAIS DE BANQUE - BANQUE
DE L'UNION EUROPEENNE - CREDIT
INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE
CREDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST - SOCIETE
NANCHEENNE VALEN - GERBER - BANQUE
LIBERT - DUPONT - CREDIT INDUSTRIEL
DE NORMANDIE - BANQUE REGIONALE
DE L'OUEST SOCIETE BORDELAISE DE
CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL -
BANQUE REGIONALE DE L'EST - BANQUE
TRANSATLANTIQUE - BANQUE POINCARRE

MADRID
de notre envoyée spéciale

« La liturgie des négociations sur la dette du tiers-monde a une fois de plus été respectée », pouvait lancer un banquier à l'issue des réunions de Madrid sur le test mexicain, mercredi 7 juin. Après avoir henné le ton, les quinze banques représentant les

créanciers du Mexique ont finalement repris les discussions sur la réduction de l'endettement de ce pays.

La hache de guerre a été enterrée avec la signature d'une déclaration commune qui rend hommage aux efforts de redressement du Mexique et annonce comme possibles de « rapides progrès » lors de rencontres qui, après Madrid, devraient se poursuivre vendredi 9 juin à New-York. Deux critères évaluent importants pour la dette mexicaine, les taux d'intérêt et les prix du pétrole, pourraient ainsi être pris en compte. Le FMI (Fonds monétaire international) s'étant montré ouvert à cette requête.

Mais la prudence restait à mise à l'écart, tant l'opération était techniquement complexe pour les banques de la dette, de ses remboursements, la possibilité de se désengager ou d'apporter de l'argent frais est rendu d'autant plus épineux que les intérêts des banquiers sont divergents. Les Européens ont fermement fait comprendre qu'il n'était pas question de mesurer leur contribution à l'une des seules préoccupations des banquiers américains ou du secrétaire d'Etat. Ils ont insisté pour que le voisin du sud dût le poids stratégique n'est nul à déplorer.

Pour leur part, les organismes multilatéraux ont amené les banques à reconnaître qu'il n'existait pas de solution de rechange à une réduction de leurs créances et qu'il n'était plus temps d'attendre de nouveaux gestes de la part du Fonds, de la Banque mondiale ou des gouvernements des pays industriels.

La présence même du directeur général du FMI, M. Michel Camdessus, du président de la Banque mondiale, M. Barber Conable, mais aussi, pour la première fois dans une telle réunion, du président de la Banque interaméricaine de développement (BID), M. Iglesias, a donné une certaine solennité aux engagements des instances multilatérales (le Monde du 7 juin). Leur contribution de l'ordre de 3,7 milliards de dollars pour le seul Mexique, est loin d'être symbolique et n'est « pas négociable ».

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

Goodyear, premier fabricant mondial de pneumatiques, se retire d'Afrique du Sud. Après quarante-deux ans de présence dans le pays, il a revendu toutes ses installations à Consal Limited, une filiale du groupe minier Anglovaal, pour 178 millions de rands (432 millions de francs).

C'est le deuxième plus important désinvestissement américain dans ce pays en cinq semaines après celui réalisé, fin avril, par Mobil Corp. La compagnie pétrolière avait, elle, cédé ses intérêts à General Mining.

Comme les autres firmes américaines, Goodyear a préféré fermer ses portes en Afrique du Sud plutôt que d'avoir à supporter les sanctions financières imposées par l'administration des Etats-Unis (double taxation des bénéfices) aggravées par la dépréciation du rand. Goodyear est la cent quatre-vingt-seizième entreprise américaine à quitter le pays. Il en reste encore cent trente.

Le comité de coordination s'est rappelé le précédent de l'accord de 1986 sur le Mexique, avec l'introduction d'une variable qui limitait ou augmentait l'apport des banques en fonction de la situation économique du pays.

ronction en la perte où de l'accroissement des recettes pétrolières de ce pays. Le renchérissement du pétrole avait alors permis d'économiser 700 millions de dollars. La hausse récente des cours de l'or n'a pas poussé les banques à demander la révision en baisse des besoins de 3 milliards de dollars par le FMI à 4,3 milliards de dollars (28 milliards de francs australiens) pour 1989, sur la base d'un baril à 16 dollars sur le marché spot et de 12 dollars pour le pétrole mexicain. La réponse des responsables du Fonds conjuguant taux d'intérêt et cours pétroliers les a, dans un premiers temps, séduits.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Vos placements
et le Crédit Agricole

Les éleveurs de SICAV

Les actionnaires de la SICAV REVENU VERT sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le lundi 19 juin 1989, à 9 heures 30, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, Immeuble Jean-Zay - 23, Place de Catalogne, 75014 Paris à l'effet de délibérer sur les résolutions et l'ordre du jour suivants :

ORDRE DU JOUR

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice social clos le 31 mars 1989,
- Lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes,
- Approbation du bilan et des comptes de l'exercice clos le 31 mars 1989,
- Affectation des résultats et fixation du dividende,
- Nomination d'un administrateur,
- Renouvellement de mandats d'administrateurs.

Si l'Assemblée Générale le décide, le revenu global attribué à chaque action au titre de l'exercice clos le 31 mars 1989 s'élèvera à F. 97,91 composé d'un dividende net de F. 95,11 et d'un impôt déjà payé au Trésor de F. 2,80.

Ce dividende a être mis partiellement en paiement sous la forme de trois acomptes tri-
mestriels :

- Premier acompte, le 15 octobre 1988 : 22,00 F comprenant l'impôt déjà payé au Trésor de 0,50 F, soit net 21,50 F.
- Deuxième acompte, le 21 janvier 1989 : 22,00 F comprenant l'impôt déjà payé au Trésor de 0,50 F, soit net 21,50 F.
- Troisième acompte, le 15 avril 1989 : 23,50 F comprenant l'impôt déjà payé au Trésor de 1,00 F soit net 22,50 F.
- Le solde sera versé le samedi 15 juillet 1989.

Nous invitons tous les actionnaires de la SICAV VERT à prendre contact avec leurs bureaux du CREDIT AGRICOLE afin d'y demander une carte d'admission ou d'y retirer un pouvoir avant le 14 juin 1989. Les actionnaires désirant voter par correspondance devront demander à la Caisses Nationale de Crédit Agricole, Département des Opérations Financières - Service Financier et Titres (OF/TF) 11/93 boulevard Pasteur - 75015 Paris, par lettre recommandée avec accusé de réception, qu'on leur fasse parvenir un formulaire de vote par correspondance.

Les votes par correspondance ne seront pris en compte que pour les formulaires dûment remplis, parvenus à la Société, trois jours au moins avant la réunion de l'Assemblée Générale.

Compte-tenu du nombre important d'actionnaires de la SICAV, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le 30 juin 1989 à 10 h 30, 91-93 boulevard Pasteur-5015 PARIS.

Siège Social: 33, avenue du Maine
Paris 14^e - 75015 PARIS
Tél. : 01 47 27 18 93
Fax : 01 47 27 18 94
C.S. : Paris B 332.188.093

CA CRÉDIT AGRICOLE

SEGESPAR
TITRE

Le bon sens en action

D J PRESSES
Société Anonyme créée par Denis Jacob

**vient d'acquérir en L.B.O.
avec l'aide d'EURIS,
dix magazines professionnels dont:**

**Le Film Français,
Photo Magazine,
L'officiel de l'automobile,
Le Cycle.**

de

CEP Communication

**Salomon Brothers International Limited a été l'origine de cette transaction
a participé aux négociations et a servi de conseiller
à Denis Jacob et Euris.**

Salomon Brothers International Limited

CA CRÉDIT AGRICOLE

SEGESPAR
TITRE

Le bon sens en action

AEROSPATIALE, BRAS DROIT DE L'EUROPE



aerospatiale

COOPERER

Pour avoir compris depuis plus de 20 ans l'importance de la coopération à l'échelon européen, Aerospatiale réalise déjà plus de 70 % de son chiffre d'affaires en coopération avec des sociétés allemandes, anglaises, espagnoles et italiennes. Aujourd'hui avec Airbus, Ariane, ATR, les hélicoptères HAP, HAC, NH-90 et l'avion spatial Hermes, demain avec le supersonique ATSF et l'hyperpersonique ACV, Aerospatiale symbolise l'Europe présente sur tous les marchés du monde. D'un succès à l'autre, Aerospatiale offre à la France, dès 1989, une place de choix dans l'Europe de 1992.

L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION.

مكتبة امنه الأصل

Marchés financiers

Lafarge Coppée devient le numéro deux mondial du ciment

A quelques semaines de la passion des pouvoirs entre M. Olivier Lecor et M. Bertrand Collomb à la tête de Lafarge Coppée, le cimentier français va réaliser le plus important investissement industriel de son histoire. Il va consacrer 4,5 à 5 milliards de francs à la prise de contrôle de la suisse Cementia AG et à l'entrée dans le capital de l'espagnol Asland.

(Voir nos dernières éditions du 8 juin.)

Une fois les différentes autorisations administratives obtenues et l'accord mis en place, la capacité de production passera de 32 à 46 millions de tonnes. Le groupe français se hissera du troisième au deuxième rang mondial, devant le britannique Blue Circle (35 millions de tonnes). Il restera encore loin du géant, le suisse Holderbank (60 millions de tonnes). Cette double acquisition (Cementia AG et Asland) permet à Lafarge de se renforcer en Europe comme ses dirigeants le souhaitent depuis longtemps, d'étendre sa présence en Amérique du Nord, et de réaliser l'un des rêves de son président Olivier Lecor : prendre pied en Asie-Océanie.

En effet, Cementia AG, l'un des plus anciens cimentiers d'Europe centrale, est l'actionnaire principal du numéro un espagnol Asland, dont Lafarge a par ailleurs acquis 20 % du capital. Il est également le premier actionnaire privé du leader autrichien Perlmoseer (3,3 millions de tonnes) aux côtés de l'Autrichien Landerbank. Cementia AG possède une usine au Kenya, en Indonésie, ainsi que dans l'océan Indien, une flotte de sept tankers, en

association avec Blue Circle. Enfin en Amérique du Nord, le groupe dispose de deux sociétés cimentières installées sur le Mississippi d'une capacité de 2,3 millions de tonnes.

An total, Cementia a enregistré l'an dernier un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs suisses (4 milliards de francs) et 80 millions de francs suisses de résultats (320 millions de francs). Quant à Asland, dont la capacité de production est de 5 millions de tonnes, son activité s'élève à 10 milliards de pesetas (500 millions de francs). Pour financer ces investissements de près de 5 milliards de francs, Lafarge aura recours, pour moitié, à sa trésorerie et pour l'autre à des lignes de crédit auprès des banques. Le cimentier français ne lancera pas d'augmentation de capital.

D. G.

● L'introduction en Bourse de Remy et Associés n'est pas remise en question. — La cour d'appel de Paris a débouté, mercredi 7 juin, les actionnaires minoritaires de Remy Martin qui avaient mis en cause la régularité de l'introduction, le 20 janvier dernier, sur le second marché des actions d'une filiale : Remy et Associés. La 1^{re} chambre de la cour d'appel n'a pas suivi la famille Cointreau, à l'origine de cette plainte. Cet épisode judiciaire n'est qu'une étape dans le conflit opposé depuis de nombreuses années les deux blocs familiaux qui contrôlent Remy Martin : les Hériard Dubreuil (51 % des parts) et leurs neveux ou cousins les Cointreau (49 % des parts).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Vos placements
et le Crédit Agricole

Les éleveurs de SICAV

ORATION ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Les actionnaires de la SICAV ORATION sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le lundi 19 juin 1989, à 10 heures 30, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, Immeuble Jean-Zay - 23, Place de Catalogne, 75014 Paris à l'effet de délibérer sur les résolutions et l'ordre du jour suivants :

ORDRE DU JOUR

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice social clos le 31 mars 1989,
- Lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes,
- Approbation du bilan et des comptes de l'exercice clos le 31 mars 1989,
- Affectation des résultats et fixation du dividende,

Si l'Assemblée Générale le décide, le revenu global attribué à chaque action au titre de l'exercice clos le 31 mars 1989 s'élèvera à F. 38,31 composé d'un dividende net de F. 35,93 et d'un impôt déjà payé au Trésor de F. 2,38.

Ce dividende sera mis en paiement le 8 juillet 1989.

Nous invitons tous les actionnaires de la SICAV ORATION à prendre contact avec leurs bureaux du CREDIT AGRICOLE afin d'y demander une carte d'admission ou d'y retirer un pouvoir avant le 14 juin 1989. Les actionnaires désirant voter par correspondance devront demander à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, Département des Opérations Financières - Service Financier et Titres (OFI/TF) 91/93 boulevard Pasteur - 75015 Paris, par lettre recommandée avec accusé de réception, qu'on leur fasse parvenir un formulaire de vote par correspondance.

Dans ce cas, ils n'auront plus la possibilité de se faire représenter (procuration) ou de participer directement à l'Assemblée.

Les votes par correspondance ne seront pris en compte que pour les formulaires dûment remplis, parvenus à la Société, trois jours au moins avant la réunion de l'Assemblée Générale.

Compte-tenu du nombre important d'actionnaires de la SICAV, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le 30 juin 1989 à 11 h 30, 91-93 boulevard Pasteur - 75015 PARIS.

Siège Social: 33, avenue du Maine
Tour Maine-Montparnasse - 75015 PARIS

R.C.S.: Paris B 342.836.707

CA CRÉDIT AGRICOLE

SEGESPAR
VITRES

Le bon sens en action

NEW-YORK, 7 juin ↑

Hausse d'OPA

Pour la deuxième journée consécutive, les cours ont monté mercredi à Wall Street. Le mouvement s'est même accéléré. L'indice des industriels a non seulement réussi à rattrapper la barre des 2 500 points, mais à se maintenir au-dessus. A la clôture, il s'élevait à 2 512,31 avec un gain de 15,99 points.

Le bilan de la journée a été comparable à celui du mardi. Sur 2 008 valeurs traitées, 980 ont monté, 538 ont baissé et 490 n'ont pas varié.

Le retour de la fièvre des OPA avec les opérations lancées l'une par Paramount Communications (10,7 milliards de dollars) sur l'autre par McCaw Cellular Communications sur Lin Broadcasting (6,5 milliards de dollars), a très largement contribué à oxygéner le marché. Autour de « Big Board », les conversations ne portaient que sur cela. D'après les informations recueillies sur le parquet, la Réserve fédérale américaine aurait communiqué lentement à rouler sur la politique de crédit comme semble en témoigner la détente observée sur les fonds fédéraux. Ce qui a contribué à entretenir un certain optimisme.

Conséquence des OPA, l'activité s'est fortement accrue et 213,71 millions de titres ont changé de mains contre 185,57 millions la veille.

VALEURS	Cours de 6 juin	Cours de 7 juin
Alcoa	64 5/8	65 1/2
AMT	36 7/8	38 1/8
AT&T	71	71 3/4
Chemical Bank	52 7/8	53 3/4
Du Pont de Nemours	108 3/4	109 7/8
Eastman Kodak	47 1/4	48 1/4
Scot	40 1/2	41 1/4
Ford	50	48
General Electric	52 7/8	51 1/2
General Motors	40 1/2	41 1/4
Goodyear	54 7/8	55 7/8
IBM	103 3/8	105 1/2
ITT	40 1/2	41 1/4
Johnson & Johnson	51 1/2	51 1/4
McDonald	81 1/2	81 1/4
Merck	113 3/8	113 3/4
Rockwell	113 3/8	113 3/4
Union Carbide	113 3/8	113 3/4
Walt Disney	36 1/8	36 7/8
Westinghouse	94 3/4	95
Yale Corp.	63 3/8	63 3/4

LONDRES, 7 juin ↑

Nette hausse

Après avoir évolué irrégulièrement, les valeurs ont terminé en nette hausse, mercredi, au Stock Exchange. L'indice Footsie a clôturé en hausse de 10,5 points à 2 117,9. Le niveau d'activité est resté faible avec 481 millions de titres contre 443,8 millions la veille. L'ouverture en hausse de Wall Street a soutenu la tendance. Toutefois, les nouvelles fusions à Hong Kong ont limité la progression du marché. La plupart des secteurs se sont améliorés, notamment les automobiles (Jaguar), les magasins (Burlington), les banques (Barclays), les alimentaires (United Biscuits) et les autres titres liés à la construction (Redland). Les groupes Royal, Securix, et Security Services se sont fortement appréciés après la réévaluation implicite du secteur de télécommunication par l'OPA de McCaw sur l'américain Lyn Broadcasting. La compagnie alimentaire Unigate a progressé sous l'effet d'une demande accrue dans l'attente de la publication, la semaine prochaine, de ses résultats annuels. Les fonds d'Etat ont terminé en progrès et les mines d'or se sont raffermies.

FAITS ET RÉSULTATS

● Concentration dans le radiotéléphone américain. — Le premier fabricant américain de téléphones cellulaires, McCaw Cellular Communications, a lancé une offre publique d'achat de 6,5 milliards de dollars (environ 40 milliards de francs) sur son concurrent Lin Broadcasting. McCaw détient déjà 9,8 % de Lin et propose 120 dollars par action. Lin exerce ses activités dans le radiotéléphone, dans sept chaînes de télévision et une maison d'éditions touristiques. Elle a réalisé, l'an dernier, un chiffre d'affaires de 226 millions de dollars (1,5 milliard de francs) et un bénéfice de 82 millions (530 millions de francs).

● Bernard Pagès prend un nouveau départ. — M. Bernard Pagès, l'ancien président de la Compagnie du Midi, redémarre : il rachète, le 13 juin, la totalité du capital de la société Masrel et From, commissionnaire d'import-export à Bordeaux pour une vingtaine de millions de francs. 93,3 % du capital seront acquis auprès de la Société anonyme de financement et M. Pagès est engagé à acheter les actions qui lui seront présentées du 14 juin au 4 juillet au prix unitaire de 130 F.

● Orchem prend le contrôle de Norsochem. Orchem, dernière groupe chimique d'Etat après Rhône-Poulenc, poursuit sa montée vers les spécialités. Pour 100 millions de francs, il vient de prendre le contrôle à 100 % de Norsochem en rachetant à la

PARIS, 8 juin =

Coulé-coulé

« Comment va le Bourse ? » demandait jeudi, en montant les marches du palais, le directeur d'une société de Bourse à l'un de ses collègues, qui souriait. « Coulé-coulé », lui répondit l'autre. Le fait est : le marché n'avait pas l'air de trop savoir quelle attitude adopter. A l'ouverture, le matin, l'effacement avait été au rendez-vous (- 0,23 %). Puis, progressivement, le compteur était revenu à zéro. Un instant même, à midi, l'équilibre était passé dans le sens contraire (+ 0,01 %), puis elle rebasculait de l'autre côté (- 0,07 %). Dans l'après-midi, l'indicateur insensiblement un léger retard de 0,06 %. Difficile de suivre au plus près l'évolution de la Bourse, la plupart des appareils installés dans le hall des journalistes étant en panne depuis 24 heures. L'information circule de mieux en mieux sous les lampes. Mais, avec de bonnes jambes, on peut toujours aller se renseigner sur le parquet ou dans les sous-sols. Manœuvre de dissuasion pour écarter les importuns ?

A dire vrai, le marché n'avait pas de bonnes raisons de se montrer souriant. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des rumeurs ont, du reste, circulé sur l'éventualité d'une nouvelle hausse des taxes d'Allemagne fédérale. Pour l'instant, du moins, cette tension ne semble pas traverser outre-mesure les investisseurs. Mais ces derniers se montrent réservés. Après la position faite par la Banque de France, le foyer de l'argent au jour le jour est resté au-dessus de 9 % pour la première fois depuis le début de l'année. Les problèmes d'inflation semblent inquiéter les autorités monétaires. Des

Règlement mensuel

7/6

B **L** **I** **C** **I** **T** **É**
A **N** **C** **I** **È** **R** **E**

enseignements :
1-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demande - ♦ : prix précédent - A : marche

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3-4-8 La crise en Chine. 7 Nigéria : les perspectives d'un retour au régime civil. - Iran : l'après-Khomeiny. 8 URSS : après les affrontements en Ouzbékistan. 9 La visite de M. Felipe Gonzalez à Paris.	10 La campagne pour les européennes. 11 L'avenir de l'éducation nationale devant les députés. 12 La préparation des élections du 11 juin en Nouvelle-Calédonie. 13 Communiqué du conseil des ministres.	14 Défense : « La France n'entend pas baisser sa garde », assure M. Chevènement. 15 Justice : le procès d'André Orta. 16 Sports : le tournoi de tennis de Roland-Garros. - Religion : le voyage du pape au Danemark.	25 Architecture : un restaurant en construction sur le toit du Théâtre des Champs-Élysées. 26 Cinéma : rencontre avec Youri Norstein. - Danse : le Saut de l'ange, de Dominique Bagouet. - Rock : les Bee Gees à Bercy. - Communication.	31 Un entretien avec M. Henry Remy. 33 La réunion de l'OECE. 34 Pechiney s'engage à créer 500 emplois à Nogent. 35 Neuf mesures pour faciliter la vie quotidienne des chômeurs. 38-39 Marchés financiers.	Abonnements 29 Annonces classées 28 Campus 29 Carnet 29 Loto, Loterie 29 Météorologie : poursuite de la grève. Mots croisés 16 Radio-télévision 28 Spectacles 27	● Chine, Iran, et demain ? ● Les résultats des grandes écoles RES 3615 tapez LEMONDE ● Commencez vos livres et disques par mental DIS ● Les offres d'emplois du Monde EMPLOI 3615 tapez LM

CHINE

Réapparition télévisée de M. Li Peng

Le premier ministre chinois, M. Li Peng, a fait jeudi soir 8 juin sa première apparition publique depuis l'intervention de la troupe le week-end dernier à Pékin.

L'intervention, filmée par la télévision d'Etat et diffusée à l'heure du journal télévisé, constitue le premier signe du maintien au pouvoir du chef du gouvernement qui a évincé son rival, le chef du PCC, M. Zhao Ziyang, selon les analystes et diplomates.

Le premier ministre, qui était accompagné du vice-président Wang Zhen, n'avait été vu qu'une seule fois brièvement à la télévision, depuis qu'il annonça l'instauration de la loi martiale à Pékin, le 20 mai.

« Camarades, vous avez fait un gros travail », a crié M. Li Peng, à l'adresse de plusieurs centaines de soldats, lors d'une tournée d'inspection en un lieu non spécifié. « Au nom du comité central du PCC et du gouvernement, je vous salue tous. J'espère que vous continuerez à lutter fermement pour protéger la sécurité de la capitale. » (AFP, Reuter.)

● Le journal chinois de Paris suspend sa publication. — Le journal chinois publié à Paris, *Ouzhou Shibao* (« les Nouvelles de l'Europe »), a suspendu sa publication. Les journalistes de ce journal, proche du gouvernement chinois, ont préféré cesser de travailler plutôt que de s'aligner sur la position officielle.

● Le Portugal ne va pas anticiper son adhésion au système monétaire européen. — Après un entretien avec M. Felipe Gonzalez, premier ministre espagnol, le 8 juin, M. Aníbal Cavaco Silva, premier ministre portugais, a exclu toute adhésion anticipée au système monétaire européen. « Il nous faut d'abord réduire notre inflation et notre déficit », a déclaré M. Cavaco Silva.

● TENNIS : Les internationaux de France. — L'Allemand de l'Ouest Steffi Graf s'est qualifiée, jeudi 8 juin, pour la finale des internationaux de France de tennis en battant la Yougoslave Monica Seles (6-3, 3-6, 6-3).

GLOBE
DE JUIN
28 PAGES
SUR LA
CHINE

Le trentième anniversaire du régime d'assurance-chômage

« Les peuples forts sont solidaires » déclare M. François Mitterrand

Pour ses trente ans, le régime d'assurance-chômage a organisé, le 7 juin, une cérémonie d'anniversaire à la Cité des sciences et de l'industrie. C'est-à-dire une fête, dont le héros était M. André Bergeron, actuel président de l'UNEDIC, et l'un des « pères » de la convention signée le 31 décembre 1958. Ardent défenseur d'une institution à laquelle il s'identifie, au nom d'un paritarisme qu'il a toujours prôné, l'ancien secrétaire général de Force ouvrière trouvait là, en effet, le point d'orgue à sa longue carrière.

Mais, parce que la célébration pouvait avoir quelque chose d'inconvenant, s'agissant du sort des chômeurs, la journée ne fut pas que commémorative. A l'initiative de M. Gabriel Mignot, directeur de l'UNEDIC, la matinée fut occupée par deux séances de travail, l'une consacrée à la comparaison européenne des systèmes d'indemnisation, l'autre à l'examen de la relation entre l'emploi et la formation.

La signification de la cérémonie fut d'ailleurs rebaptisée par la présence du président de la République, qui profita de l'occasion pour délivrer un message social bien appuyé, après ses interventions aux congrès des HLM et de la mutualité, et avant sa venue devant celui de l'Union nationale des associations familiales (UNAF). « On n'ose imaginer ce qu'eût été la situation de notre pays si, au plus fort de la crise, l'assurance-chômage n'avait pas existé », déclara M. François Mitterrand, en saluant cette « avancée sociale considérable » due aux partenaires sociaux et « clin d'œil » aux « vieux militants ».

L'éloge ainsi prononcé, le président de la République choisit de plaider la cause de la « cohésion sociale », plus que jamais indispensable quand on assiste à une « fragmentation du salariat », au développement des inégalités et à « la déchirure du tissu social », sensible jusque dans les problèmes de loge-

ment. « La puissance publique ne peut rester indifférente et ne le sera pas », affirmait-il, en évoquant trois directions possibles avec le traitement économique du chômage, l'investissement éducatif et le traitement social, « à ne pas délaisser » car, selon lui, on aurait, « à tort, décrit ce concept ». « Agir socialement est une façon d'agir économiquement », a affirmé le président de la République, refusant de céder à cette « mythologie » qui prétend à la supériorité de l'assurance sur la solidarité.

« Les peuples forts sont les peuples solidaires », ajouta M. Mitterrand au terme de sa démonstration. « Qui pourrait croire qu'un pays divisé pourrait être durablement plus compétitif que les autres ? La cohésion sociale est la clé de voûte de notre unité nationale, et elle l'est aussi du progrès économique. »

Des propos qui correspondaient bien au rôle joué par l'UNEDIC depuis trente ans. Une bien belle fête.

A. L.

Le projet de loi sur la transparence des marchés financiers

Le Sénat modifie la composition et les pouvoirs de la COB

Difficile pour l'opposition, majoritaire au Sénat, de dire « amen » à un texte gouvernemental. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a eu beau gonfler les aspirations de son projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier, sénateurs RPR et UDF ne souscrivent pas tout à fait à la démarche consensuelle qui a abouti à l'Assemblée nationale à l'adoption du projet à l'unanimité, seuls les communistes s'abstenant.

Le ministre d'Etat était venu, mercredi 7 juin, pour défendre l'accord réalisé au Palais-Bourbon (*le Monde* des 20 et 21 avril), voire le perfectionner. Les sénateurs, s'ils n'ont pas soulevé d'objections de fond à un renforcement des pouvoirs de la Commission des opérations de Bourse (COB), ni à des modifications du régime des offres publiques d'achat (OPA), ne sont pas pour autant d'accord avec les dispositions proposées.

D'accord pour une COB « forte », afin de rendre « toute son importance au marché boursier français », M. Charles Joffe (ratt. adm. RI, Maine-et-Loire), rapporteur de la commission des lois, a mis en avant des arguments d'inconstitutionnalité frappant, selon lui, une COB qui se verrait confier en les cumulant des pouvoirs de réglementation et de sanction et qui, autorité administrative, prononcerait des sanctions sans être pour autant censée garantir des libertés fondamentales ou atteindre des objectifs à valeur constitutionnelle.

La solution de la commission des lois consiste à créer, au sein du tribunal de grande instance de Paris, une chambre des marchés financiers, chargée de prononcer les sanctions à la demande de la COB et sur la base des propositions de celle-ci. Quant au second volet du projet relatif aux OPA, M. Etienne Dailly (RDE, Seine-et-Marne), qui en est le rapporteur au nom de la commission des lois, a plaidé pour qu'il soit complété sur certains points qui, estime-t-il, relèvent du domaine de la loi et ne sauraient être renvoyés au règlement général des marchés établi par le Conseil des Bourses de valeurs.

Rapporteur de la commission des finances sise pour M. Raymond Bourguin (epp. RPR, Paris) a reproché au ministre d'Etat de « s'en être remis aux professionnels pour poser les règles du jeu », au risque qu'on aille « vers le règne de la loi du plus fort ». M. Bourguin considère en effet que les réformes successives introduites par M. Bérégovoy (notamment le MATIF) font exclusivement le jeu des banques et des spéculateurs sans scrupule. M. Bérégovoy s'est étonné que l'on puisse ainsi parler de « mafia financière » et qu'on refuse de donner à la COB des pouvoirs de sanction.

En séance de nuit, les sénateurs ont commencé à examiner les articles relatifs à la COB à commencer par sa composition. Ils ont fait passer le nom-

bre de leurs membres de sept à neuf, augmentation résultant de la présence non plus de une mais de deux « personnalités choisies en raison de leurs compétences et de leur expérience », et de celle d'un commissaire du gouvernement. A l'Assemblée nationale, M. Michel d'Ornano (UDF) avait plaidé l'inverse au nom de l'autonomie et de l'indépendance de la COB qui nécessitent, selon lui, de « couper le cordon ombilical ». Tel n'est pas l'avis de M. Bourguin pour qui « l'indépendance » ne doit pas se confondre avec « isolement », et qui a convaincu la majorité sénatoriale. De même n'est-il en gain de cause en supprimant la limite d'âge de soixante-cinq ans, prévue pour les membres de la COB.

Commission des lois et commission des finances étaient en revanche en désaccord sur la faculté donnée à la COB de siéger en sections. Pour la seconde, il était inutile que la COB siège en séance plénière pour, par exemple, diligenter les enquêtes, pour la première, dont l'avis était partagé par le gouvernement que par le PS, les RI et le RDE, la collégialité des décisions est une exigence du droit français et constitue une indispensable garantie. En scrutin public, M. Bourguin l'a emporté sur les arguments de M. Dailly.

Il en a été de même pour un autre amendement de M. Bourguin prévoyant qu'un représentant de la COB siégerait auprès du Conseil des Bourses de valeurs et du Conseil du marché à terme avec voix consultative, également adopté. En revanche, il n'a pas réussi à imposer que l'obligation du secret professionnel qui concerne les membres et les agents de la COB soit étendue au commissaire du gouvernement.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Répondant à M. Lecanuet

M. Rocard ne s'opposerait pas à des demandes de fusion émanant des régions

M. Michel Rocard, premier chef de gouvernement depuis 1981 à être entendu par la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, a répondu, jeudi 8 juin, à une question de M. Jean Lecanuet sur le découpage des régions.

Le premier ministre a assuré que le gouvernement ne procéderait pas « par voie d'autorité ». Après s'être déclaré partisan des régions à dimension adaptée à la compétition européenne, il a observé qu'il s'est créé une tradition des vingt-deux régions françaises, qui ont chacune leur personnalité.

M. Rocard a précisé qu'il ne s'opposerait pas aux demandes qui auraient l'accord à la base des départements et des régions. A M. Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères et président du conseil général de la Seine-Maritime, qui a évoqué une fusion entre Haute et Basse-Normandie, le premier ministre a confirmé que si les assemblées départementales et régionales manifestent une convergence pour une fusion le gouvernement n'y fera pas opposition.

Au tribunal de Paris

La révélation publique d'un sida est une « atteinte à la vie privée »

La société Burke Marketing Information et son directeur, M. Gilles Hustaix, ont été condamnés, mercredi 7 juin, par la première chambre du tribunal civil de Paris à verser 100 000 F de dommages-intérêts à l'un de ses employés, M. Marc Devillain, afin de réparer le préjudice créé par une note de service affichée le 3 février 1988 dans les locaux de l'entreprise, et révélant qu'il était atteint du sida (*le Monde* du 12 mai).

Dans son jugement, le tribunal, présidé par M^{re} Huguette Le Foyer de Costil, relève que « toute personne a droit au respect de sa vie privée. Elle est fondée à en obtenir la protection en fixant elle-même les limites de ce qui peut être rendu public, notamment sur son état de santé et les répercussions que celui-ci peut entraîner sur son existence ». Les juges soulignent que les précisions sur les manifestations de la maladie observées sur l'employé et rapportées dans la note de service constituent « une grave atteinte à la vie privée du demandeur », et « la diffusion fautive d'informations relevant du secret médical ».

M. P.

Sur le vif

Emballage cadeau

Quellecata ! Plus que dix jours jusqu'aux élections européennes et puis plus rien, rien de rien, avant trois ans au moins. J'en suis malade ! Comment ça, pourquoi ? Parce que le Père Noël va nous laisser tomber. Croyez pas qu'ils vont continuer à se frotter de projets de loi emballage cadeau, genre Villes-vacances-scolaires ! ou Dans-mes-bras-mon-frère-algérien ! quand ils ne seront plus obligés de tapiner à la porte des isolés, nos princes ! Fin, tout ça, terminé ! Alors que là, ils savent vraiment pas quoi inventer pour nous séduire, nous gâter : Tiens, regarde, chéri, ce que je vais t'offrir, c'est pas n'importe quoi, ça ?

Rien que ce matin, ils nous ont balancé cent quarante-sept mesures, excusent du peu, en faveur des demandeurs d'emploi. C'est dingue les attentions qu'on a pour eux ! J'en avais les larmes aux yeux. Pensez donc, on va leur laisser deux jours de vacances et installer une cabine téléphonique dans certains bureaux de l'ANPE, histoire de leur permettre de répondre aux petites annonces — Hé là, à la queue comme tout le monde ! — sans risquer d'attraper froid en faisant le pied de grue dans la rue.

Pendant qu'ils nous racontent en remâchant leurs angouilles, leurs mièvreries et leurs déceptions, on va leur fournir de la lecture : un guide des démarches à suivre pour le dégotter, ce foutu boulot, des fois qu'ils l'ignoreraient encore. Et attendez, c'est pas tout, leur ticket de bus ou de métro, on va le leur payer avant, pas après qu'ils se soient déplacés pour s'entendre dire que, désolé, la place est prise.

Ceux qui dépriment, ceux qui craquent, ceux qui somnolent auront même droit à une visite médicale gratuite. A condition de somatiser, de craquer, de déprimer depuis au moins un an. Vous vous rendez compte de la chance qu'ils ont tous eue là !

Mais les plus vus, c'est les futurs chômeurs. Le curriculum vitae, la façon de le rédiger, de le rendre attrayant, on va l'inscrire au programme des lycées. Nos enfants apprendront sur les bancs de l'école à exercer l'emploi de sans-emploi qui les attend. D'abord, ils seront reçus au bac à 80 %. Ensuite, ils seront recrutés à l'embauche dans les mêmes proportions. Le chômage, c'est pareil que la retraite, ça se prépare. Là, ce qui est chouette, c'est qu'on prend carrément les devants.

CLAUDE SARRAUTE.

SVM
SCIENCE & VIE MICRO
A QUOI SERT LA PUISSANCE DES MICRO-ORDINATEURS ?

Un gouffre de plus en plus profond sépare l'ordinateur de monstre tout-le-monde des monstres de puissance qui arrivent sur le marché. Mais à quoi sert autant de puissance ? Jusqu'où pourrions-nous reculer les limites de la micro-informatique ? Réponses précises sur un grand sujet de notre temps dans SVM.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- ZENITH, TANDON, EVEREX : les nouveaux monstres au banc d'essai.
- EXCLUSIF : le premier compatible Macintosh.
- L'ODYSSÉE DU SILICIUM : voyage aux confins de la micro-informatique.

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

Avec *Le Monde* sur Minitel

POLYTECHNIQUE

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

A B C D E F G

CE MOIS-CI DANS

CHALLENGES
LE PLUS EUROPÉEN DES MAGAZINES ÉCONOMIQUES

EUROPE

RÊVE OU CAUCHEMAR

Un dossier réalisé avec la participation de

Alain Minc, Pascal Lamy, V.G.E.,
Laurent Fabius, Simone Veil,
Philippe Herzog, Jean-Marie Le Pen,
Antoine Waechter, François Périgot,
René Bernasconi, Marc Blondel,
Henry Bordes-Pagès,
Frédéric Saint-Geours, Gérard Worms.